

## L'échec du sommet de Copenhague et la signature du traité sur les missiles intermédiaires

### Désastreux

L'échec du Copenhague, même si, comme on peut l'espérer, il n'est que provisoire, est à tous points de vue désastreux. Sur le plan symbolique, en premier lieu : l'Europe, est d'abord une idée, une idée qui ne cessera de troubler sur telle manifestation d'agriculteurs en colère ou sur tel calcul érigé de politique intérieure que lorsque les options publiques y auront véritablement adhéré. De ce point de vue, la tournure, constamment bien que courtoise, des débats porte un coup très sévère à la crédibilité des discours sur le grand dessein européen.

Désastreux, le sommet de Copenhague l'est aussi à Washington, à la veille de l'entrevue Reagan-Gorbatchev, parce que l'Europe perd du temps alors qu'elle en a si peu devant elle. La Communauté s'offre le luxe de faire du surplace tandis que l'adhésion de 1992, comme l'a dit le président de la République, « se rapproche dangereusement » ; elle s'engage dans ses problèmes domestiques, ignorant une tourmente boursière et monétaire qui appellerait d'urgence un début de réponse collective de sa part.

Désastreux, le conseil de Copenhague l'est enfin par le coup qu'il porte à la crédibilité du couple franco-allemand, en un temps où cette alliance dans l'alliance irrite de plus en plus certains partenaires européens, notamment les Italiens et les Britanniques. L'entente Paris-Bonn n'aura été à Copenhague qu'une sorte de complicité conservatrice ; elle aura joué comme un frein beaucoup plus, une fois n'est pas coutume, que l'attraction britannique.

La France qui, à un peu encore, disait soucieuse aux grandes lignes des propositions présentées par M. Delors sur la réforme de la politique agricole commune, et qui aurait pu s'en rapprocher encore un peu plus, a choisi à Copenhague le camp allemand et ouvert la rigide opposée par le chancelier à ces propositions. Ce blocage compromettrait l'accord sur tous les autres points.

S'agit-il d'un calcul ? M. Kohl n'envisage-t-il pas d'assouplir sa position, au risque de déplaire à ses agriculteurs et à la CSU, que lorsqu'il pourra, en échange, se prévaloir, à partir de janvier, du rôle de président de la Communauté pour se présenter comme l'artisan d'un accord global ? Le bruit en avait couru il y a quelques semaines, mais la tournure finissante en avait montré l'absurdité. Deux mois vont d'autre part être perdus pour ceux qui, comme M. Genscher, ambitionnaient d'utiliser la période de la présidence allemande pour mettre l'accent sur la coopération politique et faire enfin entrer l'Europe dans l'ère du grand jeu Est-Ouest.

Février sera d'autre part moins propice que décembre pour une France au seuil de la campagne électorale.

Tout cela étant dit, il serait injuste de ne voir dans la déconfiture de ce sommet que simple caprice politique ou économique. Il n'est pas si simple après tout de renoncer à des décennies de politique agricole commune. Il n'est pas si simple non plus pour une Communauté qui s'est pendant longtemps limitée à des accords économiques sectoriels de se lancer dans un projet global, cohérent et ambitieux, mais difficile précisément parce que tous ses éléments sont intriqués. Il est fallu, pour tenter le pas, un peu de cette « passion » dont M. Delors regrette l'absence. La nécessité en tiendra-t-elle lieu dans deux mois ?

(Lire, pages 4 et 5, l'article de PHILIPPE LEMAITRE et CLAUDE TRÉAN.)

M 0147 - 1208 0 - 4,50 F  
3790147004500 12080

## MM. Reagan et Gorbatchev vont aborder à Washington l'ensemble du contentieux Est-Ouest

Parti le lundi 7 décembre de Moscou, M. Gorbatchev est arrivé en fin de matinée à la base aérienne de Britze-Norton, en Grande-Bretagne, où il a eu avec M. Thatcher une conversation, suivie d'un déjeuner. Le numéro un soviétique était attendu un peu avant 17 heures (23 heures à Paris) sur la base aérienne d'Andrews, près de Washington, où il devait être accueilli par M. Shultz, secrétaire d'Etat américain.

Après la signature du traité sur les missiles intermédiaires, prévue mardi, MM. Reagan et Gorbatchev parleront d'une éventuelle réduction des armes nucléaires à longue portée, mais ils aborderont en fait l'ensemble du contentieux entre l'Est et l'Ouest. Cela après que les douze membres de la Communauté européenne ont étalé leurs divisions au sommet de Copenhague, qui s'est terminé sur un échec.



## Des armes stratégiques... à l'Afghanistan

WASHINGTON  
de nos envoyés spéciaux

Un sommet à toujours quelque chose d'irrationnel. Celui qui commence réellement mardi à Washington ne manquera pas à la règle. Comment expliquer cet affrontement en forme de rencontre de deux hommes que tout ou presque oppose ? Comment expliquer tous les espoirs que cette épreuve de force suscite ? Comment penser et pourquoi croire qu'un mieux peut naître de pareille confrontation ?

Le fait est pourtant là. Pendant trois jours, deux hommes, l'un de cinquante-six ans, l'autre de vingt ans son aîné, vont se parler, se jauger et peut-être prendre des décisions qui concerneront tous. Leur dialogue, pourtant, vient de loin. M. Gorbatchev est avant tout motivé par la nécessité de restaurer, sinon son pays, du moins

son économie. Croire ou non à sa sincérité est de peu d'importance. Mieux vaut s'interroger sur les moyens dont il dispose, sur ses chances de mener ses intentions jusqu'à leur terme.

Le traité FNI qui sera signé dès mardi, pour bien montrer que ce n'est là qu'un commencement, constitue à ce jour le premier succès tangible de M. Gorbatchev en matière de politique étrangère. Mais le secrétaire général tient sans doute à rapporter autre chose de Washington pour conforter sa propre position auprès de ses pairs.

Quant à M. Reagan, il voudrait, lui, que ce même traité ne soit pas son dernier succès. Il est clair qu'il souhaite ardemment que la négociation en cours sur une réduction de moitié des armements stratégiques aboutisse d'ici à l'été prochain. Non seulement parce que les portes de Moscou

lui seraient alors ouvertes pour un voyage qui ne manquerait pas de savoir et lui permettrait d'échapper au triste sort de « canard boiteux », ce pauvre président auquel plus personne ne s'intéresse alors que la campagne électorale est engagée. Mais aussi parce que Ronald Reagan rêve sincèrement d'un monde débarrassé des armes nucléaires avec, pour plus de sûreté, le bouclier spatial de l'IDS.

Même si les négociations START sont logiquement appelées à occuper une place de choix dans les entretiens, les deux dirigeants parleront de bien d'autres choses puisqu'ils doivent aborder aussi les droits de l'homme, les questions bilatérales et les problèmes régionaux, vaste catégorie où l'on place en particulier l'Afghanistan.

JACQUES AMALRIC et JAN KRAUZE.  
(Lire la suite page 3.)

## Détente ou paix ?

par ANDRÉ FONTAINE

Les peuples sont versatile. Celui des Etats-Unis ne fait pas exception à la règle. Oubliée la peur des « rouges » : voici des millions d'Américains saisis par la « gorbmanie ». Finie la croisade contre l'empire du mal : quitte à se faire traiter d'« idiot » par le président du « caucus » conservateur, Reagan n'hésite pas à déclarer qu'avec Gorbatchev il va s'occuper non seulement de « détente », mais de paix véritable.

On se croirait revenu, pour un peu, à l'époque où Uncle Joe, alias Staline, était l'idole des Yankees. Ecoutez Roosevelt, dans ses confidences à l'ambassadeur Bullitt : « J'ai comme l'impression que tout ce que Staline désire, c'est assurer la sécurité de son pays. Je

pense que si je lui donne tout ce qui me sera possible sans rien lui réclamer en échange, noblesse oblige, il ne tentera pas d'annexer quoi que ce soit et travaillera à fonder un monde de démocratie et de paix » (1). Noblesse oblige ! Et allez donc...

Reagan n'en est pas là. Mais enfin il tombe sous le sens qu'il préférerait demeurer dans l'Histoire comme l'homme de la réconciliation avec Moscou plutôt que comme celui de l'« étrange » ou de la dégringolade du dollar. Autrement dit, il est demandeur.

(Lire la suite page 4.)

(1) William Bullitt - « How we won the war and lost the peace », Life, 30 août 1948.

## M. Le Pen « indésirable » aux Antilles

Le président du Front national empêché par des manifestants de débarquer en Martinique

PAGE 11

## Des dizaines d'opposants iraniens seront expulsés de France

La décision a été annoncée lundi par le ministère de l'Intérieur

PAGE 48

## Mesures de grâce en Tunisie

Parmi les bénéficiaires, plus de six cents islamistes

PAGE 6

## Libéralisme et krach boursier

Le « moins d'Etat » a encore de beaux jours

PAGE 42

## Les réponses aux dix premières questions

PAGE 14

Le sommaire complet se trouve page 48

## Un entretien avec M. Nguyen Van Linh

## Les certitudes du numéro un vietnamien

Le secrétaire général du PC vietnamien, M. Nguyen Van Linh, écrit souvent dans la presse vietnamienne, où ses billets - très attendus - sont signés des initiales « NVL », mais il est exceptionnel qu'il s'exprime dans la presse internationale.

HANOI  
de notre envoyé spécial

En secrétaire général du PC vietnamien en décembre 1986, lors de son sixième congrès, M. Nguyen Van Linh est devenu, en l'espace d'un an, le véritable chef d'orchestre d'une équipe qui tente à la fois de rompre l'isolement du Vietnam et d'en amorcer le développement économique. Cet ancien bagnard - il a fait deux séjours à Poulo-Condore, dont l'un de l'âge de seize ans à vingt et un ans, - a accompli une grande partie de sa carrière dans le Sud à l'époque des guerres française puis américaine. En 1975, il assure la direction du PC à Saigon, rebaptisée Ho-Chi-Minh-Ville, un poste crucial qui lui sera de nouveau confié en

1981 pour cinq ans, en dépit d'une apparente disgrâce, puisqu'il est éliminé du bureau politique de 1982 à 1985.

M. Linh, aujourd'hui âgé de soixante-trois ans, qui paraît de tempérament très calme, a entrepris de relever le Vietnam des ruines causées par quarante ans de combats. Il semble tout aussi désireux de voir aboutir un règlement du conflit cambodgien. « A l'heure actuelle, nous ne pouvons pas concentrer nos efforts sur notre développement. Nous devons défendre notre pays sur la frontière nord et remplir notre devoir international au Cambodge, ce que nous faisons aussi pour assurer notre défense », nous a-t-il déclaré, le samedi 5 décembre à Hanoï, au cours d'un entretien au siège du comité des relations extérieures du PC, vieille bâtisse de style colonial au cœur de la capitale vietnamienne.

Bien sûr, dit-il d'emblée, « le Vietnam ne peut que se réjouir » des résultats, annoncés la veille, des premiers entretiens entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh. « C'est un premier pas important.

Il ouvre la voie à une solution du problème cambodgien », estime-t-il, tout en n'omettant pas, au passage, de qualifier de « très positif » le fait que la France « ait permis la rencontre ». M. Linh poursuit : « Je suis personnellement convaincu que, en dépit de difficultés inévitables, le processus de réconciliation nationale entre Cambodgiens sera un succès et que le prince Sihanouk rentrera au Cambodge pour y occuper une position élevée. »

JEAN-CLAUDE POMONTI

(Lire la suite page 8.)

## Le Monde

ÉCONOMIE

« La crise de l'aménagement rural. » La conjoncture, par Jacques Sauvage. « La chronique de Paul Fabra : les promesses ambiguës de l'Acte unique. »

Pages 37 à 40

## PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE 1987

Joseph BRODSKY



Poèmes  
1961-1987

Traduit du russe  
Préface de Michel Aucouturier

GALLIMARD nrf

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 150 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.



حکومتی اصلاحی

## Débats

### Mon témoignage sur Heidegger

par JOSEPH ROVAN

Qu'il fut le plus grand philosophe du temps de sa jeunesse, dans les années 40 ? Comment répondre sans prononcer le nom de Martin Heidegger ? Ajoutons, si l'on veut, « hélas », — comme Gide pour Victor Hugo — bien que cette pensée délicate à la fois devant le penseur déclinant et devant la triste banalité de la misanthropie politique.

Dans le débat relancé par le livre du chercheur chilien Victor Farias, je me suis justifié de faire entendre la voix d'un souvenir mineur. Réfugié à Lyon dans le printemps 1941, permanent de la Résistance après l'été 1942, j'avais du temps pour des études « désintéressées » — mon état de « clandestin » m'interdisait de me présenter aux concours. Je ne me souviens plus comment j'avais appris l'existence de Sein und Zeit. J'en découvris un exemplaire à la bibliothèque de la faculté des lettres, que je fis mien. Par des amis communs, au même moment, je rencontrai Jean Beaufret, germaniste et philosophe qui enseignait au lycée Ampère. L'intérêt pour Heidegger fut un des ciments de notre amitié.

Muni du gros livre paru chez Niemeyer à Halle, je me rendis tous les soirs chez Beaufret. Nous nous penchions alors ensemble sur les mystères du *Sein*, de l'ontologie et de l'ontologie. Je n'avais que de pauvres notions de philosophie, mais mon allemand était plus substantiel que celui de Beaufret. Nous avançons heureux dans les arcanes d'une pensée servie par une langue dont la poésie et la rigueur me tenaient toujours sous leur charme. Nous avions entendu parler du rectorat de Heidegger et de ses faiblesses. Les imperfections de l'homme nous agitaient, mais l'œuvre nous tenait en haleine.

Quand les Allemands occupèrent Lyon, à la fin de 1942, ils fixèrent la censure à 20 heures. Nos séances de travail heideggerien allaient-elles prendre fin ? Que non pas ! J'étais devenu entre-temps un des responsables de la fabrication de faux papiers pour la Résistance. Tous les jours, mon service s'enrichissait de nouveaux modèles et de nouvelles capacités. Ce n'était pas difficile de se procurer un exemplaire du *Sein und Zeit* établi par les autorités d'occupation et de la reproduire. Désormais c'est muni de mon faux laissez-passer que j'allais fièrement chez Beaufret pour traduire et commenter quelques pages du penseur qui nous dévoilait le sens de l'être, la vérité libérée de ses voiles.

Un ami commun, Marc Barbezat, industriel fortuné, faisait paraître à ses frais une revue littéraire de luxe et d'avant-garde qu'il intitulait *Arbelète*. Il fut séduit par nos récits et nos lectures, et publia quelques pages de ma traduction. Quand je disparus à Paris, happé par la Gestapo, Beaufret poursuivit l'ouvrage. *Arbelète* eut du succès : quand je revins de Dachau, en juin 1945, mes traductions étaient connues d'un certain nombre d'intéressés.

On m'en redemanda : je donnai à Max-Pol Fouchet et sa revue *Fontaine*, rassemblée d'Algérie, les textes de ma traduction du poème de Hölderlin « *Witz, wohnt am Feuer* », et mis en français la lettre à Jean Beaufret qui scellait l'alliance des deux philosophes, dont le plus jeune se conçoit à tel point comme le disciple de l'autre qu'il appellera plus tard son œuvre propre et capitale : *Entstehung des Heidegger*.

#### Le piano du philosophe

Je m'en fus ensuite, à l'automne 1945, participer à la reconstruction d'une Allemagne démocratique. Prés de Fribourg, je devais animer une semaine de formation pour responsables d'universités populaires. Jean Beaufret me demanda de m'occuper de Heidegger qu'il savait en proie à des représailles. Celles-ci, je m'en aperçus, n'étaient pas trop pénibles : bien sûr, le professeur avait perdu sa chaire, une partie de son appartement était occupée — mais ce qui le blessait le plus, c'est qu'on avait réquisitionné son cher piano qui servait dans un mess de sous-officiers français à des fins moins nobles que chez le philosophe. Je pensai que la punition était sans rapport avec la nature du crime, et parvins à faire rapporter le piano dans son lieu d'origine. Heidegger m'en sut gré ; je savais par Beaufret que mes traductions lui convenaient.

S'il ne parlait pas bien le français, il avait de notre langue une bonne connaissance littéraire, comme beaucoup de lycéens d'autrefois qui lisaient fort bien le latin et le grec mais le parlaient peu. Un jour, je pense que c'était ensemble, Jean Beaufret et moi, nous rendîmes visite à Heidegger dans son chalet de Todtnauberg. Je le voyais pour la première fois et je fus saisi par l'extraordinaire impression de puissance qui émanait du petit homme moustachu. Ce n'était pas une question de

sympathie, encore moins d'amitié, mais la certitude de rencontrer la grandeur qui n'est pas nécessairement éphémère.

Deux autres hommes seulement m'ont fait vivre cette même certitude, et Dieu sait que leur grandeur était d'une autre nature et qu'elle suscitait d'autres formes et d'autres qualités d'admiration : le général de Gaulle et le cardinal de Lubac.

Pendant deux jours, Heidegger, Beaufret et moi nous nous penchâmes sur un dictionnaire franco-allemand, petit carnet manuscrit dans lequel j'avais noté les traductions des principales notions rencontrées dans les textes heideggeriens. Ce fut une suite de moments très intenses. Quel que fût le jugement que méritait l'homme public et le rapport de l'action publique avec la pensée (Luther a écrit d'abominables pages antisémites et Marx a donné naissance à Lénine et à Staline), c'est une pensée d'une importance capitale qui se communiquait à nous. Jean Beaufret garda le carnet et ses héritiers ne l'ont pas retrouvé.

Mon propre chemin devait m'éloigner ensuite de ces recherches mais il me resta une conviction très forte, ou plutôt deux convictions.

La première concerne l'importance que la pensée heideggerienne a eue pour la construction de ma propre *Weltanschauung*. Elle m'a permis de concevoir l'alliance de la rationalité et de l'intuition par laquelle nous accédons à une autre connaissance de l'être. Je pense que, sans la fréquentation de Heidegger, je ne me serais pas senti appelé à rejoindre l'Eglise catholique.

La deuxième conviction a trait aux rapports entre la pratique de Heidegger et son comportement humain, d'une part, et son œuvre philosophique de l'autre. Ce serait faire injure au penseur que de l'absoudre des responsabilités prises et des fautes commises par l'homme. Les puissances que le philosophe dévoile sont de lumière mais aussi de nuit, de sagesse et d'infirmité. Ce sont les sagesse de l'existence qu'il ouvre à notre regard, et ces sagesse, il les a lui-même fréquentées. Sa pensée et son œuvre ont des liens substantiels avec le national-socialisme, qui fut aussi et même surtout une manifestation du diabolique. Ce n'est pas sans peine que nous avons pu nous en débarrasser et que nous sommes parvenus à une pensée moderne, égale en importance de celles de Hegel, de Marx et de Nietzsche, allemandes comme Heidegger et découvertes comme lui de profondeurs étonnantes.

### Il nous faut un président-manager

Un arbitre à l'Elysée ? Non ! La France doit pouvoir parler d'une seule voix.

par BERNARD KRIEF (\*)

VOILA que se dessine peu à peu une nouvelle lecture de la Constitution de la V<sup>e</sup> République. La France va-t-elle y gagner ? Essayons d'examiner la chose, hors polémique.

Lorsque l'actuel président de la République a été élu, il ne renia rien du rôle du président de la République tel que — avec des styles divers — le lui ont légué ses trois prédécesseurs. Il est le chef suprême et il intervient par gouvernement interposé dans toutes les affaires. Tous les domaines sont les siens : la défense, la culture, les affaires étrangères mais aussi l'économie et l'intérieur, et encore la moindre nomination porte plus ou moins son empreinte. Peut-être l'idée d'un président-arbitre était-elle déjà en devenir dans son esprit ? C'est ce qui expliquerait que certaines décisions, aujourd'hui contestées, aient pu être prises en son nom. S'était-il éloigné des affaires sans que cela fût dit ? Toujours est-il qu'avant mars 1986 personne n'a fait la moindre allusion à ce fait, d'importance ! Personne n'a parlé de président-arbitre.

Le changement de majorité à l'Assemblée nationale aurait pu entraîner sa démission. Il n'en a pas jugé ainsi et comme je l'avais prévu dès mars 1986 (1), ce qui est devenu la cohabitation n'a bien en effet jusqu'à ce terme.

Dans cette situation il s'est révélé, à la surprise de la plupart des observateurs, que le président de la République n'avait de pouvoir ni de droit ni de fait. L'usage de l'article 16 et la dissolution sont des bombes atomiques ou des sabres de bois, selon les situations.

Certes, il a pu ainsi freiner, bloquer, retarder, critiquer, rechigner. Mais cela s'est limité en fin de compte à marquer sa fidélité à quelques amis en les protégeant, retarder des projets de loi, s'amuser d'une compétition de présence et de prestige avec le chef du gouvernement ou l'un de ses ministres, lancer par-ci par-là un commentaire sur une institution, un dossier, un projet de loi. Qu'a-t-il pu imposer ? Rien. Qu'a-t-il pu empêcher ? Pas davantage.

On comprend dans ces conditions que la plate-forme de communication du président de la République devrait être repensée attentivement et c'est pourquoi, loin de reconnaître son impuissance à peser sur les décisions — ce qui, s'ajoutant à la défaite de

ses troupes, eût à coup sûr détérioré son image — il s'affirme aujourd'hui arbitre.

Tandis que ses partisans lui reconnaissent volontiers cette qualité (et cela d'autant plus facilement que le gouvernement considère cette attitude comme un moindre mal), des voix se sont élevées pour le dénoncer comme un arbitre partisan. Comment le lui reprocher ?

#### Le paraphe inchangé

Ayant décidé l'entrée des communistes au gouvernement et donné à la France un jeune premier ministre (à la suite d'un moins jeune mais tout aussi présent), il était forcément solidaire de tous les actes du gouvernement. Même si sa confiance lui trahie par ceux de ses collaborateurs qu'il croyait les plus fiables, le gouvernement et la politique menée étaient bien les siens. Aujourd'hui, il préside un gouvernement dont il estime la politique discutabile et, tandis que sa bouche critique et condamne, sa main signe d'un paraphe inchangé dans son élégance et son efficacité, depuis le début de cette cohabitation, par choix pour lui et obligation pour la majorité parlementaire.

Mais le problème n'est pas de savoir si François Mitterrand peut devenir un arbitre équilibré. Après tout, la capacité d'effort de volonté, d'intelligence et aussi d'humanité qu'on lui connaît pourraient peut-être lors d'un prochain mandat lui permettre d'oublier ses convictions profondes pour « arbitrer ». Laissons la question ouverte.

Mais la France a-t-elle besoin d'un président-arbitre ? Et pour quoi faire ? Va-t-il arbitrer entre un gouvernement supposé animé de mauvaises pensées face à un bon peuple de France qu'il faut protéger des excois ? L'hypothèse ne tient pas. Entre une politique libérale et le socialisme pour se situer à un milieu supposé juste, à la manière de cette famille dont certains membres veulent rester en France, d'autres se rendre au Brésil, le juste milieu étant une plate-forme équilibrante des deux camps en plein océan Atlantique ?

Faut-il quelqu'un qui freine quand l'autre accélère ? Prendre le plus grand vent dans les voiles quand l'autre les cargue et tandis que l'un agit pour mobiliser le pays, l'autre prophétise l'échec ?

Et avec une majorité parlementaire et un gouvernement de son choix ? Un président-arbitre, quelles que soient ses opinions et sa volonté, n'a pas davantage d'utilité. Il ne serait alors qu'un sage donnant ses avis mais laissant le gouvernement libre de ne pas les suivre. N'ayant pas le pouvoir réel, il n'en aurait pas la responsabilité.

Est-ce cela que nous voulons ? Un président-arbitre qui conseille, mais qui n'est responsable de rien ? Au courant de rien ? Représentant de luxe de la maison France, interlocuteur brillant des autres chefs d'Etat, sans que ses propos soient autre chose que l'expression de la volonté d'un gouvernement soutenu par l'Assemblée ? Ce n'est pas cela la V<sup>e</sup> République.

Par les temps difficiles que nous traversons, dans cette solidarité-concurrence que nous avons avec les autres pays occidentaux sur le plan technologique, commercial, économique, financier, militaire et aussi politique puisqu'il nous faut — même en margeant notre indépendance — être dans un camp, nous avons besoin d'une France qui ne parle que d'une seule voix, à tout le moins décidée, quand elle n'a pas les moyens d'être forte.

Que serions-nous devenus avec un « chef d'Etat arbitre » au lendemain de la seconde guerre mondiale ? Qu'étoions-nous devenus sous la IV<sup>e</sup> République ? Ce qui nous a ressuscités, c'est justement le retour d'un chef responsable et fort en 1958. La France et ses ressources humaines, technologiques, minières, étaient les mêmes. C'est donc la force d'un homme responsable, d'un manager de la nation qui a fait la différence.

Si l'on doit changer de République, il faut que ce soit pour renforcer les pouvoirs et les responsabilités du président de la République (2) et non pour revenir à la IV<sup>e</sup> République dont on pourrait dire, comme d'une personne, qu'elle n'a pas survécu à une faiblesse de Constitution.

La France a besoin d'un président-manager, actif, courageux, efficace, assumant les décisions de son gouvernement pour en être solidaire parce qu'il faut, pour une France performante, un président fort et responsable, qu'il soit de gauche ou de droite, chassant la-dessus peut garder ses convictions. Mais un président-arbitre, n'est-ce pas tout simplement antinomique ?

(1) *Le Croix*, 21 mars 1986.  
(2) *Gérer la France comme une entreprise*, Laffont, B. Krief et J. Darmon, 1986.

### Au Courrier du Monde

#### JUGEMENT

L'engagement de l'évêque de Jérémie

Dans l'article sur Haiti — Sous le vernis démocratique des élections, une lutte féroce pour le pouvoir — paru dans le *Monde* daté 29-30 novembre, j'ai lu que « les prêtres engagés, tel Mgr Rousselle, évêque de Jérémie, ont troqué la doctrine de la théologie de la révolution pour le ton plus mesuré de l'évangile ».

Je m'étonne d'un tel jugement à l'exportation sur l'évêque de Jérémie, car il n'est pas dans les habitudes de langage de Mgr Rousselle d'utiliser la « doctrine », ni dans ses catégories intellectuelles d'élaborer une « théologie de la révolution ». Dire ce que vous dites, c'est méconnaître et la personne et la sensibilité évangélique de l'évêque de Jérémie.

CHARLES ANTOINE  
(DAL : Diffusion de l'information sur l'Amérique latine).

#### CONTRE-VÉRITÉS

#### Cancers et essais nucléaires

Je suis président de l'Association des amis de la Polynésie française, fondée en 1975, dont les membres se rendent régulièrement auprès des malades polynésiens hospitalisés en France métropolitaine.

A ce titre, je reçois régulièrement de l'administration locale la liste des malades et leur affectation dans les hôpitaux. Notre association a donc une expérience de plus de dix années, et elle travaille en liaison

avec les professeurs qui ont la responsabilité des soins (certains sont eux-mêmes membres de l'AAPPF).

C'est avec indignation que j'ai pris connaissance de l'article du *Monde* du 25 novembre, intitulé « La TV britannique accuse la France », et relatant le contenu d'une émission réalisée par des journalistes anglais et néo-zélandais.

Il n'a jamais été observé à aucun moment et ce, depuis plus de vingt ans, une recrudescence des cas de cancer, tumeur ou malformation, chez les Polynésiens du fait des essais nucléaires.

PAUL COUSSERAN,  
ancien haut commissaire de la République de Polynésie française.

#### PATERNITÉ

« La Fayette, nous voici ! »

Puis-je répondre à votre lecteur M. P. Bourget (*Le Monde* du 25 novembre) que le mot « obéir » — *La Fayette nous voici !* — ne fut effectivement pas prononcé par le général Pershing, mais bien par le colonel Charles E. Stanton, le 4 juillet 1917, sur la tombe de La Fayette, au cimetière de Picpus.

Après le discours de circonstance du général Pershing, le colonel ne prononça que quatre mots : « *La Fayette, we are here* », ce qu'atteste le général Pershing lui-même dans son livre *My experiences*.

Toutes ces précisions, et d'autres, ainsi que les références (livres, articles de journaux...) se trouvent dans l'ouvrage publié en 1946 par Henri Gourbier : *Les mots historiques qui n'ont pas été prononcés* (Éditions de Fontenelle).

JEAN GARTNER  
(Saint-Clement-de-Rivière, Hérault).

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75477 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONOPAR 650572 F  
Tél. (1) 45-23-06-81  
Tél. (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wauis.

Rédacteur en chef :

Daniel Veret.

Correspondant en chef :

Claude Sèze.

#### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 208 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 763 F 1 089 F 1 390 F

II. — SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 464 F 1 890 F

Par voie aérienne : tarif en demande.

Changements d'adresse : diffuser ou

provisoire : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez envoyer l'indiquement d'expédition

tous les virements postaux et chèques

d'abonnement.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 35-15 - Type LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Le Monde (USPS 785-910) is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde s/a Speditions, 45-45 39th Street, L.G.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at L.G.I. and additional offices, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde s/a Speditions, U.S.A., P.O. Box 45-45 39th Street, L.G.I., N.Y. 11104.

Pierre VIDAL-NAQUET

Les assassins de la mémoire

Pierre Vidal-Naquet

Les assassins de la mémoire

69 francs

« Un Eichmann de papier »

et autres essais sur le révisionnisme

« Un livre qui plaide pour la rigueur historique

contre la confusion, pour une histoire à venir

contre les délires des morticoles. » Le Monde

« Si vous voulez savoir tout ce qui se cache derrière

« le point de détail » de Jean-Marie Le Pen, lisez

Pierre Vidal-Naquet. » Le Nouvel Observateur

« Un ouvrage salutaire dont on ne peut que conseil-

ler vivement la lecture en cette période de délabre-

ment du discours politique. » La Croix

La Découverte





La rencontre de M. Reagan et de M. Gorbatchev à Washington

Le traité américano-soviétique sur l'élimination des forces nucléaires intermédiaires (FNI) que doivent signer, mardi 8 décembre, à Washington M. Ronald Reagan et M. Mikhaïl Gorbatchev est prêt et aucune négociation de dernière minute n'est en cours, a déclaré, dimanche 6 décembre, M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain, interrogé lors d'un débat télévisé, a précisé que les experts chargés de mettre la dernière main à la rédaction finale du texte en étaient au stade de la comparaison des versions en russe et en anglais. « Tout est terminé » en ce qui concerne la négociation de cet accord, a-t-il affirmé.

A Moscou cependant, la Pravda estimait dimanche que les derniers développements aux Etats-Unis à la veille du sommet font douter de la sincérité du gouvernement américain concernant le processus de désarmement. Le quotidien du PC soviétique dénonce les « forces de droite et militaristes » américaines qui s'opposent au désarmement. Evoquant les dernières accusations américaines de violation par l'URSS du traité ABM (sur les missiles antibalistiques)

de 1972, la Pravda conclut : « Derrière ces faits et d'autres encore, on comprend aisément que nombre de Soviétiques doutent que le gouvernement américain soit sincèrement intéressé par un processus réel de désarmement. »

De même l'agence Tass a qualifié de « ramassis anti-soviétique » les milliers de personnes qui ont manifesté à Washington en faveur des refusniks. L'agence soviétique dénonce cette manifestation dont les « organisateurs avaient pour but » de « discréditer l'URSS et son gouvernement aux yeux des Américains ». De leur côté les Etats-Unis ont annoncé qu'ils allaient protester contre l'interpellation à Moscou d'un journaliste américain qui couvrait une manifestation contre la politique d'émigration. (Lire page 6.)

Au Caire, le président égyptien Mubarak a invité MM. Reagan et Gorbatchev à convenir d'une « formule décisive pour mettre fin à l'occupation israélienne de territoires arabes et permettre au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination ». Dans

une déclaration publiée dimanche, le président égyptien a d'autre part affirmé que les deux superpuissances doivent « se mettre d'accord » sur la nécessité de mettre fin à la guerre irako-iranienne. « La présence militaire des grandes puissances dans le Golfe est une reconnaissance de l'intérêt stratégique qu'elles portent à la liberté de navigation et à l'arrêt de l'escalade militaire » a indiqué un porte-parole.

De son côté, le colonel Kadhafi, chef de la révolution libyenne, a fait part, dans un message « urgent » adressé samedi à M. Gorbatchev, de sa préoccupation quant aux possibles conséquences de la rencontre américano-soviétique pour l'Afrique et l'Afghanistan. Selon l'agence libyenne JANA, le message remis à l'ambassadeur soviétique à Tripoli souligne l'« inquiétude des peuples angolais, éthiopiens, afghans, libyens, et tchadiens quant aux conséquences de cette rencontre qui risquent de leur être défavorables ». Le dirigeant libyen exprime par ailleurs son soutien à la politique soviétique sur le désarmement. - (AFP, Reuters.)

Des armes stratégiques à l'Afghanistan

(Suite de la première page.)

C'est un sujet à propos duquel M. Ronald Reagan aimerait bien mettre son interlocuteur au pied du mur. D'autant que M. Gorbatchev fait miroiter depuis quelque temps la perspective d'un retrait des troupes soviétiques avant la fin de l'année prochaine. C'est-à-dire juste avant la fin du second et dernier mandat de Ronald Reagan. Il y a de grandes espérances - ou de grandes déceptions - dans l'air.

Plus en détail, voici les principaux dossiers qui figurent à l'ordre du jour de ce sommet :

- Elimination des missiles intermédiaires (FNI) en Europe.

C'est le seul point acquis du sommet. Il l'est depuis que MM. Shultz et Chevardnadze ont bouclé l'affaire à Genève il y a une quinzaine de jours. Dans les trois ans, l'URSS et les Etats-Unis auront démantelé ces armes. Quantitativement, l'affaire est d'une importance limitée puisque les engins concernés - d'une portée allant de 500 à 5 500 kilomètres - ne représentent même pas 5 % des arsenaux nucléaires existants. Qualitativement, l'accord marque pourtant une date fondamentale dans l'histoire de la réduction des armements : c'est la première fois que des armes existantes sont vouées aux oubliettes (il ne s'agissait auparavant que de maîtriser la croissance des arsenaux), et c'est aussi la première fois que les puissances concernées acceptent un système de vérification basé sur des inspections *in situ*, autrement dit impliquant un certain abandon de souveraineté.

(IDS ou « guerre des étoiles »).

Certes, M. Gorbatchev a complètement changé de langage depuis Reykjavik, où il affirmait qu'aucun accord sur les armements ne pourrait être conclu tant que les Américains n'auraient pas renoncé formellement à leur projet de défense spatiale.

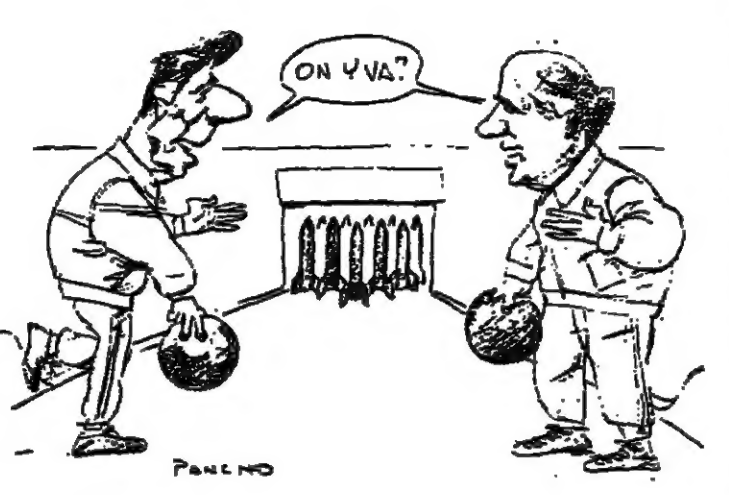
Le numéro un soviétique a même affirmé récemment, comme en écho au président Reagan, que l'IDS ne serait pas sur la table des négociations. Mais pour ajouter aussitôt qu'il serait peut-être question du respect du traité ABM (missiles antibalistiques). Toute la question est désormais de savoir si les Soviétiques exigent toujours une interprétation du traité signé en 1972 qui limiterait considérablement le programme de recherches américain sur l'IDS dans l'espoir que, les difficultés techniques et les restrictions financières imposées par le Congrès aidant, le projet américain se réduise comme une peau de chagrin.

éventuelle négociation israélo-arabe. D'un autre côté, on enregistre ici avec intérêt les conseils de modération donnés récemment par Moscou et Damas et une certaine reprise des contacts d'Israël avec l'URSS et les pays de l'Est ; on s'inquiète aussi de la sophistication croissante de la politique soviétique dans la région ; amélioration des rapports avec l'Egypte et les pays du Golfe notamment.

C'est à propos de la guerre du Golfe d'ailleurs que les entretiens pourraient être les plus intéressants : Washington voudrait, en effet, que l'URSS se rallie enfin à l'idée d'un embargo sur les livraisons d'armes à l'Irak, conséquence logique du refus de Téhéran d'appliquer la résolution 598 votée par Moscou au Conseil de sécurité et qui appelait à un cessez-le-feu immédiat. Comme pour prévenir les reproches des Américains qui les accusent de faire délibérément traîner les choses, les Soviétiques ont à la veille du sommet lancé un avertissement inhabituel et public à Téhéran (le Monde daté 6 et 7 décembre).

- Amérique centrale et latine.

M. Gorbatchev, qui n'ignore rien de la passion que porte M. Reagan aux combattants antisaïnistes de la Contra, a évité depuis son arrivée au pouvoir de provoquer Washington dans son « arrière-cour ». C'est ainsi par exemple qu'il a tenu compte des avertissements américains et n'a jamais livré à Managua les chasseurs réclamés. La prudence soviétique (on la retrouve encore dans la crise haïtienne où Moscou s'est abstenu de toute ingérence) s'accompagne d'une campagne de charme à l'égard des régimes « bourgeois » du continent : elle a été ouverte en septembre par M. Chevardnadze qui s'est rendu en Argentine, au Brésil et en Uruguay, et M. Gorbatchev a déjà fait savoir qu'il aimerait lui aussi se rendre dans ces pays ainsi qu'au Mexique.



Même si la plupart des gouvernements européens ont fait bonne figure, tout en pensant que Moscou allait obtenir à pas trop mauvais compte un beau succès dans sa recherche de la dénucléarisation de l'Europe occidentale, on est en droit de se demander si le sommet de Washington ne va pas déboucher à terme sur l'option triple zéro, c'est-à-dire l'élimination également des armes nucléaires à très courte portée (moins de 500 kilomètres). Aux dernières nouvelles M. Shultz a confirmé dimanche que, avant de s'attaquer aux armes à très courte portée, Américains et Soviétiques devront s'entendre sur le rééquilibrage des arsenaux convention-

nels, la réduction des armes stratégiques et l'élimination des armes chimiques.

- Les armes stratégiques et l'IDS.

C'est en principe le plat de résistance du sommet. On parle de choses beaucoup plus « sérieuses », car la négociation START concerne le cœur du système offensif des deux pays. Les problèmes à résoudre, notamment dans le domaine de la vérification, sont encore beaucoup plus complexes que pour les FNI. Mais, en contrepartie, l'expérience acquise pendant les conversations sur les missiles intermédiaires pourrait permettre de gagner du temps.

Les deux parties sont déjà d'accord sur certains principes. L'objectif est de réduire de 50 % l'arsenal stratégique des deux superpuissances. On a aussi convenu d'un plafond général de 6 000 têtes nucléaires stratégiques, dont 1 540 au maximum peuvent être portées par 154 missiles lourds intercontinentaux, considérés comme les plus précis. Mais il reste à convenir des autres limites par catégories (les sous-plafonds). Les Américains souhaitent par exemple qu'il n'y ait pas plus de 4 800 têtes nucléaires balistiques (les autres étant des charges portées par des missiles de croisière, domaine dans lequel ils ont une importante avance)...

Autre hypothèse confortée par divers signaux venus de Moscou : l'URSS, sentant que l'IDS est inscrite dans la logique de l'évolution scientifique et technique, se contente de limiter les dégâts. Son objectif serait simplement d'empêcher que les Etats-Unis ne prennent trop d'avance alors que, M. Gorbatchev en a publiquement convenu, l'URSS poursuivait

tent le faire avant la fin de l'année prochaine. Les Américains affichent une grande prudence, soulignant que jusqu'à présent les déclarations soviétiques n'ont été suivies d'aucun geste concret et que la guerre continue dans toute sa cruauté. Mais, en même temps, M. Reagan a pris soin de souligner que M. Gorbatchev avait « hérité » de ce problème, une formule d'ailleurs reprise, le dimanche 6 décembre, par le porte-parole soviétique, M. Gue-rassimov.

- Le conflit israélo-arabe et la guerre du Golfe.

Même s'ils évoquent le projet de conférence internationale sur le Proche-Orient, il y a peu de chances pour que MM. Reagan et Gorbatchev débloquent un dossier dont M. Shamir ne veut à aucun prix l'abandonner. Il n'empêche, l'heure n'est plus où on ne voulait pas entendre parler à Washington d'un rôle et d'une présence soviétiques dans une

se n'est en passe de gagner puisque les troupes de l'UNITA bénéficient de l'appui de l'Afrique du Sud et des Etats-Unis (qui ont fourni la majeure partie des missiles Stinger) et que celles du régime de Luanda peuvent compter sur l'aide d'un contingent cubain de 35 000 hommes et de 1 500 « experts » soviétiques et est-allemands.

Washington exige le départ des Cubains et des conseillers allemands et soviétiques, promettant en échange de tout faire pour que Pretoria accepte enfin l'indépendance de la Namibie prévue par une résolution des Nations unies adoptée en 1978. Mais rien ne prouve que les Etats-Unis puissent ou veuillent faire entendre raison à l'Afrique du Sud.

- Droits de l'homme.

A chaque rencontre américano-soviétique, et à plus forte raison à chaque sommet, les Etats-Unis abordent la question en soulignant qu'elle est au moins aussi importante que les autres. « Dans mes entretiens à venir, je sais que seront assis à mes côtés des invités invisibles, des hommes et des femmes dont le seul espoir est qu'ils ne seront pas oubliés en Occident », a déclaré M. Reagan quelques jours avant l'arrivée de son hôte.

Les Américains reconnaissent que des progrès ont été enregistrés mais qu'il faut aller plus loin, et pas seulement faire des concessions sur des cas individuels. Pour l'opinion, les médias américains, ce qui importe avant tout c'est l'émigration des juifs d'URSS. Deux cent mille personnes venant parfois de régions fort éloignées ont manifesté dimanche en leur faveur à proximité de la Maison Blanche, sous la direction d'anciens « refusniks » à présent en Occident et de personnalités comme Elie Wiesel. La manifestation d'une ampleur tout à fait exceptionnelle a été marquée par les discours de plusieurs candidats aux élections présidentielles. M. Reagan a fait envoyer un message de soutien aux manifestants, mais la Maison Blanche avait depuis longtemps obtenu des organisateurs que la manifestation ait lieu avant et non pendant le séjour de M. Gorbatchev à Washington.

JACQUES AMALRIC et JAN KRAUZE.

Quatre tête-à-tête et deux dîners officiels

WASHINGTON  
de nos envoyés spéciaux

Pas de tourisme, pas de visite de supermarché et, naturellement, pas de bain de foule. Pendant les trois jours et trois nuits qu'il passera à Washington, M. Gorbatchev verra beaucoup le président Reagan, qu'il connaît déjà bien, et à peine les Etats-Unis, où il n'a jamais mis les pieds.

M. Reagan rêvait de faire découvrir l'Amérique à son interlocuteur, de lui montrer qu'elle n'est pas aussi mauvaise que ne le prétend « la propagande dans laquelle le numéro un soviétique a été élevé ». Les Soviétiques ont décliné l'offre. M. Gorbatchev, logé à l'ambassade d'URSS, ne verra, à travers les vitres fumées de sa Zil blindée, que le centre plutôt impersonnel de Washington.

Washington, où il devait être accueilli à la base militaire d'Andrews par le secrétaire d'Etat, M. George Shultz. Mais, décalage horaire oblige, le « véritable » séjour de M. Gorbatchev ne commencera que mardi matin avec la cérémonie d'accueil à la Maison Blanche, suivie d'un premier tête-à-tête, et, en début d'après-midi, de la signature du traité sur l'élimination des missiles (FNI) de portée intermédiaire et d'un second tête-à-tête. Le soir, au « grand dîner » à la Maison Blanche, sur fond de lutte des classes, les Américains, tradition oblige, seront en smoking, et les Soviétiques en costume de ville. « Nous n'avons pas ce genre de vêtements ni ces habitudes bourgeoises », a expliqué avec un clin d'œil le porte-parole soviétique, M. Gue-rassimov.

Le face-à-face des épouses

Le mercredi soir, dîner retour à l'ambassade d'URSS, après toute une journée d'entrainement, le clou médiatique de la visite : le face-à-face des épouses. Pendant que Ronnie et Micha auront leur second tête-à-tête, Nancy et Raïssa auront, elles aussi, une conversation très attendue pour toutes sortes de raisons. D'abord, la première entrevue des deux dames à Genève avait été désagréable, M<sup>me</sup> Gorbatchev s'étant lancée dans des tirades idéologiques sur un ton qui n'avait guère plu à son interlocutrice.

A Reykjavik, M<sup>me</sup> Gorbatchev avait aggravé son cas en feignant jusqu'au dernier moment de

ne pas accompagner son mari, ce qui avait incité M<sup>me</sup> Reagan à rester chez elle. Raïssa avait occupé finalement seule tout le devant de la scène. Ensuite, M<sup>me</sup> Reagan a dû attendre plus de quinze jours la réponse à une invitation pour un thé à la Maison Blanche, qui s'est transformé en café, M<sup>me</sup> Gorbatchev préférant consacrer son après-midi à une rencontre avec des directeurs de journaux américains.

Enfin et surtout, les deux femmes sont supposées avoir l'une et l'autre beaucoup d'influence sur leur mari. Cela se chuchote à Moscou, mais se proclame à Washington, où le rôle supposé de la *first lady* dans les coulisses de la négociation sur les armements est disséqué à longueur de colonnes.

Le dernier tête-à-tête entre le président et le secrétaire général est prévu pour jeudi matin. Il sera suivi d'un déjeuner de travail et de la cérémonie d'adieux à la Maison Blanche (les officiels américains semblent exclure l'hypothèse d'une prolongation du sommet). Après quoi, M. Gorbatchev rencontrera des hommes d'affaires américains, tiendra une conférence de presse à l'ambassade d'URSS et prendra aussitôt après le chemin de l'aéroport, tandis que le président américain se préparera à prononcer un discours télévisé à la nation. Nul doute qu'il souhaite pouvoir annoncer à cette occasion qu'il y aura un quatrième sommet Reagan-Gorbatchev, cette fois à Moscou.

J.A. et J.K.

**Les pièges de l'amour érotique**  
PAR SUDHIR KAKAR ET JOHN MUNDER ROSS

Les grandes histoires d'amour de la littérature mondiale sont ici interprétées par deux psychanalystes. Chaque culture, chaque religion laisse sa trace sur l'érotisme et les comportements amoureux. Craintes, effrois et, parfois, visages de l'amour.

256 pages, 135 F

LES LIVRES DU QUESTIONNAIRE LE MONDE



صكنا من الاصل

## Diplomatie

La rencontre de M. Reagan et de M. Gorbatchev à Washington

### Détente ou paix ?

(Suite de la première page.)

Il faudrait à son illustre visiteur une singulière magnanimité pour ne pas tenter d'en profiter.

Outre que la magnanimité n'a jamais figuré au catalogue des principes du léninisme, c'est là un luxe que le numéro un soviétique peut difficilement se permettre. Il a des ennemis par-dessus la tête. Depuis le limogeage du chef du parti pour la capitale, il est clair qu'il ne fait pas exactement ce qu'il veut chez lui : le soutien d'une bonne partie de l'intelligentsia ne suffit pas à effacer la résistance d'une nomenclature qui craint de perdre ses privilèges, ni la réserve de travailleurs à qui on a trop promis depuis soixante-dix ans que demain on rassemblerait.

La situation n'est pas plus brillante dans le « camp ». La Roumanie s'entend dans le cauchemar. La Pologne, consultée par référendum, a dit oui à Jaruzelski. Le « modèle » hongrois n'en sera bientôt plus un : comme dans un vulgaire pays d'Amérique latine, un endettement démentiel conduit la patrie de Litz et de Bartok à une baisse vertigineuse du pouvoir d'achat. L'incroyable dynamisme économique du reste de l'Asie orientale souligne encore un peu plus le dénuement de l'Indochine. Le propre frère du président de la République algérienne vient de passer à l'étranger. Le spectre de la famine écrase de nouveau une Éthiopie ravagée par la guerre civile. En Angola et au Mozambique, le soutien de l'Afrique du Sud et la rébellion élimine tout espoir pour le pouvoir communiste d'arriver à un fin avec elle. Cuba coûte cher, et le Nicaragua est littéralement assiégé.

#### Le seul terrain fertile

Dans un tel climat, la politique étrangère offre à Gorbatchev le seul terrain où il puisse engager rapidement des résultats assez spectaculaires pour faire taire les jaloux. Certes, il a consenti d'entrée de jeu de fortes concessions. Qui eût cru, au plus fort de la crise des euromissiles, qu'un jour viendrait un numéro un soviétique accepterait la destruction de la totalité de ses SS-20 ? Mieux, qu'il ouvrirait tout grand ses frontières aux contrôleurs américains, alors que Khrouchtchev avait juré ses grands dieux à Eisenhower que jamais l'URSS ne

laisserait des étrangers « pénétrer dans sa chambre à coucher » ?

Cela dit, ces concessions prouvent surtout que « Gorby » est sensiblement plus habile que ses prédécesseurs, lesquels avaient tendance à confondre diplomatie et obédience. S'il est parvenu à convaincre ses militaires d'accepter de bon cœur la destruction d'armes aussi coûteuses, c'est qu'il disposait de bons arguments.

Il est facile d'en imaginer quelques-uns : la prochaine obsolescence des armes en question, qui réduit l'effet de leur démantèlement ; la disparition, en contrepartie, de fusées adverses capables d'atteindre en un demi-heure n'importe quel point de l'Europe soviétique jusqu'à Moscou ; la diminution, face aux gros bataillons et aux armes chimiques du pacte de Varsovie, de la protection de l'Europe occidentale ; l'affaiblissement de l'automatisme de la riposte américaine à une agression, nucléaire ou pas ; l'encouragement donné au neutralisme, notamment en Allemagne ; enfin, et ce n'est pas le moindre de ces arguments, la quasi-certitude qu'il sera impossible de réintroduire des Pershing-2 ou des missiles de croisière en Europe de l'Ouest le jour où l'URSS s'estimerait justifiée par un regain de tension à déployer à nouveau ses propres jouets atomiques.

On comprend qu'au vu d'une telle liste nombre de responsables, en Occident, s'arrachent les cheveux. Mais la mauvaise humeur n'a jamais servi de rien. De toute façon, les opinions de nos pays ne comprendraient pas que l'on fit la fine bouche sur ce qui constitue tout de même le premier accord de désarmement véritable depuis la guerre.

Jusqu'à présent, en effet, il ne s'était agi que de limiter, qualitativement d'ailleurs plus que quantitativement, l'ampleur de la course aux armements : l'objet du traité qui sera signé mardi à Washington est tout autre, puisque ce texte prévoit pour la première fois la destruction d'armes existantes.

Tout donne à penser de surcroît que l'on ne va pas s'en tenir là. Gorbatchev paraît disposé à ne plus exiger, pour signer un autre accord, portant cette fois sur la réduction de moitié des arsenaux stratégiques des deux camps, la renonciation préalable des États-

Unis à la « guerre des étoiles » : sans doute s'est-il convaincu que celle-ci avait peu de chance de survivre à Reagan... Or la diminution de 50 % du nombre total des fusées intercontinentales détenues par les États-Unis aboutirait, si l'on en croit un ancien conseiller présidentiel, le général Scowcroft (2), à réduire considérablement l'efficacité de l'élément le plus sûr de la dissuasion américaine : les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.

#### Des portes de sortie ?

Gorbatchev ne s'en tient pas là : au fil de ses discours, interviews, articles de journaux, il s'est montré ouvert à l'idée de discussions sur la réduction des armes classiques et chimiques. Il a évoqué un élargissement du rôle des Nations unies, après des- quelles il s'est acquitté d'un joli amari de cotisations. Il donne de plus en plus l'impression de chercher des portes de sortie aux impasses héritées de ses devanciers : au Cambodge, au Nicaragua et, plus difficilement, en Afghanistan et en Angola, des solutions commencent à se dessiner, il y a quelques mois encore, aussitôt paru impensables.

Si l'on ajoute que le Kremlin s'est bien gardé d'encourager Kadhafi à répliquer à Hissène Habré, que Gromyko, devenu chef de l'État soviétique, vient de faire en personne la leçon à l'Iran, et que les pays de l'Est envoient tout doucement avec Israël, on comprend ce qui a poussé Reagan à aller un peu vite en besogne, quitte à aller un peu vite en besogne, du mérite d'avoir renoncé à l'expansionnisme.

Y a-t-il renoncé pour de bon ? Ou bien se contente-t-il de faire ce que tout homme de bon sens ferait à sa place, à savoir d'essayer de se désengager aux moindres frais d'éventuelles sans espoir ? Toute réponse serait prématurée.

D'une manière plus générale, il serait bien imprudent de prendre pour argent comptant tous les beaux sourires de Moscou. A elle seule, la tranquillité avec laquelle un Ligatchev vient d'annoncer l'assassinat de Trotski devrait nous inciter à la circonspection.

On ne saurait se dissimuler en effet que la négociation maintenant engagée, par-dessus nos têtes, entre les États-Unis et l'URSS implique de sérieux risques. Le Congrès américain en est bien conscient, et la ratification du traité sur les euromissiles est loin, de ce fait, d'être assurée. Mais en même temps il serait abusif de ne retarder du nouveau tableau des relations Est-Ouest que les touches sombres, en négligeant toutes les virtualités positives qu'il comporte.

Il ne faut pas oublier après tout qu'en 1973 Nixon et Brejnev étaient arrivés à un tel degré de connivence que le second nommé n'hésitait pas à proposer à son partenaire, qui ne disait pas non, un véritable « condominium ». La paix y aurait sans doute gagné. Il suffit de voir ce qu'a coûté l'échec, imputable au « Watergate » et à l'aveuglement du Congrès, de cette tentative — mais pas forcément l'Europe, déjà à l'époque totalement ignorée par les superpuissances.

Ce souvenir devrait dicter aux Douze leur conduite. Gorbatchev a certes bien voulu s'arrêter deux heures à Londres pour y rencontrer sa grande amie Maggie. Il a invité François Mitterrand à lui rendre visite. Mais on se doute bien de ce qu'il a à leur demander : qu'ils veuillent bien, eux aussi, tailler dans leurs arsenaux nucléaires, ce qui diminuerait gravement, il faut être aveugle pour ne pas le voir, la crédibilité déjà moins avérée qu'on ne veut bien le dire de leur dissuasion.

Que Gorbatchev s'adresse à Londres et à Paris séparément, et non à l'Europe, n'a rien que de normal, dans la mesure où celle-ci, mise à part la fantasmagorie UEO, n'a aucune espèce d'existence sur le plan politico-militaire, si tant est qu'après le pantalonade de Copenhague elle en conserve sur le plan économique. Comment, tout de même, ne pas enragier devant le spectacle qu'elle donne aujourd'hui, alors que la carence, chaque jour plus évidente, du sacro-saint « leadership » américain devrait suffire à lui faire comprendre à quel point il est nécessaire pour elle, et peut-être pour le reste du monde, d'agir enfin par elle-même ?

ANDRÉ FONTAINE.

(2) International Herald Tribune des 5-6 décembre.

## L'échec du Conseil

### Le couple

Les chefs d'État et de gouvernement des Douze se sont séparés sur un échec faute d'avoir pu s'entendre sur l'ampleur de l'effort à consentir pour maîtriser les dépenses agricoles. Le chancelier Kohl a refusé de faire le pas supplémentaire qui aurait rendu l'accord possible, et les Français n'ont pas fait grand-chose pour l'y inciter.

Pour sortir de l'impasse, les Douze tiendront un conseil européen extraordinaire les 11 et 12 février à Bruxelles. D'ici là, la vie de la Communauté paraît très largement bloquée. Faute d'un accord sur les nouvelles ressources, il sera impossible d'adopter le budget de la CEE pour 1988 et les Douze devront donc avoir recours au régime des « douzièmes provisoires ».

#### COPENHAGUE de nos envoyés spéciaux

A refaire, donc. Le Conseil des chefs d'État et de gouvernement européens se retrouvera dans deux mois à Bruxelles pour plancher sur le même sujet : le « paquet Delors », quelque peu amendé, c'est-à-dire un ensemble de mesures visant à régler pour cinq ans la question des moyens que se donne la Communauté et de leur affectation.

Le caractère global et essentiel du sujet confère au sommet de Copenhague, à son succès ou à son échec, une importance particulière et justifie la dramatisation préalable dont il avait fait l'objet. Certes il n'est officiellement pas question d'échec mais simplement « d'ajournement » : on aurait pour les uns manqué de temps ; pour les autres on se serait trompé de méthodologie. Force est effectivement de constater que les innombrables réunions préparatoires bilatérales et multilatérales, entre experts et entre ministres, n'avaient préalablement rien réglé et que tous les détails techniques du « paquet » sont remontés sur la table des chefs d'État et de gouvernement. La triste expérience de Copenhague devrait appeler au minimum une révision des méthodes de travail. Comment ne pas considérer aussi que ni les incantations sur l'obligation de réussir, ni même le sentiment de l'urgence, apparemment sincèrement partagé par les participants, n'auraient prévalu — en schématisant à peine — sur l'intérêt des agriculteurs bavarois, l'indice de popularité de M. Thatcher dans les banlieues populaires ou le désir de revanche de M. Andreotti contre M. Craxi, pour ne citer que quelques exemples.

Le monde change, les marchés financiers entraînent dans la tourmente, les deux Grands bouleversent la règle du jeu en matière de sécurité et, pendant ce temps-là, l'Europe se demande, sans trouver la réponse, s'il faut fixer à 155, 158 ou 160 millions de tonnes la production annuelle de céréales pour laquelle les prix seront garantis.

C'est pour mettre un terme à

cette dérive — à cette « indolence », dit-il — que M. Mitterrand a demandé, samedi après-midi, qu'on arrête là les débats. « L'Europe a besoin de crises pour comprendre que si elle ne domine pas ses problèmes, elle se perd ». « L'an sera repris », « il n'y a pas lieu de baisser les bras », disait ensuite le président de la République, tout en soulignant « la gravité du temps perdu » dans le contexte international actuel et dans la perspective du grand marché de 1992. On le vit désemparé lors de la conférence de presse (M. Chirac, confortablement au rituel, était assis à ses côtés, sans micro), mais il avait, selon l'un des participants, lancé en fin de réunion un « avertissement » au Conseil, que M. Thatcher décrivait, pour sa part, comme « un coup de tristesse » du président français.

#### L'antichambre de M. Delors

Le chef du gouvernement britannique était, à l'issue de ce marathon inachevé, en grande forme. « Son- riez ! », lançait-elle à un journaliste, qui semblait s'inquiéter pour l'avenir de l'Europe, en lui faisant remarquer que le monde souffrait de problèmes autrement plus graves. Et M. Thatcher, volubile, de se féliciter de cette « très bonne réunion », au cours de laquelle on était arrivé « très près du but », de regretter seulement que le temps ait manqué, et de préférer « un report à un mauvais accord, car l'échec de la Communauté serait plus grave qu'un échec à Copenhague ».

M. Jacques Delors, en dépit de méritoires efforts pour se conformer à la version optimiste des faits, ne parvint pas pour autant à cacher son amerum. La lassitude, dit-il, était « dans l'air », et il s'était dérobé « dans la grande tradition des salons bourgeois du siècle dernier, sans un mot plus haut que l'autre ». Il fit part des illusions qu'il avait nourries la veille au soir encore, au cours du dîner rassemblant les dirigeants européens, quand, après avoir lui-même dressé le tableau de la situation économique et financière internationale et proposé à l'Europe une série d'initiatives pour y faire

## Cacophonie inachevée

#### COPENHAGUE de notre envoyé spécial

La journée de samedi a commencé de la pire manière. La présidence danoise a élaboré dans la nuit un « texte de compromis » dont la particularité est de ne satisfaire personne, hormis la Grande-Bretagne à quelques nuances près. Avant même l'ouverture de la séance, MM. Kohl et Mitterrand, au cours d'un petit déjeuner en tête à tête, ont rejeté ce texte, et M. Delors, de même, pour des motifs différents. Le débat s'engagea au plus mal et le chancelier Kohl, manifestant son irritation, ne tarda pas à demander une interruption de séance d'une heure pour définir une position commune avec la délégation française.

Il est près de midi quand les débats reprennent. Dans les salles de presse, le sentiment qu'un accord est possible reflue à mesure que le temps passe, et l'idée qu'un conseil extraordinaire sera nécessaire commence à circuler. M. Jacques Chirac, auquel le président de la République laisse la parole sur tous les sujets techniques — expose la position franco-allemande, à peu près identique à celle que l'on connaissait déjà et dont le porte-parole précise aux journalistes qu'elle n'a pas l'ambition d'être imposée aux autres comme base de travail. À quel point-elle doit bien servir ? Nouvel assaut de pourcentages et de jargon communautaire au service des revendications particulières de chacun, nouveau déferlement de « rapports de plus en plus incompréhensibles lus par des experts de plus en plus fatigués », comme le dira l'un des participants. La situation gagne, le sarcasme s'ensuit.

C'est alors que M. François Mitterrand, en accord avec le premier ministre, tentant l'échec

inévitable et estimant pour sa part avoir « largement épuisé les chances de la conversation sur les salons bourgeois », propose au Conseil d'en sortir en changeant de registre : mettons-nous d'accord, dit-il en substance, sur quelques décisions politiques essentielles et faisons les autres, experts et aux ministres le soin de régler les détails de leur application.

La proposition, affirme le porte-parole français, est bien accueillie par tous les participants. On peut cependant en douter : les porte-parole d'autres pays n'y font pas même allusion, la Britannique ironise à-dessus. M. Thatcher, c'est clair, n'entend débattre que sur un texte détaillé, cela doit durer des heures encore. « La délégation britannique est très bien entraînée à l'insomnie et au masochisme », dit son porte-parole, très en vogue, en ajoutant que le rendez-vous de M. Thatcher avec Mikhail Gorbatchev n'est après tout fixé que pour le lundi à 11 heures.

Nouvel assaut d'arguments techniques donc, après le déjeuner, la proposition française étant publiée, et nouvelle interruption de séance demandée assez vite par M. Jacques Delors dans un effort désespéré pour mettre au point les propositions de compromis de la dernière chance. Ce sera peine perdue : on ne se retrouvera que pour constater le blocage. M. François Mitterrand, jugeant la discussion « indigne de la France, indigne de l'Europe », demande que l'on mette un terme. Il ne reste à l'un des participants qu'à intégrer l'idée qu'il ne s'agit pas d'un échec, mais d'un « ajournement » et à se composer un sourire avant d'aller affronter la presse.

G. T.

## Gorbymania, quand tu nous tiens...

#### WASHINGTON correspondance

Le « Gorby show », comme on l'appelle déjà, jouera à bureaux fermés et le grand public aura peu de chances d'apercevoir le leader soviétique, sinon à la télévision.

Le Wall Street Journal, peu suspect de sympathies envers M. Gorbatchev, note cependant que beaucoup d'Américains auraient souhaité rencontrer les représentants de l'Empire du mal. Ainsi, l'Église presbytérienne de Lansing (Michigan) aurait voulu avoir Mikhail et Raisa pour dîner à la fortune du pot. Un instituteur du Nebraska aurait souhaité recevoir chez lui le dirigeant soviétique pour lui offrir un grand verre de vodka de l'amitié. En Floride, une femme sculpteur voudrait pouvoir faire le moule de la poignée de main historique du président et du secrétaire général.

Apparemment, l'Amérique profonde, en tout cas celle des dizaines de milliers de personnes qui, selon M. Gorbatchev, lui ont écrit, n'est pas contente d'être ignorée. L'ancien gouverneur de Californie, M. Edmund Brown, regrette que le sommet n'ait pas lieu dans le parc national de Yosemite et la municipalité de Glassboro a eu l'audace de demander que la rencontre ait lieu dans cette petite ville où le président Johnson et Alexis Kossyguine se sont rencontrés il y a vingt ans. Mais la situation la plus originale vient du Minnesota : le sommet devrait se tenir à Moscou, une bourgeoisie de l'État, dans une baraque en rondins, a écrit un habitant au président Reagan.

#### Pacifisme fœcier

Les mêmes barmen, qui vident dans le ruisseau les bouteilles de vodka soviétique en 1983 pour protester contre la destruction du Boeing sud-coréen par la chesse soviétique, en servent de nouveau. Les inscriptions dans les universités pour études de la langue russe ont augmenté de 12 % et les agences de voyages prévoient un accroissement de 60 % du nombre de touristes américains en URSS.

L'Amérique profonde accueille avec curiosité M. Gorbatchev. Elle est même quelque peu fascinée par un leader soviétique si différent de ses prédécesseurs. Les écoles de professionnels de l'antioviétisme dénonçant le communisme « sans Dieu » et « les voyous criminels du Kremlin » ont provoqué une certaine réaction : les films du genre *Rambo au Amerika* n'ont pas entraîné le pacifisme fœcier du grand public et son optimisme quant aux chances d'une amélioration des relations soviéto-américaines.

HENRI PIERRE.

## Les précédents sommets

Si l'on excepte les sommets Est-Ouest à trois ou quatre tenus à Téhéran en 1943, à Yalta et à Potsdam en 1945, à Gorbachev en juillet 1955 et à Moscou en mai 1960 (cette dernière rencontre tourne court à la suite de l'incident de l'avion espion américain U-2 abattu sur le territoire soviétique, Nikita Khrouchtchev ayant quitté la réunion malgré les efforts de médiation du général de Gaulle), les rencontres soviéto-américaines au sommet ont été les suivantes :

• Septembre 1959 : Eisenhower-Khrouchtchev à Camp Davis (États-Unis) ; ces deux jours d'entretiens avaient été précédés par une tournée de dix jours de M. K. à travers les États-Unis, notamment à New-York, Los Angeles, San-Francisco, Pittsburgh et dans l'Iowa. C'est le premier voyage aux États-Unis d'un secrétaire général du Parti communiste de l'URSS.

• Juin 1961 : Kossyguine-Khrouchtchev à Vienne. Khrouchtchev saisit l'occasion pour prendre la mesure du nouveau président américain ; il voulait notamment faire monter les enchères à propos de Berlin.

• Juin 1967 : Johnson-Kossyguine à Glasboro (États-Unis) ; la guerre du Vietnam domine les entretiens.

• Mai 1972 : Nixon-Brejnev à Moscou. Premier sommet depuis cinq ans, malgré la guerre du Vietnam ; signature des accords SALT, qui limitent le nombre des missiles stratégiques, et signature du traité sur les missiles antibalistiques, qui limite à deux les sites que chaque pays peut ainsi protéger.

• Juin 1973 : Nixon-Brejnev à Washington. Signature d'un accord général sur la prévention de la guerre nucléaire et adoption du principe de négociations sur la limitation des armements stratégiques offensifs.

• Juillet 1974 : Nixon-Brejnev à Moscou ; le scandale du Watergate

hypothèque déjà lourdement l'avenir du président américain. Signature d'un accord limitant la puissance des explosions nucléaires souterraines (qui ne sera jamais ratifié par le Sénat américain) et amendement du traité sur les missiles antibalistiques : chaque pays s'engage à ne pas protéger qu'un seul site et non deux.

• Novembre 1974 : Nixon ayant démissionné, c'est Gerald Ford qui noue un premier contact avec Brejnev à Vladivostok (URSS) ; les entretiens sont dominés par la limitation des armes stratégiques.

• Juillet-août 1975 : le président Ford et Brejnev ont deux entretiens en marge de la réunion au cours de laquelle sont signés les accords d'Helsinki ; ces deux entretiens sont de nouveau consacrés pour l'essentiel à la limitation des armes stratégiques, mais sans résultats concrets.

• Juin 1979 : le président Carter et Brejnev à Vienne ; signature des accords SALT 2 sur la limitation des armes stratégiques. Ces accords ne seront jamais ratifiés par le Sénat américain, mais seront respectés pour l'essentiel par les États-Unis et l'URSS.

• Novembre 1985 : MM. Reagan et Gorbatchev à Genève ; première prise de contact entre les deux hommes d'État, sans résultats concrets sinon l'engagement de M. Gorbatchev à se rendre aux États-Unis en 1986 et celui du président Reagan à se rendre en URSS l'année suivante.

• Octobre 1986 : MM. Reagan et Gorbatchev à Reykjavik ; la rencontre est consacrée essentiellement aux fusées intermédiaires (FNI) et aux missiles stratégiques (START). Tout accord échoue, au grand soulagement des pays européens. M. Gorbatchev ayant exigé au dernier moment un abandon par les États-Unis de l'initiative de défense stratégique (IDS) ou « guerre des étoiles » proposée par M. Reagan.



## Diplomatie

européen de Copenhague

### franco-allemand a joué le rôle de frein

face, il avait pu percevoir une écoute approbative et même « un grand esprit de famille ». Ces initiatives seraient « déplacées » aujourd'hui, dit-il encore, tout en affirmant que « solzante-guize pour cent du chemin » venait d'être parcouru pour ce qui était de l'ordre du jour de Copenhague et en se disant convaincu que « si l'on avait joué les prolongations, on y serait arrivé ».

« En tant que Français, je pense qu'il aurait mieux valu arriver à un accord », ajoute aussi M. Delors, effleurant la question que personne ne pose ouvertement, puis, que malgré tout, entre dirigeants européens en tête vive, à servir, y a-t-il un ou des responsables de l'insuccès de Copenhague ? Le président de la Commission sous-entendait-il que M. Chirac avait trop bien assumé l'idée de cet insuccès qui n'est pas pour déplaire aux agriculteurs français et qu'il avait en l'occurrence trop complaisamment enfoncé le cheval de bataille franco-allemand qui cette fois-ci allait servir de frein et non de locomotive ?

#### Le blocage agricole

L'échec de Copenhague c'est d'abord l'impuissance des Douze à s'entendre sur l'ampleur de l'effort à consentir pour parvenir à une maîtrise effective des dépenses agricoles. On a trouvé aux deux extrêmes le Royaume-Uni et la RFA. La question a surtout porté sur les céréales, production phare dans la Communauté. Les Britanniques, ardents défenseurs des propositions de la commission, estiment que, en cas de dépassement de la quantité maximum garantie, il faudrait pouvoir baisser les prix de manière automatique et immédiate jusqu'à 5 % en 1988 et jusqu'à 7,5 % en 1989 et 1990 (1).

Les Allemands demandaient que la baisse automatique, celle décidée

par la Commission, soit limitée au gain moyen de productivité dans la CEE, qui se situe en période normale autour de 2 % à 3 % par an. Ils s'exclamaient pas d'aller au-delà, d'envisager des baisses supplémentaires significatives mais à condition qu'elles soient décidées par le conseil des ministres et dépourvues donc d'un caractère automatique. « Ce qu'ils demandent est un beau coup de discipline budgétaire », commentait, samedi soir, M. Jacques Delors.

Les tentatives faites samedi pour trouver un compromis ont échoué. La dernière, à peine discutée, a été mise sur la table par la Commission. Elle préconisait, en cas de dépassement du seuil de production autorisé, une augmentation de la taxe de compensation à laquelle sont assujettis les producteurs, actuellement égale à 3 % du prix indicatif. L'augmentation de la taxe serait plafonnée. Elle ferait l'objet d'une proposition de la Commission au conseil des ministres, à charge pour celui-ci de se prononcer dans un délai d'un mois. En cas de silence du conseil, il reviendrait à la Commission de décider. Ce schéma, s'il était finalement retenu, permettrait d'imposer aux céréaliers en cours de campagne et, bien sûr, en cas d'augmentation significative de la production, des baisses de prix de l'ordre de 6 %. C'est un pas que les Allemands, appuyés par les Français, ont refusé de franchir.

Quelle a été exactement l'attitude française ? L'impression dominante était qu'ils se sont cachés derrière les Allemands. Il se sont affirmés favorables à une maîtrise effective des dépenses agricoles, mais, mettant l'accent sur les difficultés allemandes, ont demandé qu'elle soit mise en œuvre avec modération. Samedi soir, ce comportement était jugé parfois sans bienveillance :

« Les Français jouent le double jeu. Ils disent qu'ils veulent des stabilisateurs, mais ils collent aux Allemands. Chirac fait du franco-allemand intéressé. Il est collé à son électoral agricole », commentait un haut fonctionnaire dont on comprend qu'il n'est pas inscrit au RPR.

En-dehors de l'impression pénible que laisse l'échec, le rapprochement accompli, même sur le terrain agricole, n'est pas négligeable. Le chancelier Kohl a relevé, parmi les points marqués, l'accord des Douze pour mettre en œuvre, comme instrument complémentaire de la politique de maîtrise des dépenses, un programme d'encouragement à la mise en jachère. Il serait partiellement financé par la Communauté mais ne serait en aucun cas obligatoire pour les agriculteurs. Plus on soustrait de terre à la production, plus le risque de voir les QMG dépassées, et par conséquent les prix baisser, diminue.

#### Les fonds structurels

Le second grand dossier à l'ordre du jour du Conseil européen concernait les fonds structurels, autrement dit l'effort de solidarité à consentir en faveur des régions et des pays les moins prospères de la CEE, afin de leur permettre de s'adapter aux conditions difficiles de concurrence qui résulteraient bientôt de l'établissement d'un « grand marché ». Les pays du Nord se sont montrés un peu moins parcimonieux qu'au cours des réunions qui ont précédé le Conseil européen. La Commission a légèrement révisé à la baisse ses propositions : elle préconise une augmentation des crédits affectés aux fonds structurels de 1,2 milliard d'ECU par an d'ici 1992 (1 ECU = 6,90 F), ce qui fait au total du compte 6 milliards d'ECU, alors que le déploiement signifiait 7 milliards.

La France, suivie par plusieurs délégations, suggérait de concentrer les crédits supplémentaires sur les quatre pays les moins prospères : l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Irlande. Il est désormais acquis que l'Italie, très amère qu'on ait voulu ainsi l'exclure, bénéficiera elle aussi de ce supplément d'effort. Le rapprochement ainsi opéré n'est que partiel et, selon certains participants, les Espagnols ou les Italiens pourraient bien faire monter la pression après que l'obstacle agricole aura été franchi. La nouvelle structure des ressources de la Commu-

nauté que propose la Commission (création d'une « quatrième ressource » liée au FNB, afin de mieux tenir compte de la prospérité relative de chacun) pose un vrai problème à l'Italie qui risque de voir sa contribution au budget européen croître de manière excessive.

C'est, là encore, un point difficile

à régler sans parler du lancinant problème de la compensation à accorder au Royaume-Uni pour maintenir sa contribution dans des limites raisonnables. Le Conseil européen de Bruxelles aura du pain sur la planche.

PHILIPPE LEMAITRE  
et CLAIRE TRÉAN.

### La stratégie n'a pas de secret pour moi...

PRÉFON-RETRAITE : Quelques-uns des avantages de notre régime de prévoyance :

- Votre conjoint, même non fonctionnaire, peut cotiser comme vous.
- Toutes vos cotisations annuelles et de rachat ainsi que celles de votre conjoint sont intégralement déductibles de votre revenu.
- Une bonification de points est prévue pour les moins de 30 ans.
- La réversion est possible.
- La revalorisation annuelle du point est très intéressante : 8,24 % en moyenne sur les 5 dernières années.



... PRÉFON a calculé mon plan-retraite.

PRÉFON

LA PREVOYANCE DES FONCTIONNAIRES  
95, rue de Courcelles, 75017 Paris - Tél. : 42.27.51.84

Le colloque Euro-92

### « Giscard, président ! »

Le colloque Euro-92, qui s'est tenu samedi 5 et dimanche 6 décembre, au Palais de l'UNESCO, à Paris, tombait à pic pour faire contrepoint à l'échec du sommet européen de Copenhague.

La présence sur le podium de trois anciens premiers ministres, le social-démocrate Helmut Schmidt (RFA), le travailliste britannique James Callaghan et le libéral luxembourgeois Gaston Thorn, de plusieurs ministres et leaders politiques européens en exercice, ainsi que la venue du président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, et du ministre français des finances, M. Edouard Balladur, témoignaient d'ailleurs du soutien dont bénéficiait le grand ordonnateur de la cérémonie, M. Valéry Giscard d'Estaing.

Il faut rendre aux orateurs cette justice d'avoir proposé une image concrète de ce que pour être l'Europe de demain, tant sur le plan monétaire, industriel, culturel que sur le plan de la défense. Les propositions n'ont pas manqué, dont celle de jeter les bases d'une banque centrale européenne. Mais fallait-il vraiment que ce show en faveur de l'Europe se transforme brusquement en une véritable campagne pour la candidature de Valéry Giscard d'Estaing à une future présidence européenne ?

Après que M. Gaston Thorn ait esquissé à grands traits ce que pourraient devenir les institutions européennes et les étapes à suivre pour confier ces institutions d'une véritable direction, M. de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, saisissant immédiatement la balle au bond pour faire acclamer le nom de l'ancien président français par le ban et l'arrière-ban des clubs Perspectives et Réalités et des Jeunes Giscardiens, dont on se rappelait soudain qu'ils étaient les organisateurs officiels de la cérémonie. Saluant l'arrivée de M. Giscard d'Estaing, le député giscardien Lamassoure proclamait : « L'Europe n'a peut-être pas une seule langue, mais elle a désormais un visage. » On se retrouvait d'un coup à ras de terre, à s'interroger sur les intentions cachées des uns et des autres. On notait, au passage, l'accueil attentif fait par M. Giscard d'Estaing à M. Jacques Delors et le salut adressé du haut de la tribune à M<sup>me</sup> Catherine Lalumière, ancienne ministre socialiste.

H. de B.

# D'ACCORD !

10 NOVEMBRE 1987. LA GRANDE-BRETAGNE CHOISIT LA TECHNOLOGIE DE LA CGE. LA FILIALE, SPÉCIALISÉE DANS LE CONTRÔLE INDUSTRIEL ET L'INSTRUMENTATION POUR LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE, CRÉÉE PAR CGEE ALSTHOM ET LE GROUPE BRITANNIQUE G.E.C., VIENT D'ÊTRE RETENUE POUR LA CONCEPTION DU SYSTÈME CONTRÔLE-COMMANDE DE LA NOUVELLE CENTRALE NUCLÉAIRE DE SIZEWELL "B" EN ANGLETERRE. CGEE ALSTHOM RENFORCE AINSI SA POSITION MONDIALE DE PREMIER PLAN DANS LE DOMAINE DU CONTRÔLE-COMMANDE ET DE L'INSTRUMENTATION NUCLÉAIRE.

ACTIONNAIRES DE LA CGE, CE NOUVEAU SUCCÈS DU GROUPE EST AUSSI LE VÔTRE.





سكنا من الازل

6 Le Monde • Mardi 8 décembre 1987

## Europe

URSS : dimanche à Moscou

### Heurts brutaux entre juifs soviétiques et « contre-manifestants »

MOSCOU  
de notre envoyée spéciale

Le KGB a donné, dimanche 6 décembre, à Moscou, à la veille du départ de M. Mikhaïl Gorbatchev pour Washington, une remarquable leçon d'« anti-glaxnost » dont plusieurs dizaines de juifs soviétiques et de journalistes occidentaux ont fait brutalement les frais.

Les « refuzniks », juifs soviétiques auxquels est refusé le droit d'émigrer, avaient décidé de longue date de se rassembler dimanche en face du ministère des Affaires étrangères, parallèlement à une manifestation qui devait se dérouler à Washington.

Peu avant l'heure dite, alors qu'une cinquantaine de manifestants se retrouvaient dans le métro — certains cependant, comme M. Emmanuel Lourie, avaient été « cueillis » par la police en sortant de chez eux, — plusieurs autobus versaient en face du ministère quelque trois cents gros bras censés se faire passer pour des manifestants pacifistes. Au même moment, le secteur était bouclé et les passants empêchés d'approcher.

Utilisant une tactique déjà rodée place Pouchkine, là où se réunissent traditionnellement chaque année des dissidents, les autorités avaient organisé sans l'annoncer une contre-manifestation officielle dont le thème était tout naturellement « la paix dans le monde » et

« la guerre des étoiles ». Les brasseurs des « refuzniks » demandant le droit d'émigrer en Israël furent immédiatement déchirés, tandis que les « manifestants pacifistes » rudoyaient et bousculaient journalistes et « refuzniks » qui tentaient d'entrer en contact dans la mêlée.

Les blocs-notes, appareils photo et caméras de télévision étaient particulièrement visés et le correspondant de la chaîne américaine de télévision CNN, Peter Arnett, qui tentait de protéger son cameraman, a été jeté à terre puis frappé à plusieurs reprises par des hommes en civil avant d'être interpellé par la police.

Détenu pendant quatre heures, jusqu'à ce que le consul des États-Unis vienne le délivrer, il a été accusé par dix « témoins » d'avoir agité un drapeau soviétique. Les correspondants qui demandaient où était passé le « glaxnost » se sont vus aussitôt traités de provocateurs.

Bien que cet incident paraisse tout à fait « contre-productif » pour l'image de la démocratisation soviétique aux États-Unis, les policiers, officiels ou non, semblaient malgré tout avoir reçu l'instruction de ne pas dépasser certaines limites.

Aucun « refuznik » n'a été sérieusement battu, contrairement à ce qui s'était passé en février lors des manifestations de la rue Arbat, et tous ceux qui ont été interpellés (au moins six) ont été relâchés.

SYLVIE KAUFFMANN.

POLOGNE : après le référendum du 29 novembre

### Le Parlement approuve les hausses de prix

La Diète polonaise (Parlement) a autorisé, samedi 5 décembre, le gouvernement à mettre en pratique son plan de réformes économiques et politiques qu'une majorité des Polonais avaient rejeté lors du référendum du 29 novembre.

Le programme révisé présenté par le premier ministre, M. Zbigniew Messner, prévoit l'étalement sur trois ans des hausses de prix des denrées alimentaires (110 %) qui devaient intervenir l'année prochaine. Mais il maintient la valse des étiquettes en matière de transports, de loyers et d'énergie. Dans ces secteurs, les prix augmentent de 140 % à 200 %.

La consultation populaire, la première depuis 1946, n'avait pas réuni la majorité des 51 % requise par rapport aux inscriptions, mais avait dégagé une majorité confortable par rapport aux votes.

Durant les débats, des députés ont fait état du « danger » que représenterait à leurs yeux les « forces conservatrices ». Faisant allusion à la nomenklatura et à l'appareil de parti, ils les ont accusés de « faire

obstacle aux réformes » en s'efforçant de les « diluer » pour sauvegarder leurs privilèges.

« On ne peut faire avancer les choses si, d'une main, on introduit des mécanismes nouveaux et, de l'autre, on serre les freins », a souligné M. Kozakiewicz, député du Parti paysan. De son côté, M. Ryszard Wojna (Parti communiste) a reproché à Solidarnosc de « faire le jeu » des conservateurs en s'opposant aux réformes. Ceux qui refusent de s'engager dans l'application des réformes « s'excluent eux-mêmes de la vie publique », a-t-il estimé.

De nombreux parlementaires ont reproché au gouvernement l'imprécision des réformes, qui, selon eux, a semé le trouble au sein de la population. Celle-ci ne retient que les hausses des prix, alors que son niveau de vie ne cesse de se dégrader. Ils ont également demandé à M. Messner d'introduire des « réformes authentiques » et d'accroître la « démocratisation » des structures et de la vie publique en Pologne. — (AFP.)

LE MONDE  
diplomatique  
LE TRIOMPHE  
DE LA DÉRISION  
par  
CLAUDE JULIEN  
NUMERO DÉCEMBRE - EN VENTE PARTOUT

(Publicité)



Le Maquis de Montmartre.

## Laisserons-nous détruire le vieux Montmartre ?

Avec l'accord du maire du XVIII<sup>e</sup> arrondissement, M. Roger Chénaut, la Ville de Paris s'apprête à détruire un des derniers vestiges naturels du Montmartre d'autrefois.

En effet, un parking souterrain devrait être construit sous un terrain de la Ville de Paris et acheté (très cher) en

Or il s'agit d'un terrain classé « Espace vert public » dans le Plan d'Occupation des Sols de la Ville de Paris et acheté (très cher) en 1966, par la Ville de Paris, pour assurer la protection du site, acquisition déclarée d'utilité publique.

De plus, ce terrain jouxte la célèbre maison, classée monument historique, construite par le grand architecte Adolf Loos pour Tristan Tzara.

Cet espace vert public est actuellement fermé à clef et occupé (en vertu de quel titre ?) par un club payant de boulistes dont M. Roger Chénaut est président d'honneur...

Pour mener à bien cette opération,  
la direction de la voirie n'a pas hésité à déposer  
une demande de permis de construire qui occulte la réalité, puisque :

1. — Elle oublie de mentionner que le terrain est un espace vert public et elle prévoit la reconstruction en surface d'un terrain de boules qui ne correspond pas à la destination du site ;
2. — Elle « oublie » de mentionner, sur le formulaire officiel, des constructions en surface pourtant prévues dans le projet.
3. — Elle « oublie » de mentionner la présence à cet endroit précis de carrières de grande profondeur et la circulation d'eaux souterraines (rapport du B.R.G.M.), alors qu'existent des risques graves de glissement de terrain et que, nous l'affirmons, aucune recherche sur la présence des eaux souterraines sous ce terrain n'a été effectuée par le promoteur.
4. — Elle « oublie » de mentionner la présence d'un monument historique, qui est pourtant directement mis en péril par le projet.

### Voilà la manœuvre !

M. Jacques Chirac, maire de Paris, peut-il donner son aval à une telle opération à hauts risques, qui porterait irrémédiablement atteinte à un des derniers vestiges naturels de Montmartre ?

M. François Léotard, ministre de la culture, si soucieux de la protection du patrimoine national, peut-il ne pas s'opposer à une telle opération ?

M. Roger Chénaut, maire du XVIII<sup>e</sup>, qui soutient le projet actuel, écrivait le 20 novembre 1976 dans le journal *Le XVIII<sup>e</sup> Indépendant*, à propos d'un premier projet sur le même site : « C'est pourquoi je tenais personnellement à faire part de mon opposition formelle à tout projet qui non seulement ne respecterait pas le caractère spécifique de notre butte Montmartre, mais qui encore viendrait faire disparaître — ou en ferait courir le risque — un élément artistique et historique de ce quartier. Tout cela fait partie de la qualité de la vie. »

SI RIEN N'EST FAIT,

la demande de permis de construire sera acceptée le 25 DÉCEMBRE 1987 ;

l'administration pourrait mettre à profit la période des fêtes

pour procéder à l'abattage des 21 arbres et à la destruction de ce site pittoresque.

### TOUS CEUX QUI AIMENT MONTMARTRE DOIVENT AGIR !

L'ASSOCIATION DES RIVERAINS DU MAQUIS DE MONTMARTRE.

APPORTEZ-NOUS VOTRE SOUTIEN :

Association des riverains du Maquis de Montmartre

23, avenue Junot — 75018 PARIS

(Banque CCF, 108, rue Caulaincourt, 75018 Paris — Compte n° 087-540-4380)

## Afrique

TUNISIE : la politique de détente

### Plus de six cents islamistes figurent parmi les bénéficiaires des mesures de grâce

TUNIS  
de notre correspondant

Le président Ben Ali a décrété, le samedi 5 décembre, des mesures de grâce en faveur de deux mille quatre cent quatre-vingt-sept condamnés politiques et de droit commun qui devraient amplement favoriser le climat de détente et de confiance qu'il s'emploie à rétablir depuis son accession au pouvoir.

Six cent huit condamnés par des juridictions de droit commun, au cours de ces huit derniers mois, dans l'affaire du Mouvement de la tendance islamique, bénéficient d'une remise du restant des peines (en général de deux à huit ans de prison) prononcées à leur encontre. Il en est de même pour dix-huit membres du Parti de la libération islamique (1) — un capitaine, un lieutenant et seize sous-officiers de l'armée — condamnés en août 1983 par le tribunal militaire à des peines de six à huit ans d'emprisonnement, pour « avoir participé à la révolte du 14 janvier 1984, dont certains avaient à purger de cinq à trente ans de travaux forcés, et pour huit lycéens et étudiants condamnés lors de troubles dans des établissements scolaires et universitaires.

Accueil favorable

Dix autres émissaires de janvier 1984 qui avaient été condamnés à mort et — fait exceptionnel — graciés par M. Bourguiba, voient couronner leurs peines de travaux forcés à perpétuité. D'autre part, la condamnation à quatre mois de prison prononcée en juin 1986 à l'encontre de M. Ahmed Mestiri, secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes, pour avoir participé à une manifestation de protestation contre le raid américain sur Tripoli, a été « annulée ». M. Mestiri demeure sous le coup de cette peine qu'il n'a jamais purgée.

Enfin, les condamnations par des juridictions de droit commun de mille six cent quatre-vingt-sept

autres personnes ont été réduites. Selon le journal *Le Temps*, en bénéficiant notamment MM. Mokhtar Mezli et Rifaat Dali, fils et gendre de l'ancien premier ministre Mohamed Mzali, condamnés respectivement à dix et à sept ans de travaux forcés, M. Mohamed Belhaj, ancien président de la compagnie Tunis Air, condamné à huit ans de prison, M. Tawfik Tordjman, gendre de M. Ben Ammar, dont l'ancien président a divorcé en 1986, condamné à dix ans de travaux forcés, et M. Thameur Achour, fils de l'ancien dirigeant de la centrale syndicale UGTT, condamné à six ans de prison.

On est encore loin de la proclamation d'une amnistie générale et les dirigeants et militants du Mouvement de la tendance islamique condamnés en septembre par la Cour de sûreté de l'État ne sont pas concernés par ces grâces. La porte n'est pas pour autant fermée puisque le gouvernement a fait savoir dès sa constitution que tous les cas seront examinés individuellement et progressivement en fonction des modalités prévues par la législation.

Quoi qu'il en soit, ces dernières mesures ont été très favorablement accueillies par l'opinion et notamment par la Ligue des droits de l'homme et l'opposition, dont les dirigeants des trois partis officiellement reconnus ont été reçus à Carthage durant la semaine écoulée. M. Ben Ali a également reçu l'ancien dirigeant syndicaliste Habib Achour, dont il avait levé, il y a un mois, l'assignation à résidence et à même tenu à ce qu'il se trouve samedi à ses côtés lors de la cérémonie organisée à l'occasion de la commémoration du trente-cinquième anniversaire de l'assassinat du fondateur de l'UGTT, Farhat Hached.

MICHEL DEURÉ.

(1) Demeurant dans une clandestinité absolue, le Parti de la libération islamique milite pour l'instauration d'un système de gouvernement califal tel qu'il a existé dans l'ensemble de la communauté islamique entre la mort du prophète Mahomet et la chute de l'Empire ottoman.

Le conflit du Sahara

### La mission de l'ONU séjourne dans les camps sahraouis

HASEDH-BOUDJEMAA  
de notre envoyé spécial

Après avoir passé une dizaine de jours au Maroc et dans les territoires contrôlés par les forces marocaines, la mission technique de l'ONU et de l'OUA, qui enquête sur les modalités d'organisation d'un éventuel référendum d'autodétermination du côté sahraoui depuis le 1<sup>er</sup> décembre, a rejoint, vendredi 4 décembre, via Zouerate, en Mauritanie, Tidjout, dans l'extrême sud-ouest algérien, puis les camps de réfugiés sahraouis, dont les plus proches sont à une trentaine de kilomètres au sud-est de la sous-préfecture algérienne.

La mission, dirigée par M. Abdelrahman Sarrak, secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires politiques spéciales, a été accueillie par le numéro deux du Front Polisario, M. Basim Mustapha Sayed, et par le coordinateur de l'état-major de l'Armée de libération populaire sahraïenne (ALPS), M. Ibrahim Moulloud. Elle remettra son rapport avant le 31 décembre au secrétaire général de l'ONU, M. de Cuellar, qui viendra lui-même s'entretenir avec les deux belligérants au début de l'année prochaine et avec le président en exercice de l'OUA, M. Kenneth Kaunda.

Deux mille prisonniers

Les douze membres de la mission technique ont reçu un accueil chaleureux d'une population essentiellement féminine — les hommes sont au front — et juvénile, échauffée par plusieurs heures d'attente, scandant des slogans particulièrement hostiles au roi du Maroc et à son ministre de l'Intérieur, M. Driss Bazi.

Sous les yeux et des vociférations quasi hystériques, les membres de la mission civile (1) ont visité les camps de réfugiés, baptisés du nom de villes désormais occupées par l'armée marocaine — El-Ayoune, Smara et Dakhla, — et leurs écoles, leurs hôpitaux et leurs pépinières agricoles devenus au cours de ces dernières années de véritables petits

potagers jadis d'un désert particulièrement hostile.

En marge des entretiens avec la direction politique du Front Polisario, les membres de cette mission ont également pu discuter avec un ancien député des Cortes et plusieurs personnes de l'ancienne Djemma (assemblée régionale du temps de la colonisation espagnole) dont les membres avaient rallié massivement, le 21 novembre 1975, le Front Polisario après la dissolution de cette assemblée.

De son côté, le groupe militaire de la mission a eu l'occasion de s'entretenir avec les prisonniers marocains aux mains des Sahraouis (plus de deux mille, selon le Polisario) répartis dans plusieurs centres de détention. Il a également eu le loisir d'examiner le matériel pris à l'armée marocaine. L'arsenal est impressionnant, du fusil d'assaut belge aux missiles Milan ou Dragon, en passant par plusieurs types de blindés dont le SK-105 franco-autrichien, « chasseur de chars », en égard à sa vitesse qui peut atteindre 130 kilomètres-heure et sa puissance de feu qui se joue de bien des blindés.

La mission séjournera du côté sahraoui jusqu'au 10 décembre. Avant son départ pour New-York, elle sera reçue par M. Mohammed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario et président de la RASD, reconnu maintenant par quelque soixante-dix pays.

FREDERIC FRITSCHER

(1) Comme précédemment, la mission s'est scindée en deux groupes : l'un civil dirigé par M. Sarrak, l'autre militaire, conduit par le Canadien Terence Liston.

(Publicité)

DEBAT : LA POLOGNE  
ENTRE L'APATRIE ET L'ESPOIR  
avec la participation de :  
R. GUETTA, journaliste (Le Monde)  
G. MARIE, journaliste (CNEWS)  
V. SOULE, journaliste (Libération)  
L. UNGER, journaliste (Le Soir, Intern. Herald Tribune)  
LE 8 DÉCEMBRE 1987 à 19 h 30  
à la Mutualité  
(M, rue St-Victor, 75005 Paris, salle G, 1<sup>re</sup> ét.)  
Débat organisé par l'ASSOCIATION  
SOLIDARITE FRANCE-POLOGNE  
15, rue de Valenciennes — Paris 7



que

nts islamistes  
les bénéficiaires  
s de grâce

## Asie

CHINE : plus de deux mois après les émeutes de Lhassa

# Le Tibet reste pratiquement fermé aux étrangers

PÉKIN  
de notre correspondant

« Le Tibet n'est pas fermé aux étrangers et ne le sera pas à l'avenir. Le Tibet reste ouvert. » Cette déclaration, répétée sur tous les tons — y compris celui de la menace à peine voilée à l'intention des journalistes qui écriraient le contraire — depuis les manifestations de fin septembre 1987, qui ont tourné à l'émeute le 1<sup>er</sup> octobre, rend tout de même assez mal compte du degré d'ouverture dont bénéficie la « région autonome » du « toit du monde ».

Le Tibet n'est plus ouvert, dans les faits, qu'à une poignée de visiteurs : chaque fois qu'ils se rendent à des voyages en groupes organisés avant les événements de l'automne, auxquels il convient d'ajouter quelques rares globe-trotters aventureux qui ont réussi à se glisser, entre les mailles du filet de l'administration chinoise.

Pourtant, les autorités ne cessent d'affirmer que la situation y est redevenue « parfaitement normale ».

Pourquoi donc les journalistes, plus de deux mois après les émeutes, se voient-ils toujours « déconseiller » de s'y rendre ? Les autorités de Pékin s'abstiennent de formuler une interdiction en bonne et due forme, mais se retranchent derrière le refus des autorités de Lhassa de les recevoir ? En privé, des responsables se contentent de concéder que, devant la gravité de ce qui s'est produit, il faut maintenant du temps pour remettre de l'ordre dans les esprits.

### Quadrillage policier

Les rares voyageurs qui se sont rendus à Lhassa depuis lors parlent d'une forte présence policière dans les rues de la capitale et des principales villes accessibles, et, tout récemment encore, de rassemblements de moines opposés à ces déploiements de force, autour de certains des monastères désormais interdits d'accès aux étrangers. Il est question, enfin, dans les témoignages fragmentaires provenant de Lhassa, d'une campagne de propa-

gande intensive de la part des autorités pour couper l'herbe sous le pied des « séparatistes » inféodés au dalaï-lama.

C'est à présent de plus en plus clair. Pékin a été vivement surpris par ce brusque accès de fièvre nationaliste tibétaine et désagréablement pris à contrepied par le fait que quelques activistes décidés à mettre à profit le séjour du dalaï-lama aux États-Unis serviraient si aisément à troubler l'ordre de la République

**Les autorités chinoises s'efforcent, à l'abri des regards indiscrets, de faire baisser la fièvre nationaliste...**

populaire. La nervosité des autorités chinoises sur la question du Tibet ces derniers temps montre à quel point ce sujet est délicat. Le chef de l'Etat, M. Li Xianian, a passé une bonne partie de son temps, au cours des conversations qu'il a eues durant son récent voyage en Europe de l'Ouest comme dans ses déclarations publiques, à s'élever contre le fait que des membres du Congrès des États-Unis, terre des droits de l'homme, soient favorables — dans les termes de Pékin — au retour d'un « système esclavagiste » incarné par le dalaï-lama.

Tant à Pékin qu'à Washington les représentants de la diplomatie chinoise ne manquent aucune occasion de dénoncer l'action du Congrès auprès de l'opinion sur cette question.

Il y a, dans cette affaire, plusieurs aspects. L'un, sur lequel Pékin entend montrer une vigilance à toute épreuve, est l'origine des protestations parlementaires américaines sur la situation au Tibet : La Chine populaire n'a pas tardé à y repérer la main d'une « lobby pro-Taiwan » au sein du Congrès, dont elle redoute l'influence sur la diplomatie américaine, alors que M. Reagan achève son deuxième mandat.

Un autre aspect, qui n'a pas été évoqué publiquement lors du récent treizième congrès du Parti commu-

niste, car la consigne était de passer sous silence toute polémique à ce sujet, est l'influence d'un tel dérapage sur les réformes et l'ouverture. Les réformateurs de M. Zhao Ziyang ne veulent pas avoir à rendre des comptes sur ce plan à propos d'un problème où, jugent-ils, des facteurs extérieurs ont été déterminants pour provoquer l'incident.

La Chine a accusé un certain nombre d'étrangers, en visite alors à Lhassa, d'avoir incité la population

tibétaine à manifester contre la présence chinoise dans la région, voire d'avoir fait le coup de poing contre les forces de sécurité. Si le détail de ce qui s'est alors produit est mal connu, il est de notoriété publique que nombre de jeunes Occidentaux se rendant au Tibet, souvent dans des conditions spartiates, nourrissent des sentiments assez idéalistes envers la cause de l'indépendance tibétaine, dont ils ne mesurent sans doute pas toutes les dimensions.

### Vingt mille touristes en 1986

D'un autre côté, la politique tibétaine de la Chine a buté, dans cette affaire, sur un obstacle que le régime est mal préparé à surmonter : tant il sort des schémas de pensée en vigueur à Pékin. Après les moments terribles de l'annexion chinoise en 1950 puis en 1959, et après ceux non moins éprouvants de la révolution culturelle, le Parti communiste pensait avoir fait amende honorable envers la population tibétaine en autorisant à nouveau un style de vie très décontracté par rapport à d'autres régions de Chine.

La présence même de ces « roulers » occidentaux hauts en couleur, cheveux longs et sac au dos, se mêlant aux petits marchands dans les rues de Lhassa avant de passer la nuit dans des auberges locales rudi-

mentaires, en témoignait. Comme en témoignaient d'innombrables signes d'une influence extérieure poussée, allant de Rambo... au dalaï. D'un côté l'effigie du héros américain servait de décoration à un bar, de l'autre les photos du dalaï-lama — objets d'une vénération infinie — circulaient communément.

La presse chinoise, depuis les manifestations de l'automne, ne cesse de mettre en valeur, outre la suzeraineté historique exercée par l'empire chinois sur le Tibet, les efforts faits par Pékin pour développer la région. L'argument s'est manifestement heurté, sur place, au fort ressentiment d'une partie de la population, qui dépasse la « poignée d'agitateurs » montrés du doigt par le régime chinois.

A ce malentendu s'ajoute un paradoxe supplémentaire aujourd'hui : sur les vingt mille touristes qui ont visité le Tibet en 1986, et un nombre sans doute légèrement supérieur cette année (un « bonus » économique fabuleux pour une région dont le revenu moyen par habitant est de l'ordre de 530 F par an), la plus forte proportion était composée, précisément, de ces marcheurs chevelus qui ne séjournent pas dans l'hôtel luxueux construit et géré à Lhassa par la chaîne américaine Holiday Inn. Même l'hôtel en question s'inquiète à présent d'un taux d'occupation de ses chambres avoisinant 10 %, avec un manque total de perspectives pour l'avenir immédiat.

De par l'histoire, le Tibet est sans doute le talon d'Achille de la politique de Pékin vis-à-vis des minorités nationales. Il n'en demeure pas moins que ce n'est pas la seule région où les Hans (Chinois) s'inquiètent de leur impopularité, malgré leurs efforts d'assouplissement de ces dernières années. L'insistance avec laquelle la presse a rendu compte, par exemple, d'un grand rassemblement à la gloire de l'« unité des nationalités » au Xinjiang, le Turkestan chinois, fin novembre — première réunion de cette ampleur depuis 1982, de l'avenement de la presse, — le montre amplement.

Un seul sujet de consolation paraît s'offrir à Pékin sur la question tibétaine : l'Inde n'a pas, semble-t-il, saisi l'occasion des difficultés chinoises à Lhassa pour en faire un sujet de discussion lors des pourparlers de normalisation des relations

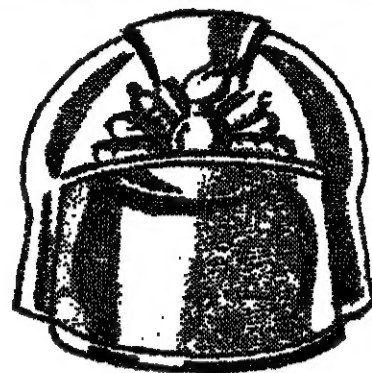
entre les deux pays à New-Delhi à la mi-novembre. Dans le contexte complexe des relations trans-himalayennes de la Chine, c'est là un étonnant facteur de stabilité pour le moment.

FRANCIS DÉRON.

## Le danger me guette tous les jours...

PRÉFON-DÉCÈS : Quelques-uns des avantages de notre régime de prévoyance :

- Pour une prime modique vous pouvez souscrire un capital qui, en cas de décès ou d'invalidité permanente absolue accidentelle, peut être doublé ou même triplé.
- Vous pouvez bénéficier de la garantie décès jusqu'à 70 ans.
- Vous avez le choix entre 6 niveaux de garantie.
- Les tarifs de PRÉFON-DÉCÈS sont exceptionnellement bas.
- Vous pouvez désigner le ou les bénéficiaires de votre choix et modifier à tout moment cette désignation.



...PRÉFON me sécurise.

**PRÉFON**

**LA PREVOYANCE DES FONCTIONNAIRES**

95, rue de Courcelles, 75017 Paris - Tél. 42.27.51.84

# CONCLU !

29 SEPTEMBRE 1987. LE GROUPE CGE REMPORTE 3 SUCCES EN EGYPTÉ.

ALSTHOM SIGNE UN CONTRAT AVEC LA COMPAGNIE NATIONALE EGYPTIENNE D'ELECTRICITE POUR LA REALISATION DE LA 5<sup>e</sup> TRANCHE DE LA CENTRALE THERMIQUE D'ABOUKIR.

ALCATEL CIT EST RETENUE POUR LA FOURNITURE DE 50 000 LIGNES TELEPHONIQUES E10 PAR LES PTT EGYPTIENS POUR UN MONTANT DE PRES DE 100 MILLIONS DE FRANCS.

CGA-HBS REMPORTE UN CONTRAT DE 15 MF POUR L'EXTENSION DU SYSTEME INFORMATIQUE DES DOUANES AU CAIRE ET ALEXANDRIE.

ACTIONNAIRES DE LA CGE. CES NOUVEAUX SUCCES DU GROUPE SONT AUSSI LES VOTRES.



**CGE**  
L'esprit de Conquête



سكزا من الاصل

8 Le Monde • Mardi 8 décembre 1987

## Asie

Un entretien avec M. Nguyen Van Linh

### Les certitudes du numéro un vietnamien

(Suite de la première page.)

En revanche, il n'envisage pas, avant la deuxième série d'entretiens entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, prévue en janvier 1988, à Fère-en-Tardenois, d'envoyer à Paris M. Nguyen Co Thach, le chef de la diplomatie vietnamienne, pour y rencontrer le prince. « Entre Sihanouk et le Vietnam, il y a eu très longtemps de bonnes relations, du temps où il était encore au pouvoir. Aussi, une rencontre entre Sihanouk et Nguyen Co Thach — ou un autre membre de notre gouvernement — serait positive. Mais si elle avait lieu d'ici à janvier, j'aurais peur qu'elle serve de prétexte à nos détracteurs pour dire que le Vietnam s'immisce dans la négociation », dit-il.

Tout en réclamant le retrait des troupes vietnamiennes

#### Pékin « soutient les efforts du prince Sihanouk »

Alors que M. Hun Sen quitte dimanche 6 décembre la France pour rentrer à Phnom-Penh, via Moscou, après s'être plaint de l'accueil réservé par les autorités françaises — qui ne reconnaissent pas son régime — M. Jacques Chirac a félicité le prince Sihanouk et a souhaité que ses efforts soient couronnés de succès. Le premier ministre de même que le président de la République recevront prochainement le prince.

La presse soviétique s'était félicitée samedi de la rencontre de Fère-en-Tardenois, qui, selon la Pravda, pourrait constituer « un tournant dans le règlement du conflit » cambodgien. « L'URSS est prête, avec les autres pays intéressés, à contribuer au succès de ce processus positif », a souligné l'agence Tass à l'occasion que les pays d'Asie du Sud-Est, ainsi que ceux « impliqués depuis longtemps

M. Linh ne cache pas, néanmoins, l'hostilité de son pays à la participation des deux principaux dirigeants Khmers rouges, MM. Pol Pot et Ieng Sary, à tout règlement : « Cela dépend des Cambodgiens eux-mêmes, c'est-à-dire, concrètement, de Sihanouk et de Hun Sen. Mais nous sommes persuadés que le peuple cambodgien n'acceptera pas que Pol Pot et Ieng Sary s'assoient à la table de la négociation et que ces derniers ne reviendront pas au Cambodge. En réalité, il serait naturel de les traduire devant un tribunal de Nuremberg. De toute façon, je crois que Pol Pot restera en exil et que ceux qui lui accordent l'asile, vous les connaissez, continueront de l'aider dans ses tentatives de saboter le nouveau Cambodge. »

dans le problème cambodgien, et en premier lieu le Etats-Unis et la Chine », ont aussi un rôle à jouer dans le règlement de la situation « autour du Cambodge ».

A Pékin, où la presse a suivi quotidiennement les conversations de Fère-en-Tardenois, le Quotidien du peuple a publié dimanche la photo du prince et de M. Hun Sen signant le communiqué commun. « La Chine respecte toujours et soutient les efforts du prince pour rechercher une solution politique juste et raisonnable à la question cambodgienne », a déclaré un porte-parole du ministère des affaires étrangères, ajoutant que « la partie chinoise a toujours maintenu que la clé d'une solution politique réside dans le retrait total des troupes vietnamiennes du Cambodge aussi tôt que possible ». — (AFP, Renssler.)

M. Linh ne se contente pas de faire ainsi allusion aux Chinois — qui arment actuellement les Khmers rouges — il affiche également à l'égard de Pékin une méfiance profonde. « A mon avis, dit-il, pour longtemps à venir, les Chinois ne seront pas disposés à offrir une place au Vietnam dans l'Asie du Sud-Est. Ils veulent avoir une position de force dans la région, c'est pourquoi ils nous ont retiré leur aide en 1975, quand nous avons libéré notre pays. C'est pourquoi, en plus des pressions militaires, ils essaient de nous créer des difficultés pour nous affaiblir. Certes, ils ont des problèmes internes prioritaires. Mais cela ne les empêche pas pour autant de chercher à étendre leur influence dans le Sud-Est asiatique, notamment à travers les communautés chinoises de la région. »

Tout en affirmant, à ce propos, que le Vietnam « apprécierait toute action pratique de la Chine pour contribuer à la solution pacifique du problème cambodgien dans les meilleurs délais », M. Linh ajoute, songeant sans doute non seulement au présent mais au futur : « Le Vietnam, le Laos et le Cambodge neutre sont autant d'obstacles à l'expansionnisme chinois en Asie du Sud-Est. »

Il y a quelques temps encore, Hanoi et Phnom-Penh ne parlaient que de bâtir un Cambodge « pacifique, indépendant et non-aligné ». Depuis qu'ils ont pris langue avec le prince Sihanouk, le qualificatif « neutre » semble avoir été rajouté. En tout cas, il figure en bonne place dans le communiqué de Fère-en-Tardenois. M. Linh refuse d'y voir un changement d'attitude ou de ligne. « Je ne pense pas qu'il y a une réelle différence, dit-il.

Peut-être que Hun Sen et Sihanouk veulent un peu expliciter les choses. » « De toute façon, estime-t-il, le Cambodge à venir, au sein duquel le prince Sihanouk occupera une position élevée, sera l'ami du Vietnam. » Et



il précise que ce n'est pas à la demande du Vietnam qu'une conférence internationale est envisagée pour garantir un éventuel règlement cambodgien. « Nous souhaitons, résume-t-il, que le Cambodge, comme le Laos, soit un pays vraiment pacifique et neutre, et qu'il ne permette pas à des pays réactionnaires d'utiliser son territoire pour y mener des actions subversives contre le Vietnam. »

#### « Le poids de quarante années de guerre »

Reste, bien entendu, la question centrale : le Vietnam n'envisage-t-il pas une négociation du conflit cambodgien, aujourd'hui, parce qu'il est en proie à de telles difficultés économiques qu'il lui faut se débarrasser

ser du boulet cambodgien pour pouvoir non seulement consacrer toutes ses forces « à l'édification nationale » — ainsi que le répète à l'envi M. Linh — mais aussi pour avoir accès aux grands organismes de crédit internationaux ? Quand on lui demande si « la clé des crédits internationaux est dans la poche du prince Sihanouk », M. Linh éclate de rire. « C'est juste, répond-il, mais elle est également dans celle des Chinois. »

Les réformes économiques lancées depuis le sixième congrès commencent-elles à porter des fruits ? « Une année est une période trop courte : ce qui a été accompli n'est pas négligeable, mais c'est loin de répondre à nos souhaits », répond-il, avant d'ajouter : « Le plus gros obstacle sur la voie du renouveau est l'ancien mode de pensée et l'ancien style de travail qui sont dépassés, mais qui subsistent en chacun. L'impatience et le simplisme ne sont pas de mise. »

L'économie vietnamienne peut-elle bénéficier d'un coup de fouet indispensable sans accès aux crédits internationaux ? Sur ce point, M. Linh semble répondre prudemment oui : « A côté de nos rapports étroits avec l'URSS et les pays socialistes, nous souhaitons élargir nos relations économiques avec d'autres pays, en toute indépendance. Ce mois-ci, l'Assemblée nationale approuvera un code des investissements étrangers. Pour les attirer, une infrastructure est nécessaire. La nôtre est très faible. Aussi les investisseurs potentiels devront être associés à la solution de ce problème d'infrastructure. »

Encore une fois, quand ils parlent de négocier le conflit cambodgien et de consacrer leur énergie au développement de leur

pays, les dirigeants vietnamiens demandent qu'on les prenne au mot. M. Linh, quant à lui, insiste lourdement sur « l'aspiration ardente du peuple vietnamien à une paix réelle pour construire le pays ». En insistant sur « le poids de quarante années de guerre », il donne l'impression de vouloir vraiment rendre à l'histoire une page qui lui appartient. « La réforme en cours chez nous, conclut-il, répond aux exigences objectives de la situation. Mais le plus important est qu'elle réponde aux vœux du peuple. C'est précisément la plus sûre garantie pour la poursuite et le succès de cette œuvre. » Une œuvre apparemment à l'état d'ébauche.

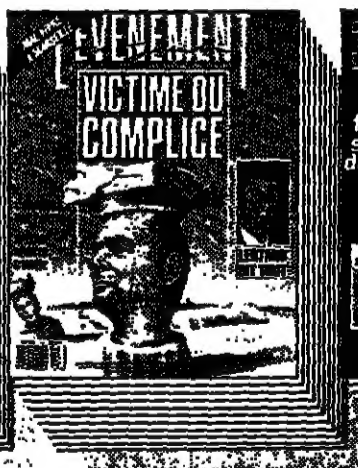
JEAN-CLAUDE POMONTI

#### Dévaluation du dong

Le dong vietnamien a été dévalué de 78 % par rapport au dollar et le taux de change officiel s'établit désormais à 368 dongs pour un dollar, contre 80 dongs auparavant.

Cette dévaluation est appliquée depuis le 1<sup>er</sup> décembre, indique la Banque vietnamienne du commerce extérieur, qui ajoute que le taux de change révisé aux « Viet Kieu » (Vietnamiens d'outre-mer) reste inchangé à 504 dongs pour un dollar. Cette décision n'a jusqu'à présent pas eu d'effet sur le taux du billet vert au marché noir, qui oscille depuis plusieurs mois aux environs de 1 000 dongs.

La précédente dévaluation, en novembre 1986, avait fait passer le taux du dollar de 15 dongs à 80 dongs. Les experts occidentaux estiment que cette décision répond aux recommandations du FMI à un moment où le Vietnam espère parvenir à un règlement de sa dette avec le Fonds, dette qui s'élève, intérêts et arriérés confondus, à 90 millions de dollars. — (AFP.)



En souscrivant une ou plusieurs actions de 500 F, créez avec nous un journal qui :  
— témoigne des faits ;  
— affirme ses valeurs ;  
— encourage les débats.  
Avec vous. Sinon rien.

Bernard Langlois et l'équipe de Politis.

**Politis**  
LE QUOTIDIEN

DEVENEZ ACTIONNAIRE DE L'HEBDO QUI NOUS MANQUE A GAUCHE.

Visa de la Commission des Opérations en Bourse  
n° 87323 du 4 septembre 1987

Avertissement de la Commission des Opérations en Bourse :

- 1 - Les possibilités pratiques de cession sont limitées ; il n'est pas envisagé d'organiser un marché des titres.
- 2 - Il n'est pas prévu de distribuer des dividendes au cours des deux premiers exercices.
- 3 - Tout actionnaire nouveau doit être agréé par le Conseil de surveillance.
- 4 - S'agissant d'une constitution de société, les éléments financiers contenus dans la note d'information sont entièrement prévisionnels.

La notice d'information mise à la disposition du public et les statuts sont disponibles à  
POLITIS, 76, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris.

MANDAT POUR EFFECTUER UNE SOUSCRIPTION Article L.130 de la loi du 24 juillet 1966. Article D.61 du décret du 23 mars 1967.

Je, soussigné Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Date et lieu de naissance : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_

Domicile : \_\_\_\_\_

Après avoir pris connaissance :

— des statuts de la société anonyme en formation dénommée Société Anonyme d'Édition du Nouvel Hebdomadaire ayant pour objet principal l'édition du journal « Politis » avec siège social à Paris (75011) 6, rue du Dahomey au capital de 4000000 francs divisé en 8000 actions de 500 francs à souscrire en espèces et à libérer intégralement ;

— ainsi que la mention publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires le 14 septembre 1987 ;

déclare donner mandat à la Banque Française de Crédit Coopératif (B.F.C.C.),

181, avenue Daumesnil, 75012 Paris de pour moi et en mon nom y adhérer et souscrire

(nombre en lettres) \_\_\_\_\_ actions de cinq cents francs chacune de ladite société.

A l'appui de ce mandat de souscription, je verse à la B.F.C.C., mon mandataire,

la somme de francs \_\_\_\_\_ représentant mon apport.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

La signature doit être précédée de la mention

manuscrite « Bon pour pouvoir ».

Les chèques sont à libeller à l'ordre de la B.F.C.C. et à retourner avec le bon ci-joint à  
POLITIS, 76, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris - Tél. : 16 (1) 46.36.24.24.



## Asie

### BANGLADESH : la crise politique

#### Le président Ershad a dissous le Parlement

NEW-DELHI  
de notre correspondant  
en Asie du Sud

« Le président a dissous le Parlement conformément aux pouvoirs que lui confère l'article 72 de la Constitution... » Ce communiqué, lacconique, rendu public dimanche 6 décembre par la télévision, marque un tournant dans la crise politique qui secoue le Bangladesh depuis le 10 novembre. La semaine dernière, les dix députés du Jamaat-e-Islami, la formation musulmane, avaient annoncé leur démission collective dans le cadre du mouvement lancé par l'opposition pour obtenir le départ du chef de l'Etat M. Hussain Mohammad Ershad. Leur chef, M. Abbas Ali Khan, espérait ainsi forcer la main de la principale formation d'opposition, la Ligue Awami, qui dispose de soixante-quinze sièges au Parlement et qui, jusqu'ici, n'avait pas montré beaucoup d'empressement à abandonner une représentation parlementaire difficilement acquise.

Les pressions conjointes du Jamaat-e-Islami et du Parti national du Bangladesh (PNB) — qui avait boycotté les élections — ont cependant convaincu la Ligue Awami que la cohésion politique voulait qu'elle cesse de jouer le jeu parlementaire. A la veille du week-end, la Ligue a annoncé la démission de ses députés. Dès lors, l'Assemblée nationale, composée des seuls deux cent quinze représentants du parti gouvernemental, le Jatiya, était devenue un « Parlement croupion ». Le général président n'avait plus d'autre ressource que de prononcer la dissolution.

Depuis plusieurs jours, on indique, dans les milieux gouvernementaux, que des pourparlers se poursuivent entre le chef de l'Etat et différents responsables de l'opposition pour aboutir à un compromis.

sur l'organisation d'élections anticipées. En l'absence des deux chefs de file de l'opposition, M<sup>rs</sup> Hasina Wajed pour le Jatiya et le général Khalek-ur-Rahman pour le PNB, il ne paraît pas de confirmer l'existence de ces négociations. Les deux « leaders », chacun en les appelle à Dacca, ont à plusieurs reprises affirmé qu'ils n'accepteraient pas de participer à une nouvelle consultation électorale tant que le général Ershad serait au pouvoir.

Celui-ci a essayé toutes les tactiques pour mettre fin au mouvement de contestation. Devant la multiplication des affrontements de rue, les forces paramilitaires ont reçu l'ordre de tirer à vue sur les auteurs de violences. Cette mesure a incontestablement limité les manifestations, mais n'a pas suffi à ébranler la détermination de l'opposition. De même, la proclamation de l'état d'urgence, l'imposition du couvre-feu, puis la quasi-censure de la presse, n'ont pas été couronnées de succès.

Parallèlement à cette politique de répression, le chef de l'Etat a fait des « gestes » pour amener l'opposition à composer. Treize responsables de la Ligue Awami et du PNB ont été élargis et le pouvoir a laissé entendre que d'autres libérations pourraient suivre. L'encore, l'opposition n'a pas fait montre d'une quelconque volonté d'ouverture. Dimanche soir, le secrétaire général du journal gouvernemental *Dainik Bangla*, M. Shamsher Rahman — qui est aussi un poète renommé — a démissionné pour protester contre l'absence de liberté de la presse. Selon la Constitution, de nouvelles élections doivent être organisées dans les quatre-vingt-dix jours suivant la dissolution du Parlement.

LAURENT ZECCHINI

### A TRAVERS LE MONDE

#### Mauritanie

##### Exécution des trois officiers condamnés pour complot

Trois jours après leur condamnation à mort par la Cour de sûreté de l'Etat le 5 décembre, trois officiers toucouleurs accusés de complot ont été fusillés, à Nouakchott, le dimanche 6 décembre. Il s'agit des lieutenants Ba Seydi, ancien commandant de la base navale de la capitale, Sarr Amadou et Sy Seldou, anciens officiers d'Etat-major.

Ces exécutions sont les premières sous le régime du colonel Ould Taya, parvenu au pouvoir par un coup d'Etat, il y a trois ans. Les trois hommes étaient accusés d'avoir préparé leur propre putsch pour procéder à une « République du Walo », du nom de la vallée du fleuve Sénégal dont ils étaient originaires.

Face à la rébellion larvée d'une partie de la population noire qui dénonce la mainmise des Maures, de race blanche, sur le pouvoir, le colonel Ould Taya a donc choisi le fermeté. On ignore si les condamnés avaient sollicité la grâce présidentielle. Ce qui est sûr, c'est que leur mort risque de creuser le fossé entre les deux communautés. Elle place aussi le gouvernement éternel dans une situation délicate. Dans une situation de bonnes relations avec son voisin mais peut difficilement se désintéresser du sort des Noirs du sud de la Mauritanie qui ont de nombreux liens avec ses propres ressortissants.

#### Roumanie

##### Limogeage du ministre des finances

Le ministre roumain des finances, M. Alexandru Babe, a été limogé de ses fonctions, le samedi 5 décembre, par un décret présidentiel qui lui reproche « de ne pas avoir rempli de manière adéquate ses fonctions ». En poste depuis 1986, il a été remplacé par M. Gheorghe Paraschiv, ministre adjoint du commerce extérieur et de la coopération internationale.

M. Ceausescu a l'habitude de régler le problème des pénuries chroniques de vivres et d'énergie en renvoyant des ministres ou en remaniant tout simplement son gouvernement.

Depuis fin août, une vingtaine de ministres ont été limogés ou ont reçu de nouveaux portefeuilles.

L'éviction de M. Babe a été rendue publique trois jours après la première

confirmation officielle des émeutes qui ont débuté le mois dernier à Bihor, le deuxième ville du pays. Le ministre avait été critiqué pour la corruption économique et financière du Parlement roumain pour avoir accordé les pratiques de la BIRD, la Banque internationale de reconstruction et de développement l'un des principaux créanciers de la Roumanie.

Dans une virulente attaque contre le BIRD, l'organe du Parti communiste roumain, *Solozla*, l'avait accusé, mercredi dernier, d'appliquer à la Roumanie « des taux d'intérêt discriminatoires ». Le dette extérieure roumaine s'élève à un total de 5 à 6 milliards de dollars, dont 1,5 milliard de dollars à la BIRD. — (AFP, Reuters.)

#### Turquie

##### Soixante-dix ans d'emprisonnement requis contre deux dirigeants communistes

Le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a requis, le samedi 5 décembre, une peine de soixante-dix ans et trois mois d'emprisonnement pour chacun des deux dirigeants communistes turcs qui avaient été arrêtés le 16 novembre, à leur retour d'exil.

Selon l'agence de presse turque Anatolie, MM. Haydar Kurtu et Nihat Sargin, secrétaires généraux du Parti communiste turc (PCT, interdit depuis sa fondation) et du Parti ouvrier de Turquie (POT, interdit depuis 1980), sont accusés d'avoir porté atteinte « à l'unité nationale turque » et d'avoir appartenu à une organisation clandestine. Il leur est également reproché d'avoir injurié l'Etat turc et ses autorités et d'avoir agité l'insurrection.

Toujours selon l'agence Anatolie, les deux responsables communistes ont affirmé à l'issue d'une première audition devant la Cour de sûreté de l'Etat avoir été torturés par la police au cours de leurs interrogatoires, mais ils n'ont pas donné de précisions sur les mauvais traitements qui leur auraient été infligés.

Par ailleurs, deux soldats turcs et cinq séparatistes kurdes ont été tués, dans la nuit de samedi à dimanche, au cours d'un accrochage entre l'armée et des rebelles, près du village de Dork dans la province de Mardin. — (AFP.)

## Amériques

### HAÏTI

#### Appel à la grève générale contre le gouvernement

Port-au-Prince. — Les principaux partis bantés et la Centrale autonome des travailleurs (CATH) ont appelé, samedi 5 décembre, à une grève générale pour les journées de lundi et mardi. Le syndicat des chauffeurs de la capitale, qui détermine souvent l'échec ou la réussite des grèves, et la Confédération nationale des enseignants, se sont également joints à l'appel.

Une semaine après les massacres perpétrés par les commandos armés et l'annulation des élections, les principales organisations du pays se sont donc unies pour engager une offensive contre le Conseil national de gouvernement (CNG), dirigé par le général Henri Namphy.

Après les condamnations sans équivoque des événements par la Conférence épiscopale catholique et la Fédération des Eglises protestantes, ce sont sept associations patronales qui ont condamné avec indignation les « actes de barbarie, les assassinats et le massacre de peuple qui exercent pacifiquement son droit de vote garanti par la Constitution ».

Le gouvernement, qui est directement mis en cause, aura aussi beaucoup de difficultés à mettre

sur pied un nouveau Conseil électoral provisoire (CEP) chargé d'organiser les élections. Contestant la dissolution de l'ancien CEP par les autorités, quatre organismes sur les neuf qui doivent désigner leur représentant ont en effet indiqué qu'ils refusaient de nommer un nouveau délégué.

La Constitution autorise l'écritif à combler lui-même la vacance de candidatures mais cette possibilité achèverait d'isoler totalement un gouvernement déjà largement déconsidéré. — (AFP, Reuters.)

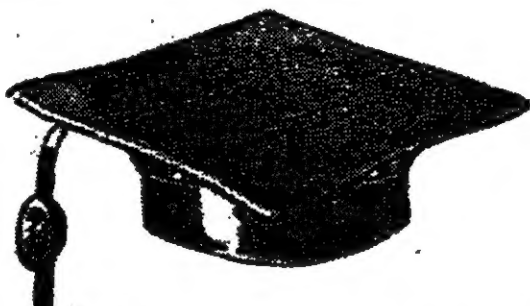
#### L'aide de la RFA est maintenue

Contrairement à ce que nous avons annoncé dans nos éditions du vendredi 4 décembre, sur la foi d'une dépêche de l'AFP citant le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Helmut Schaefer, l'Allemagne fédérale n'a pas suspendu son aide à Haïti. Le secrétaire d'Etat avait simplement déclaré, selon le ministère, que le gouvernement fédéral regretterait « les débordements sanglants » dans le pays mais sans faire référence à la suspension de l'aide.

## La philosophie m'aide à raisonner...

**PRÉFON-ÉPARGNE** : Quelques-uns des avantages de notre régime de prévoyance :

- Une réduction d'impôt pour vous, et en plus, pour chaque enfant à charge, réduction fiscale cumulée avec les déductions PRÉFON-RETRAITE.
- Une rentabilité intéressante : votre épargne progresse sans que vous ayez à vous occuper de rien.
- Les intérêts produits par votre épargne sont nets d'impôt (1).
- Vous êtes exonéré de la taxe d'assurance (1).
- Votre épargne est disponible à tout moment.
- Votre capital PRÉFON-ÉPARGNE est exonéré des droits de succession.
- (1) Sous réserve de la condition légale de durée.



PRÉFON m'aide à épargner raisonnablement.

**PRÉFON**

LA PREVOYANCE DES FONCTIONNAIRES  
95, rue de Courcelles, 75017 Paris - Tél. : 42.27.51.84

## Proche-Orient

### La guerre du Golfe

#### Nouvelles attaques iraniennes contre des pétroliers : un marin danois tué

Deux pétroliers attaqués par des vedettes iraniennes, une frégate saoudienne bombardée par erreur par l'aviation irakienne, une plate-forme koweïtienne touchée par un missile : les opérations militaires se sont intensifiées le dimanche 6 décembre dans le Golfe.

Un marin a été tué et un autre grièvement blessé lors de l'attaque du pétrolier danois *Estelle-Mærsk*, quelques heures avant qu'un autre pétrolier, le *Norman-Atlantic*, sous pavillon de Singapour, soit à son tour attaqué et incendié. D'autre part, un avion a bombardé vendredi une frégate saoudienne. Bagdad s'est excusé auprès de Ryad pour cet incident, dit, selon les Irakiens, à une « erreur de navigation ». Des sources militaires ont fait état de victimes parmi les militaires saoudiens présents sur l'île, ce que Ryad a démenti.

Le Koweït a été de nouveau, lundi, la cible d'un missile irakien. Celui-ci, un Sukhoï de fabrication chinoise, a touché une plate-forme, selon l'Irak. En revanche, une source autorisée au Koweït, tout en confirmant le tir d'un missile « en direction des eaux territoriales koweïtiennes », a affirmé que l'engin n'avait atteint aucun objectif et était tombé en mer.

#### Londres et les otages

A Téhéran, le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, a estimé que les relations franco-iraniennes avaient évolué « dans la bonne direction » et a affirmé que leur avenir « dépendait désormais de l'attitude de la France ». Il a souligné que la « tendance » allant vers une amélioration des rapports entre les deux pays se poursuivait et abouit à la « solution des problèmes » qui opposent Paris et Téhéran.

Cette « amélioration » a fait l'objet, dimanche, de nouveaux commentaires dans la presse britannique. Un hebdomadaire, *l'Observer*, a accusé Paris d'avoir fait d'importantes concessions à Téhéran en contrepartie de la libération des otages français au Liban. *l'Observer* écrit que le gouvernement français a versé une rançon de 5 millions de dollars. De plus, toujours selon l'hebdomadaire, la France aurait accepté de rembourser à l'Irak l'intégralité du prêt de 1 milliard de dollars versé en 1974 par le chah au

CEA, de réprimer les activités de l'opposition iranienne en France et de retirer graduellement ses forces navales du Golfe.

Outre la fin de la « guerre des ambassades », Paris aurait également accepté de retarder la livraison de vingt avions à l'Irak. De son côté, l'Irak a promis de ne pas attaquer de navires français et d'« obtenir » la libération des trois derniers otages français. Ces informations ont été démenties par Paris, qui a de nouveau nié avoir versé une quelconque rançon pour la libération des otages. — (AFP, AP, Reuters.)

#### Après le meurtre d'un Israélien

##### Mobilisation de l'armée à Gaza

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Couvre-feu, barrages militaires sur les grandes routes et renforts débarqués d'hélicoptère : les forces de sécurité étaient de nouveau massivement mobilisées lundi 7 décembre à Gaza au lendemain de l'assassinat d'un Israélien (le troisième en quatre mois). Shlomo Takal, venu d'Israël pour des raisons professionnelles a été poignardé par un ou plusieurs agresseurs alors qu'il s'apprêtait à entrer dans un magasin.

Le meurtre, revendiqué par le groupe palestinien Force 17, proche de M. Yasser Arafat, a eu lieu dans l'après-midi en plein centre-ville, sur la « place de Palestine ». C'est à quelques mètres de là qu'un responsable de la police israélienne avait été assassiné d'un coup de pistolet en août dernier.

L'attentat de dimanche intervient alors qu'un colon israélien de la bande de Gaza vient d'être maintenu en détention après qu'il eut reconnu avoir ouvert le feu le mois dernier dans la cour d'une école secondaire, blessant mortellement une lycéenne palestinienne de dix-sept ans.

En Cisjordanie, près d'Hébron, une bombe à retardement de fabrication artisanale a explosé dans la nuit de samedi à dimanche sur le passage de la voiture d'un député d'extrême droite, M. Eliezer Waldman. Certains des passagers ont été légèrement blessés.

AL. Fr.

**COURS DE LANGUES**  
PORTUGAIS - BRÉSILIEN  
ESPAGNOL  
QUECHUA  
ANGLAIS  
Tél. 45 41 39 60  
I.T.S. 21 bis, rue des Plantes 75014 Paris

**BANQUES ARABES : LE REFLUX ?**  
Implantées à Paris dans une période de boom, les banques arabes sont aujourd'hui confrontées à des défis qui menacent leur existence même.  
Une enquête de Nabil Frangé, Jean Dubouy et Pierre-Gilles Lemaire.  
Dans le numéro de décembre d'ARABES, en kiosques et en librairie.  
78, rue Joffroy, 75017 PARIS  
Tél. : 46-22-34-14

AIX-EN-PROVENCE  
AIX-LA-CHAPELLE  
AUTUN  
AVIGNON  
BATH  
BERLIN  
BESANCON  
BÉZIERS  
BILBAO  
BORDEAUX  
BOULOGNE  
BRUGES  
BRUXELLES  
CHANTILLY  
CLERMONT-FERRAND  
COLOGNE

COMPIÈGNE  
COPENHAGUE  
DUBLIN  
DÜSSELDORF  
ENGHUEN-LES-BAINS  
GAND  
GRANOBLE  
LIEGE  
LILLE  
LONDRES  
LYON  
MARSEILLE  
MUNICH  
NEW YORK  
NICE

OSLO  
PARIS  
PAU  
PÉRIQUEUX  
POISSY  
RENNES  
ROUIL-MAMMAISON  
ST-GERMAIN-EN-LAYE  
TAMOUR  
STRASBOURG  
TOULOUSE  
VERSAILLES

*fil à fil*

CHEMISIER

Adresses détaillées des boutiques sur demande au : 42 36 68 89



هكذا من الامل

# A MIKHAEL GORBATCHEV Secrétaire Général du P.C.U.S.

## Pour un regard neuf sur les juifs d'U.R.S.S.

Au moment de votre rencontre avec le Président des États-Unis et alors que paraît à travers le monde votre ouvrage PERESTROIKA, sous-titré «Vues neuves sur notre pays et le monde», les soussignés vous demandent de jeter aussi

un regard neuf sur les juifs d'U.R.S.S.

Si vous le décidez, Monsieur le Secrétaire Général, les instructions que vous donnerez pour la refonte de la politique de votre administration à l'égard des juifs d'U.R.S.S. témoigneront de l'esprit de glasnost.

Si vous le décidez, Monsieur le Secrétaire Général, le changement radical de la politique appliquée aux juifs d'Union Soviétique ouvrira la porte à une véritable entente dans le domaine des droits de l'homme.

Si vous le décidez, Monsieur le Secrétaire Général, la levée des mesures restrictives à l'émigration, y compris à l'égard de nombreux refusniks contre lesquels est encore invoqué un prétendu secret d'État; la liberté accordée à l'enseignement de l'hébreu — seule langue commune du peuple juif — ainsi qu'à l'épanouissement de la vie culturelle et religieuse, tout cela manifestera aux yeux du monde que vos vues neuves sur l'U.R.S.S. et sur le monde, ont véritablement triomphé et que vous aurez ouvert une ère nouvelle dans les relations internationales.

Alors, Monsieur le Secrétaire Général, le monde aura aussi des vues neuves sur l'évolution de l'Union Soviétique et sur les chances de succès des négociations en cours.

#### Les premiers signataires:

Anatole ABRAGAM, Membre de l'Institut, Michel ALLONCLE, Sénateur, Guy ALLOUCHE, Sénateur, René ANDRÉ, Député, Jean-Marc AYRAULT, Député, Elisabeth BADINTER, Écrivain, Dominique BADIO, Maître de Toulouse, Député au Parlement Européen, Jean-Michel BAYLET, Ancien Ministre, Sénateur, François BAYRON, Député, Louis BESSON, Député, Jacques BICHET, Député, Pierre BLERGER, Député, Yvan BLOF, Député, Roland BLOM, Député, Georges BOLLER, GEB-STRACHER, Député, Hugues BOUCHARD, Député, Pierre BOURGUIGNON, Député, Conseiller Régional, Haim BREEKS, Mathématicien, Correspondant de l'Académie des Sciences, Jean BROCARD, Député, Vice-Président du Conseil Général de Haute-Savoie, Pr Henri CARTAN, Mathématicien, Membre de l'Institut, Jean et Lucia CATHALA, Écrivains, Éditeurs, Guy CHANTROUZE, Député, Robert CHAPUIS, Député, Roger CHENARD, Sénateur, Député au Parlement Européen, Hélène CIXOUS, Écrivain, Georges-Emmanuel CLANCIER, Écrivain, Claude COHEN TANOUDJI, Professeur au Collège de France, Membre de l'Académie des Sciences, Jean-Michel COUVE, Député, Michel CRUCHES, Sénateur, Jean DELANEAU, Sénateur, Jean-Paul DELÉVOYE, Député, Jean-Marie DEMANGE, Député, Jacques DERRIDA, Philosophe, Rodolphe DESIRÉ, Sénateur, Jean-Claude DESSEIN, Député, Patrick DEVEDJIAN, Député, Secrétaire National du R.P.R., Willy DIMIGLIO, Député, Jean-Marie DOMENACH, Écrivain, Michel DREYFUS-SCHMIDT, Sénateur, Vice-Président du Sénat, Jean DUMONT, Sénateur, Adrien DURAN, Député, Job DURUPP, Député, Claude EVIN, Directeur de Campagnes de Michel ROGARD, Jacques FERON, Député-Maire du 19<sup>e</sup> Arrondissement, Alain FINKELKRAUT, Écrivain, Philosophe, André FOSSAT, Ancien Ministre, Sénateur, Henri de GASTINES, Député, Président de la Commission des Comptes à l'Assemblée Nationale, Germain GENGENWIN, Député, André GLUCKSMANN, Écrivain, Michel GONELLE, Député, Jean GOUY, Député, Graham GREENE, Écrivain, Alain GRIOTTERAY, Député, Michel HANNOUIN, Député, Daniel HOFFMEL, Sénateur, Président du Groupe des Sénateurs du Bas-Rhin, Président du Groupe Union Centriste du Sénat, Xavier HUMAULT, Député, François JACOB, Prix Nobel de Médecine, Professeur au Collège de France et à l'Institut Pasteur, Daniel JACORY, Avocat à la Cour, Denis JACQUAT, Député, Michel JACQUEMIN, Député, JANDÉLINE, Comédiennes, André JARROT, Ancien Ministre, Sénateur, Compagnon de la Libération, Lionel JOSEPH, Député, Premier Secrétaire du Parti Socialiste, Yves JOUPE, Président de la Ligue des Droits de l'Homme, Joseph KLIFA, Député, Jean-Claude LAMAN, Député, Vice-Président du Conseil Général, Claude LANZMANN, Cinéaste, Yves LAPORTE, Professeur au Collège de France, Gérard LANCHER, Sénateur, Marie-France LEBUIN, Député, Bernard LEFRANC, Député, Charles-Edmond LENGLET, Sénateur, Henri LOUFF, Député, Pr André LWOFF, Prix Nobel de Médecine, Martin MALEY, Député, Pr Jean-Paul MATHIEU, Physicien, Professeur Honoraire, Marie-Claire MENDES FRANCE, Présidente pour la France du Centre International pour la Paix au Moyen-Orient, Joseph MENGES, Député, Jean MERCOURE, Metteur en Scène, Acteur, André MÉRIS, Sénateur, Président du Groupe Parlementaire Socialiste au Sénat, Pierre MICAUX, Député, Ariane MNOUGHEKINE, Metteur en Scène, Christiane MORA, Député, Alain MOYNE BRASSAND, Député, Vice-Président du Conseil Général, Véronique NEIERITZ, Député, Vice-Présidente du Groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale, Paul d'ORNANO, Sénateur, Jacqueline OSSELIN, Député, Arthur PASCHY, Député, Pierre PASCALLO, Député, Ratomir Louis-Edmond PETITTI, Avocat à la Cour, Jean PEYRAFFITE, Sénateur, Étienne PINTY, Député, Vice-Président de la Commission des Affaires Culturelles, Familiales et Sociales de l'Assemblée Nationale, Léon POLIAKOV, Directeur de Recherches au C.N.R.S., Robert PORTILLON, Sénateur, Président de l'Union Inter-Parlementaire pour les Juifs d'U.R.S.S., Jean-Claude FORTHEAULT, Député, Jean PROBIOL, Député, Jean FROVIBUX, Député, Yves QUERE, Professeur à l'École Polytechnique, Paul QUILES, Ancien Ministre, Député, Pr Gabriel RICHET, Membre de l'Académie Nationale de Médecine, Correspondant de l'Académie des Sciences, Olivier ROUX, Sénateur, Jean-Jack SALLIS, Député, Conseiller Régional, Roger-Gérard SCHWARTZBERG, Ancien Ministre, Député, Jean SEITLINGER, Député, Pr Ady STEG, Membre du Conseil Economique et Social, Olivier STERN, Ancien Ministre, Député, Jean-Pierre SURET, Député, Raymond TABAT, Sénateur, Michel THEROT, Député, Conseiller Général, René TREMOUST, Sénateur, Jean UEBERSCHLAG, Député, Pierre URI, Prix «Robert Schumann», Albert VECHE, Sénateur, Jean-Pierre VERNANT, Professeur Honoraire au Collège de France, Guy de la VERPILLÈRE, Sénateur, Xavier de VILLEPIN, Sénateur, Pierre WEISSEHORN, Député, Vice-Président de la Commission de la Production et des Échanges à l'Assemblée Nationale.

CRIF

Conseil Représentatif des Institutions Juives de France - 19, rue de Téhéran, 75008 PARIS.



EV  
U.S.  
S.S.

# Politique

Le Monde • Mardi 8 décembre 1987 • 11

## Les déboires du président du Front national aux Antilles

### M. Le Pen refoulé par des manifestants à la Martinique et en Guadeloupe

Une importante manifestation d'anti-racisme organisée dimanche soir 6 décembre à l'aéroport de Fort-de-France contre sa venue aux Antilles a obligé M. Le Pen et les représentants du groupe des Droites européennes qui l'accompagnaient à rebrousser chemin. Le Boeing-747 d'Air France qui le transportait en Martinique n'ayant pas pu se poser à l'aéroport du Lamentin et ayant dû atterrir à l'aéroport du Raizet, en Guadeloupe, le président du Front national a refusé de descendre de l'appareil, après avoir exigé en vain d'être transporté en Martinique. L'avion a alors ramené M. Le Pen et ses amis à Paris.

En Martinique, plus de trois mille manifestants avaient envahi l'aéroport où le Boeing d'Air France devait se poser dimanche à 17 h 45 (22 h 45 heure de Paris) et plusieurs centaines d'entre eux avaient envahi la piste, après avoir brisé quelques clôtures vitrées.

Après avoir tourné plusieurs fois au-dessus de l'aéroport du Lamentin, l'appareil a été dévié vers la Guadeloupe, et vers 19 heures locales l'aéroport était déclaré administrativement fermé, près de deux mille personnes bloquant encore la piste pour empêcher un éventuel atterrissage en plein nuit.

Le Boeing d'Air France est arrivé en Guadeloupe vers 18 h 30 (23 h 30 heure de Paris) mais il est resté immobilisé en bout de piste, toutes portes fermées, près d'un millier de manifestants s'étant déjà rassemblés à l'aéroport du Raizet, où de légers incidents les opposèrent aux forces de l'ordre autour des barrières improvisées faites de charlots à bagages et de brachages.

Comme en Martinique, toutes les organisations politiques et syndicales de gauche et d'extrême-gauche avaient appelé à

s'opposer à la venue de M. Le Pen, jugé par elles comme « le principal responsable du développement des thèmes racistes et xénophobes qui rendent les conditions de vie des Antillo-Guyannais insupportables en France ». Fait exceptionnel, cet appel était notamment signé à la fois par le Parti communiste guadeloupéen, l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG, indépendantiste), la Confédération générale des travailleurs guadeloupéens (CGTG) et la FEN.

Après avoir été pris à partie, dans l'avion, par certains passagers scandant des slogans hostiles à son parti, M. Le Pen a alors « refusé, selon les autorités locales, de descendre de l'avion, en déclarant qu'il voulait se rendre en Martinique ». Le président du Front national et ses amis sont repartis à 1 h 15 (6 h 15) pour Paris dans le même avion.

### Indésirable

Au-delà de ses aspects raciaux, l'équipe menée par Jean-Marie Le Pen aux Antilles pose des questions d'opportunité et de principe. La tentative d'invasion pacifique des restes de l'Empire par des représentants de l'extrême droite a pu être ressentie comme une provocation par une population dont beaucoup de fils, en Europe, et plus précisément dans l'Hexagone, subissent dans leur vie de tous les jours les méfaits d'une xénophobie endémique.

Les manifestants de Fort-de-France ont peut-être voulu, en vertu d'une conception très large du droit de manifester, d'abord signifier au chef de la nationalité qu'on ne chasse pas impunément des voix sur des terres où parvient — forcément — l'écho des méfaits du racisme ordinaire en métropole.

A commencer par la déclaration du même Jean-Marie Le Pen qui, à propos des meurtres de vieilles dames à Paris, avait eu, avant de s'envoler pour les Antilles, ce commentaire d'un goût douteux : « Je

n'imaginais pas le qualificatif qui serait donné à un Blanc qui aurait assassiné en Martinique vingt et une femmes noires ».

Il n'empêche, Jean-Marie Le Pen, qu'on s'en félicite ou qu'on en maudisse l'électorat, est un représentant du peuple français. Nul ne peut s'arroger le droit de lui interdire le séjour de quelque canton que ce soit du territoire national. Le relèvement populaire dont il a été l'objet aux Antilles est, dans une certaine mesure, à inscrire au palmarès de cette logique de l'exclusion dont il s'est fait le héros tout à fait inlassable.

Cela constatera sans doute ses adversaires de lui voir appliquer une pratique qu'il réclame pour tant d'autres. Mais c'est au nom de la condamnation même de ses attitudes de rejet qu'on se doit de défendre en Jean-Marie Le Pen un refus de trop. Refusé, lui, pour le couleur de ses idées.

Br. F.

### « C'est la faute à Pasqua ! »

POINT-A-PITRE  
de notre envoyé spécial

Passage pour l'éternité. Les quatre cent cinquante-neuf passagers du Boeing-747 d'Air France à destination de Fort-de-France se souviendront longtemps de cette folle équipée, qui a finalement permis à une partie d'entre eux de rallier Paris... à Paris en près de vingt-trois heures !

Il se souviendront d'avoir vu l'insigne honneur de voyager avec M. Jean-Marie Le Pen, passager de la classe affaires qui, accompagné d'une quarantaine de ses amis, prétendait se rendre en Martinique pour une réunion de groupe des Droites européennes à l'Assemblée de Strasbourg.

M. Le Pen ne vit pas la Martinique, pas plus que la Guadeloupe et la Guyane, qu'il avait le désir de visiter durant cette semaine. Au terme d'une rocambolesque équipée, le président du Front national a pu vérifier à son déclinement ce que le mot « refoulé » signifie.

Dès le décollage d'Orly, le dimanche 6 décembre, tout le monde avait pourtant été prévenu que ce voyage subirait quelques inconvénients. Sur place depuis plusieurs jours, M. François Bechet avait cité à M. Jean-Marie Le Pen, le directeur de cabinet de M. Le Pen, que le personnel de l'hôtel Martinique à Fort-de-France, choisi pour l'hébergement du président du Front national, avait déserté.

« Nous ferons nos lits nous-mêmes », avait-il dit en plaisantant. M. Le Pen, dans l'avion, M. Le Pen faisait des mots croisés, chantait de vieux airs romantiques. Personne, dans son entourage, ne soupçonnait les difficultés à venir.

Déjeuner, film, six heures de vol, première alerte. On demande à M. Le Pen pour une liaison radio au poste de pilotage. Des manifestants, lui annonce-t-on, se regroupent sur l'aéroport du Lamentin, mais chacun veut croire encore que, avant les deux heures qui séparent l'arri-

vé à Fort-de-France, tout sera rentré dans l'ordre. « Je viens ici pour mon travail et non pas pour me distraire. Je suis un passager normal, répète M. Le Pen au commandant de bord qui l'informe. Le gouvernement doit prendre cela avec sérieux : si des manifestants peuvent interdire l'accès du territoire, il y a quelque chose d'étrange. » Le commandant, plutôt conciliant, acquiesce. M. Le Pen renchérit : « C'est-ce qu'on fera si demain on interdit des RPR à Toulouse, des communistes à Nice et des Martiniquais à Paris ? C'est inacceptable ! »

18 heures locales. Trois mille cinq cents manifestants occupent l'aéroport de Fort-de-France. En fait, le Boeing commence ses rotations d'attente. Cinq grands tours, et puis s'en va. Une base de repli est choisie : Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe. Une petite demi-heure de vol. Les passagers de ce « vol vacances » commencent à trouver que le voyage n'est pas de tout repos. On s'ennuie, on s'impatiente, on s'insulte.

La classe affaires est prise d'assaut. « Monsieur Le Pen, cite un passager, vous trouvez normal qu'on soit quatre cents passagers pris en otage de cette manière ? » « Les manifestants, ce sont eux les responsables », plaide un autre. « Vous invasez les rues. » « Oui, mais les manifestants ont leurs motivations », ose un Martiniquais. « Enfin, M. Le Pen, il faudrait aller trop loin. » Les deux gardes du corps du président roulent des épaules autour de ce passager encombrant qui fait mine de se plonger dans un livre défendant la venue de la « sorte idéologique ».

« Le Pen, dit-il, Le Pen, dehors ! », tente de lancer sur l'air des tempêtes, un jeune métro. « Le Pen est français comme vous, s'entend-il dire, et en plus il est député de France... Zut alors ! » « Allez, en vote, propose un autre. » « Alors, alors, pleide un steward. Chacun, quelle que soit son opinion, a le droit de voyager.

J'ai même vu des responsables RPR et des socialistes voyager ensemble. »

L'avion se pose à Pointe-à-Pitre. Une longue immobilisation de plus de quatre heures commença. Un commissaire de la police de l'air et des frontières monta à bord pour tenter de persuader M. Le Pen de quitter l'appareil. Peine perdue. « Je ne descendrai, rétorque-t-il, sous aucune pression, pas même celle des passagers. Je n'obéirai à aucune condition. C'est extraordinaire de me demander d'obéir aux émetteurs de Fort-de-France. C'est une question de principe. Quand on commence à céder à la violence, on n'arrête plus de céder. »

« Vous commencez à me pomper l'air ! »

Dégoutant de sueur, le pauvre commissaire insiste. L'aéroport de Fort-de-France est complètement bloqué. Il faut reculer. « Je n'accepte pas », dit M. Le Pen, d'être mis à l'écart comme un otage. La tension redouble. « Le Pen, cite quelques-uns, vous avez dans cet avion des femmes enceintes, des gens qui ont réservé leurs places depuis trois mois. » « C'est de la provocation, rétorque un autre. Vous n'avez qu'à lire le Monde, tout le monde était parfaitement au courant que vous ne seriez pas ici accueilli à bras ouverts. »

Un autre va plus loin : « Pourquoi n'avez-vous pas tout votre jet ? » « C'est-ce qu'il y a dans le monde, tu fais partie de la bande à Juquin ? », tonne un lepidiste de la suite présidentielle.

C'est l'impatience. La brave commissaire s'impatiente : « Vous commencez tous à me pomper l'air ! On ne va tout de même pas passer la révolte ici ? » Les passagers ont la permission de sortir. « Moi, je n'ai pas besoin de me dégoûter les jambes », dit M. Le Pen, qui croit faire un pique.

Certains voyageurs filment la scène comme un bon souvenir de vacances. D'autres trouvent la

plaisanterie de plus en plus mauvaise. Le président en transit n'hésite pas à crier au complot. La faute à qui ? « La faute à Pasqua ! » « Un Etat qui envoie ses troupes au Tchad ou dans la gôlle Perigue et qui est incapable de faire la loi chez lui, c'est inacceptable », affirme à maintes reprises M. Le Pen.

Le temps ne fait plus en plus long. Le secrétaire général de la préfecture vient à son tour parlementer. M. Le Pen rétorque son refus de quitter son siège : « La liberté ne se divise pas. C'est votre problème à vous. On est sur le territoire de la République, où l'on me botte le cul, à moi, et je n'ai pas l'habitude, je vous le dis, de baisser mon pantalon. Le gouvernement est incapable d'assumer ses responsabilités. »

Les pourparlers n'en finissent plus. « Si vous êtes des hommes, allez haranguer les manifestants », conseille un passager aux amis de M. Le Pen. « Tu vas voir, émette celui-ci. Je vais aller te donner une bonne pelote de cheveux. » Le sous-préfet se permet encore d'insister. « Si les manifestants vous disent : « Nous voulons les cinq jets qui sont dans l'avion », alors, vous les livrez ? », lui répond M. Le Pen. Finalement, en désespoir de cause, décision est prise, sur l'insinuation du préfet, de remettre le cap sur Paris. Privé de leurs bagages, une partie des passagers choisissent quand même de rester en Guadeloupe. « On choisit la solution de facilité sur le dos des voyageurs », constate M. Le Pen. Mais le chef de l'extrême droite ne peut, cette fois, que se plier à être reconduit aux frontières de l'Hexagone.

Indésirable en Martinique, indésirable en Guadeloupe, la Guyane déjà mise en alerte, M. Le Pen voulait voyager comme tout le monde. Les Antillais n'ont pas voulu accueillir un homme qui, à leur yeux, n'est précisément pas comme tout le monde.

DANIEL CARTON.

## L'HISTOIRE chez Fayard

# BAYARD

Jean Jacquot



Fayard

396 pages  
110F

Bayard sans heaume ni armure. Les images d'Epinal du "Chevalier sans peur et sans reproche" passées au crible de la critique historique.

François Lebrun - Le Monde

● M. Rocard : à gauche. — M. Michel Rocard affirme, dans un entretien publié par le quotidien le Matin du lundi 7 décembre : « Je n'aime pas la guerre civile et je refuse par principe de dire que la droite c'est l'enfer. Mais je refuse tout autant d'oublier que je suis un homme de gauche et que d'autres sont des hommes de droite. »

Le Monde  
SCIENCES  
ET MÉDECINE

OXFORD  
SCHOOL OF ENGLISH  
EN COURS PARTICULIERS

Stages intensifs, individualisés toute l'année pour écrit et oral  
BAC - PREPA HEC  
SCIENTIFIQUES  
SCIENCES-PO  
DEUG - LICENCE  
CAPES

SCIENCE & MÉTIÈRE  
SVMA  
DÉCEMBRE

Avant-première :  
LE PORTATIF  
D'AMSTRAD  
AU BANC D'ESSAI  
Un compatible portatif à prix explosif !

Le Monde  
sur minitel  
CONCOURS VIN :  
LES RÉPONSES

36.15 TAPEZ LEMONDE puis VINS

VOTRE MERCEDES MERITE CE QU'IL Y A DE MIEUX.



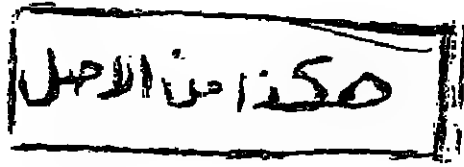
Un accueil de 7 H 00 à 19 H 30, un dépannage 24 heures sur 24 dans un rayon de 50 km autour de Paris, une adresse prestigieuse, la seule succursale de Mercedes-Benz à Paris.

LONGCHAMP  
Succursale Mercedes-Benz.

MERCEDES-BENZ FRANCE. Succursale de LONGCHAMP, 80 rue de Longchamp 75116 PARIS : 45.05.13.00.

CRIF





## Politique

Le vingt-sixième congrès du Parti communiste français

### M. Marchais réélu secrétaire général

Le vingt-sixième congrès du Parti communiste, réuni à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) s'est achevé, le dimanche 6 décembre, après l'élection des organes dirigeants du parti. Réunis à huis clos, le matin, les 1 694 délégués ont élu, à bulletin secret le nouveau comité central, qui compte 141 membres contre 142 au congrès précédent.

Un nombre important de représentants au «parlement communiste» obtiennent 1 690 voix, car il y en a onze bulletins blancs et trois nuls. Les dirigeants les moins bien

élus sont MM. Hermier (1 607), Fiterman (1 608), Salinon (1 613), Sève (1 622). Au total, vingt-trois membres élus au comité central en 1985 n'y siègent plus (lire ci-dessous) et vingt deux nouveaux membres — dont onze premiers secrétaires fédéraux — y font leur entrée.

A l'exception de M<sup>me</sup> Mireille Bertrand qui part volontairement, le bureau politique est intégralement reconduit et accueille trois nouveaux membres : M<sup>me</sup> Jackie Hoffmann, MM. Antoine Casanova et François Duteil.

M. Georges Marchais a été réélu, avec 1 678 voix, secrétaire général du parti. Samedi, le projet de résolution de la direction avait été adopté à l'unanimité moins douze abstentions, venant du Doubs et de la Corse-du-Sud. Le rapport introductif de M. Marchais avait obtenu l'assentiment général moins dix abstentions (Doubs). La direction a précisé que seul M. Félix Damette n'avait pas été réproposé au comité central «pour des raisons politiques».

L'élection de M. Duteil au bureau politique

### Le successeur de M. Krasucki ?

L'élection de M. François Duteil, quarante-trois ans, au bureau politique du PCF est une seconde entrée à la règle — non écrite — qui veut que, depuis 1936, deux membres du bureau confédéral de la CGT soient également membres du bureau politique du parti. La CGT reconnaissant le cumul des responsabilités syndicales et des responsabilités politiques (non électives), son bureau confédéral (dix-huit membres actuellement) comprend une moitié de non-communistes et une moitié de non-communistes. La coutume est que parmi cette moitié de membres communistes, seuls deux siègent aussi au bureau politique du PCF. Tel était le cas depuis 1936.

En janvier 1967, lors du dix-huitième congrès du PCF, qui se tenait à Levallois-Perret, le bureau politique compte quatre dirigeants de la CGT : trois sont membres du bureau confédéral de la centrale — Benoît Frachon, qui deviendra président en juin 1967, M. Séguin, qui, à la même date, sera le secrétaire général, et M. Henri Krasucki qui faisait figure de numéro deux et était entré comme membre suppléant en 1964, — et le quatrième est M. Georges Frischmann, secrétaire général de la Fédération des PTT. Cette situation perdure jusqu'au vingt et unième congrès. Benoît Frachon meurt en 1975. Au vingt-deuxième congrès du PCF, celui de l'ouverture, on revient à la situation antérieure : seuls deux membres du bureau confédéral — MM. Séguin et Krasucki — sont aussi au bureau politique. Quand M. Séguin quitta cette dernière in-

stance en 1982, un autre dirigeant de la CGT, M. Louis Vianet, (PTT) y entra avant d'être admis ensuite au bureau confédéral.

Cette occasion de M. Duteil au bureau politique a une double signification. A trois jours des élections primaires — au risque de renforcer l'image «politisée» de la CGT — et à quatre mois de l'élection présidentielle, le syndicat et le parti qui se présentent comme les seuls défenseurs authentiques de la classe ouvrière donnent le sentiment de rassembler leurs liens. Pour tenter d'enrayer son déclin, le PCF s'appuie davantage sur la CGT dont les bases sont indéniablement plus larges. Mais alors que le syndicat a perdu aussi beaucoup d'adhérents, il lui fait courir le risque de ne pas pouvoir remonter la pente.

#### La courtoisie de transmission

On peut aussi se demander comment cette relation renforcée va fonctionner. Les trois dirigeants cégétistes vont-ils apporter une contribution syndicale aux débats du bureau politique ou une contribution politique aux travaux du bureau confédéral ? La proximité de l'élection présidentielle et le rôle actif joué par le PCF dans quelques conflits — comme autour des «dix» de Renault, — laissent penser que c'est plutôt la seconde hypothèse qui est la plus vraisemblable. «Ce n'est pas d'une trop forte densité de comités d'entreprise que souffre la CGT, souligne M. Séguin en 1979, mais

d'une trop faible participation de ceux qui ne le sont pas... La CGT semble souffrir aujourd'hui de l'une et de l'autre...»

S'exprimant devant le vingt-sixième congrès du PCF — mais, comme il l'a précisé, sans engager son syndicat, — M. Krasucki s'est félicité que les communistes soient si soucieux du renforcement de la CGT : «Idem si les communistes ne prennent pas le fait de la classe, le renforcement de la CGT est une exigence impérative de la lutte des classes». Déjà, en mars 1967, dans les Cahiers de l'Institut Maurice Thorez, le futur secrétaire général de la CGT commentait ainsi la théorie de Lénine sur la courtoisie de transmission : «La formule image de Lénine est une invitation (lançait aux communistes) à se mêler à leurs camarades de travail, à bien connaître leurs préoccupations et leurs besoins, à participer avec eux, avec ceux qui ne sont pas communistes, à l'activité de leur organisation syndicale et à s'y montrer de bons défenseurs des travailleurs...»

#### La consécration politique

L'autre signification de l'élection de M. Duteil, qui devrait abandonner prochainement ses fonctions de secrétaire général de la fédération CGT de l'énergie, a trait à la succession de M. Krasucki. Agé de soixante-trois ans, il s'est malheureusement annoncé son départ. Mais celui-ci est jugé comme probable lors du prochain congrès de la CGT au début de 1989. M. Duteil bénéficie

de la consécration politique indispensable pour son éventuelle élection au secrétariat général de la CGT. Il a l'occasion. Même s'il devra compter avec le troisième cégétiste du bureau politique, M. Vianet, cinquante-quatre ans, numéro deux de la CGT et classé parmi les «durs» qui avaient en 1983 reproché à M. Krasucki d'avoir une stratégie trop «molle» à l'égard du «socialisme». Mais, M. Vianet est handicapé par son âge... alors qu'aux PTT on prend sa retraite à cinquante-cinq ans.

M. Duteil a maintenant trois cartes : son âge, la position forte de sa fédération (qui reste puissante et dotée de nombreux moyens), sa présence au bureau politique. Présenté souvent il y a deux ans comme un «dur», il n'a plus une telle image aujourd'hui. Tout en étant connu de Krasucki bien dans la ligne du PCF, il apparaît aussi soucieux que lui de ne pas voir la CGT se replier sur son «squelette communiste».

Ce technicien électrolier thermique, qui avait naguère travaillé à Saint-Ouen, avait surpris à l'issue du quarante-deuxième congrès de la CGT il y a deux ans en tenant un langage non dépourvu d'ouverture : «Se saisir de tout ce qui bouge, c'est prendre à bras le corps toutes les mutations sociales et les traverser le monde du travail. Ne soyons pas féroces, repêchez des secteurs dépassés (...). Ce n'est pas altérer notre analyse de classe que de prendre en compte certains problèmes nouveaux».

MICHEL NOBLECOURT.

### Le triomphe absolu

Ce ne fut pas un congrès, ce fut un meeting ! Le vingt-sixième congrès du PCF ne restera pas un moment politique imprévisible de l'histoire du parti, bien que la direction y voie «une étape importante» dans sa stratégie et «une avancée dans l'union et le rassemblement».

Ces formules ont la conviction de la banalité répétitive triennale. Suite d'interventions décrivant un état apocalyptique de la France et des Français, ce rassemblement, dont l'authenticité n'a guère été rompue que par l'accueil enthousiaste réservé à l'internationalisme prolétarien représenté par les délégations étrangères, a marqué le triomphe absolu de M. Georges Marchais.

Incontestablement, le secrétaire général est parvenu — après quinze années passées, officiellement, aux commandes — au faite de sa puissance et de sa gloire. Il règne en maître sur un parti qui lui jure allégeance en permanence. Le vingt-sixième congrès a été un anti-vingt-cinquième. Le congrès véritable n'a duré, en tout et pour tout, que vingt minutes lorsque, juste avant l'adoption de la résolution finale, les délégations du Doubs et de la Corse-du-Sud ont tenté, tant bien que mal, de donner une explication de vote. La discussion a tourné court : la

direction ne voulait surtout pas ouvrir un débat qu'elle considère clos depuis 1985.

Anti-vingt-cinquième dans sa forme, ce congrès est sur le fond «un approfondissement et un enrichissement» du précédent, comme on dit selon les formules consacrées au parti. Ligne antisocialiste réaffirmée, étonnante discrétion sur l'extrême droite, alors que M. Lajoinie était, disait-on, «le candidat anti-Le Pen», dénonciation du «complot intérieur» tramé par M. Rigout, dont on peut imaginer que le réel électoral s'appelle M. Juquin, ambiguïté absolue sur le «cadeau» réservé au candidat socialiste pour le second tour de l'élection présidentielle : ce congrès, dont les maîtres mots sont, pour la direction, «fermeté, audace, lucidité et courage», marque un degré supplémentaire dans le superbe isolement du PCF en sa forteresse, qui n'est même plus assaillie.

OLIVIER BIFFAUD.

### M. Barre à «Sept sur sept» «l'impartialité du pouvoir»

M. Raymond Barre a dessiné, le dimanche 6 décembre, sur TF 1, pendant l'émission «Sept sur sept», le portrait du président de la République qu'il appelle de ses vœux, c'est-à-dire son propre portrait. Ce chef d'Etat doit être «en charge de l'essentiel, n'appartenir à personne, assurer l'impartialité du pouvoir [...] gouverner pour le peuple de France et non pour un peuple de droite, un peuple du centre ou de gauche». M. Barre ne croit pas non plus que l'idéal serait d'être «un premier ministre qui devrait continuer à l'Elysée ce qu'il a fait à Matignon».

L'ancien premier ministre a réaffirmé sa volonté de dissoudre l'Assemblée nationale s'il est élu. «On ne peut pas mener une politique solide et sérieuse, n'est-ce pas, avec trois voix de majorité pendant trois ans...»

A propos des relations de la France avec l'Iran, M. Barre, sans se prononcer sur le fond d'un dossier qu'il ne connaît pas, a affirmé : «La France doit éviter de se livrer à des négociations sordides avec des terroristes qui prennent des otages ou avec des Etats qui les soutiennent [...] Il s'agit de savoir quel est le contenu des négociations. Si on livre des armes, comme le président Reagan l'a fait, ce ne serait pas acceptable [...] Ce qui est important, c'est que nous gardions un comportement conforme aux principes que nous affichons. Il faut être ferme sur la limite que l'on entend ne pas dépasser... Quant au rôle joué par la justice dans l'échange entre M. Gorji, l'ambassadeur de l'Iran à Paris, et M. Torri, consul de France à Téhéran, il s'est contenté, pour toute réponse, d'indiquer que le dessin de l'ambassadeur par le Monde du mardi 1<sup>er</sup> décembre lui convenait fort bien.

Interrogé sur les propos tenus par M. Delors, qui se verra, bien sûr, premier ministre, M. Barre a déclaré : «Je ne demande à personne de renier ses convictions profondes. Si M. Delors estime que (ma) ligne mérite d'être soutenue et s'il veut venir, pourquoi pas ? Il a ajouté : «Pour gouverner, il ne faut pas commencer par demander à droite et à gauche ce que l'on peut faire. Il faut fixer la ligne que l'on entend suivre et tous ceux qui sont d'accord sur cette ligne vont rejoindre et vous soutiendront.»

Au «Grand Jury RTL-le Monde»

### M. Jean-Claude Gaudin : «Latché deviendra le Lourdes du socialisme»

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, invité dimanche 6 décembre du «Grand Jury RTL-le Monde», a affirmé : «Nous pouvons avoir à l'intérieur de la majorité des nuances et des différences mais nous n'avons pas d'alternances pour le présent et pour l'avenir.»

Il a déclaré : «Je souhaite que le président de la République, que Raymond Barre, puisse bénéficier à partir de 1988 du travail de préparation, d'assainissement et de restauration de notre économie qui a été fait. Si c'est M. Chirac, on continuera avec lui. Si c'est M. Barre,

nous le ferons avec lui parce qu'il sera le candidat de l'UDF.»

M. Gaudin interrogé sur un éventuel gouvernement de coalition a répondu : «Je me suis toujours opposé à un rapprochement quelconque avec le Parti socialiste.

A propos d'une éventuelle candidature de M. Mitterrand, il estime : «Je pense que M. Mitterrand ne se présentera pas. Cela a toujours été ma conviction. (...) Il aura la possibilité d'arriver, de profiter un peu et de se reposer de l'exercice du pouvoir. Il peut se retirer à Latché. Cela deviendra le Lourdes du Parti socialiste, tout le monde ira sur place le consulter.

## La direction

#### Le secrétariat

##### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

M. Georges Marchais

[Né le 7 juin 1920 à La Hoguette (Calvados). M. Marchais, membre du Parti communiste depuis 1947, est entré au comité central en 1956, au bureau politique en 1959, au secrétariat en 1961. Secrétaire général adjoint en février 1970 (le secrétaire général, Waldeck Rochet, malade, n'assurant plus ses fonctions depuis plusieurs mois), il est devenu secrétaire général en décembre 1972, lors du vingtième congrès. Le vingt et unième congrès (extraordinaire) n'ayant pas procédé au renouvellement des instances dirigeantes du PCF, M. Marchais commence donc, formellement, son sixième mandat.]

##### MEMBRES DU SECRÉTARIAT

MM. Fiterman, Gayssot, Grémetz, Lajoinie, Laurent, M<sup>me</sup> Moreau et M. Plassonnier ont tous été réélus.

#### Le bureau politique

##### DIX-HUIT MEMBRES ONT ÉTÉ RÉÉLUS :

MM. Gustave Ansart, Charles Fiterman, Jean-Claude Gayssot, Maxime Grémetz, Guy Hermier, Philippe Harzog, Henri Krasucki, André Lajoinie, Paul Laurent, M<sup>me</sup> Francette Lazard, MM. René Le Guen, Roland Leroy, Georges Marchais, M<sup>me</sup> Gisèle Moreau, MM. René Piquet, Gaston Plassonnier, Louis Vianet et M<sup>me</sup> Madeleine Vincent.

##### TROIS NOUVEAUX MEMBRES ONT ÉTÉ ÉLUS :

M. Antoine Casanova. [Agé de cinquante-deux ans, universitaire, directeur de la revue la Pensée, M. Casanova est membre de la fédération des Yvelines.]

M<sup>me</sup> Jackie Hoffmann.

[Agé de quarante-trois ans, ouvrier, député des Yvelines,

M<sup>me</sup> Hoffmann, responsable au secteur femme, du comité central.]

M. François Duteil.

[Lire par ailleurs.]

##### QUITTE LE BUREAU POLITIQUE :

M<sup>me</sup> Mireille Bertrand.

[Agé de quarante-cinq ans, chargé du secteur logement, vie urbaine, secrétaire du secteur santé, protection sociale qui était délégué par M. Claude Popere, démissionnaire en janvier, M<sup>me</sup> Bertrand était au comité central depuis 1970 et était entrée au bureau politique en décembre 1972, au vingtième congrès. Dans une lettre explicative envoyée à M. Marchais, M<sup>me</sup> Bertrand écrit notamment : «Quand j'ai accepté ces diverses responsabilités qui m'ont été proposées, je me suis fixé comme ligne de conduite de ne pas les exercer trop longtemps, car je pense qu'il est bon pour soi-même de se remettre en question et de savoir changer d'activité (...). Je pense donc envisager un reclassement professionnel qui constitue un nouveau départ (...). J'ai fait, dès mon enfance, le choix d'une vie «engagée» au service des grandes causes humaines pour poursuivre le combat pour lequel mon père et mon oncle ont donné leur vie pendant la Résistance. J'y suis fidèle.»

#### Le comité central

##### LES CENT QUINZE MEMBRES RÉÉLUS.

M<sup>me</sup> Sylviane Ainaudi ; MM. Gérard Alezard, Robert Allione, Edmond Amable, René Andrieu, Gustave Ansart, Rémy Auchède, Christian Audouin, Louis Baillot, Jean Barrère, Auguste Béchier, Claude Billard ; M<sup>me</sup> Danielle Bietrach ; MM. Pierre Biotin, Paul Boccard, Alain Boquet, Daniel Boulay, Robert Bret, Daniel Brunel, Marc Bruyère ; M<sup>me</sup> Martine Bulard ; MM. Claude Cabane, Charles Carasso, Antoine

Casanova, Jean-Michel Catala, Jacques Chambaz, Robert Clément, Claude Compeyron, Paul Crespin, Michel Dauba, Albert Deboschère ; M<sup>me</sup> Danielle Demarchi ; MM. Jacques Denis, Michel Dufour, François Duteil ; M<sup>me</sup> Mireille Elméan ; MM. Etienne Fajon, Roland Favaro, Charles Fiterman ; M<sup>me</sup> Paulette Fost ; M. Jean-Louis Fournier ; M<sup>me</sup> Jacqueline Frayssé-Cazalis ; MM. Paul Fromont, Jean-François Gau, Jean-Claude Gayssot, André Génin, Antoine Ornez ; M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Goutmann ; MM. Maxime Grémetz, Guy Hermier, Philippe Harzog, François Hilsun ; M<sup>me</sup> Thérèse Hirsberg, Jackie Hoffmann, Jeanine Jambu ; M. Raymond Jeanne ; M<sup>me</sup> Pierrette Joachim ; MM. Jean-Paul Jouary, Jean-Pierre Kahane, Henri Krasucki, André Lajoinie, Georges Lanoue, Julien Lauprêtre, Michel Laurent, Paul Laurent, M<sup>me</sup> Francette Lazard ; MM. Roger Leclerc, Jean-Claude Lefort, René Le Guen, Anicet Le Pors, Roland Leroy, René Lomet, Jean-Paul Magnon, Henri Malberg, Georges Marchais, Nicolas Marchand ; M<sup>me</sup> Catherine Margat ; MM. Roger Martelli, Henri Martin, Jean-Marie Martin, Bernard Marx, Jean-François Mayer, Jean-Louis Mons ; M<sup>me</sup> Gisèle Moreau ; MM. Alain Obadia, Jean-Pierre Page ; M<sup>me</sup> Rolande Perleau ; M. Jacques Perraux ; M<sup>me</sup> Annie Peronnat ; MM. René Piquet, Gaston Plassonnier ; M<sup>me</sup> Henriette Poirier ; M. Claude Pondemon ; M<sup>me</sup> Jeanine Porte ; MM. Guy Poussy, Jack Raïne, Jacques Rimbaud (ancien membre de la commission centrale de contrôle financier), Jacques Roux, André Salinon ; M<sup>me</sup> Michèle Saurat ; MM. Georges Séguin, Lucien Sève, Pierre Sobus, Gérard Streiff, Marcel Trigon, Georges Valbon ; Maurice Verdier, Louis Vianet ; M<sup>me</sup> Madeleine Vincent ; M<sup>me</sup> Josiane Voyant ; MM. Michel Warcholek, Francis Wurtz, Marcel

Zeldner, Pierre Zarka et Alain Zoughbi (†).

##### LES VINGT ET UN NOUVEAUX MEMBRES.

MM. Marc Bellet (Calvados), Noël Brouenne (Loiret), Alain Blanchard (Oise) ; M<sup>me</sup> Marie-Georges Buffet (Hauts-de-Seine) ; MM. Daniel Cirera (Seine-Saint-Denis), Bernard Deschamps (Gard) ; M<sup>me</sup> Martine Durlach (Paris) ; MM. Denis Duvoit (Val-d'Oise), Serge Guichard (Essonne), Robert Hue (Val-d'Oise) ; M<sup>me</sup> Sylvie Jan (Paris) ; M<sup>me</sup> Jean-Marie Langoureau (Yonne), Guillaume Layros (Puy-de-Dôme), Jacques Le Digeat (Mayenne), Jean-Christophe Le Duigou (Paris) ; M<sup>me</sup> Jacqueline Léonard (Oise), Sylvie Leroux (Finistère) ; MM. Paul Lespagnol (Ile-de-France), Pierre Martin (Vendée), Pierre Rainero (Finistère) et Bernard Vasseur (Seine-Saint-Denis).

##### LES CINQ MEMBRES DE LA COMMISSION CENTRALE DE CONTRÔLE FINANCIER.

MM. Henri Costa, Pierre Franchère, Philippe Rambaud, Bernard Violin (dés. membres) et Sylvain Marian (nouveau membre).

Quitte volontairement le comité central : M<sup>me</sup> Myriam Barbiers, Mireille Bertrand (membres du bureau politique), Martine Blazot, Jacqueline Boyer ; M. Arthur Buchmann ; M<sup>me</sup> Nelly Fosse ; M. Jean Garcia ; M<sup>me</sup> Jacqueline Gelly ; M. Alimé Halbeher ; M<sup>me</sup> Andrée Lathère ; MM. Louis La Roux, Jean Malvasio, Claude Mazauric, Jacques Milhau, Henri Rot-Tanguy, Marcel Rosetta et M<sup>me</sup> Yann Vian.

M. Félix Damette n'a pas été réélu au comité central «pour des raisons politiques».

M. Yves Roy est décédé.

## SCIENCES-PO

FORMATION CONTINUE

LA VIE POLITIQUE EN FRANCE EN 1988

«POLITIQUE FRANÇAISE

ET ELECTION PRESIDENTIELLE»

• Cycle de 20 conférences destinées à un large public (non étudiants) : cadres, fonctionnaires, enseignants, journalistes.

• A partir du 25 Janvier 1988, les lundis et jeudis de 18h30 à 20h30.

• Le programme portera sur l'évolution des institutions, la situation des partis et des candidats, le contexte économique, les syndicats, l'évolution des médias, les sondages, les enjeux de l'élection.

• Le cycle est placé sous la conduite d'Alfred GROSSER

Avec la concours de Gérard ADAM, Roland CAYROL, Jean CHARLOT, Olivier DUHAMEL, Jérôme JAFFRE, Jean-Noël JEANNENEY, Georges LAVAUL, Michel PEBREAU, Jean-Louis QUERMONNE, Bruno REMOND, René REMOND, Gérard VINCENT.

Programme détaillé et inscriptions : Service de Formation Continue INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS

215, Bd Saint-Germain 75007 Paris - Tél. : 45.49.51.94

45.49.50.98 - 45.49.50.99



# ATARI MEGA ST. - 4 MEGA DE RAM.

Disposer d'une telle puissance,  
ça change les règles de la compétition.



**12950 FHT**

MEGA ST4 - MONITEUR MONOCHROME  
GARANTIE AVEC "MAINTENANCE SUR SITE"

POUR LA PREMIERE FOIS AU MONDE, UN MICRO-ORDINATEUR DISPOSE D'UNE MEMOIRE DE 4 MILLIONS D'OCTETS EN STANDARD. Puissance, rapidité, haute résolution, font du MEGA ST une arme redoutable au service de tous les professionnels. Plusieurs centaines de logiciels (bureautique, gestion, CAO-DAO, scientifique,...) élargissent considérablement votre champ d'activités. Aujourd'hui mieux on est armé, plus on a de chances d'être vainqueur.

MEGA ST4 (4 Méga-octets de RAM) = 12950 FHT - 15360 F TTC. MEGA ST2 (2 Méga-octets de RAM) = 9950 F HT - 11800 F TTC.

Prix publics conseillés. Service informations : tél. 45 06 31 31.

**ATARI LE FASCINANT POUVOIR  
DE L'ARME INFORMATIQUE.**

**ATARI®**



صكنا من الاجل

## Politique

### Le financement des partis et la moralisation de la vie politique

#### M. Jospin admet que le PS a pu être entraîné dans « l'engrenage »

Interrogé, le samedi 5 décembre, lors de l'émission « Samedi une heure » de Canal Plus, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a jugé à propos du financement des partis politiques, que son parti, s'est trouvé, lui aussi, pris dans un « engrenage », a glissé sur un « terrain dangereux », tout en gardant « la philosophie, la morale et les modes d'explication de la période antérieure ».

« Jusqu'ici, a-t-il souligné, nous

disions : « Ah non, on ne fait pas de choses normales et quand quelque chose se produisait, nous disions : « Que la justice suive son cours. » Il est temps de sortir de cette hypocrisie ».

M. Jospin a reconnu qu'il peut

exister chez les socialistes des financements « qui ne sont pas conformes

à la légalité telle qu'elle est ». « Il peut, a-t-il précisé, y avoir (...) des cas où des socialistes se sont débrouillés comme l'on fait d'autres candidats, d'autres responsables, à une moindre échelle ».

Le lendemain, au « Club de la presse d'Europe 1 », M. Pierre Mauroy n'a pas tout à fait emboîté le pas à M. Jospin. L'ancien premier ministre a souligné qu'en matière de financement « les socialistes ont longtemps été plus vertueux que les autres. Ils le sont encore ». Pour M. Mauroy, « on ne peut pas à la fois (...) réunir tous les responsables de partis et essayer de faire un carton isolé sur tel ou tel ».

A propos de l'ensemble des « affaires », M. Mauroy a déclaré : « Je sais, parce que j'ai été premier

ministre, les instructions que les ministres - ceux qui sont qualifiés - peuvent donner aux procureurs (...) : Je sais comment les juges d'instruction ouvrent leurs informations ». Il a toutefois précisé qu'il « n'accuse personne ».

An « Grand jury RTL-Le Monde », M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale a affirmé à propos du financement de l'UDF : « Jamais l'un d'entre nous n'a pris de l'argent public pour s'en servir pour des intérêts privés ». A propos du financement privé, il a précisé : « Faire des fausses factures, c'est quand même riche. Il vaut mieux ne pas le faire ». Quant à la publication du patrimoine des hommes politiques, le député de Marseille a affirmé : « J'aurais quand même le regret de

n'avoir pas pu comparer mes ressources et mes biens avec ceux de Gaston Defferre ! Ça m'aurait fait très plaisir ».

#### Cambrilage

M. Raymond Barre, de son côté, a été interrogé, lors de l'émission « 7 sur 7 », de TF 1, dimanche, à propos de la brochure anonyme établie par un « comité anti-Barre » (le Monde daté 6-7 décembre). Il s'agit, pour lui, de « procédés ignobles », à propos desquels il manifeste « plus d'indifférence que de mépris ». Questionné, dimanche, sur le même sujet, lors du « Forum RMC-FR 3 », M. Michel Aurillac, ministre RPR de la coopération, a lui aussi affirmé : « C'est ignoble ».

Enfin, la permanence du député UDF barriste de l'Essonne a été cambrilée, à Evry, dans la nuit de samedi à dimanche. Selon M. Wiltzer collaborateur de M. Barre, une petite somme d'argent a été dérobée et plusieurs dossiers ont été feuilletés. M. Wiltzer a rappelé quelques tentatives comparables récentes touchant toutes à M. Barre, et s'est demandé si « ces faits constituent (...) une simple série de coïncidences ou s'ils entrent (...) dans le cadre d'une action systématique » au moment où circulent de « faux documents hostiles à M. Barre ».

#### POINT DE VUE

#### Affaires de morale morale des affaires

par Claude Evvin  
député de Loire-Atlantique  
directeur de la campagne  
de M. Michel Rocard

On ne doit pas mettre sur le même plan celui qui bénéficie de mécanismes de financement encore trop occultes mais qui laisse une liberté entière et celui qui accepte d'aliéner sa sienne moyennant finances. Le premier est corrompu, le second est corrompu.

On ne doit pas mettre sur le même plan celui qui est dénoncé pour avoir perçu dix et celui qui le dénonce alors qu'il a lui-même perçu trente ou cinquante ou cent, souvent en provenance des mêmes donateurs.

On ne doit pas mettre sur le même plan celui contre lequel les procédures s'acharment et celui qui peut utiliser ses pouvoirs, et le secret défensif, au profit d'un

vrai-faux passeport sans être menacé de rien.

Qu'on les juge tous coupables si l'on veut, mais qu'on admette au moins de ne pas oublier personne et de dresser dans la culpabilité les hiérarchies qui s'imposent.

Or le PS est aujourd'hui victime d'une campagne hypocrite que tout porte à croire soigneusement orchestrée. La justice s'acharment sur le train quand la droite est en cause, mais elle écrase le champignon sur ce qui peut éblouir les socialistes. Sur eux tombent tous les coups, même les plus bas. Et les sondages montrent qu'ils portent. Voilà, en tout cas, qui n'est certainement pas moral.

Car j'attends que MM. Chirac, Barre ou Léotard affirment publiquement ne devoir leurs ressources qu'aux cotisations de leurs seuls militants et que ces cotisations suffisent à financer leurs campagnes électorales. S'ils le disent, alors j'attendrais surtout de trouver une personne qui les croie.

La morale en politique, oui. La plus vite possible. Tout de suite si on peut. Mais la morale pour tous et non pas sélective, et la lumière partout et non pas à moitié.

## CONCOURS RTL LE MONDE DU VIN LES RÉPONSES aujourd'hui : Questions 1 à 10

#### QUESTION N° 1

La récente expédition sur le Titanic a permis aux plongeurs de retrouver et de remonter plusieurs bouteilles de vins originaires de Bordeaux, de Bourgogne et de la vallée du Rhin. Que contenaient ces bouteilles au moment de la récupération ?

#### RÉPONSE N° 1 : De l'eau de mer

Sous l'effet de la pression (400 kg/cm<sup>2</sup>), les bouchons ont comprimé l'air contenu dans le col des bouteilles et ont été eux-mêmes comprimés de telle sorte que l'eau de mer a pu circuler librement, nous a indiqué M. Yves Cornet, directeur général de la société Taurus.

Il convient de noter au passage que les phénomènes de dilution se sont produits pendant soixante-quinze ans et que, par conséquent, il n'était plus possible de retrouver autre chose que de l'eau de mer.

Il est honnête de mentionner que nous n'avons pas effectué d'analyses chimiques du contenu des bouteilles, mais l'aspect et le goût ne laissent aucun doute quant à sa nature.

#### QUESTION N° 2

Treize cépages sont autorisés pour le châteauneuf-du-pape. Lequel est un intrus ?

#### RÉPONSE N° 2 : Le carignan

Bien que très largement cultivé dans le Midi, le carignan ne figure pas dans la liste des treize cépages traditionnellement assemblés dans les vins d'appellation châteauneuf-du-pape.

#### QUESTION N° 3

Dans le Bordelais, les prix des primeurs de la récolte 1986 ont-ils monté ou baissé par rapport à ceux de 1985 ?

#### RÉPONSE N° 3 : Baisse

Dans une fourchette pouvant aller de 5 à 30 % pour les crus classés du Médoc.

#### QUESTION N° 4

3309, SO4, 41B... Que désignent en viticulture ces codes bizarres ?

#### RÉPONSE N° 4 : Des porte-greffes

« A la suite de l'invasion phylloxérique, écrit M. Pierre Galet (« Précis d'ampélographie pratique »), les viticulteurs ont été dans l'obligation de recourir dans la plupart des cas au greffage des vignes françaises sur les vignes américaines résistantes et ce sont ces vignes que l'on désigne sous le terme de porte-greffes ».

#### QUESTION N° 5

« Point ne croît en Bretagne, mais en ce bon pays de Verron », écrit François Rabelais dans Gargantua. Qu'évoque-t-il ?

#### RÉPONSE N° 5 : Le cabernet franc

Cépage du vin d'appellation chinon, dont le pays de « Verron » (situé au confluent de la Vienne et de la Loire) fait partie.

#### QUESTION N° 6

L'auteur britannique d'un ouvrage demeuré célèbre paru à Bordeaux en 1850 évoque la rivalité qui opposait à cette époque Yquem à la Tour Blanche. Selon lui, à quoi cette rivalité était-elle due ?

#### RÉPONSE N° 6 : A l'utilisation du cépage sauvignon

#### QUESTION N° 7

Une impressionnante église monolithique comportant trois nefs, des catacombes, le tout creusé dans une formation de calcaire à astéries. Il s'agit de ?

#### RÉPONSE N° 7 : Saint-Emilion

#### QUESTION N° 8

Que signifie en Champagne l'expression « retrousser le gâteau » ?

#### RÉPONSE N° 8 : Recentrer le marc dans le pressoir pour obtenir un meilleur pressurage.

#### QUESTION N° 9

Existe-t-il une différence entre un vin doux naturel et un vin naturellement doux ?

#### RÉPONSE N° 9 : OUI

Le vin doux naturel (le baryls par exemple) est un vin produit grâce à la technique dite du « mutage » (adjonction d'alcool d'origine vinique dans le moût de raisin), qui a pour effet d'élever le titre alcoolique et, en stoppant la fermentation, de conserver une proportion de sucres. Les vins naturellement doux (sautes, côtes-du-layon) ne sont pas issus d'un « mutage », mais de raisins dans lesquels la proportion de sucres est trop importante pour qu'ils soient transformés en totalité en alcool.

#### QUESTION N° 10

« Garbafillatium ». De quoi s'agit-il ?

#### RÉPONSE N° 10 : D'un vin parfumé et épicé

#### Le FLNKS veut perturber les Jeux du Pacifique

M. Jean-Marie Tjibaou, chef de file des indépendantistes de Nouvelle-Calédonie, est arrivé à Paris le dimanche 6 décembre. Il doit être reçu, le jeudi 10 décembre par M. Mitterrand. A Nouméa, le FLNKS a décidé de « troubler » le déroulement des Jeux du Pacifique qui doivent commencer mardi.

NOUMÉA  
de notre correspondant

Les 8<sup>e</sup> Jeux du Pacifique vont s'ouvrir, mardi 8 décembre à Nouméa, dans un climat agité par les menaces de désordres provoqués par les indépendantistes. Le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) a décidé, samedi 5 décembre, lors d'une convention

du mouvement réunie à Yaté (sud de l'île) de « troubler » le déroulement des Jeux et d'utiliser ce grand rendez-vous du sport régional comme « une tribune pour dénoncer la situation en Nouvelle-Calédonie ». Cette campagne - sur laquelle une discrétion absolue est observée - s'inscrit dans la nouvelle stratégie de « résistance organisée » adoptée par le FLNKS et qui consiste à abandonner du pacifisme depuis le référendum du 15 septembre.

La cérémonie d'ouverture des Jeux, mardi en fin d'après-midi (heure locale) à laquelle assistera le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, devrait donner un avant-goût de l'atmosphère qui régnera tout au long des rencontres sportives jusqu'à leur clôture officielle, le 19 décembre. L'objectif des indépendantistes est d'inciter le plus

grand nombre de délégations extérieures à piler bagages et à quitter Nouméa, désorganisant ainsi le calendrier des compétitions.

Environ seize cents athlètes sont attendus sur les stades calédoniens, venant de quatorze pays ou territoires et concourant dans dix-huit disciplines. Le FLNKS qui avait demandé aux pays de la zone de « boycotter » les Jeux de Nouméa, n'a pas caché sa déception devant le peu d'écho rencontré par sa proposition. La participation à ces 8<sup>e</sup> Jeux, affirme une des motions de la convention indépendantiste de Yaté, « est en totale contradiction avec la soutien officiel et la reconnaissance par les gouvernements du Pacifique sud du droit à l'autodétermination du peuple kanak ».

FREDERIC BOBIN.

#### Trois élections cantonales

CHARENTE : canton de Montmoreau-Saint-Cybard (1<sup>er</sup> tour).

Inscr., 4072 ; vot., 2 648 ; suffr. expr., 2 606. MM. Jean-Michel Bolvin (RPR), m. de Saint-Amand-de-Montmoreau, 1 711 voix. ELU ; Marcel Martin

(div. d.), 385 ; Jacques Vian (PS), 286 ; André Geay (PCF), 224.

[Le candidat RPR a remporté, dès le premier tour, cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 9 octobre, de Guy Simonnet (UDF-rad.), vice-président du conseil général de la Charente. En recueillant 65,65 % des voix,

M. Bolvin perd plus de 2 points, par rapport au résultat enregistré, au premier tour du scrutin de 1985, par Guy Simonnet (67,98 %) qui détenait le siège depuis 1947. Au total, avec 38,42 % des suffrages, la majorité gagne plus de 12 points, essentiellement en raison de la présence, cette fois-ci, d'un candidat divers droite qui obtient 14,77 % des voix.

Les deux représentants de la gauche perdent, au total, près de 8 points en recueillant 19,57 % des suffrages, au lieu de 27,24 % en 1985.]

HAUTS-DE-SEINE : canton de Clamart (1<sup>er</sup> tour).

Inscr., 18 455 ; vot., 7 487 ; suffr. expr., 7 386. MM. Daniel Léon (RPR), adjoint au m. de Clamart, 3 648 voix ; Guy Varlet (PS), 1 607 ; Gérard Grandjean (div. d.), 1 384 ; Roger-Gaston Peyronneau (PCF), 557 ; M<sup>me</sup> Sassia Emsalem (MRG), 190. IL y a ballottage.

[59,43 % des électeurs inscrits se sont abstenus de voter lors de ce scrutin partiel, organisé à la suite du décès, le 5 novembre, de Jean-Marie Gayot (RPR), vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine.

En recueillant 49,39 % des suffrages, M. Léon, notam. par l'UDF, perd près de 11 points par rapport au score obtenu, au premier tour du scrutin de 1982, par Jean-Marie Gayot (60,34 %) qui détenait ce siège depuis 1959. Mais, au total, les deux candidats de droite progressent de plus de 8 points, en raison de la présence, cette fois-ci, de M. Grandjean, qui ramène 18,75 % des voix.

Les positions des représentants de la gauche s'affaiblissent. Tandis que M<sup>me</sup> Emsalem (2,57 %) perd près d'un point et M. Peyronneau (7,54 %) plus d'un, le candidat socialiste enregistre plus de 3 points en recueillant 21,75 % des suffrages au lieu de 25,1 % en 1982.]

LA RÉUNION : canton de Saint-Louis (1<sup>er</sup> tour).

Inscr., 6 298 ; vot., 3 878 ; suffr. expr., 3 726. MM. Hyacinthe Hamicaro (PCR), 2 426 voix. ELU ; Jacques Techer (RPR), 1 178 ; Axel Zettor (PS), 122.

[Le candidat du Parti communiste réunionnais a remporté, dès le premier tour, cette élection partielle organisée à la suite de la démission de M. Claude Hoarau (PCR) de son mandat de conseiller général. En recueillant 65,11 % des voix, M. Hamicaro améliore de près de 3 points le résultat obtenu par M. Hoarau en 1985 (62,28 %), tandis que le candidat socialiste (3,27 %) enregistre près de 2.]

Léonce Deprez  
témoigne d'un bel  
optimisme et d'un sens  
moral à toute épreuve.  
Le Journal du Parlement.

Léonce Deprez est  
convaincant. France-Soir.

L'auteur dégage cette impé-  
rieuse nécessité d'un consen-  
sus fondamentalement social.  
Le Figaro.

Un credo politique : l'avenir  
sera social-démocrate. La Voix  
du Nord

Un volume 192 pages, 75 F  
Albatros 21, rue Cassette 75006 Paris

—Une nouvelle vente par Minitel—  
EN DIRECT  
DES VIGNERONS

Pour votre cave, ou pour offrir

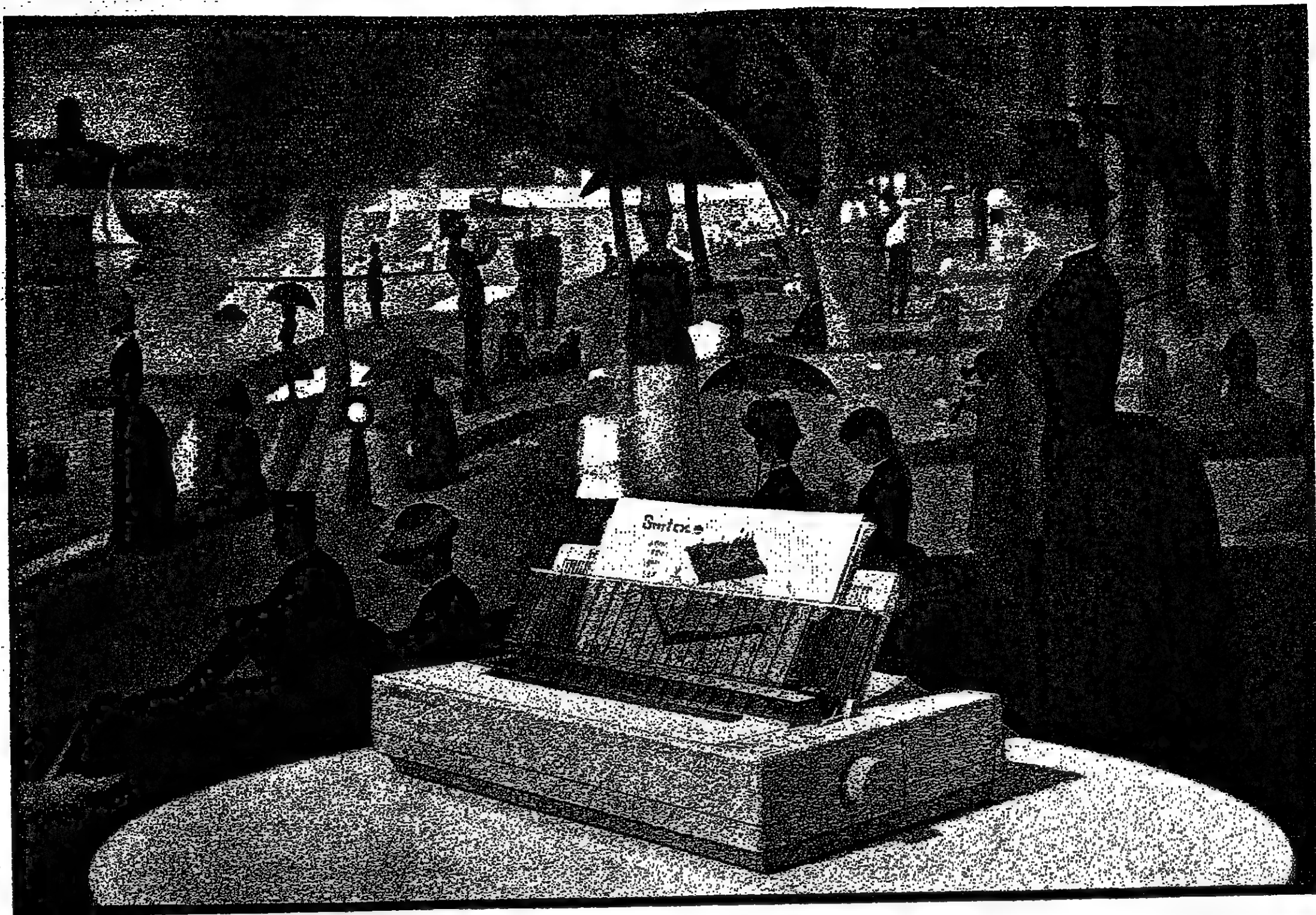
les « bons crus »  
des régions  
de France.

Bourgogne  
Bordeaux  
Alsace  
Côte-d'Or  
Provence  
Roussillon  
Sud-Ouest  
Val-de-Loire  
Champagne  
Languedoc  
Cahors  
Charente

au 38 15  
code « COOPVIN »

Livraison sous 8 jours





## Jamais une imprimante n'a fait autant impression

La qualité graphique des imprimantes matricielles Epson 24 aiguilles est tout simplement étonnante !

Elle est le fruit d'une volonté constante d'être à la pointe du progrès.

Progrès tel que l'ingénieux levier de déverrouillage implanté sur le plan supérieur de la LQ-1050. Une pression en avant commande l'entraînement à aiguilles pour les travaux sur listing et une nouvelle pression en arrière permet de passer à l'impression feuille à feuille.

Résultat : une impression simple, rapide et professionnelle.

Quant à la qualité, facteur primordial tant pour les amateurs que pour les professionnels, les modèles de la gamme Epson offrent un très vaste choix de graphisme et jeux de caractères.

Des avantages évidents qui font des imprimantes Epson des machines prêtes à obéir au doigt et à l'œil.

C'est pourquoi les imprimantes Epson, de production européenne, sont à des sommets d'innovation rarement atteints.

Après d'innombrables succès techniques, il ne serait pas surprenant que les imprimantes matricielles Epson parsèment point par point la terre entière.

Vous aussi, laissez-vous impressionner par Epson.

Avec Epson, tout est possible.

# EPSON®

SEIKO EPSON CORPORATION: Suwa-shi, Japon Tél: (0266) 52-3131 Téléc: 3362435 EPSON FRANCE S.A.: Paris, France Tél: (1) 47.57.31.33 Téléc: 610657 EPSON (UK) LTD: Londres, G.B. Tél: (01) 902-8892 Téléc: 8814169 EPSON DEUTSCHLAND GmbH: Düsseldorf, R.F.A. Tél: (0211) 56030 Téléc: 8584786 EPSON ITALIA s.p.a.: Milan, Italie Tél: (2) 670-8136 Téléc: 315132 EPSON-STI, S.A.: Barcelone, Espagne Tél: (3) 239-77078 Téléc: 50129



FINANCE  
UN EN.  
COLLECT

## Les juges d'instruction en guerre contre la réforme

## Les déçus du « chalandonisme »

Convoqués le 5 décembre au Palais de justice de Paris en assemblée générale extraordinaire, les juges d'instruction de l'association française des magistrats socialistes de l'instruction (AFMI) sont convaincus qu'il « faut tout faire pour éviter l'adoption de la réforme Chalonard ». Significative l'attitude de M. Chalonard, « non seulement il n'y a pas eu de concertation mais on nous a menités en nous disant que l'AFMI suggère notamment de faire adopter une loi ajournant l'application de la réforme Rindler-Schjerve », annoncent les articles

consacrés à la chambre d'accusation, de manière à réfléchir sérieusement sur l'instruction. Mais ils ne veulent pas de toute façon d'une réforme qui aurait pour seule cible les juges d'instruction et souhaitent, si cela est nécessaire, s'attaquer à l'ensemble de la procédure pénale.

Invité de l'AFMI, le député RPR Jean-Louis Debré, ancien vice d'ins-

## La presse

truction, est apparue très vivante

« La réforme est inapplicable, d'ailleurs elle ne sera pas appliquée, mais ni la justice ni le Parlement ne sortiront grands de voter un tel texte ».

Pour M. Debré, le projet est « dangereux » car « contrairement aux apparences, il réduit les garanties individuelles ». Il est « inapplicable et aggrave le retard dans certaines juridictions » et il est « illogique, car alors pourquoi ne s'attaque-t-on pas à tous les juges ».

## Vives réactions au sein de la gendarmerie et de la magistrature

L'Association française des magistrats instructeurs (AFMI) a elle aussi, fait part de sa plus vive indignation face à la campagne de dénigrement médiatique orchestrée par le Syndicat des commissaires de police, dont est victime notre collègue Heyas (...). L'ensemble des juges d'instruction manifeste ses plus vives inquiétudes face à l'émergence d'une catégorie particulière de citoyens qui prétend échapper à l'application de la loi.

Enfin, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), principale organisation syndicale du monde policier, a demandé à être reçue « d'urgence » par MM. Jacques Chirac et François Mitterrand. Elle se dit « étouffée que les communistes de police, fonctionnaires d'autorité, chefs de service, théoriquement chargés de montrer l'exemple à tous les policiers, aient osé descendre dans la rue pour

**« Les mutins de la prison de Besançon  
seront l'objet de sanctions »  
déclare le garde des sceaux**

Mais elle se dût aussi « inquiéter devant un « climat général illustré par la recourir à la gendarmerie nationale pour arrêter un fonctionnaire de police : la gendarmerie n'est pas chargée du contrôle de la police ».

condamne la politique du garde des sceaux, fondée, selon elle, « sur le parage systématique du délit », ce qui « a pour conséquence de mettre en danger la vie du personnel de surveillance et d'écarter l'ensemble de la population ».

Interrogé sur le contenu du pourvoi pendant la session de M. Claude Silberzahn, commissaire de la République pour le département du Doubs et la région de Franche-Comté, a insisté sur

fait que, pour lui, c'était agaçant et « discussions » et son de « négocier » ajoutait à la situation. « Les rités », n'avaient rien à gagner avec eux mutim. « Leur transfert », précisait, vers d'autres établissements pénitentiaires était prévu. « toutes façons à très court terme », les conditions de détention dans les maisons d'arrêt étaient inférieures à la loi.

« À l'égard d'un intervenant, pour des raisons de sécurité, qu'on fasse un savoir d'avance à un détenu ce qu'il adviendra de lui, a évidemment été appliqué à Besançon. Et les mutim ignoraient que l'arrêt de la biographie n'était pas définitif. Et que qu'ils trouvaient parmi les quelques deux cent cinquante cent et que le bureau de l'individualisation des peines était encore en train d'examiner les données des



# FINANCEMENT ET MANAGEMENT UN ENJEU POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Cette page a été réalisée par les Publications du Moniteur, 17, rue d'Uzès, 75002 Paris, tél. (1) 42.96.15.50, à l'occasion des 1<sup>ères</sup> Journées nationales, Financement et Management des Collectivités locales.

1<sup>ères</sup> JOURNÉES NATIONALES  
**FINANCEMENT  
ET MANAGEMENT  
DES COLLECTIVITÉS LOCALES**

16 ET 17 DÉCEMBRE 87  
AU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS  
292, RUE SAINT-MARTIN 75003 PARIS

## LES ÉLUS RENCONTRENT LES BANQUIERS ET LES CONSULTANTS

Pour la première fois au niveau national, une manifestation est organisée sur les thèmes du financement et du management des collectivités locales. Destinée à l'ensemble des décideurs locaux, aux élus, à leurs collaborateurs, ces Premières Journées traitent les thèmes en séances plénières et à travers des ateliers de travail. Pour chacune des matinées, une table-ronde réunira des élus locaux et trois grands témoins. L'objectif de cette séance plénière, placée sous la présidence de Jean-Pierre Roux pour le mercredi, et de Jean-Pierre Roux pour celle du jeudi, est de mettre en évidence les évolutions possibles, tant en matière de financement que dans le domaine du management. Les réformes financières intervenues récemment, les délégués ont à venir, les contraintes économiques... Autant de nouvelles données qui s'imposent aux élus locaux et dont on mesurera l'importance à cette occasion.

Parallèlement à ces séances de travail, un Carrefour des Professionnels fonctionnera durant les deux jours. Ainsi, pour la première fois, les élus locaux et leurs collaborateurs rencontreront les professionnels les plus compétents et pourront discuter de leurs problèmes particuliers avec eux. Seront représentés : Arthur Young Conseil, Ascom France, Bossard Consultants, Compagnie BTP Finances, CEGOS IDET, CEPME-FIP, Crédit Agricole, Crédit Foncier de France, Crédit Local de France, Crédit Lyonnais, Finacor, M.P. Conseil. La gestion locale est entrée dans une phase de modernisation sans précédent. Il revient à ces Premières Journées nationales d'en prendre la mesure en réunissant autour d'une même table les décideurs locaux et les professionnels du secteur. •

Marie-Pierre Bédier  
répondre en chef  
de la Lettre des Elus locaux.

## CONTINUITÉ ET INNOVATION

Récemment transformé en S.A., le Crédit Local de France reste au service des élus et affirme sa vocation européenne

Le CAECL vient de se transformer en Crédit Local de France. Quels avantages présente ce nouveau statut ? Peut-il mieux prendre en compte les nouveaux besoins des collectivités locales dans le domaine financier ?

Oui, le Crédit Local de France, c'est une transformation de la CAECL pour répondre encore mieux aux besoins des collectivités locales. Sa création répond en effet à un double souci : la continuité dans le financement des collectivités locales et l'innovation en matière de services financiers.

Continuité car le Crédit Local poursuit la mission de service public de la CAECL pour le financement du développement local. Le Crédit Local de France est une société publique, dont l'Etat et la Caisse des dépôts détiennent la majorité du capital. Sa vocation d'intérêt général est confirmée par son statut d'institution financière spécialisée et son ancrage au sein du groupe financier de la Caisse des dépôts. Spécialisé dans le financement du développement local, et associé des élus locaux à sa gestion, le Crédit Local de France apporte au secteur local la compétence et la sécurité. Il constitue ainsi l'établissement financier de référence indispensable dans un système de financement désormais banalisé.

Innovation car libéré des contraintes des règles de gestion administrative et doté désormais d'un statut analogue aux autres établissements financiers, le Crédit Local de France pourra développer de manière compétitive sa capacité d'innovation en matière de produits et de services. Sa seule contrainte est stimulante : l'équilibre de son compte d'exploitation.

Dans quel esprit le Crédit Local de France apporte-t-il son patronage à ces premières



Pierre Richard, Président du Directoire

ses journées d'étude sur le « financement et le management des collectivités locales » ?

Etre l'établissement de référence dans le domaine du financement du secteur local, ce n'est pas seulement distribuer des prêts. Notre action est beaucoup plus large : elle passe par la mise à la disposition des responsables locaux de services adaptés à leurs besoins et dans ce sens il nous paraît essentiel de participer à la diffusion des connaissances.

De plus, la Caisse des dépôts et le Crédit Local de France continuent à développer le pôle de connaissances unique qu'ils constituent. Les études tirées de la banque de données locales et la note de conjoncture sur les finances locales en sont les manifestations les plus connues. Le bulletin « Gestion Locale » est aujourd'hui dif-

fusé tous les deux mois à 20 000 décideurs, élus et techniciens territoriaux.

Quelles orientations envisagez-vous pour le Crédit Local de France dans la perspective du grand marché européen ?

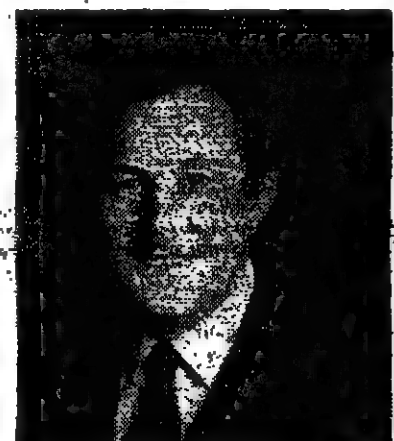
La transformation du statut de la CAECL et la création du Crédit Local de France étaient indispensables dans la perspective de l'ouverture du grand marché européen, face à la libération de la circulation des capitaux et d'installation des établissements de crédit.

D'ores et déjà, la Caisse des dépôts et le Crédit Local de France mettent en œuvre des projets de coopération au-delà des frontières avec les autres établissements financiers spécialisés dans le crédit aux collectivités locales.

Le Crédit Local de France compte participer activement à la construction de « l'Europe du crédit aux collectivités locales ».

## MESURER L'INNOVATION

Les Publications du Moniteur jouent le partenariat pour organiser une grande première : une rencontre des élus avec les banquiers et les consultants.



M. J. Vigier, Président Directeur Général des Publications du Moniteur, commissaire général des 1<sup>ères</sup> Journées nationales, Financement et Management des Collectivités locales.

Financement, management : les collectivités locales sont-elles en train de connaître une évolution importante dans leur gestion ?

Depuis quelques années, on assiste à une révolution, que le qualifiez de silencieuse dans la gestion locale. Méthodes d'organisation, valorisation des ressources humaines, banalisation du crédit, etc., font leur apparition dans le secteur public. Ce sont ces aspects que nous voulons prendre en compte en organisant les Premières Journées nationales « Financement et Management des collectivités locales ». Il est vrai que sur ces sujets, les élus sont encore au stade des innovations et à ce titre, nous faisons figure de pionniers. Mais n'est-ce pas notre vocation, en tant que groupe de presse locale, que le marché des collectivités locales, que d'épauler les décideurs locaux, y compris dans les stratégies les plus hardies.

Quels sont les objectifs recherchés par cette manifestation ?

Il s'en présente deux. D'une part, et cela me paraît essentiel, il s'agit d'organiser une rencontre entre les élus locaux, leurs plus proches collaborateurs autour de thèmes donnés, afin d'échanger leurs expériences. Certaines collectivités locales sont de véritables laboratoires d'essai tant pour le financement que pour le management. Elles ont accepté de venir débattre de leurs actions afin que leurs expériences profitent à tous. D'autre part, nous avons pris le parti de favoriser les contacts entre les décideurs locaux et les professionnels.

Comment ces contacts vont-ils s'organiser ?

Ici d'abord, nous avons un partenaire privilégié, le Crédit Local de France qui appartient au groupe de la Caisse des dépôts. Cet organisme, malgré son récent changement de statut - et de titre - est bien connu des élus locaux. Nous bénéficions également du concours du prestigieux Conservatoire National des Arts et Métiers, qui nous accueille dans ses locaux. Par ailleurs, nous avons proposé aux professionnels les plus compétents de préparer ensemble ce colloque. En effet, comment parler de financement sans présenter au préalable les produits financiers, de plus en plus diversifiés offerts aux collectivités locales ? Comment aborder les méthodologies du management sans ana-

lyser les techniques mises au point par les cabinets de conseil ? Cette manifestation correspond donc à un nouveau service offert par la Lettre des Elus locaux et la Gazette des communes aux décideurs locaux ?

Ces journées sont effectivement organisées par la Lettre des Elus locaux et la Gazette des communes, tout en étant soutenues, bien entendu, par l'ensemble des revues du Groupe des Publications du Moniteur. La Lettre des Elus locaux a vocation à organiser de telles manifestations, plus spécialement destinées aux élus locaux et à leurs proches collaborateurs.

## COMMENT FONCTIONNE LE CRÉDIT LOCAL DE FRANCE ?



M. Jean-Pierre Roux, maire d'Avignon, président du Conseil de Surveillance du Crédit Local de France.

Le Crédit Local de France est une société anonyme à Conseil de Surveillance et Directeur. Composition du Conseil de Surveillance : M. Jean-Pierre Roux, maire d'Avignon, président, M. Charles Millos, maire de Belley, administrateur, M. Jean-François Manicel, président du Conseil général de l'Oise, administrateur, M. Jean-Pierre Desvres, maire de Récamp, conseiller, M. Pierre Salvi, président du Conseil général du Val d'Oise, conseiller, M. Jacques Blanc, président du Conseil régional du Languedoc-Roussillon, conseiller. Représentant l'Etat : M. Gérard Pflaum, sous-directeur à la direction du Trésor au Ministère de l'Economie, des finances et de la privatisation, M. Patrick Bouquet, directeur général des collectivités locales au Ministère de l'Intérieur. Représentant la Caisse des dépôts et consignations : M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, Représentant la Caisse d'équipement des collectivités locales : M. Jean-Benoît Chabrol, directeur régional de la Caisse des dépôts. Personnes physiques : M. Jacques Delmas-Massiot, M. Olivier Ritz, M. Georges Carré, M. Yvon Le Moullé, M. Paul Fery. Composition du Directoire : M. Pierre Richard, directeur général adjoint de la Caisse des dépôts et consignations, président ; M. François Potier de Courcy, directeur adjoint à la Caisse des dépôts et consignations.

## PROGRAMME

16 DÉCEMBRE 1987		17 DÉCEMBRE 1987	
9 h 30	Accueil des participants Table-ronde : BANALISATION DU CRÉDIT ET SPÉCIALISATION DES CIRCUITS FINANCIERS Personnalités présentes : Jean-Pierre Roux, Président du Conseil des Elus locaux, député, maire de Saint-Coud ; M. Roux, député, maire de Dampierre ; Jean-Jacques Gervais, député, maire adjoint de Valenciennes ; Michel Girard, Président de l'Association des Maires de France, secrétaire, maire du Perreux ; Philippe Lachennet, député, maire de Fontenay ; Camille Vallès, maire de Gisors ; Michel Gattin, directeur général adjoint de l'Etat ; Bernard de Froment, Conseiller d'Etat ; Alain Richard, député, maire de Saint-Ouen l'Aumône ; Pierre Richard, Directeur général adjoint de la Caisse des Dépôts, Président du Directoire du Crédit Local de France.	9 h 30	Accueil des participants Intervention ministérielle Table-ronde : LES ÉLUS LOCAUX SONT-ILS DES MANAGERS ? Personnalités présentes : Jean-Pierre Roux, Président du Conseil des Elus locaux, député, maire de Saint-Coud ; M. Roux, député, maire de Dampierre ; Jean-Jacques Gervais, député, maire adjoint de Valenciennes ; Michel Girard, Président de l'Association des Maires de France, secrétaire, maire du Perreux ; Philippe Lachennet, député, maire de Fontenay ; Camille Vallès, maire de Gisors ; Michel Gattin, directeur général adjoint de l'Etat ; Bernard de Froment, Conseiller d'Etat ; Alain Richard, député, maire de Saint-Ouen l'Aumône ; Pierre Richard, Directeur général adjoint de la Caisse des Dépôts, Président du Directoire du Crédit Local de France.
13 h 00	Carrefour des professionnels : rencontre entre les participants, les organismes financiers et les consultants.	13 h 00	Carrefour des professionnels : rencontre entre les participants, les organismes financiers et les consultants.
14 h 30	Déjeuner	14 h 30	Déjeuner
15 h 30	Début des ateliers N°1 MÉRIER SA DÉTENTE : COMMENT AMÉLIORER DANS LA GESTION DE SON STOCK D'EMPLOIS ? N°2 FINANCER AU MOINDRE CÔÛT : COMMENT LANCER UN APPEL D'OFFRES FINANCIER, QUELLES CONDITIONS DÉFINIR ? N°3 COLLABORER AVEC LES PARTENAIRES FINANCIERS : QUELLES RELATIONS ÉTABLIR ENTRE LES INVESTISSEURS, LES BANQUIERS ET LES OPÉRATEURS ? N°4 UTILISER LES NOUVEAUX PRODUITS FINANCIERS : SONT-ILS TOUJOURS ADAPTÉS AUX INVESTISSEMENTS LOCAUX ? N°5 APPLIQUER UNE POLITIQUE DES TAUX D'EMPLOIS : COMMENT S'ASSURER DANS LA CONJONCTURE, QUELLES SONT LES TECHNIQUES ?	15 h 30	Début des ateliers N°6 RÉALISER UN DIAGNOSTIC GÉNÉRAL : COMMENT DÉFINIR LA BONNE DÉMARCHE, QUELS RÉSULTATS EN ATTENDRE ? N°7 DE L'AUDIT DE SERVICE : QUAND LE RÉALISER ? PEUT-IL DÉBOUCHER SUR DES ÉCONOMIES ? N°8 LES STRATÉGIES DU MANAGEMENT FINANCIER : COMMENT LES CONCEVOIR, DE LA MÉTHODE AUX ACTIONS. N°9 LA COMPTABILITÉ ANALYTIQUE DANS LES MAIRIES : COMMENT ÉCHAPPER AUX MYTHES ? N°10 ORGANISER LE CONTRÔLE DE GESTION : COMMENT DÉFINIR SES OBJECTIFS ? QUELLES SONT LES LIMITES ?
17 h 30	Synthèse générale	17 h 30	Synthèse générale

**BULLETIN D'INSCRIPTION**

À retourner à Euro-Conservatoire/FMCL - 17, rue d'Uzès, 75002 Paris - Tél. (1) 42.96.15.50 - ou par fax le 14 décembre 1987 (L'élaborer un formulaire par personne).

Votre bulletin d'inscription doit être impérativement accompagné soit du règlement soit d'un ordre de virement.

Le montant de l'inscription pour la durée des journées est fixé à : 1 650 F T.T.C. par personne. Le droit d'inscription permet d'accéder aux tables-rondes et aux ateliers. Il comprend le dossier de participant, les pauses-café et collation, vestiaire. Je désire m'inscrire aux ateliers suivants : (cochez les numéros correspondants).

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 Cochez un atelier chaque jour.

Je joins un chèque de 1 650 F T.T.C. à l'ordre d'EURO-CONSERVATOIRE/FMCL. ☐ ou le règlement vous parviendra par virement bancaire. ☐ (RPP Bourne 31, rue Vivienne - 75002 Paris. Code banque : 3004, Agence : 00802. N° de compte : 21953262/65 ou par virement administratif. ☐ (Mes réceptions de votre inscription, vos factures et vos adresses)

Nom et Prénom : \_\_\_\_\_ Fonction : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Adresse de l'entreprise à laquelle vous appartenez : \_\_\_\_\_ Code Postal : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_



552 من الاجل

## Société

L'hommage à Malik Ousseine

### M. Pasqua s'inquiète des manifestations « xénophobes ou racistes »

Un an après la mort de Malik Ousseine, une manifestation était organisée, le 5 décembre à Paris, par les familles de victimes des violences policières qui avaient marqué le mouvement étudiant de l'an dernier. Entre le Luxembourg et la Bastille, plus de dix mille personnes ont défendu « le droit imprescriptible de manifester » et dénoncé l'impunité dont bénéficient les responsables de ces violences.

Derrière de nombreuses personnalités, le cortège associait les jeunes gens, les étudiants et les travailleurs, de nombreux militants de la CGT étant venus défendre la mémoire de Lucien Barrière, décédé le mois dernier à Amiens, après avoir été traqué par la police au cours d'une manifestation. Pendant deux heures, les manifestants ont défilé aux cris de « Pasqua, Pandrand, c'est vous les hors-la-loi », « Peloton voltigeurs, peloton de tueurs », ou encore « Malik est mort assassiné ».

A l'issue de la manifestation, le comité des familles a annoncé qu'il demanderait, cette semaine, à être reçu par MM. Pasqua et Chandon, afin de les alerter sur la légitimité des enquêtes en cours pour retrouver ou juger les responsables des violences commises l'an dernier.

Le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, a, pour sa part, adressé, le 5 décembre, à tous les préfets, commissaires de la République, un message leur demandant de tout « mettre en œuvre pour prévenir les manifestations xénophobes ou racistes ». Le ministre reconnaît qu'« au cours des derniers mois, un certain nombre d'actes de violence individuelle et collective ont soulevé l'indignation de différentes communautés du territoire national, notamment parmi les personnes originaires d'Afrique du Nord ». Quelques-uns de ces actes, ajoute le ministre, « constituent des manifestations xénophobes ou racistes, qui justifient la plus grande vigilance ».

### Leurs rivalités empêchent les étudiants d'élargir leur mouvement

Il y a un an, c'était le drame. Les violences qui avaient suivi la grande manifestation étudiante sur l'espionnage des invalides, au soir du 4 décembre 1986, puis la mort de Malik Ousseine, rue Monsieur-le-Prince dans la nuit du 5 au 6 décembre, traumatisaient tous les acteurs du mouvement.

Les étudiants ont étrangement commémoré ces quelques heures dramatiques, qui, il y a un an, avaient ressoudé leur unité, et redoublé leur détermination. Réunis en coordination à Censier (Paris-III), après la manifestation parisienne de samedi après-midi, les délégués d'une trentaine d'universités ont, en effet, consacré une nuit entière à constater leurs divisions. Bagarres d'amendements, interminables querelles de procédures, guerres picrocholiques entre courants et sous-courants, l'anniversaire fut pour le moins morose. Au milieu de la nuit, écourtée, la délégation de Besançon — où les étudiants en lettres sont en grève depuis une semaine — quittait l'amphithéâtre en posant une question qui résumait

bien l'atmosphère : « Nous nous demandons si toutes ces chicaneries ne cachent pas un profond désarroi ? »

L'objectif était pourtant clair : comment transformer en un mouvement massif l'agitation sporadique déchaînée depuis deux ou trois semaines pour dénoncer la situation matérielle des universités, l'insuffisance du budget en cours de discussion, et l'absence de moyens pour développer l'enseignement supérieur ? Fallait-il, comme certains le souhaitent, appeler à la « grève générale » étudiante, dès le lundi 9 décembre ? Fallait-il fixer l'échéance d'une nouvelle manifestation nationale, le 10 décembre ? Enfin fallait-il élire une délégation chargée, au terme de cette manifestation, d'aller présenter les revendications des étudiants au ministre de l'enseignement supérieur ?

C'est sur ce dernier point que tout dérapa. Car il se trouvait mal la volonté, en particulier de la part des étudiants communistes, de torpiller la rencontre prévue ce jour-là entre

M. Jacques Valade et Philippe Darrieulat, président de l'UNEF-ID (proche des socialistes). D'empêcher en somme ce dernier d'apparaître comme un porte-parole représentatif du monde étudiant. Faute de mieux, et pour ne pas répartir les maux vides, on s'en tint, finalement, au seul principe d'une manifestation le 10 décembre.

Une machine qui tourne à vide

Après trois semaines d'agitation et trois coordinations nationales, les étudiants les plus militants (communistes et trotskistes principalement) ont construit une machine qui tourne largement à vide. Le sentiment de répétition des mêmes mots d'ordre depuis des mois, la dispersion des manifestations récentes contre le racisme, contre le budget des universités, ont enlevé à l'hommage à Malik — bref l'absence de véritable perspective de mobilisation — une partie de sa portée. Cela n'enlève rien, cependant, à leur mécontentement.

GERARD COURTOIS.

L'opération Téléthon sur Antenne 2

### La France découvre la myopathie

Aujourd'hui, le professeur François Gros ne doit plus très bien savoir ce qu'il lui arrive : vingt-huit heures de télévision non stop et voilà ce chercheur de renommée mondiale, président du Conseil scientifique de l'Association française contre les myopathies (AFM) (1) à la tête de plus de deux cent millions de francs. Aujourd'hui, quinze mille enfants atteints de myopathie « se sentent moins seuls » : l'énorme opération médiatique lancée le week-end dernier par Antenne 2 et baptisée « Téléthon », a définitivement hissé la myopathie au rang de grande cause nationale. Au même titre que le cancer ou le SIDA.

D'énormes moyens avaient été mobilisés pour l'occasion : une chaîne de télévision, 85 caméras, 450 techniciens, le gratin des présentateurs d'Antenne 2, une brochette de vedettes internationales de la chanson et du cinéma, la quasi totalité des membres du Lion's Club, reconvertis l'espace de vingt-huit heures, en standardistes ; Jerry Lewis en personne, accouru des Etats-Unis pour l'occasion, fort de ses vingt-deux années d'expérience de présentateur de Téléthon.

#### Trop de zéros

Chacun y est allé de sa contribution, de l'Armée française, à la Fédération française de football, en passant par les pionniers des Baumettes qui, pour avoir le droit d'effectuer une collecte et de verser un chèque de 18 500 F à l'AFM ont dû demander une autorisation spéciale.

Vingt-huit heures durant, la France, ou du moins les télé-spectateurs d'Antenne 2, a vécu au rythme du Téléthon, de ces « incantations » qui, à intervalles réguliers, s'inscrivaient au bas des téléécrans. La somme des promesses montait, montait. Chacun s'engageait à verser une somme, à verser une somme, à verser une somme. Claude Sérillon, presque gêné d'inter-

rompre Joanne Moreau au cours d'« Apostrophes » et Bernard Pivrot le rassurant d'un ironique « c'est toujours mieux d'être coupé par Téléthon que par le pub ».

Dimanche, Antenne 2 débordait. La barre des 10 milliards de centimes était franchie. Il manquait une cause où faire figurer le onzième chiffre 1. Personne n'aurait imaginé une pareille collecte. Gérard Holtz, épuisé, qui, après avoir descendu en rappel le tour de la Maison de la radio plongé quelques heures plus tôt dans la robe de Toulon Téléthon du cœur, Téléthon du muscle, les images se brouillaient. Sur le rond central du Parc des Princes, deux enfants myopathes pour donner le coup d'envoi du match Metz-Racing-Nantes, l'un qui simule le foot, l'autre qui ne l'aimait pas. Un manifestant ravi de se trouver là au milieu des vivats de la foule, l'autre visiblement gêné. Téléthon Show biz, Téléthon grand spectacle, mais, au bout du compte, 20 milliards de centimes pour la recherche sur les myopathies. L'essentiel sans doute.

Aujourd'hui, une double course de vitesse commence : celle des généreux donateurs d'abord, qui vont devoir transformer leur promesse en dons réels. Celle des chercheurs ensuite, qui, maintenant, qu'ils ont réussi à isoler le gène de la plus fréquente des myopathies, celle de Duchenne de Boulogne, l'AFM du 2 octobre 1988) vont tenter de mettre au point un traitement.

« Qu'attendez-vous d'une telle émission ? Un miracle ? demandait l'un des animateurs d'Antenne 2 à un petit garçon myopathe. « Un miracle ? Oh non. Un médicament. »

FRANCK NOUËL.

(1) Association française contre les myopathies, 13, place de la République, 75004 Paris Cedex 13, CCP 8440 E Paris.

REPÈRES

#### Drogue

##### Saisie record en Guadeloupe

400 kilos de cocaïne, d'une valeur marchande d'au moins 300 millions de francs, ont été saisis, le dimanche 5 décembre, à bord d'un avion de tourisme sur l'île de Marie-Galante (Guadeloupe).

Cette saisie, la plus importante jamais réalisée sur le territoire français, a été opérée, en collaboration avec le SRPJ Antille-Guyane, par l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS) et le Drug Enforcement Agency (DEA), police antidrogue des Etats-Unis. Une telle prise confirme le rôle de « plaque tournante » de l'archipel guadeloupéen dans le trafic des stupéfiants.

#### Formation

##### Un plan européen pour les jeunes

Les douze pays de la Communauté économique européenne ont adopté, mardi 1<sup>er</sup> décembre à Bruxelles, un programme d'action destiné à promouvoir la formation professionnelle des jeunes, au cours d'une réunion, de leurs ministères du travail et des affaires sociales. Ce programme vise à soutenir et à compléter les mesures prises par les Etats membres, en assurant à tous les jeunes qui le souhaitent au moins une année de formation professionnelle en plus de leur scolarité obligatoire. Ce plan, d'une durée de cinq ans, porte sur un montant total de 40 millions d'ECU (260 millions de francs), dont 8 millions pour 1988.

#### Ecole primaire

##### Des parents manifestent à Cergy-Pontoise

Un millier de parents d'élèves et d'enseignants ont défilé, samedi 5 décembre, dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) pour demander la création de trente postes d'instituteurs, afin de faire face à l'attente progressive, d'ici à l'été 1990, de trois cents élèves supplémentaires dans les nouveaux quartiers de Cergy. La manque d'enseignants provoque des surcharges d'effectifs dans plusieurs écoles et des protestations qui durent depuis trois semaines (Le Monde du 21 novembre).

#### Paris

##### Emboutillages à cause d'un échafaudage

Un « désordre » affectant l'échafaudage permettant la construction de la partie du nouveau ministère des finances surplombant le quai de la Rapée, dans le douzième arrondissement de Paris, a provoqué, vendredi 4 décembre, la fermeture des voies automobiles passant sous le chantier, puis de gigantesques embouteillages qui ont paralysé le capital jusque dans la soirée. « La réparation de cette plate-forme de service, entreprise aussitôt, devrait être achevée dans quarante-huit heures », annonçait, lundi, l'architecte responsable du projet, M. Paul Chemetov. « Cet incident de chantier ne remet en cause ni la structure elle-même ni son calendrier d'achèvement prévu pour le printemps 1989. » Lundi, en raison de ces travaux, la circulation était à nouveau interrompue de 11 heures à 16 heures dans le secteur à six voies qui prolonge la voie express rive droite.

#### Pollution

##### Manifestation contre la COGEMA

Quelques quatre cents personnes, sous une pluie battante, ont manifesté, samedi 5 décembre, à Istres (Bouches-du-Rhône) contre le projet de la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) de stocker des déchets d'uranium appauvri — à terme, 280 000 tonnes d'oxyde d'uranium (U3O8). Les élus locaux sont allés en délégation à la sous-préfecture pour protester contre cette nouvelle extension de l'usine de la COGEMA, dont ils ont refusé le permis de construire à deux reprises.

#### Le Monde

IMMOBILIER  
chaque samedi dans  
LE MONDE  
RADIO-TELEVISION

#### DÉFENSE

Pour leurs opérations extérieures

### Les armées françaises réclament au Parlement une « rallonge » budgétaire de 2 milliards de francs

Le ministère de la défense demande au Parlement à bénéficier d'une « rallonge » budgétaire de 2 153 millions de francs en 1987 pour couvrir ses dépenses occasionnées par les interventions extérieures des armées françaises. Cette demande est sensiblement supérieure à celle de l'an dernier, qui s'élevait à 1 609 millions de francs, et elle figure dans le projet de loi de finances rectificative pour 1987, qu'on appelle le « collectif ».

En réalité, cette demande, présentée au Parlement, est notablement inférieure au coût des opérations menées hors de France métropolitaine, que ce soit au Proche-Orient, en Afrique ou dans les départements et territoires d'outre-mer, par les trois armées françaises et par la gendarmerie nationale (Le Monde du 2 octobre).

Le coût réel de ces opérations est, en effet, estimé, pour toute l'année 1987, à 2 894 millions de francs, par rapport à une évaluation de 1 836 millions de francs en 1986. La progression est, principalement, liée aux opérations en Afrique et devant le Golfe, en mer d'Oman.

Ainsi, pour 1987, les dépenses non prévues pour le conflit italo-libyen s'élevaient à 1 695 millions de francs et l'engagement de la marine, aux environs du Golfe, revient à 620 millions de francs. Soit une dépense moyenne quotidienne de 4,6 millions de francs pour le plan français « Epervier » au Tchad, et de 4,1 millions de francs pour l'opération, dans le Golfe, qui n'a commencé qu'au mois d'août dernier. Encore convient-il de noter que ces estimations couvrent ce que les armées appellent un « sur-coût », c'est-à-dire des dépenses qui s'ajoutent aux frais des forces en temps normal en France.

Le sur-coût imputable aux opérations du Liban est de 138,6 millions de francs et l'envoi de renforts de l'armée de terre et de la gendarmerie, en Nouvelle-Calédonie, est évalué à environ 421 millions de francs.

Parmi les autres dépenses de 1987, figure un sur-coût de 18,9 millions de francs correspondant aux majorations de soldes des observateurs français stationnés au Sinaï et

à l'envoi, en Guyane, de détachements pour renforcer la sécurité du centre spatial de Kourou.

Dans la mesure où le Parlement retiendra un « collectif » inférieur aux besoins réels des armées, le ministère de la défense devra, dans le même temps, recourir, au sein de son propre budget pour 1987, à des virements ou à des redéploiements de ses crédits initiaux.

### Un Français sur deux pour le maintien du dispositif nucléaire

Plus d'un Français sur deux (exactement 56 %), interrogé à l'occasion d'un sondage SOFRES-Antenne 2 de Point sur la défense, soutient que la France maintienne tel quel son armement nucléaire malgré l'accord soviéto-américain sur le désarmement des armées nucléaires. En revanche, deux Français sur trois (66 %) sont hostiles à l'entretien, par la France, de sa force nucléaire si l'Union soviétique envahit l'Allemagne fédérale. Ce sondage a été réalisé, du 21 au 25 novembre, auprès d'un échantillon de mille Français âgés de plus de dix-huit ans.

(Publié)

### PRUD'HOMMES 87

A Paris, les Cadres, c'est 23,5 %\* des électeurs inscrits et 27 % dans les Hauts-de-Seine.

A Paris, les Cadres, c'est 21 %\* des recours devant les Prud'hommes.

Le 9 décembre, les Cadres aussi doivent voter :

FO

UNION des CADRES et INGÉNIEURS

Les Conseillers Prud'hommes Cadres FO : leur compétence fait la différence.

\* 262 113 Cadres sur 1 117 726 inscrits à Paris. 152 306 sur 561 168 dans les Hauts-de-Seine.

Ces chiffres sont extraits de l'enquête annuelle sur « les Cadres et le contrat de travail », réalisée par l'Union des Cadres et Ingénieurs-FO et l'Union Départementale FO de Paris. que vous pouvez commander au prix de 20 F par CB ou CCP à : UD-FO de Paris, 61, rue Beaubourg - 75139 Paris Cedex 03 - Tél. : 42-71-24-25

#### RELIGION

Un document du Vatican

### Pas de manifestations profanes dans les églises

La commission romaine pour le culte divin a publié, le samedi 5 décembre, un texte mettant en garde les évêques et les prêtres catholiques du monde entier contre toute utilisation des églises à des fins non spécifiquement religieuses, sacramentelles et liturgiques.

« Les églises ne peuvent pas être considérées comme des lieux publics disponibles pour n'importe quelle réunion », précise ce document, qui demande aux responsables des églises de s'opposer, en dehors de l'usage

normal des lieux de culte, que des concours de musique sacrée et religieuse. « La musique symphonique, aussi belle soit-elle, n'a pas de caractère religieux. En jouant de la musique ou en chantant des airs qui ne sont pas d'inspiration religieuse, on ne respecte pas le caractère sacré d'une église », ajoute le texte de la congrégation romaine.

Celui-ci rappelle par ailleurs que toute entrée dans une église doit rester gratuite. Même pour des raisons charitables, les manifestations culturelles payantes dans des lieux de culte sont désapprouvées. Rome souligne enfin l'obligation faite « aux artistes et au public de s'habiller et d'adopter un comportement conforme au caractère sacré d'une église ».

Ce texte répond sans doute à des malentendus et à des abus. Il y a un an par exemple, le curé de Notre-Dame de Paris, le Père Jacques Pétit, s'était vu dans l'obligation d'interdire au dernier moment une réunion privée organisée par le Rotary Club parisien, qui avait invité Charles Trépo à donner un spectacle dans la cathédrale.

Des évêques italiens ont empêché, l'été dernier, que des œuvres de Beethoven, Mozart ou Bach soient jouées dans des églises. Des chanteurs engagés, comme Alan Stivell se produisant dans des églises en Bretagne, ont fait scandale il y a quelques années. Des prêtres se plaignent d'être prévenus au dernier moment ou constatent la dégradation du chœur et de l'autel.

En France, la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, datant de 1905, exclut tout usage non cultuel des églises. Les grèves de la faim, par exemple, y sont interdites et les autorités peuvent y faire usage de la force. Inversement, le prêtre affectataire peut faire obstacle à une réunion privée organisée par le maire. Toute manifestation culturelle — concert, exposition, spectacle, conférence — ne peut se faire qu'avec son accord.

Dans les petites villes, l'église est souvent le seul équipement disponible pour ce genre d'activités, et le curé est sollicité, surtout l'été dans les régions touristiques. Dans les grandes villes, la multiplication des manifestations culturelles oblige leurs promoteurs, faute d'espace suffisant, à réclamer la disposition d'une église. Le texte de Rome est un appel à la vigilance.

H.T.



**FORD SIERRA. CHAMPIONNE DU MONDE DES CIRCUITS 1987.**

VICTOIRE AU NURBURGRING (ALLEMAGNE).

VICTOIRE A BRNO (TCHÉCOSLOVAQUIE).

VICTOIRE A CALDER (AUSTRALIE).

VICTOIRE A WELLINGTON (NOUVELLE-ZÉLANDE).

VICTOIRE A MONT FUJI (JAPON).

**FORD SIERRA. CHAMPIONNE DE FRANCE DES RALLYES 1987.**

(GROUPE A : AURIOL - OCCELLI).

VICTOIRE AU RALLYE DE LYON-CHARBONNIÈRES.

VICTOIRE AU RALLYE ALPIN BEHRA.

VICTOIRE AU RALLYE DU ROUERGUE.

VICTOIRE AU RALLYE D'ALSACE.

VICTOIRE AU RALLYE DU MONT-BLANC.

VICTOIRE AU RALLYE DES CÉVENNES.

VICTOIRE AU RALLYE DU VAR.

**DU CALME!**



**FORD SIERRA. DEUX CHAMPIONNATS D'AVANCE.**





## SKI ALPIN : Critérium de la première neige

## Le vent de l'Oural

Le brouillard puis la neige ont provoqué le report de la descente hommes de la Coupe du monde de ski alpin qui devait avoir lieu dimanche 6 décembre à Val d'Isère. Après de longues discussions avec les chaînes européennes de télévision, les organisateurs ont accepté chacun d'assurer une part des frais supplémentaires pour

permettre à la course d'être disputée lundi 7 décembre. Samedi 5, la deuxième descente dames prévue au programme avait déjà été perturbée par le redoux. Les courses de descente série ont bénéficié d'une accalmie de vent. Partie trente-sixième, la jeune Suissesse Chantal Bour-nissen a ainsi soulevé la vedette à ses débuts.

VAL-D'ISÈRE  
de notre envoyé spécial

Indifférent au respect dû aux ministres et aux personnalités conviés dans la station de Jean-Claude Killy pour l'inauguration du Festival, remontée mécanique révolutionnaire mais difficile à mettre en place, le fohn a soufflé. Pendant la nuit de vendredi à samedi, l'air doux a ramolli la piste de la Daille. Puis le vent, sans respect pour les coureurs s'est mis à faire voler la neige et à couvrir les pistes. Difficiles conditions pour les Suissesses Mikaela Figini ou Maria Walliser en tête vendredi, qui réalisent samedi des temps moyens. Mais, après le passage des meilleurs mondiaux, le vent s'est calmé. Une chance pour la titulaire du dossard n° 36 : Chantal Bour-nissen réussit un parcours sans faute. La Valaisanne de vingt ans profite de cette piste « devenue beaucoup plus rapide au fur et à mesure que les concurrents descendent ». Meilleur temps, elle ne cesse de répéter : « Qu'est-ce qui m'arrive ? Je ne peux y croire. »

Dans la cour  
des stars

Incrovable en effet. Avec elle, des Autrichiennes et des Italiennes de modeste réputation se retrouvent dans les dix premières. Seules les Françaises, en voulant sans doute trop bien faire, ratent ce cadeau du ciel. Une hécatombe. Claudine Emont tombe sans autre mal qu'un classement. En revanche, Nathalie Cruchet se dispute la finale de la Coupe des clubs champions. Elle et Christelle Boisson se bloquent au même moment. Depuis combien de temps les Françaises échouent-elles ainsi sur leur terrain, à Val d'Isère, où elles devraient briller ? Rien d'original en fait.

Le nouveau vient des skieuses soviétiques, qui se hissent dans les

dix premières places. Des petites filles rondelottes aux combinaisons blanc et bleu viennent jouer dans la cour des stars. Goum Posnikova à la longue chevelure très blonde réalise le sixième temps, alors que sa compagne Olga Kuratchenko se classe quatrième places derrière. La joie des entraîneurs de l'Est éclate. Vladimir Andreev, le capitaine de l'équipe, déguste le champagne de la victoire.

Neuvième en slalom aux Jeux olympiques de Lake Placid en 1980, Andreev explique : « Tous les anciens coureurs du circuit international - Makov, Tyganyov, Zhurov - ont été récupérés pour aider aux entraînements. » Le slalom, deuxième à Kitzbühel en 1981, a mis ses connaissances au service des jeunes recrues. Parmi les 20 000 Soviétiques disposant d'une licence de ski alpin, il estime qu'il existe des potentialités.

Une trentaine de jeunes filles originaires des écoles de ski de l'Oural forment la sélection de l'équipe nationale. Mais seulement trois, parmi elles bénéficient du privilège de disputer la Coupe du monde. Grâce aux séances d'entraînement lété sur les glaciers du Caucase, l'hiver au Kamchatka, et à quelques jours de vacances pendant les vacances d'été, les jeunes filles tentent d'améliorer leur glisse.

Pour l'instant, en effet, les skieuses soviétiques sont cantonnées dans les épreuves de descente alors que les hommes ne participent qu'aux compétitions de slalom. Directives ministérielles ou résultats de récentes compétitions ? Les skieuses ? Andreev ne souhaite pas le préciser. Il préfère devant les Occidentaux vanter les mérites des nouvelles stations de ski de Géorgie « parfaitement équipées ». Interprète passionné, Caroline Attia, ancienne descendante française reconvenue depuis 1985 dans le rôle d'agent de change, remarque tout-

fois que les pistes soviétiques sont loin de soutenir la comparaison avec celles de la Coupe du monde. Elle a remporté le championnat d'URSS en 1977 et garde un souvenir fumeux du marchand de brochettes installé le long de pistes techniques peu difficiles.

Mais Andreev tente de la convaincre : « Que tout cela, c'est du passé. L'Union soviétique moderne de Gorbachev veut compter parmi les pays où l'on pratique le ski. L'entraîneur évoque les 500 000 touristes qui, selon lui, envahissent les pistes lors des congés. Il parle aussi du groupe de fabricants qui s'est constitué pour fournir les équipements qui n'existent pas dans son pays. Skis allemands, chaussures autrichiennes, doivent assurer aux espoirs soviétiques des résultats. L'homme regrette toutefois que ses élèves ne disposent que de quatre paires de skis chacun. « Et souvent ce ne sont pas les plus rapides en descente », remarque l'ancien coureur, qui, après onze années de présence sur les circuits de la Coupe du monde, possède encore de solides amitiés parmi les préparateurs de ski.

« Le marché soviétique des équipements de sport d'hiver s'écroule », note Roger Pascal, directeur international de Salomon. Cette firme n'équipe plus les skieurs de l'URSS car les retombées économiques de cet investissement sont quasiment nulles. Les difficultés financières liées au choc et à l'absence de clients potentiels rebloquent les fabricants. Une contrainte supplémentaire pour les athlètes de l'Est, un obstacle de plus à vaincre pour accéder aux médailles. Mais quand le vent se met de la partie, tous les espoirs sont permis. Alors les entraîneurs soviétiques songent avec plaisir à Calgary, lieu des prochains Jeux olympiques, la cité à la météorologie capricieuse.

SERGE BOLLOCH.

## SPORTS EQUESTRES : le Jumping de Bordeaux

## Femmes de paille

L'Autrichien Thomas Fruehmann sur Grandeur a remporté dimanche 6 décembre, le Grand Prix de Bordeaux comptant pour la Coupe du monde de saut d'obstacles devant le Suisse Willi Melliger sur Malessan. Corso, l'Anglais Nick Skelton sur J. Nick et Philippe Rottier sur Malessan Norton de Rhaya. Classé sixième de l'épreuve, Pierre Durand sur Jappeloup de Lutz prend la tête du classement général de la Coupe du monde dont la finale aura lieu le 10 avril à Göteborg.

BORDEAUX  
de notre envoyé spécial

Bordeaux s'était mis en frais pour célébrer le dixième anniversaire de la Coupe du monde Volvo. Beau décorum : le hall du Parc des expositions était tapissé aux couleurs jaune et bleu de la Suède. Bon public : les trente mille spectateurs qui se sont succédés en trois jours pour voir l'élite de l'équitation européenne s'est pas boudé leur plaisir. Beau vainqueur enfin : l'Autrichien Thomas Fruehmann, déjà victorieux de cette même épreuve en 1983. Pour lui, cette cinquième étape du circuit européen 1987-1988 restera un beau souvenir. Mais, pour la majorité des autres concurrents, elle risque d'être une épreuve de plus inscrite à l'œuvre sympathique dans une mémoire encombrée par la multitude de compétitions annuelles. Si les dernières notes de l'hymne autrichien envolées, si les projecteurs étaient, l'esprit des cavaliers s'est transporté à des kilomètres de là, vers le prochain concours.

Hormis la rétrovision en janvier et février, les meilleurs sillonnent la France, l'Europe, voire les États-Unis au rythme d'un à deux concours par semaine. Comme les stars du tennis ou les skieurs du Cirque blanc. Toutefois, la différence est de taille pour ces saltimbanques du sport. On ne fait pas voyager des chevaux de compétition comme un lot de raquettes ou une paire de planches. Pour Michel Robert, un cavalier qui est depuis vingt ans sur

le circuit : « Les contraintes s'apparentent plutôt à celles de la formule 1, toutes proportions gardées. »

Ici, la dimension est artisanale. Michel Robert est à la tête d'une SARL dont le budget de fonctionnement pour quarante-cinq concours équestres par an avoisine le million de francs. « J'ai un camion aménagé qui parcourt environ 40 000 kilomètres par an, deux employés à la maintenance et un qui me suit en compétition », énumère-t-il. M. Robert assure la comptabilité et le secrétariat. L'organisation est identique chez les Bourdy, où l'on vient de « réduire les frais ». L'an dernier, Hubert Bourdy avait deux camions, trois salariés et une vingtaine de chevaux. Désormais, il « tourne » avec un seul véhicule et sept chevaux parce que « c'était trop lourd ».

Si Michel Robert peut compter sur un sponsor pour couvrir le tiers de ses dépenses, Hubert Bourdy doit équilibrer son budget en additionnant ses gains en compétition, le commerce des chevaux et l'enseignement de l'équitation. Les succès de fin de mois ne sont pas épargnés à ces sportifs de haut niveau. Ils leur valent parfois dans la tête au moment d'entrer en piste. « C'est comme si Alain Prost devait tenir en même temps une auto-école et un garage de voitures d'occasion », dit Hubert Bourdy. Il aurait sûrement plus de mal à se concentrer.

Des femmes  
comme grooms

Contraintes de gérer leur carrière comme des patrons de PME, les cavaliers sont en revanche dégagés de bien des tâches matérielles. L'entretien des chevaux, par exemple, est assuré par des aides-valets ou des groomers. À Bordeaux, les cavaliers pouvaient quitter leur véhicule ou en avoir un à leur disposition pour transporter leurs chevaux. Ils les retrouvaient en pleine forme à la litière à l'écurie, ou plus tard, sur le prochain lieu de concours.

Chaque cavalier a en effet à son service un groomer, un palefrenier, un groom ou un laï, des noms différents qui désignent une même fonction : celle d'homme à tout faire.

Des mots masculins pour un métier qui se féminise en triple galop. « Depuis cinq ans, tous les cavaliers français n'ont plus que des femmes comme grooms », dit Michel Robert. Auparavant, il n'y avait que des garçons. « Dans la coulisse du jumping, c'est effectivement une armée de jeunes femmes qui s'activent dans l'ombre. Antiope, des laines, elles manient la fourche, colportent des botes de paille, charrient à bout de bras des seaux remplis d'eau ou d'avoine. « Elles sont plus patientes avec les chevaux, plus attentionnées, plus maternelles », explique Michel Robert, elles les considèrent comme leurs bébés. »

Une activité ! « Quand on l'a choisie, on n'a pratiquement plus de liberté », confie Jane, vingt-cinq ans, groom chez Hubert Bourdy. Logant au-dessus des écuries ou dans les camions lors des déplacements, ces femmes passent leur vie avec les chevaux. « Nous nous occupons de 7 heures du matin à 22 heures, alors que les cavaliers ne les ont que une heure par jour », dit Jane. Leur tâche ne se limite pas à bichonner, soigner, nourrir et promener les chevaux.

La passion  
du cheval

Seules au volant, de leur poids lourd de 15 tonnes transportant une véritable fortune, elles sillonnent les routes en France et à l'étranger, réglant tous les problèmes administratifs ou mécaniques qui se présentent. Un poste à responsabilité pour 4 000 F à 6 000 F par mois. Jane est « dans la bonne moyenne », en plus, un investissement de 1 % aux gains d'Hubert Bourdy en fin d'année. Leur véritable motivation pour supporter les nuits sans sommeil et les semaines sans repos, c'est la passion du cheval. C'est cette passion, par exemple, qui a décidé Marie, le groom de Michel Robert, à quitter à vingt-cinq ans, son métier d'informaticienne.

Lundi 7 décembre, avant l'aube, Jane et Marie ont repris ensemble la direction de Lyon. Les deux heures de route leur auront paru moins monotones puisque les deux cavaliers lycéens, par souci d'économie, avaient utilisé un seul camion pour déplacer leurs six chevaux à Bordeaux. Lundi, les deux femmes seront à Toulouse, puis Jane prendra le chemin de Londres, où Bourdy doit concourir dès le mercredi suivant. Marie restera, elle, le cap sur Grenoble.

La-bas, le partage des tâches sera le même : gloire et lumière pour le cavalier, assourissement pour le groom. « De toute façon, il y aura toujours une hiérarchie. Nous serons toujours dans l'ombre », dit Jane sans amertume. Son plaisir est de sortir de la coulisse pour suivre le parcours de « son » cheval. « On vit à fond pour le cheval, explique-t-elle, c'est une fierté personnelle s'il gagne. » Dimanche, les montures de Bourdy et Robert n'ont pas brillé. Qu'importe, Marie et Jane les attendent à leur sortie de piste, les bras chargés de couverture, pour les couvrir avec des gestes tendres.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

## HIPPISSME

## Courses sans enjeux

Pour protester contre la mise en place d'un « nouveau statut » qui, selon eux, menace les conventions collectives de la profession signées en 1981, les employés du service de contrôle et du pari mutuel hippodromique (PMH) ont voté à l'unanimité, samedi 5 décembre, un mouvement de grève reconductible toutes les vingt-quatre heures sur les champs de courses parisiens. Samedi à Saint-cloud et dimanche à Auteuil, aucun enjeu n'a pu être enregistré, mais les courses elles-mêmes n'ont pas été perturbées.

## TENNIS : Masters

## Lendl retrouve Wilander

Comme à Roland-Garros et à Flushing Meadow, le Tchecoslovaque Ivan Lendl devait retrouver le Suédois Mats Wilander en finale du Masters de tennis, le lundi 7 décembre au Madison Square Garden de New-York. Après avoir perdu son service d'entrée, le numéro 1 mondial s'est facilement imposé en demi-finale contre l'Américain Brad Gilbert (6-2, 6-4). La surprise est venue de l'autre demi-finale entre Suédois où Mats Wilander a pris sa revanche sur Stefan Edberg (6-2, 4-6, 6-3), qui l'avait dominé la veille en poule de qualification (6-2, 7-6). Le service qui avait été l'arme maîtresse d'Edberg lors de la première confrontation n'était plus en rendez-vous des demi-finales, permettant ainsi à Wilander de se montrer beaucoup plus agressif dans ses retours de service et ses montées au filet.

Jean Kocik, représentant de la Fédération tchécoslovaque de tennis, a profité du Masters où Lendl allait tenter de s'imposer pour la troisième fois consécutivement, pour lui demander de renoncer à sa demande de nationalité américaine. « Sa décision de vivre aux États-Unis est clairement ressentie dans notre pays », a expliqué l'ancien vainqueur de Roland-Garros. Mais le croit-elle, si les autorités tchécoslovaques lui permettaient de conserver la citoyenneté tchécoslovaque bien que vivant en permanence à l'étranger, Ivan devrait accepter de renoncer à sa coupe Davis. Ivan Lendl a répondu qu'il était toujours intéressé à jouer la coupe Davis pour... les États-Unis, s'il est sélectionné.

## BASKET-BALL : Coupe d'Europe

## Cholet mouche Orthez

Champion de France des deux dernières saisons, l'Élan béarnais d'Orthez a subi une lourde défaite, samedi 5 décembre à Cholet (89-66), surprenant leader du championnat 1987-1988. Actuellement cinquièmes dans l'Hexagone, les Pyrénéens voudraient être dans le dernier carré des clubs européens champions pour atteindre leurs objectifs. Ils affrontent le Partizan-Belgrade jeudi 10 décembre, en Yougoslavie.

TARDES  
de notre correspondant

Depuis deux ans, l'Europe des « huit » fait un détour par Orthez. L'Élan béarnais, champion de France 1986 et 1987, s'est octroyé un billet d'aller-retour pour évoluer dans le cercle très fermé de l'élite européenne du basket-ball continental.

Cela ne lui a pas trop mal réussi la saison dernière. Après avoir tenu en échec tous leurs adversaires, les Béarnais ont manqué d'un rien le droit de disputer la finale de la Coupe des clubs champions. Aussi, cette année, une véritable « fièvre du mercredi soir » s'est-elle emparée de cette petite ville de onze mille habitants - plus connue des historiens pour sa tour Moncade que pour ses batailles sportives - quand son « club majeur » est repart à la conquête de l'Europe.

Un mauvais  
départ

A vrai dire, l'Élan béarnais a le virus européen depuis onze ans. Un bail ! Il a commencé en 1976 quand Jean Luent, nouveau sorcier du basket français, a réussi à amener un petit club de province dans la cour des princes. Depuis, il ne l'a jamais quitté. Successeur de Luent, George Fisher, un Américain « bon chic bon genre », a pris le relais. Avec lui, Orthez a gagné un premier trophée européen, la Coupe Korac, en 1984. Mercredi 2 décembre, l'Élan disputait sur les bords du gave de Pau son quatre-vingt-septième match de Coupe d'Europe. Pour doubler le cap des cent matches européens cette saison, le club devra se qualifier pour la phase finale. Mission impossible ?

Le Macabbi Tel-Aviv et le Tracer Milan, vainqueur et finaliste 1987, sont en travers de la route des Béarnais. Mais il y a bien d'autres obstacles. A Salonique, pour le coup d'envoi de la compétition, l'Élan a

nettement perdu (92-86). Un mauvais départ. Mercredi dernier, les coéquipiers de Freddy Hufnagel, les Américains Scheffler et Carter, le Sénégalais Kabba et le Français Haquet, ont dû sortir du grand jeu pour faire échec aux Allemands du Saturn Cologne (105-95) qui s'étaient payés le luxe d'étriller le Tracer Milan au premier tour (102-78). Les chances d'Orthez sont donc intactes avant la rencontre de jeudi 10 décembre contre les Yougoslaves du Partizan-Belgrade.

Les supporters de l'Élan sont-ils rassurés pour autant ? Il s'en raconte de belles ces derniers temps aux alentours de la place des Armes. Des rumeurs où il est question de foie gras, de magrets, de belle vie. Bref, l'embourgeoisement guetterait l'Élan.

La manière dont les Béarnais se sont laissés prendre à la gorge samedi 5 décembre par les « affaiblis » de Cholet, terreurs du championnat national 1987-1988, n'est pas faite pour calmer les inquiétudes. A vouloir rivaliser avec le basket des capitales et des grandes cités européennes (Milan, Barcelone, Belgrade, Tel-Aviv...), Orthez ne se trouve-t-il pas dans la situation de la grenouille de la fable ?

Pour le président du club, Pierre Seilliant, « jouer la Coupe d'Europe, c'est avant tout assurer le pain quotidien de l'équipe ». Les performances de l'année ont permis d'équilibrer un budget de dix millions de francs et même de dégager un bénéfice de deux à trois cent mille francs. Cette année a-t-elle amené l'ancien patronage à être plus ambitieux cette année ? Trop peut-être...

Côté joueur, l'Américain Butler est parti pour permettre le transfert du Stéphanois Jean-Luc Degaus (2,03 m). Côté équipementier, le vieux marché aux volailles de la Montée, qui le temps d'une soirée de championnat ou de Coupe d'Europe se transformait naguère en salle de sport, a été entièrement modernisé. Désormais, la moitié de la population d'Orthez peut prendre place sur des gradins permanents devant lesquels gesticule la nouvelle mascotte, un ours blanc grande nature. Quant aux joueurs, ils peuvent se détendre dans des vestiaires neufs, où ont été installés un sauna et un bain californien.

En clair, les supporters étaient en droit d'attendre de meilleurs résultats. La ville et la région en attendent en tout cas un surcroît de notoriété qui ne serait pas négligeable pour le développement.

JEAN-JACQUES ROLLAT.

## Les résultats

## Athlétisme

**CROSS DE VANNES**  
1. Régulo (Port.), 15 km en 24 min 29 s ; 2. Kipchoch (Ken.), 24 min 32 s ; 3. Hanchings (GB), 24 min 37 s ; 4. Canario (Port.), 24 min 45 s ; 5. Clarke (GB), 24 min 45 s ; 6. Bordenat (RCF), 24 min 45 s ; 7. Pansier (CMSA), 24 min 59 s.

## Basket-ball

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**  
Première division (15 journées)  
\*Auxerre bat Saint-Etienne... 109-90  
\*Moulhouse bat Caen... 92-83  
\*RCF Paris bat Nantes... 89-77  
\*Vichy bat Reims... 94-92  
\*Limoges bat Le Mans... 116-105  
\*Cholet bat Orthez... 89-66  
\*Moulhouse bat Villeneuve... 91-87  
\*Tours bat Angoulême... 87-70  
Classement. — 1. Cholet, 43 pts ; 2. Limoges, 41 ; 3. Moulhouse et Nantes, 37.

## Football

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**  
Première division (12 journées)  
Auxerre bat Lille... 1-0  
\*Nîmes et Toulouse... 0-0  
\*Moulhouse et Montpellier... 0-0  
\*Nantes bat Le Havre... 2-1  
\*Bordeaux bat Lens... 1-0  
\*Marseille bat Toulon... 2-1  
\*Brest et Paris-SG... 0-0  
\*Moulhouse et Nantes... 2-2  
\*Laval bat Metz... 1-0  
\*St-Etienne bat Nîmes... 3-2  
Classement. — 1. Moulhouse, 32 pts ; 2. Bordeaux et Moulhouse, 28 ; 3. St-Etienne, 26 ; 4. Marseille et Nantes, 25 ; 5. Toulon et Auxerre, 24 ; 6. Montpellier, 22 ; 7. Metz, 22 ; 8. Toulouse, 21 ; 9. Lens, 19 ; 10. Nîmes, 19 ; 11. Lille, 18 ; 12. Paris-SG et Lens, 18 ; 13. Brest, 15 ; 14. Le Havre, 14.

Deuxième division (12 journées)  
**GROUPE A**  
\*Lyon b. Martigues... 3-0  
\*Moulhouse b. Tours... 2-1  
\*Le Havre et Bastia... 1-1  
\*Nantes et St-Etienne... 0-0  
\*Ajaccio et Caen... 1-1  
\*Sochaux b. Grenoble... 5-0  
\*Nîmes b. Orléans... 2-1  
\*Châtelleraut b. Guingamp... 1-0  
\*Dijon b. Als... 1-0  
Classement. — 1. Sochaux, 37 pts ; 2. Lyon et Moulhouse, 28.

**GROUPE B**  
\*Reims b. La Roche... 2-1  
\*Brest b. Nancy... 1-0  
\*Quimper b. Abbeville... 2-1  
\*Angers et Strasbourg... 1-1  
\*Rennes b. Rouen... 3-0  
\*Caen et Dunkerque... 1-1  
\*Moulhouse b. Guingamp... 2-2  
\*Valenciennes b. Saint-Denis... 1-0  
\*En Avant de La Roche... 3-1  
Classement. — 1. Strasbourg, 33 pts ; 2. Caen, 29 pts ; 3. Rouen, 27 pts.

## RUGBY : violence sur les stades

M. Ferrasse  
au-dessus de la mêlée

Bontades et gâchis. Albert Ferrasse préside la Fédération française de rugby (FFR) depuis 1969 en utilisant la politique des bons mots et des petites phrases. Efficace pour se maintenir au pouvoir, cette dialectique de Café de commerce se révèle pitoyable quand il s'agit d'aborder les questions de fond.

La violence en est une. Trois semaines après la mort de Dominique Leydier, routé de coups pendant un match de division d'honneur, une bagarre générale a éclaté de nouveau sur un stade marseillais. Au cours d'une rencontre de troisième division, samedi 5 décembre, entre le SMUC et Port-de-Bouc, un pilier de cette dernière équipe est resté sans connaissance sur le terrain. Gérard Ruiz a été conduit à l'hôpital nez et mâchoire brisés, souffrant de contusions multiples. A Auch, le deuxième ligne de Grandjean Jean-Philippe Ravallier a été expulsé pour avoir donné des coups de pied sur le Gersois Calvez à terre. Depuis le début du championnat de première division, c'est la deuxième expulsion des fils de l'ancien international (il avait déjà perdu quatre dents le 3 octobre à Aix-les-Bains). A Perpignan, le troisième ligne centre catalan Ludovic Christau-Bras a aussi été expulsé de la rencontre USAP-Bègles-Bordeaux pour « s'être essuyé les crampes » sur un adversaire à terre.

Bilan d'un week-end ordinaire qui devrait faire dresser les cheveux sur la tête de tout dirigeant sportif conscient de son rôle d'éducateur. Mais Albert Ferrasse ne s'élève pas facilement.

A l'issue du comité directeur de la FFR réuni à Béziers, le président s'est aussitôt attaché à régler des comptes. A-t-il pris la proposition de Daniel Herrera, l'entraîneur de Toulouse, qui demande la réunion d'états généraux du rugby, « comme l'insigne personnelle faite à un autodidacte par un diplômé de sociologie ? » « Herrera serait mieux de balayer devant sa porte. Je me suis laissé dire que les cadets de Narbonne en avaient pris plein la gueule récemment à Toulouse », dit celui qui lui a répondu : « Albert la godasse ».

Cela a été proféré sur un ton qui est une menace pour tous ceux qui

voudraient s'émanciper avec l'entraîneur toulonnais. Mais cela masquait surtout l'incapacité intellectuelle du président de la FFR à jauger les menaces qui pèsent sur son sport. Car sept ans après la création de l'Association pour un sport sans violence, les menaces du rugby se sont sensiblement dégradées. Situation qu'Albert Ferrasse veut minimiser en disant : « 80 % des décès sur les terrains de rugby sont dus à des crises cardiaques. » Situation qu'il envisage de redresser en aggravant seulement les sanctions : « En cas de blessures graves, les suspensions pourront aller jusqu'à un an, et les clubs supporteront des pénalités financières deux fois, voire trois fois plus lourdes. »

Ce genre de déclarations peut-il convaincre une mère de famille d'envoyer son fils à l'école du rugby ? Le jeu à ses particularités, mais il n'est pas étranger aux problèmes du siècle que la république ovide d'Albert Ferrasse s'obstine à ignorer.

A. G.



MUSIQUE

« Don Giovanni », salle Favart

Glissement vers l'horreur

La nouvelle production de Don Giovanni à l'Opéra de Paris, due à un metteur en scène suédois, Göran Järvelid, débordant d'imagination et de vie. Mais elle descend du gris vénéitien au noir romantique, jusqu'à l'horreur du néant.

Jean-Louis Martinoty a gagné le pari audacieux de monter Don Giovanni, pour le deuxième centenaire de sa création, avec uniquement des chanteurs français, dont sept sur huit sont sortis de l'Opéra-Studio ou de l'École d'art lyrique de l'Opéra. L'excellente qualité de la représentation montre que le travail en profondeur, si souvent brocardé, fait par Louis Erlo, puis par Bernard Lefort, depuis quarante ans, a porté ses fruits. Patience et longueur de temps...

Mais deux étrangers sont aussi à l'honneur : Lutz Ziegler, responsable d'une réalisation musicale très précise et vivante, très modernisée, même si elle ne recherche pas les grandes profondeurs, avec un orchestre de l'Opéra en bonne forme, et Göran Järvelid, metteur en scène suédois d'une quarantaine d'années, qui tient la gague de renouveler Don Giovanni par une imagination débordante, dans une régie respectant à la lettre Da Ponte et Mozart, tout en les emmenant très loin...

Son invention théâtrale est d'autant plus frappante qu'elle se

déploie dans un décor unique, totalement dépouillé, de Katrine Hysing, un immense vestibule dix-huitième, avec des fenêtres vitrées au fond, des ouvertures blanches dans les murs, de nombreux corridors partant des deux côtés. Décor superbe comme un Frigère, avec de très beaux éclairages de Torkel Blomquist, mais très fonctionnel et suffisamment neutre pour figurer aussi bien les lieux extérieurs du drame.

Renouveler ne signifie pas réinventer un nouveau Don Giovanni, dont le mythe a été si souvent labouré en tous sens que toutes les virtualités en sont épuisées. Mais Järvelid habille chaque personnage et chaque jeu de scène de caractères si personnels que l'œuvre paraît toute neuve. Il élargit sans cesse l'action, multiplie le temps, par une utilisation de l'espace, des sorties, des entrées, une invention des gestes, un affinement des rapports entre les êtres, qui, sans jamais ralentir le flux musical et le surcharger, font jaillir une vie plus abondante.

On n'est pas pour autant dans le monde de la commedia dell'arte. La mort du Commandeur a donné le son, véritable assassin, après qu'il ait perdu son épée, par un Don Giovanni presque nu sous sa cape, saisi un bref instant par l'épouvante de son acte. Ensuite, pourtant, cela semble une farce sans arrière-pensée, assez lente, parfois même salée et grossière, mais par moment aussi charmante comme une comédie véritablement un peu acérée, où le méchant séducteur use de ses armes les plus voyantes et les plus éponées; quelques mots et attitudes, notamment à l'égard d'Elvire, rap-

pellent toutefois la brutalité sous-jacente de ce carnassier galo de noir comme un rocher.

Mais le deuxième acte tourne à l'aigre, au drame. Don Giovanni et Leporello deviennent de moins en moins drôles, de plus en plus sinistres, et la comédie sous la fenêtre d'Elvire par exemple est assez ignoble. Leur apparence même s'assombrit : sales, vêtements en lambeaux, dégoutant de sang, silhouettes grincantes comme des soudards de Calot, ils se battent à coup de pierre lorsqu'ils arrivent au cinquième. Quand le Commandeur sort du cercueil, où Anna est venue prier pour lui, Don Giovanni enlève son chapeau, gêné, il ne peut y croire. Il essaie de transpercer le spectre de son épée, passe la main devant ses yeux : il l'aperçoit encore, mais si peu.

Vision terrifiante

Alors vient la scène du festin, horrible : Don Giovanni a réveillé toute la maison (les musiciens ont encore leur bonnet de nuit), il mange à même le corneille, jette les plats par terre, s'asperge d'eau et de vin quand Elvire se met à hurler. La peur au ventre, il se contorsionne comme s'il était empoisonné, alors même qu'il se raldit pour tenir tête au fantôme, enfin se traîne par terre, épuisé, au milieu des damnés qui attendent des voiles rouges tandis que les murs se lézardent. Vision terrifiante qui, du dix-huitième siècle, nous fait basculer au plus noir des canchans romantiques, dans le néant.

François Le Roux rend admirablement sensible cette « transfiguration » inversée du jouisseur sans scrupules au héros satanique, et sa voix même, aux reflets d'acier prend des accents hallucinatoires. Le Leporello de Jean-François Gardel suit à distance le même chemin, sans se défaire de cette gaminerie fondatrice qui fait le charme de son personnage de coquin, au timbre plus léger que de coutume. Le Commandeur de Jean-Philippe Courtis incarne de manière saisissante l'irruption de l'au-delà dans ce monde envahi par la pourriture.

Dans le trio noble des adversaires du Mauvais, si Hélène Garet, poignante Elvire, n'a plus tout à fait les qualités vocales et la jeunesse nécessaires, Michèle Lagrange arrive à pleine maturité dans cette Donna Anna, à la voix très pure, douce, résignée, altière, accomplissant sans faiblir des proses, qui semblent craindre tout contact avec Don Ottavio, comme si elle restait brûlée par celui de Don Giovanni : un Ottavio très vibrant et d'une grande délicatesse pourtant, fort bien chanté par Thierry Druat.

Enfin la robuste Zerline de Martine Mahé forme avec le Masetto de Mario Hacquard, à la voix un peu étouffée, un couple assez tumultueux, qui entre parfaitement dans les jeux dépourvus d'ambiguïté du séducteur.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations, salle Favart, les 7, 14, 16, 18, 21, 23, 26, 28, 30 décembre (à 19 h 30). Avant la première, le personnel de l'Opéra-Comique a protesté contre la menace d'une fermeture de cet établissement, à partir de juin 1988, à la suite de la réforme de l'Opéra.

Jeffrey Tate et Mitsuko Uchida à l'Orchestre de Paris

Premières

Un chef en pleine ascension ; une pianiste précédée d'une bonne réputation ; un programme résolument bien fait.

Jeffrey Tate est passé par les plus grandes fosses lyriques. Ancien assistant de Pierre Boulez (pour le Ring à Bayreuth, pour Lulu à Paris), il est l'invité des principales formations symphoniques. L'English Chamber Orchestra l'a élu à sa tête. C'était la première fois, les 2 et 3 décembre, qu'il dirigeait l'Orchestre de Paris.

La première fois aussi que Mitsuko Uchida apparaissait à Pleyel dans un monument du répertoire. La pianiste japonaise faisait ainsi des confidentiels aux concertos de Mozart qu'elle est en train d'enregistrer (1). Pour jouer le Troisième de Bartok, qui regarderait plutôt vers Bach.

La première fois, enfin, que l'Orchestre de Paris exécutait la Troisième Symphonie de Dvorak. Édité tardivement (en 1912, soit plus de trente ans après sa conception), celle-ci est généralement supplantée par ses sœurs aînées, septième, huitième et neuvième (« du Nouveau Monde »). Or elle est entièrement habitée de réminiscences wagnériennes : Lohengrin (allegro initial), Siegfried (adagio « sur un rythme de marche »), Tannhäuser (allegro final).

Une page plus accessible de Wagner figurait donc au programme : Siegfried Idyll et son chant d'oiseau. Écho au coucou qui inspira à Bartok l'un des thèmes de

son Troisième Concerto. Mais une bonne dizaine d'enthousiastes, dispersés à tous les étages de la salle Pleyel, allaient rester sourds aux subtilités de la programmation. Et couvrir de leur catarrhe l'adagio de ce concerto, joué aussi pianissimo et « religieux » qu'il le faut.

Jeffrey Tate n'est sans doute pas habitué à tant de grossièreté. Il doit lui arriver de fréquenter des orchestres plus concentrés. Contraint par les séquelles d'une poliomyélite à diriger assis, il conduit des mains et de la tête, les doigts comme émanant directement de la pensée.

Défaut d'autorité ? Les attaques des premiers violons de l'Orchestre de Paris sont restées imprécises, l'ensemble des cordes si peu soudées au phrasé que, dans Bartok, le caractère, la virulence, manquaient.

Mitsuko Uchida est, comme on dit, une pianiste « mozartienne » : l'oreille accrochée au clavier, elle le griffe ou l'effleure sans le faire sonner en profondeur. Il faut à Bartok moins de grâces bouclées, une vraie violence rentrée.

Place donc à la Troisième Symphonie de Dvorak et à son adagio imposant, grande forme rendue avec ferveur et parfaitement organisée en arrière-plan, flot déferlant en vagues intemporelles, porté par un « rubato » sans heurt. Avant de retrouver Jeffrey Tate, autrement qu'assistant, dans un grand opéra de Wagner. Ou dans Mahler.

ANNE REY.

(1) Avec l'English Chamber Orchestra, direction Jeffrey Tate (Philips).

La semaine du mélomane

Même secoué par d'irrésistibles quintes de toux, le mélomane n'entend pas se priver du plaisir d'aller au concert... Voici la liste de ceux où l'on pourra l'entendre expectorant aux moments les plus pathétiques :

Requiem, de Berlioz, par le chœur de l'Ensemble français d'Oratorio (direction J.-P. Loré) en l'église Saint-Roch lundi, mardi, vendredi et samedi, à 20 h 30, dimanche à 15 h 30 (tél. : 42-61-63-26).

Bastien et Bastienne, et le Directeur de théâtre, de Mozart par l'Atelier lyrique intermédiaire et l'Ensemble Sinfonietta de France (direction D. Riffaud), à partir du 7 décembre, tous les soirs à 20 h 30 (sauf lundi), le dimanche à 17 heures au Théâtre du Ranelagh (tél. : 42-88-64-44).

Symphonie n° 44 « funèbre », de Haydn, airs de concert K 369 et 383 et le motet Exultate jubilate.

G. C.

Les Enfants de Bethléem, de Gabriel Fauré, Adèle Nativitas, de Parodi, et trois Noëls, de Praetorius, par la Maîtrise et le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France (direction Michel Lasserre de Rozzi) en l'église Notre-Dame-du-Travail, jeudi à 20 h 30 (tél. : 42-30-15-18).

Ateliers-lecture par l'Ensemble InterContemporain (direction Peter Eötvös, œuvres de Dubout, Fauré et Dancs, samedi à 20 h 30, de Rognon et Schoeller, dimanche à 17 heures dans la grande salle du Centre Pompidou (tél. : 42-78-79-86).

Nouveau conflit à l'Orchestre de Montpellier

L'Orchestre régional de Montpellier Languedoc-Roussillon est, depuis l'élection d'une nouvelle majorité au conseil d'administration, l'objet d'un conflit plus ou moins larvé entre la région (principal bailleur de fonds) et la ville, qui fut à l'origine de sa création. En retirant sa confiance au professeur André Castagné, qui représentait l'État au conseil d'administration, le conseil d'administration a déclaré l'assimilation de la présidence, le ministre des affaires culturelles vient de faire rebondir un contentieux qui, du moins en apparence, paraissait devoir s'apaiser. Le maire de Montpellier, M. Georges Frêche, a envoyé aussitôt un télégramme à M. François Léotard en le priant de clarifier au plus tôt la situation.

M. Castagné avait choisi après son élection de jouer la prudence. Depuis le vote du budget en mars dernier, il s'était plus résolu les instances dirigeantes de l'Orchestre, le gouvernement tranche dans le vif sans apporter, dans un premier temps, cette clarification. L'Orchestre n'a plus de président, et le président n'a pas de successeur. Le ch-

noire Joseph Roucairol, archiprêtre, organisateur de la cathédrale, président international de l'ensemble vocal Fauri cantores, présenté pour représenter l'État au conseil d'administration, n'a pas accepté cette succession.

Parmi les personnalités pouvant éventuellement assumer la présidence, l'ancien préfet de la Lozère, M. Henry, a le soutien de M. Jacques Blanc, président du conseil régional, mais cette candidature suscite l'irritation de M. Frêche. Le maire de Montpellier a déclaré tout net que, si M. Henry était élu à la présidence de l'Orchestre, la municipalité retirerait ses représentants du conseil d'administration.

Néanmoins, précisait-il, elle ne renoncerait pas à verser sa quote-part au budget de 1988. « Notre souhait, a-t-il dit, est que le professeur Castagné soit maintenu à son poste, parce qu'il a prouvé qu'il est capable de gérer cette situation de compromis. Pourant, nous ne ferons rien contre l'Orchestre ».

ROGER BECHIAUX.

ARTS

Au Centre dramatique national de Reims

Les « Moineaux » de Kinshasa

De Kinshasa l'équatoriale à la froide Champagne... les comédiens zaïrois et français qui ont créé dans la capitale du Zaïre leur pièce la Rue où l'éléphant est tombé viennent d'atterrir à Reims.

Les voilà comme Jéricho, le héros de leur spectacle... « Seul dans sa rue, sur la surface de la vie, Jéricho joue à l'Afrique ». Il est le pilote anglais d'un avion survolant la jungle zaïroise, le temps d'un rêve. Mais l'enfance s'éloigne et meurt. Son rêve étouffe Jéricho.

Il y a un mois, ils avaient leur première à Kinshasa... Dans l'amply-théâtre à ciel ouvert du campus, trois mille cinq cents étudiants zaïrois se serrent. La pluie menace, mais une fâcheuse couche depuis 17 heures sous un arc-en-ciel de la soirée veille à conjurer le mauvais sort, son orapèze dans un sac suspendu à une branche.

Les premières gouttes de pluie s'abattent sur le campus à la fin de la pièce, mais le spectacle continue. La nuit appartient aux danseurs. Les étudiants envahissent le plateau. Place aux rythmes fous nés à Matonge, le cœur des chaudes nuits de la capitale de « Kin » (pour Kinshasa). Le kwassa-kwassa agit le corps ; ce mouvement, qui ressemble à celui d'un levier de vitesse, a été créé par Jamora le Mécano. Celui-ci se fatiguait des « mais c'est quoi ça » de ses clients désarmés face à leur voiture en panne. « Le quoi ça » est devenu le « kwassa » de la danse. « Monsieur François, bravo ! », hurle la foule en cadence.

M. François, trente-cinq ans, François Belorgey, animateur du Centre culturel français de Kin, propose au printemps ce spectacle à son directeur, M. Christian Pétiz. L'affaire fut rapidement menée. Autour de Jean-Michel Bruyère, auteur-interprète, et de sa dizaine de Rémois, Jojo le chanteur guadeloupéen, maître Nono, percussionniste, et son compère Pello Ika de Matonge, Donna, le régisseur zaïrois. Fait rare dans l'univers du théâtre, la troupe se nourrit de deux cultures.

Reims est allé à Kin. Maintenant, Kin vient à Reims. Vendredi, c'est l'inauguration de l'exposition conçue en complément du spectacle par François Belorgey et préparé dans la capitale zaïroise : « Kinshasa : l'art de la vie dans la ville ».

Le directeur du Théâtre national zaïrois, M. Yoka Lye Mudaba, présida à la préparation de textes d'auteurs zaïrois en contrepoint de

l'exposition : « Entretien autour de la radio-trottoir », où les nouvelles circulent plus vite que leur ombre ; « Interview d'un taxi-man » attablé à sa bière au cœur de Matonge, quand surgit le soleil de l'aube, etc. C'est tout l'humour kinois, chaleureux et tyrique.

L'exposition présente des peintures, des films, des collages, des ustensiles qui témoignent de la vie quotidienne et de la vitalité des « parcelles » - les quartiers populaires de Kin. De ces objets hétéroclites - collection réunie au gré d'une fantaisie et présentée sous vitrine, - il faut découvrir les détours de l'histoire, faite de récupérations en tous genres, pour en saisir le cheminement culturel.

Ainsi, marmottes et arrosoirs, bigoudis et lampes à huile produits par un artisan qui fait quatre métiers à la fois, comme tant d'autres, pour survivre : peintre, tailleur, coiffeur et fabricant d'ustensiles. Les guitares d'Almaz, fondatrices d'une petite entreprise de Kin, vernies à l'aide d'un soufflet de Flytox. Le réacteur, copie conforme de celui d'un Mirage, mise à feu garantie, est l'œuvre de Dominique, l'ingénieur, dix-huit ans, aujourd'hui à Reims, avec « Petit Jean », son ami peintre. Ce réacteur a été réalisé chez « Papillon, atelier de recherche aéronautique » par une équipe très hiérarchisée. Les copies de films prêtés par le Centre culturel français subissent quelques accrocs sur les projecteurs faits de pièces de voitures ou de vélos. Mais le rayonnement culturel passe par là.

Autre invention : les objets miniatures collés sur ce panneau que l'on appelle « Botatata » qui illustrent l'histoire édifiante des métiers et des rouages économiques. A côté, sont affichées les peintures naïves de Kanda Lusayano, dit « Petit Jean », et de Chéri Samba, un des plus grands peintres zaïrois, qui signe l'affiche du spectacle théâtral.

Les jouets et modèles réduits en fil de fer, papier de cigarettes et chiffon, foisonnent à l'exposition. Ils sont fabriqués et vendus par les enfants de Kinshasa, « les moineaux ».

DANIELLE ROUARD.

★ Spectacle la Rue où l'éléphant est tombé. Du 8 au 20 décembre 1987.

★ Exposition : « Kinshasa, l'art de la vie dans la ville ». Du 4 au 20 décembre 1987.

★ Au centre dramatique national de Reims, espace André-Malraux, 3-5, chaussée Bocquaine, 51100 Reims. Réservations au 26-40-45-45.

JAZZ

La magie des clubs

Jean-Louis Chautemps, souffleur légendaire et grand inventeur de formes scéniques, est au Sunset du 9 au 13 décembre. Surveiller Denis Leloup au trombone et Yves Torchinski à la basse.

NHOP (Niels Pedersen), le plus grand bassiste du temps, est au Petit-Opportun (du 14 au 18). Rien n'égale sa vélocité de guitariste, sa musicalité et son élégance harmonique. Au Petit-Opportun, on peut le voir et l'entendre, comme s'il jouait à la maison. Il est en duo avec Alain Jean-Marie, pianiste délicat, savant, trop modeste et toujours porté par le rythme des lles.

Marcel Azzola (Chausse, chauffeur Marcel, Jacques Brel) prend le relais le 19 décembre. Exactement comme s'il jouait dans votre salon de musique avec Caratini et Marc Fosse.

François Jeaneau succède à Chautemps au Sunset (du 16 au 20 décembre) et un jeune violoniste dont on parle, dernier-né de la couvée Grappelli, Hervé Cavellier, se produit autour de Noël.

Le jazz a inventé cette structure intermédiaire entre la fête privée et la salle de concert : la formule des clubs. Elle est irremplaçable. Le jazz s'y est formé. Si l'on veut que les choses se passent bien, que le club ne soit pas simplement un concert au format réduit, qu'il y ait plusieurs clubs pour entretenir l'émulation, qu'ils correspondent à des parcours secrets, à un passé, à une réalité, il faut une grande ville. Paris remplit les conditions.

F. M.

CINÉMA

« Rent a Cop », de Jerry London

Burt et Liza

deux films n'ont rien à voir et Jerry London n'est pas Bob Fosse.

Cela dit, il n'y a pas quatre-vingt-dix minutes d'actions sur un rythme rapide et qui ne faiblit pas. Ce qui fait, c'est le scénario et l'enthousiasme des deux principaux interprètes, en particulier, de Burt Reynolds. La lassitude déshabillée de son

personnage lui colle à la peau ! Mais enfin, comme Liza Minelli, il fait son boulot jusqu'au bout. En fait, les autres comédiens - dont Diane Warwick cachetant son maquillage classe - assurent en vrais pros, de sorte qu'on se s'ennuie pas tout à fait.

COLETTE GODARD.

« Il est génial, Papy », de Michel Drach

Une comédie, dit-il

Sébastien a dix ans. Il est pensionnaire, en province, dans une institution religieuse. Sa mère, qui vit à New-York, ne peut pas venir le chercher pour les vacances. Sébastien fait une fugue, débarque à Paris, chez son grand-père, également pré-nommé Sébastien, qui ignore son existence. C'est un homme d'une cinquantaine d'années, un raté ; il joue du violon dans les boîtes de Pigalle ; il est séparé de sa femme, qui a mis le grappin sur un industriel et habite les beaux quartiers. Le grand-père et le petit-fils se regardent d'abord en chiens de faïence ; le gosse est insupportable, dérange tout, fait sauter les plombs. L'adulte se prend les pieds dans ses men-songes et sa mythomanie. Au bout du compte, ils s'adorent et, d'ailleurs, on ne demande que cela.

Il y a quelque chose dans le scénario : une certaine amertume à l'égard de la cellule familiale disloquée, des parents qui ne comprennent rien. Claire, la mère de Sébas-

tien, qu'on ne voit jamais, encainte à seize ans, a dû se débrouiller seule, et son « enfant de l'amour » est un mal aimé. L'amour paternel, le vrai, le pur, va donc sauter une génération. L'histoire pourrait être belle, émouvante, avec une pointe d'humour. Mais elle est mal écrite et mieux vaut ne rien dire des dialogues, des mots d'auteur. Michel Drach a voulu faire une comédie, c'est annoncé au générique.

On a donné à Fabien Chombart des répliques de petit prodige défilant pour un numéro de chien savant. Heureusement, c'est une nature, il s'en tire par une espèce de fraîcheur, et avec l'aide de Guy Bedos, qui a senti l'humanité, la complexité de son personnage et sauve les meubles pour tous les deux. Les actrices ne sont pas gâtées et, de plus, mal photographiées. Le fantôme de Marie Laforêt joue « Mammy ». On dit cela pour information.

JACQUES SICLIER.



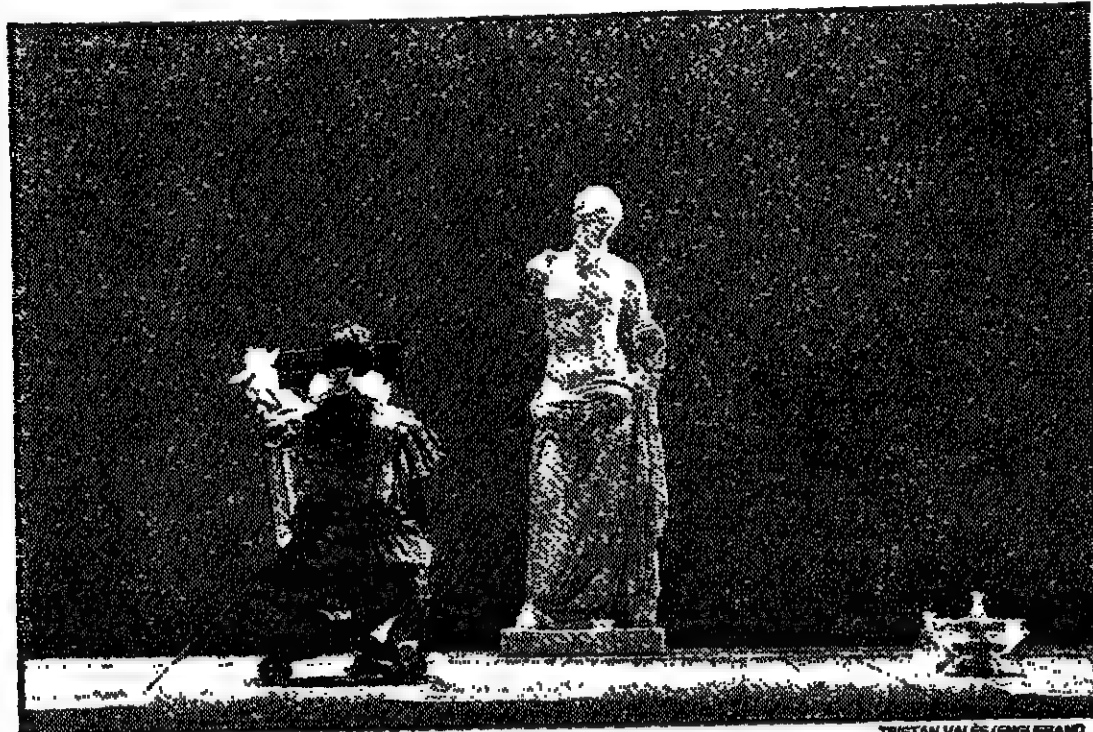
سكنا من الاجل

## Culture

### THÉÂTRE

« Les Galantries du duc d'Ososonne », de Jean Mairet

## Des lits hantés, mais respectables



« Les Galantries du duc d'Ososonne », mise en scène par Jean-Marie Villégier

Jean-Marie Villégier fait découvrir Jean Mairet, qui de 1623 à 1640 a écrit douze pièces, avant de quitter le théâtre pour accomplir quelques missions diplomatiques délicates.

« La mère de toutes les tragédies françaises », ainsi Voltaire désignait-il la *Sophonisbe*, de Jean Mairet, créée à Paris en 1634, trois ans avant le *Cid*, de Corneille.

Mairet, jamais joué de nos jours, est l'une des figures les plus attachantes de notre théâtre.

Jean-Marie Villégier a mis en scène, à Caen, sa comédie *Les Galantries du duc d'Ososonne*.

C'est une pièce unique en son genre, d'un amoralisme intégral, et dont plusieurs scènes se passent dans un lit.

Un homme marié, Paulin, voit la vie en noir : sa jeune épouse, Emilie, a un amant, le vigoureux Camille.

Paulin, prenant Camille de court, lui transperce le buste de son épée.

Meurtrier et donc pas tranquille, il court à toutes jambes chez le viceroi, le duc d'Ososonne, qui, très courtois, lui-même, passe pour un juge indulgent. Mais Paulin a tout de même pris le temps, avant tout, de confier à sa sœur Flavie le reste de vert d'Emilie : Flavie ne devra pas lâcher Emilie d'une semelle, et même coucher dans le même lit qu'elle, c'est plus sûr.

Le duc d'Ososonne, écoutant Paulin lui conter les choses, cache son bon plaisir : lui-même est amoureux fou d'Emilie et ne songe qu'à lui faire violence, en douceur. Il expédie sur-le-champ Paulin au diable vauvert, et, vers le milieu de la nuit, grimpe chez Emilie par une échelle de soie.

Surprise : il trouve Emilie debout, toute habillée. Elle s'en va rejoindre son coquin Camille, que Paulin, ce bon à rien, n'a que blesé. Mais Emilie a les idées larges, pour autrui comme pour elle-même. « Attendez moi, dit-elle au duc, qu'elle trouve très joli garçon, dans une heure ou deux je serai là, et pour ne pas prendre froid prenez donc ma place, dans mon lit. Vous y trouverez ma vieille nounou, n'y faites pas attention ».

### Boiseries anciennes et soirées sombres

En vérité, la vieille nounou, c'est Flavie, la belle-sœur, qui est jeune et très jolie. Entendant cela à travers la courtine, cette Flavie s'en pâme de joie. Le duc se déshabille, et Flavie fait semblant de dormir, et de rêver... que le duc l'embrasse.

Le duc monte sur le lit, croyant trouver une peau déjà chaude sur des os. Il voit une beauté, qui assure son nom. Il la touche, elle feint de se réveiller : « Mais que faites-vous là, Monsieur ? » Les choses vont s'arranger très vite.

C'est la fin de l'acte trois, mais ce n'est qu'un début. Disons juste qu'un dernier tableau, deux femmes et deux hommes naviguent sous un même drap, sans qu'un chassé-croisé soit nettement exclu.

Quand nous lisons ou regardons cette pièce, elle nous laisse rêveurs.

Parce qu'elle n'a rien de commun avec les vaudevilles 1900 ou nos polissonneries du Boulevard. Les lits de Jean Mairet échappent à toute vulgarité. La comédie est écrite en vers très beaux. Elle est une œuvre de grande classe, éblouissante de vie, c'est certes un peu plus « physique », ce n'est jamais crapuleux.

Il faut dire que la mise en scène de Jean-Marie Villégier est de grande classe, elle aussi. Déjà les décors sont d'un extrême raffinement. De jour, ce sont de grandes salles, aussi dégagées qu'un grand air, des murs d'un gris très sensible, un gris ciel, et, sur la plaine des parquets blancs, des taches dorées du soleil, qui dansent. Et les costumes ont la grâce, la poésie impondérable, des robes et des pourpoints de Watteau, mais avec une folie en plus, comme si les fées de Perrault y avaient mis un point final.

Et la nuit, les lits que nous évoquons sont tout de boiseries anciennes et de soirées sombres, et dans les rayons aigües, obliques, de la lune, ils prennent des allures de cabanes d'enfants, dans une clairière de forêt, ou aussi d'une embarcation, qui dort sur une plage, sur ses béquilles, avant que la mer remonte.

Tout cela est très épuré, il y a comme une transparence, un jeu de mirage, dans quoi la comédie court vite, tantôt pâle de perdre le souffle, tantôt un rose charmant aux joues.

Carlo Tomasi (décors), Patrick Cauchetier (costumes), Philippe Arland (lumière), tous sont à remercier. Les acteurs aussi : Carlos Daniel, duc d'Ososonne de belle allure, un peu farceur, et Cyrille Gaudin, curieuse Emilie qui mène une vie de bâton de chaise sous des dehors d'austérité, et Nelly Bourgaud, la so-disant toute endormie, et Christophe Galland, l'amant passé au fil de l'épée mais resté bon pied bon œil.

Ce chef-d'œuvre sera repris à Strasbourg du 9 au 12 décembre. Rien n'est prévu pour plus tard, ni à Paris ni ailleurs. C'est regrettable.

MICHEL COURNOT.

## Communication

Concentration et entraves à la concurrence

## Les chaînes de télévision font main basse sur la production

La concentration revient ! Bonygues, Berlusconi et les autres, après avoir pris le contrôle des chaînes, créent aujourd'hui de multiples filiales de production. Un danger pour les indépendants du secteur, qui espèrent bien voir adopter, après les présidentielles, une règle du jeu en ce domaine. « Sinon, nous sommes fous », disent-ils.

A l'automne, le remue-ménage des alliances du MIP-TV. Puis resurgit dans les couloirs du Parlement et donne enfin lieu à empouilles lors d'un happening réunissant gens de télévision et pouvoirs publics au Châtelet des lacs du Bois-de-Boulogne. Le spectre de la concentration verticale — la main-mise des chaînes sur la production audiovisuelle — est de retour !

Cette vieille maladie de la télévision française a déjà mené le service public à l'asphyxie et la Société française de production (SFP) au déficit. On avait pourtant cru la faire reculer. Et rééquilibrer au profit des producteurs le rapport de force avec les télévisions. Successivement, deux ministres de la culture avaient imposé des mesures susceptibles de renforcer l'autonomie des producteurs privés : M. Jack Lang avec les Soies (1) et le compte de soutien à la création audiovisuelle ; M. François Léotard avec la suppression des commandes obligatoires des chaînes publiques à la SFP.

Désormais, pensent-ils, les producteurs seraient moins dépendants et bénéficieraient d'un marché plus ouvert. De la concurrence nouvelle naîtrait une floraison d'entreprises qui surbâtiraient d'autant la création. Les chaînes ont conservé le droit de produire. Les jeunes télévisions privées, renouant avec les vieux réflexes de feu le monopole public s'engouffrent dans la faille. Leurs actionnaires, leurs collaborateurs ou elles-mêmes multiplient les filiales spécialisées dans le secteur.

C'est le groupe Bonygues, principal actionnaire de TF 1, qui prend 35 % de PAD, la maison de production de M. Alain Denvers, ancien directeur de l'information de la chaîne. Ou qui crée Challenger Production avec M<sup>me</sup> Marie-Laure Reyre et Danièle Thompson, toutes deux membres du conseil de création de la chaîne. C'est la GMP, elle aussi partenaire de la Une, qui lance Prody-Production et Multi-Images.

C'est encore le magnat italien Silvio Berlusconi, co-patron de la Cinq, qui s'apprête à réactiver Europe 2, une société française de production, filiale à 100 % de son groupe Rete Italia. Sa représentante, M<sup>me</sup> Marie-Françoise Rouy, multiplie en ce moment les contacts avec le Tout-Paris. C'est M. Jérôme Seydoux, toujours présent dans la cinquième chaîne, qui fonde Chargeurs-Images, la branche hexagonale du Consortium européen de la télévision commerciale. Une société où son seul partenaire est M. Berlusconi, mais aussi M. Robert Maxwell, le deuxième actionnaire de TF 1.

Ce sont enfin onze collaborateurs de Canal Plus qui s'associent à égale avec leur employeur pour fonder Elipse Programme, une société chargée de « vendre à l'extérieur » leur indéfectible savoir-faire.

« Ajouter à cela les cas particuliers et les positions acquises depuis longtemps, et vous aurez une idée du véritable quadrillage opéré par les diffuseurs », commente un professionnel désabusé. TF 1, comme Antenne 2 et FR 3, est actionnaire de la SFP. Le groupe Bonygues, déjà présent dans la production avec Ariane Films et Revcom Télévision, participe aujourd'hui au tour de table de la Une. La Compagnie luxembourgeoise de télévision, qui figurait déjà parmi les grands de la production française avec DIC-France, Hamster, Télé-Union, voire VCF, détient maintenant le quart de M 6. Havas enfin actionnaire de Canal Plus et de la CLT, contrôle Télé-images, producteur de « Maguy ».

Déjà, certains soupçonnent quelques entrées à une saine concurrence. TF 1 n'a-t-elle pas confié ses émissions sur le bicentenaire de la Révolution française au groupe Bonygues ? Et M 6 surtout n'a-t-elle commencé par travailler avec trois producteurs qui lui sont liés ? Ce sont Hamster et DIC-France qui ont respectivement produit ses premières commandes de fiction : « Céline » et « Les lucarnes d'Hamlet ». C'est un autre actionnaire de la chaîne, M. Martin Karmatz, qui produit « Libre et change », la toute nouvelle émission de Michel Polak.

### « Ni facilités ni privilèges »

« N'exagérons pas, s'emporte M. Etienne Moussotte, le directeur d'antenne de TF 1. D'abord, parce que nombre de ces nouvelles sociétés de production n'existent encore que sur le papier. Ensuite, parce que ce serait suicidaire pour un diffuseur de ne travailler qu'avec les seules entreprises dont il est actionnaire, au risque de voir de bien meilleures émissions partir vers la concurrence. L'objectif d'une télévision privée est de faire de l'audience. Ses critères de choix sont donc simples : trouver les produits qui collent à sa stratégie. Peu importe alors qu'il s'agit de TF 1. Un plaidoyer la main sur le cœur que M 6 complète à chiffres ouverts. « 65 % de nos dépenses de production vont à nos émissions indépendantes. Aucune d'elles n'est produite par l'un quelconque de nos actionnaires », rétorque ainsi son directeur général adjoint Jean Stock.

Les sociétés de production directement ou indirectement appartenues à un diffuseur protestent, elles aussi, de leur indépendance. « Il n'y a ni facilités ni privilèges, et encore moins de marchés réservés », affirment-elles dans une belle unanimité. Et, statistiques à l'appui, démontrent qu'elles travaillent avec toutes les chaînes. Mais avoir Bonygues ou Havas dans son capital n'est-il pas un atout de poids pour exporter un contrat ou discuter avec son banquier ?

« La belle affaire, réplique un indépendant. Ce n'est pas ce que je redoute. Moi aussi, je mets en avant la richesse et la puissance de mes actionnaires pour donner confiance à mes clients ou à mes fournisseurs ! Le problème est ailleurs ! Il est dans le double discours des chaînes, qui tantôt minimisent les portes de leurs investissements, c'est marginal, conjoncturel, voire seulement une politesse, et tantôt mettent en avant la concurrence

européenne et la nécessité de constituer des groupes nationaux forts ».

L'inquiétude provient aussi pour beaucoup des engagements non tenus du groupe Bonygues. Candidat à TF 1, celui-ci s'était engagé à ne pas produire. C'est cette promesse qui lui a valu le soutien des auteurs, artistes et producteurs. Les indépendants avaient applaudi des deux mains, lors des auditions publiques de candidature, les remarques percutantes de la CNCI, sur la concentration excessive... du groupe Hachette.

« Quelle place pour nous demain ? s'inquiète aujourd'hui un professionnel. Faute de commandes, la Cinq est pour l'instant hors course, mais j'ai des craintes immenses sur la règle du jeu. Qu'une chaîne française contrôle une maison de production dans un univers ouvert et concurrentiel ne pose en soi aucun problème. Quelle multiplicité des filiales directes ou indirectes before ses engagements, et l'appréhension change ».

Sans protection ni barrières légales, il ne peut y avoir de production indépendante, estiment les professionnels, et c'est ce que prouvent les exemples étrangers. Aux Etats-Unis, où les trois grands réseaux sont obligés d'acheter leurs productions de fiction aux indépendants, la profession prospère. En Italie, au contraire, où aucune disposition législative n'écarter l'intégration verticale est de règle, renforçant le poids de M. Berlusconi.

C'est pourquoi les organisations professionnelles de producteurs s'apprêtent à demander aux futurs candidats à l'élection présidentielle, entre autres engagements, celui de faire adopter dans les meilleurs délais des dispositions anticoncentrations. Les barrières et, dans une moindre mesure, les socialistes semblent déjà prêts à faire un pas dans le domaine. La Commission de Bruxelles elle-même a déjà adopté une directive en ce sens.

« Nous ne voulons pas interdire aux chaînes françaises ou à leurs actionnaires de créer des filiales de production, explique un indépendant. Nous voulons seulement canaliser leur activité. Par une politique de quotas, par exemple. Si nous ne réagissons pas, ailleurs, nous sommes fous ».

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) Société de financement du cinéma et de l'audiovisuel.

« L'UER envisage une chaîne sportive européenne. — Plusieurs membres de l'Union européenne de radiodiffusion (qui regroupe des chaînes publiques et privées d'Europe) ont décidé le principe du lancement en 1988 d'une chaîne de télévision consacrée aux sports, et diffusée par satellite vers les réseaux câblés. Baptisée Eurosport, et exploitée par une société dans laquelle figurent le groupe News International de M. Rupert Murdoch (qui exploite de Sky Channel), cette chaîne a pour ambition de « maintenir la position des membres de l'UER dans la concurrence croissante du paysage audiovisuel européen ». Une autre chaîne sportive, Screen Sport, existe déjà en langue anglaise et débute ses émissions en français sous le nom de TV-Sport, en 1988. (Le Monde du 3 novembre.)

**L'AMERICAN CENTER**  
à déménagement et continue ses cours d'américain  
ses professeurs :  
RICK, MARYANNE, MARK GARY, RICHARD, CLAUDIA EDWARD, CARY et DOMINGO  
vous attendent à partir du 4 janvier pour vous apprendre à parler leur langue et à comprendre leur culture  
INSCRIPTIONS du 30 novembre au 19 décembre et du 4 janvier au 9 janvier  
1 place de l'Odéon  
75006 PARIS. Tél. : 46-33-18-52  
• sessions trimestrielles  
• sessions intensives  
• préparation au T.O.E.F.L.  
• teacher training course  
• F.P.C.

**Théâtre de la Portière**  
43 53 92 14  
CHIISAKO  
SOLO DE  
CARLOTTA IKEDA  
9 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES  
DU 10 AU 20 DECEMBRE

PARIS - SAINT-DENIS - PARIS  
Plutôt que de tirer un trait sur votre voyage à La Réunion faites le point.  
**3.800 F\***  
le point  
\*Vol A.R. au départ de Paris à partir de 3800 F.  
Vol Paris-Paris + séjour d'une semaine, hôtel\*\*\* (Villa du Lagon), chambre double, petit déjeuner, à partir de 5080 F/personne.  
Tél. : 42.96.63.63 / 47.63.22.58 / 46.34.21.17. Minitel : 36.15 P.M.  
Association à but non lucratif. 80 F cotisation membre obligatoire. Agrément ministériel n° 75073. Sous responsabilité technique G.M.T.T. n° 1472A  
AVANT DE PARTIR, FAITES LE POINT.

**le décodeur 10 F**  
EN PAGE 2 NOTRE DESIN LA CINC EST CRUEL DECEMBRE 1  
TALA : JOURNALISTES + PIERRE + CORSE + RADIO  
**Revue de Presse**  
LA CONCOMITANCE DE DECEMBRE  
MALIK SON PREMIER PAPER :  
« UNE NUIT AU POSTE »  
7/7 VAIN SUR VAIN ?  
« Le Canard Enchaîné des médias »  
Année de Coudenhove Canal +  
« Un Journal nécessaire »  
Laurence Benaim R.T.L.  
En vente partout.

## theatre

## cinéma







## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté **MONDE-TELEVISION**. Signification des symboles : **P** Signalé dans le Monde radio-télévision • **F** Film à voir • **O** Ou peut voir • **N** Ne pas manquer • **CH** Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 7 décembre

## TF 1

20.30 **Chénas** : Un justicier dans la ville n° 2 • Film américain de Michael Winner (1981). Avec Charles Bronson, Jill Ireland, Vincent Gardenia, Anthony Franciosa.

**"Le Diabète vous concerne"**  
Ce soir sur TF1 à 22 h 20

22.20 **Magazine** : Santé à la une. Emission d'Igor Barrière. L'autre diabète, avec les professeurs Georges Chobrousky, Gérard Siam, Jacques Miron et Jean-Michel Duberard. 23.35 **Journal**. 23.50 **Bourse**. 23.53 **Parlement** de minute.

## A 2

20.30 **Chénas** : Je suis riche mais je dirai tout • Film français de Pierre Richard (1973). Avec Pierre Richard, Bernard Blier, Bernard Haller, Luis Rega, Christiane Muzilli. 21.55 **Magazine** : Antenne d'été. De Guillaume de Saint-paul et Claude Gallot. Cadeaux : cadeaux, cadeaux ; La valise des cadeaux ; Cadeau exotique ; Cadeaux de famille ; Le temps en cadeau ; Le cadeau du cœur ; Cadeau de la vie. 22.55 **Magazine** : Strophes. De Bernard Pivot. 23.15 **Informations** : 24 heures sur la 2. 23.45 **Histoire** courtes. 0.00 **Extra** sans frapper.

## FR 3

20.35 **Chénas** : Barocco • Film français d'André Téchiné (1976). Avec Isabelle Adjani, Gérard Depardieu, Marie-France Pisier, Claude Brasseur, Jean-Claude Brialy. 22.55 **Journal**. 23.50 **Magazine** : Océaniques. De Michel Cazenave et Pierre-André Boutang. Heidegger, la parole et le silence (1<sup>re</sup> partie). 18.45 **Jeu** : Des chiffres et des lettres. François Feiler, André Glucksmann. 23.40 **Magazine** : Musique. La cathédrale engloutie et la danse de Puck, de Debussy, par Pascal Rogé, piano. 23.55 **Jeu** : XIII. Championnat de France : Villeneuve-sur-Lot contre le XIII Catalan.

## CANAL PLUS

20.30 **Chénas** : Le Bes en folie • Film américain de James Frawley (1976). Avec Joseph Bologna, Stockard Channing.

## Mardi 8 décembre

## TF 1

15.10 **Téléfilm** : La grappe (rediff.). De Roland Bernard, d'après le roman d'Henri Spode. Avec Geneviève Fontaine, Gérard Chevalier, Gory Desnoes, Jean La Mon. 16.45 **Club Dorothée**. 17.00 **Magazine** : Pasque sur le 16. Animé par Christophe Decaunes. Mode, littérature, cinéma, théâtre, revue de presse et rubriques insolites. Avec Sylvie Varian, Alpha Blondy, Sabine Gueria, Charlie Makes the Cook. 17.55 **Flash d'informations**. 18.00 **Série** : Les Campbells. 19.00 **Feuilleton** : Santa Barbara. 19.30 **Jeu** : La route de la fortune. 20.00 **Journal**. 20.25 **Météo**. 20.28 **Tapis vert**. 20.30 **Cléstar** : La Chèvre • Film français de Francis Veber (1981). Avec Pierre Richard, Gérard Depardieu, Corinne Cléry, Michel Robin. 21.15 **Magazine** : Cléstar (suite). De Michel Denner. Invité : Xavier Deluc. Anna Karina et Roland Girard. 23.15 **Journal**. 23.28 **La Bourse**. 23.30 **Parlement** de minute. Spécial Alberto Moravia, pour son quatre-vingtième anniversaire.

## A 2

15.05 **Magazine** : Domestique A2 (suite). 16.40 **Flash d'informations**. 16.45 **Feuilleton** : Rue Carnot. 17.15 **Révé A 2**. 17.30 **Varia** : Bogus : Bleu comme une orange ; Les Campbells. 17.50 **Varia** : Un DB de plus. De Didier Barbelivien. Avec Dany Saval, Johnny Clegg et Savika. Johnny Hallyday. 18.10 **Flash d'informations**. 18.15 **Série** : Ma secrétaire bien-aimée. Comment ne pas se faire décapiter par Henri VIII (1<sup>re</sup> partie). De Ado Kyrou. Avec Martine Brocard, Michel Le Royer (2<sup>e</sup> épisode). 17.30 **Jeu** : Ascenseur pour l'avenue. 17.35 **Jeu** : Cécile en herbe. 18.00 **Des idées** : Myster T. Le mystère de Williamsburg. 18.30 **Feuilleton** : Stella folle. (2<sup>e</sup> épisode : Réaction au vaccin. 19.00 **Le 19-20** de l'information. De 19.07 à 19.30, actualités régionales. 19.55 **Des idées** : Il était une fois la vie. La bouche et les dents. 20.05 **Jeu** : La chaise. Présenté par Fabrice. 20.30 **Chénas** : Tarzan et sa compagnie • Film américain de Cedric Gibbons et Jack Conway (1934). Avec Johnny Weissmüller, Maureen O'Sullivan, Paul Cavanagh, Forrester Harvey, Nathan Curry. 21.10 **Journal**. 22.40 **Magazine** : Dédébels. Avec Sheila E., Sapbo, Anne Clark, Graziella de Michele, Dino Lee, Uno.

## FR 3

15.05 **Série** : Les dossiers noirs. De Jean-Michel Charlier. Alfred-Helmut Naugle, l'homme à tout faire d'Himmel. L'itinéraire d'un SS à combien actif, qui mourut dans son lit. 16.00 **Documentaire** : Histoire de la photographie. 5. Un instant pour l'éternité. 17.00 **Flash d'informations**. 17.05 **Feuilleton** : Face aux Lancaster. De Ado Kyrou. Avec Martine Brocard, Michel Le Royer (2<sup>e</sup> épisode). 17.30 **Jeu** : Ascenseur pour l'avenue. 17.35 **Jeu** : Cécile en herbe. 18.00 **Des idées** : Myster T. Le mystère de Williamsburg. 18.30 **Feuilleton** : Stella folle. (2<sup>e</sup> épisode : Réaction au vaccin. 19.00 **Le 19-20** de l'information. De 19.07 à 19.30, actualités régionales. 19.55 **Des idées** : Il était une fois la vie. La bouche et les dents. 20.05 **Jeu** : La chaise. Présenté par Fabrice. 20.30 **Chénas** : Tarzan et sa compagnie • Film américain de Cedric Gibbons et Jack Conway (1934). Avec Johnny Weissmüller, Maureen O'Sullivan, Paul Cavanagh, Forrester Harvey, Nathan Curry. 21.10 **Journal**. 22.40 **Magazine** : Dédébels. Avec Sheila E., Sapbo, Anne Clark, Graziella de Michele, Dino Lee, Uno.

## CANAL PLUS

15.05 **Cinéma** : Mon oncle • Film français de Jacques Tati (1958). Avec Jacques Tati, Jean-Pierre Zola, Alain Boucort. 17.45 **Série** : Les monstres. 18.10 **Flash d'informations**. 18.16 **Zygo**. La caméra indiscret chez les Belges.

## Audience TV du 6 décembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

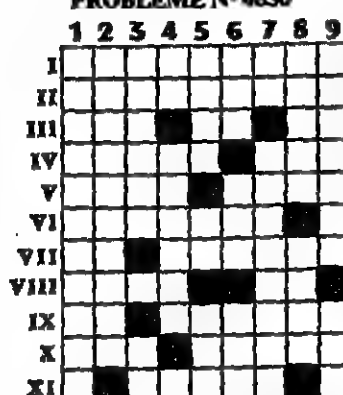
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	80,0	25,4	15,6	5,4	2,9	5,9	4,9
19 h 45	84,9	25,4	23,9	2,4	2,9	5,4	2,9
20 h 16	72,2	28,3	22,9	12,7	4,9	2,0	3,4
20 h 55	73,2	28,5	21,5	2,9	2,4	11,7	5,4
22 h 08	60,5	36,6	5,4	8,3	2,9	3,9	4,4
22 h 44	34,1	11,2	2,9	7,8	2,4	6,8	3,9

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 3 et 143 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

## Informations « services »

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 4630



## HORIZONTALEMENT

1. Un homme dont on attend un peu de reconnaissance. — II. Un événement qui justifie le premier acte. — III. Devient très coulant. Morceau de bois. Devant un total. — IV. Un mot qu'on peut utiliser pour désigner les lieux. Cadeau en Roumanie. — V. On en trouve dans le Sud. Nue quand on veut se mouvoir. — VI. Un défaut dans les articulations. — VII. Largeur de crêpe. Qui n'est donc pas comme la rose. — VIII. Peut se mettre en boule. Terme de jeu. — IX. Un peu d'espoir. Certaines apportent un soutien. — X. Des cailloux dans le désert. Marque un intervalle. — XI. Permet un vieillissement artificiel.

## VERTICALEMENT

1. Des gens qui ont fait exprès d'entrer dans le décor. — 2. Pas droite, ni ronde, ni carrée. — 3. Peut s'accrocher aux murs. Invitation à faire le grand saut. — 4. Font un cent quand ils sont en carré. Doit être remplacé quand les fusées ont éclaté. — 5. Une mode pour ses frères. Extrait de Chopin. Un préfixe qui peut annoncer une reprise. — 6. Où il n'y a pas mèche. Traité de pourri quand il est froid. Rejoint le Danube. — 7. La moitié de rien. Ne satisfait pas ceux qui n'aiment que le grand air. — 8. Dans le Brabant. Laisser sa peau. — 9. Qui fait l'objet d'une répétition. Peut qualifier un style.

## Solution du problème n° 4629

## Horizontalement

I. Vociférateur. An. — II. Amant. Insulte. — III. Go. T6. Porc. T6. — IV. Uppercut. An. Ino. — V. Elus. Asiento. En. — VI. Mastie. Tr. Abusa. — VII. Et. Intéressé. — VIII. Séance. Semés. La. — IX. Car. T. Lide. — X. R.E.R. Aromatis. — XI. Entail. Il. Netie. — XII. Dépour. Ope. Et. — XIII. Hll. Enée. G.I. Bleu. — XIV. Uval. Utricule. — XV. Meneurs. Basculé.

## Verticalement

1. Vagueusement. Hum. — 2. Omoplate. Endive. — 3. Ça. Pus. Aorte. An. — 4. Intestina. Aile. — 5. Fier. Incision. — 6. Et. Carée. Tueur. — 7. Repus. Rê. Reis. — 8. Oitins. R. — 9. Tir. Épéologie. — 10. Encan. Imam. Pica. — 11. Ue. Stade. Ane. Us. — 12. Rut. Obséti. Bie. — 13. Lal. Us. Set. Leu. — 14. Atones. Lenté. — 15. Sénonaise. Envue.

## GUY BROUTY.

• Conciergerie. — En raison de travaux, les parties révolutionnaires de la Conciergerie seront fermées au public jusqu'au 20 décembre. Les parties médiévales (salle des gens d'armes et cuisines) resteront ouvertes et bénéficieront d'un tarif d'entrée réduit (6 F au lieu de 10 F).

LOTTO	
9	16 26 41 43 49
17	

FRANCE	
11 719 590 000 F	
162 830 000 F	
11 310 000 F	
185 000 F	
11 000 F	

JEU GAGNANT	
1	2

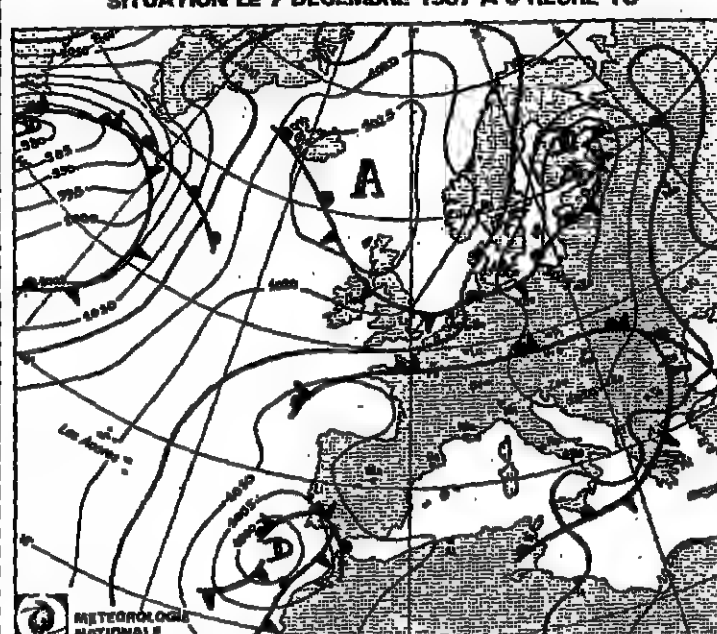
LOTTO SPORT	
1	2

SUR MINTEL	
1	2

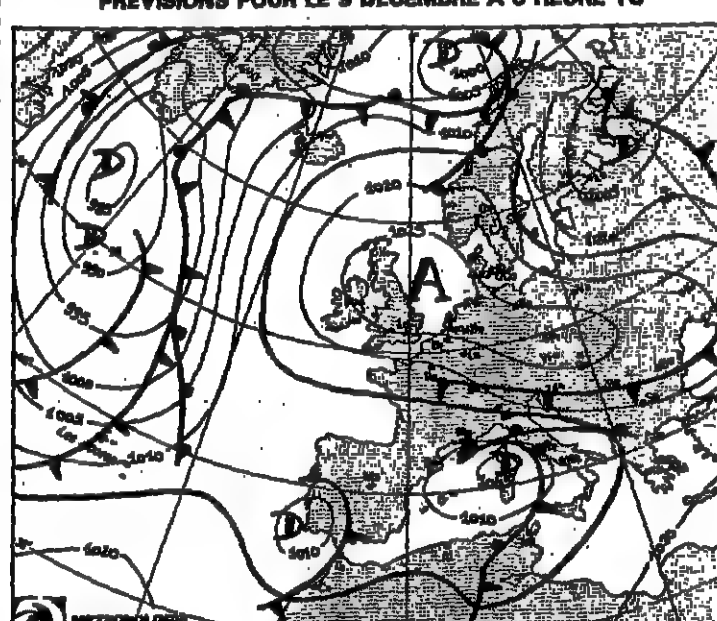
Prévisions complètes  
Météo marine  
Temps observé Paris, province, étranger  
36.15 Tapes LEMONDE puis METEO

## MÉTÉOROLOGIE

## SITUATION LE 7 DÉCEMBRE 1987 À 0 HEURE TU



## PRÉVISIONS POUR LE 8 DÉCEMBRE À 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France entre le samedi 7 décembre à 0 h TU et le samedi 8 décembre à 24 h TU.

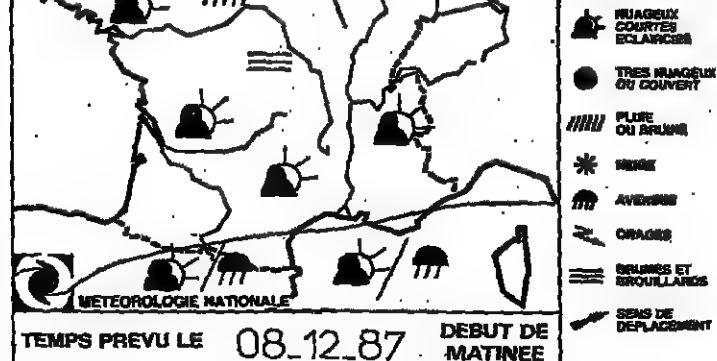
Les basses pressions centrées sur les îles Britanniques s'étendent vers l'Allemagne et donnent un régime d'est plus sec et plus frais sur une grande partie de l'Europe occidentale. Le temps va rester perturbé en Méditerranée occidentale.

Mardi : frais et nuageux. Sur la plupart des régions le temps restera très nuageux et brumeux. Les températures minimales seront entre 0 et -2 degrés dans les régions de l'intérieur, entre 1 et 4 degrés sur la côte.

Atmosphère et entre 4 et 6 degrés près de la Méditerranée. Dans la journée sur les régions méditerranéennes, la Corse et le sud des Alpes, il y aura des averses et les températures maximales atteindront 12 à 14 degrés. Près des frontières du nord des côtes, les températures maximales seront entre 6 et 10 degrés de la Manche aux Pyrénées.

Au nord de la Seine les brouillards vont s'épaissir. Partout ailleurs persistera du ciel très nuageux et brumeux.

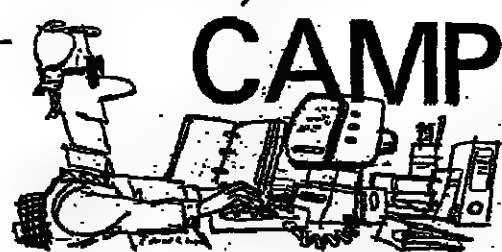
Sur la plupart des régions les vents seront faibles ou modérés.



## TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 8-12 à 6 heures TU et le 7-12-1987 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LOUISBOURG
17 10 5	10 5 0	19 11 1
16 7 0	10 5 0	19 11 1
16 4 0	10 5 0	19 11 1
16 3 0	10 5 0	19 11 1
16 2 0	10 5 0	19 11 1
16 1 0	10 5 0	19 11 1
16 0 0	10 5 0	19 11 1
15 9 0	10 5 0	19 11 1
15 8 0	10 5 0	19 11 1
15 7 0	10 5 0	19 11 1
15 6 0	10 5 0	19 11 1
15 5 0	10 5 0	19 11 1
15 4 0	10 5 0	19 11 1
15 3 0	10 5 0	19 11 1
15 2 0	10 5 0	19 11 1
15 1 0	10 5 0	19 11 1
15 0 0	10 5 0	19 11 1
14 9 0	10 5 0	19 11 1
14 8 0	10 5 0	19 11 1
14 7 0	10 5 0	19 11 1
14 6 0	10 5 0	19 11 1
14 5 0	10 5 0	19 11 1
14 4 0	10 5 0	19 11 1
14 3 0	10 5 0	19 11 1
14 2 0	10 5 0	19 11 1
14 1 0	10 5 0	19 11 1
14 0 0	10 5 0	19 11 1
13 9 0	10 5 0	19 11 1
13 8 0	10 5 0	19 11 1
13 7 0	10 5 0	19 11 1
13 6 0	10 5 0	19 11 1
13 5 0	10 5 0	19 11 1
13 4 0	10 5 0	19 11 1
13 3 0	10 5 0	19 11 1
13 2 0	10 5 0	19 11 1
13 1 0	10 5 0	19 11 1
13 0 0	10 5 0	19 11 1
12 9 0	10 5 0	19 11 1
12 8 0	10 5 0	19 11 1
12 7 0	10 5 0	19 11 1
12 6 0	10 5 0	19 11 1
12 5 0	10 5 0	19 11 1
12 4 0	10 5 0	19 11 1
12 3 0	10 5 0	19 11 1
12 2 0	10 5 0	19 11 1
12 1 0	10 5 0	19 11 1
12 0 0	10 5 0	19 11 1
11 9 0	10 5 0	19 11 1
11 8 0	10 5 0	19 11 1
11 7 0	10 5 0	19 11 1
11 6 0	10 5 0	19 11 1
11 5 0	10 5 0	19 11 1
11 4 0	10 5 0	19 11 1
11 3 0	10 5 0	19 11 1
11 2 0	10 5 0	19 11 1
11 1 0	10 5 0	19 11 1
11 0 0	10 5 0	19 11 1
10 9 0	10 5 0	19 11 1
10 8 0	10 5 0	19 11 1
10 7 0	10 5 0	19 11 1
10 6 0	10 5 0	19 11 1
10 5 0	10 5 0	19 11 1
10 4 0	10 5 0	19 11 1
10 3 0	10 5 0	19 11 1
10 2 0	10 5 0	19 11 1
10 1 0	10 5 0	19 11 1
10 0 0	10 5 0	19 11 1
9 9 0	10 5 0	19 11 1
9 8 0	10 5 0	19 11 1
9 7 0	10 5 0	19 11 1
9 6 0	10 5 0	19 11 1
9 5 0	10 5 0	19 11 1
9 4 0	10 5 0	19 11 1
9 3 0	10 5 0	19 11 1
9 2 0	10 5 0	19 11 1
9 1 0	10 5 0	19 11 1
9 0 0	10 5 0	19 11 1
8 9 0	10 5 0	19 11 1
8 8 0	10 5 0	19 11 1
8 7 0	10 5 0	19 11 1
8 6 0	10 5 0	19 11 1
8 5 0	10 5 0	19 11 1
8 4 0	10 5 0	19 11 1
8 3 0	10 5 0	19 11 1
8 2 0	10 5 0	19 11 1
8 1 0	10 5 0	19 11 1
8 0 0	10 5 0	19 11 1
7 9 0	10 5 0	19 11 1
7 8 0	10 5 0	19 11 1
7 7 0	10 5 0	19 11 1
7 6 0	10 5 0	19 11 1
7 5 0	10 5 0	19 11 1
7 4 0	10 5 0	19 11 1
7 3 0	10 5 0	19 11 1
7 2 0	10 5 0	19 11 1
7 1 0	10 5 0	19 11 1
7 0 0	10 5 0	19 11 1
6 9 0	10 5 0	19 11 1
6 8 0	10 5 0	19 11 1
6 7 0	10 5 0	19 11 1
6 6 0	10 5 0	19 11 1
6 5 0	10 5 0	19 11 1
6 4 0	10 5 0	19 11 1
6 3 0	10 5 0	19 11 1
6 2 0	10 5 0	19 11 1
6 1 0	10 5 0	19 11 1
6 0 0	10 5 0	19 11 1
5 9 0	10 5 0	19 11 1
5 8 0	10 5 0	19 11 1
5 7 0	10 5 0	19 11 1
5 6 0	10 5 0	19 11 1
5 5 0	10 5 0	19 11 1
5 4 0	10 5 0	19 11 1
5 3 0	10 5 0	19 11 1
5 2 0	10 5 0	19 11 1
5 1 0	10 5 0	19 11 1
5 0 0	10 5 0	19 11 1
4 9 0	10 5 0	19 11 1
4 8 0	10 5 0	19 11 1
4 7 0	10 5 0	19 11 1
4 6 0	10 5 0	19 11 1
4 5 0	10 5 0	19 11 1
4 4 0	10 5 0	19 11 1
4 3 0	10 5 0	19 11 1
4 2 0	10 5 0	19 11 1
4 1 0	10 5 0	19 11 1
4 0 0	10 5 0	19 11 1
3 9 0	10 5 0	19 11 1
3 8 0	10 5 0	19 11 1
3 7 0	10 5 0	19 11 1
3 6 0	10 5 0	19 11 1
3 5 0	10 5 0	19 11 1
3 4 0	10 5 0	19 11 1
3 3 0	10 5 0	19 11 1
3 2 0	10 5 0	19 11 1
3 1 0	10 5 0	19 11 1
3 0 0	10 5 0	19 11 1
2 9 0	10 5 0	19 11 1
2 8 0	10 5 0	19 11 1
2 7 0	10 5 0	19 11 1
2 6 0	10 5 0	19 11 1
2 5 0	10 5 0	19 11 1
2 4 0	10 5 0	19 11 1





## CAMPUS

### Projet d'université régionale

« **TOUTE université existante peut (...) devenir université régionale autonome, financée principalement par le budget régional et constituant un établissement public de la région.** Cette proclamation radicalisée régionaliste constitue l'article 1 d'un projet rédigé par M. Jean-Jacques Peyan, président de l'université scientifique et médicale Grenoble-1, ancien directeur du CNRS, puis des enseignements supérieurs entre 1982 et 1986, et par M. Jean-Marcel Jeanneney (1). Ses deux auteurs l'ont communiqué aux parlementaires de l'opposition et de la majorité, en leur demandant d'en faire un amendement au projet de loi sur l'amélioration de la décentralisation actuellement en discussion au Parlement. Ce texte prévoit notamment qu'« à l'issue d'une période de cinq ans, tous les diplômés délivrés par une université régionale sont des diplômés d'université », et que le personnel est contractuel, les fonctionnaires en place lors de la régionalisation pouvant demeurer fonctionnaires d'Etat.

Si M. Alain Carignon, maire de Grenoble et ministre de l'environnement, s'est montré intéressé par cette proposition, les parlementaires socialistes à qui elle a été adressée (MM. Mermaz, Fabius et Chevènement notamment) n'ont pas encore fait connaître leur réaction. M. Peyan est conscient de la perplexité qu'elle a des chances de provoquer parmi ses « amis socialistes », mais il estime qu'il « fait son boulot d'intellectuel », en les invitant à réfléchir sur ce qui lui semble un problème de fond. « Mon expérience m'a montré que la gestion centralisée de l'université est morte », affirme-t-il. Précisons que son université n'a pas été saisie officiellement de cette proposition, qui est une initiative personnelle du président.

F. G.

(1) M. Jeanneney avait lancé cette idée dans un article paru dans le *Figaro* des 14 et 15 novembre « Que conserver, que changer ? ».

### Gestion publique locale

L'école supérieure de commerce de Bordeaux vient de créer un institut de management des organisations publiques (IMOP), pour « donner une formation rigoureuse aux futurs responsables qui auront à connaître la gestion des affaires locales ». Il s'adresse aux responsables du secteur public, aux cadres d'entreprises privées et aux élus, et prépare à un master-management public.

Il proposera des séminaires de formation continue et organise, le 11 décembre, un colloque sur « Gestion publique locale : les nouveaux défis ». (IMOP, Domaine de Nèze, 860, cours de la Libération, 33405 Talence. Tél. 1-56-80-70-70).

### Chez les économistes de Clermont...

La faculté des sciences économiques et de gestion de

Clermont-Ferrand publie un bulletin d'information. On apprend notamment dans le numéro 1 qu'il existe dans cet établissement trois clubs d'investissement et une « junior-entreprise » vient de se créer. Il se propose d'animer la vie universitaire et d'établir des contacts avec les entreprises de la région.

(Bureau des étudiants. Faculté des sciences économiques, boulevard Sengier, 63000 Clermont-Ferrand. Tél. 1-73-26-46-44.)

### ... Et ceux de Tours

L'association des étudiants de droit et sciences économiques de Tours a décidé de relancer ses activités : création d'un « junior-entreprise » (EDSET Conseil) contacts avec les entreprises, rencontres avec des professionnels, tournois sportifs, galas...

(EDSET, Faculté de droit et sciences économiques, place Anatole-France, salle 208, Tours.)

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 5 décembre :

### UN DÉCRET

● N° 87-977 du 4 décembre 1987 modifiant le décret n° 83-1040 du 25 novembre 1983 modifié relatif au commerce, à la conservation, à l'expédition et au transfert de certaines armes.

### DES ARRÊTÉS

● Du 6 novembre 1987 fixant la liste des diplômés, certificats ou autres titres délivrés par les Etats membres de la Communauté économique européenne ouvrant droit à l'exercice de la profession de pharmacien en France aux ressortissants desdits Etats.

● Du 2 novembre 1987 portant attribution du diplôme d'ingénieur civil des mines aux élèves titulaires

de l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris.

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 6 novembre :

### UN ARRÊTÉ

● Du 13 novembre 1987 portant modification de l'arrêté du 29 avril 1980 fixant le taux et les conditions d'attribution de la majoration annuelle pour frais de scolarisation prévue au bénéfice des agents de coopération culturelle, scientifique et technique en service dans certains Etats étrangers.

### UNE LISTE

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1985.

### Naissances

— Noémie, Demeter, Anne-Karoline, font part de la naissance de

Charles-Henry BEKUS-SORET,

le 7 novembre 1987.

Routa du Golf, 30290, Bréville-sur-Mer.

### Fiançailles

— M. André MOULIN et Madame, née Bénédicte Tardif, M. Louis BOUCHARD et Madame, née Elisabeth Martin de Kergueren, ont l'honneur de faire part des fiançailles de leurs enfants,

Bénédicte et Stanislas.

Saint-Cloud, Suresnes.

### Mariages

— Nadine CALLIES, Jean MESSINESI,

ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité le 3 décembre 1987.

— M. et M<sup>me</sup> Michel EVRAD, M<sup>me</sup> Monique GIMEL,

ont la joie de faire part du mariage de

Sophie EVRAD,

et Emmanuel JOUANNE,

célébré le samedi 5 décembre 1987, en la mairie de Rueil-Malmaison.

### Décès

— M<sup>me</sup> Yvonne Anbia, son épouse, M. Dominique Aubin, M. et M<sup>me</sup> Michel Aubin, M. et M<sup>me</sup> Philippe Aubin, M<sup>me</sup> Françoise Champenois-Anbia, ses enfants,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul AUBIN,

maître-imprimeur,

survenu le 4 décembre 1987, dans sa quatre-vingt-seizième année.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 7 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Martin de Ligugé.

25, rue de l'Imprimerie, 86240 Ligugé, 9, rue Th-de-Banville, 42100 Saint-Étienne.

La Flétrie, 86240 Ligugé. La Mairie des Roches, Les Roches-Prémarie, 86340 La Villevieille-du-Clain.

— Les membres du conseil d'administration, La direction, Et le personnel de la société Aubin Imprimeur

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul AUBIN,

maître-imprimeur,

survenu le 4 décembre 1987, dans sa quatre-vingt-seizième année.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 7 décembre, en l'église Saint-Martin de Ligugé.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M<sup>me</sup> Gabriel de Combret, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> François de Combret, M. et M<sup>me</sup> Bernard de Combret, M. et M<sup>me</sup> François Thibierge, M. et M<sup>me</sup> Bernard Vaiter, Et ses petits-enfants

ont la douleur de faire part du décès de

Gabriel de COMBRET, maire du Beausset, conseiller général du Var, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, chevalier des Palmes académiques,

survenu à Paris le 4 décembre 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité le mardi 8 décembre, en l'église du Beausset (Var).

78, avenue de Wagram, 75017 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Jean Gotschaux, Edouard et Nadine Gotschaux, Edith et Odile Schmidt, Lise Gotschaux,

Pierre et Jocelyne Gotschaux Et ses six arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Julie DREYFUS, née Yvonne Hayen.

Les obsèques auront lieu mardi 8 décembre 1987, à 14 heures, au cimetière du Montparnasse (porte principale).

— M<sup>me</sup> Dominique Hassoun, ses filles, Hédwige Julie,

M<sup>me</sup> Christine et Emmanuelle Hassoun,

ont la douleur de faire part du décès de

Claude HASSOUN,

survenu le 29 novembre 1987, dans sa quarante-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 3 décembre au cimetière de Rueil-Malmaison.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

M<sup>me</sup> Rosette JACQUES-IBERT, née Marie-Rose Vaiter, sculpteur,

survenu dans sa quatre-vingt-quatorzième année, le 4 décembre 1987.

De la part de M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Ibert, M. François-Dominique Gillet, M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul Maury, M. et M<sup>me</sup> Pascal Périol,

Marcel-Antoine et Geneviève Mary, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 8 décembre, à 13 h 45, en l'église Saint-Pierre de Chaillot et sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Passy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue de Magdebourg, 75116 Paris.

— Michel Kajman et Hélène Merlin, ses enfants,

Sont petits-fils Gaspard, Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marie-Thérèse KAJMAN, née Laïan,

survenue à Paris le 30 novembre 1987, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 3 décembre 1987, à 11 heures, en l'église de la Madeleine (Paris).

18, rue Mealay, 75003 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Rémy Levy et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Viviane Levy et leurs filles,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Samuel Emile LEVY,

ancien président de la Bourse des valeurs du Caire,

survenu le 3 décembre 1987, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 8 décembre au cimetière de Pantin-Parisien.

Réunion à 11 h 30, porte principale.

17, rue Parent-de-Rosay, 75016 Paris, 14,024 Highmark Square, Dallas Texas 75240 (USA).

— M<sup>me</sup> Pierre Mastean, son épouse, M<sup>me</sup> Catherine Mastean, sa fille,

M<sup>me</sup> C. Virvouet, sa mère, M<sup>me</sup> Paulette Mastean, sa sœur,

M<sup>me</sup> R. Drujon et M<sup>me</sup> Drujon, ses belles-sœurs et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre MASTEAU, journaliste,

survenu à Paris, le 5 décembre 1987, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 9 décembre, à 11 h 30, en l'église Saint-Nicolas du Chardonnet.

Ni fleurs ni couronnes. A la demande du défunt, des dons peuvent être versés en faveur de la recherche sur le cancer.

14, avenue de Tourville, 75007 Paris.

— Clermont-Ferrand.

M. et M<sup>me</sup> Jean Mesini, Béatrice, Caroline et Renaud, M. l'abbé Pierre Mesini, M<sup>me</sup> Jeanne Mesini, M. et M<sup>me</sup> Claude Mesini, Philippe, Véronique et Florent, La capitaine et M<sup>me</sup> Georges Mar-

leur, Jean, Armand et Aurèle, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Les familles Mesini, Venezian, Desnoyers, Caron, Argelier, Ainsi que les familles parentes et alliées,

ont le profond chagrin d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Odette MESINI-VEZIAN,

survenue le 4 décembre 1987, après celui de son époux.

M. Joseph MESINI,

survenu le 15 novembre 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu à Clermont-Ferrand en l'église Saint-Pierre des Minimes, sa paroisse, le mardi 8 décembre, à 14 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

« J'ai mis ma confiance dans le Seigneur, je ne serai jamais confondu. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Maurice-Weiss, 63000 Clermont-Ferrand.

miné, le 3 décembre à Paris, et l'inhumation à La Ferté-Macé (Orne).

18, rue Mealay, 75003 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Rémy Levy et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Viviane Levy et leurs filles,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Samuel Emile LEVY,

ancien président de la Bourse des valeurs du Caire,

survenu le 3 décembre 1987, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 8 décembre au cimetière de Pantin-Parisien.

Réunion à 11 h 30, porte principale.

17, rue Parent-de-Rosay, 75016 Paris, 14,024 Highmark Square, Dallas Texas 75240 (USA).

— M<sup>me</sup> Pierre Mastean, son épouse, M<sup>me</sup> Catherine Mastean, sa fille,

M<sup>me</sup> C. Virvouet, sa mère, M<sup>me</sup> Paulette Mastean, sa sœur,

M<sup>me</sup> R. Drujon et M<sup>me</sup> Drujon, ses belles-sœurs et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre MASTEAU, journaliste,

survenu à Paris, le 5 décembre 1987, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 9 décembre, à 11 h 30, en l'église Saint-Nicolas du Chardonnet.

Ni fleurs ni couronnes. A la demande du défunt, des dons peuvent être versés en faveur de la recherche sur le cancer.

14, avenue de Tourville, 75007 Paris.

— Clermont-Ferrand.

M. et M<sup>me</sup> Jean Mesini, Béatrice, Caroline et Renaud, M. l'abbé Pierre Mesini, M<sup>me</sup> Jeanne Mesini, M. et M<sup>me</sup> Claude Mesini, Philippe, Véronique et Florent, La capitaine et M<sup>me</sup> Georges Mar-

leur, Jean, Armand et Aurèle, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Les familles Mesini, Venezian, Desnoyers, Caron, Argelier, Ainsi que les familles parentes et alliées,

ont le profond chagrin d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Odette MESINI-VEZIAN,

survenue le 4 décembre 1987, après celui de son époux.

M. Joseph MESINI,

survenu le 15 novembre 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu à Clermont-Ferrand en l'église Saint-Pierre des Minimes, sa paroisse, le mardi 8 décembre, à 14 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

« J'ai mis ma confiance dans le Seigneur, je ne serai jamais confondu. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Maurice-Weiss, 63000 Clermont-Ferrand.

— Les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 2 décembre, de

Jean PAVIER, militant des CEMEA depuis la Libération, délégué national de 1965 à 1978, administrateur de l'Association nationale et de l'Association régionale Languedoc-Roussillon des CEMEA, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

76, boulevard de La Villette, 75940 Paris Cedex 19.

— M. et M<sup>me</sup> Roger Rialle, M. et M<sup>me</sup> Maurice Rialle, Elisabeth, Marie-Françoise, Anne-Marie, Geneviève,

Le docteur Simone Rialle, ont la douleur de faire part du décès de

Valéry RIALLE, médaille militaire, croix de guerre,

survenu le 1<sup>er</sup> décembre 1987, dans sa cent deuxième année.

L'inhumation a eu lieu le 3 décembre à Rochesauve (Ardèche).

37, rue Gambetta, 92100 Boulogne.

— M<sup>me</sup> Yves Pedron, ses filles, Ses petits-fils,

remercient tous ceux qui leur ont exprimé leur sympathie à l'occasion du décès de leur cher mari, père et grand-père,

M. Yves PEDRON.

Communications diverses

— La Chambre de commerce et d'industrie de Paris organise, le mardi 15 décembre 1987, à 14 heures, une réunion sur la protection juridique des produits semi-conducteurs. Les entreprises et administrations intéressées sont invitées à prendre contact avec l'IRPI, 2, place de la Bourse, 75002 Paris au 40-13-00-94.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I, le mercredi 9 décembre, à 10 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L, M. Abdelaziz Belkhatir : « Les modes d'allocation de l'espace. Le cas d'Alger ».

— Université Paris-IV, le vendredi 11 décembre, salle des actes, centre administratif, M. Khachroum Abdelhak : « La poésie de la rive des Baas. Asas de la période préhistorique à la fin de la période Unesque ».

— Université Paris-VIII (Saint-Denis-93), le samedi 12 décembre, à 10 h 30, salle F 288, M. Youssef Habba : « Le contrôle des établissements publics au Liban ».

— Université Paris-IV, le samedi 12 décembre, à 14 h, amphithéâtre Guizot, M<sup>me</sup> Nathalie Fournier, née Desvieux : « L'après, formes du langage dramatique ».

— Université de Toulouse le Mirail, le samedi 12 décembre, à 9 h, salle du château, M. Bouayeb Tag : « Des mutations agro-pastorales à l'urbanisation dans le Maroc oriental ».

— Université Paris-IV, le samedi 12 décembre, à 14 h, salle des Actes, centre administratif, M. Pierre Fortassin : « L'héritage expressif dans l'illudé et dans l'Odysse ».

Joseph Sentenac, Jean Vurpillot, François Wicher, Roger Becos, Jean Burlet.

Sont nommés chevaliers :

MM. Charly Abont, Michel Allorge, Roch Andrian, Léon Bac, Jean Blanc, Marcel Capitan, Raymond Casamassima, Mohammed Choum, Albert Dady, Ernest Degros, André Desauty, Daniel Dieulle, Elie Epito, Louis Fanoillet, François Girgenti, Gabriel Jannet, André Le Bloch, Aimé Le Gall, Robert Léonard, François Mendez, René Pourchez, Hubert Tarby, Robert Tassigay, Marc Thube, Richard Trentin, Justin Vigie, Walter Bassan, M<sup>me</sup> Louise Bertet, M. André Besson, M<sup>me</sup> Marie Carthéry, Marie-Louise Chanteloz, MM. Pierre Choquet, Paul Christen, Georges Coetz, Albert Cosseret, René Dardaine, Francis Dellamonta, Georges Daunoulin, Robert Eckert, René Ehrhardt, Bernard Even, M<sup>me</sup> Yvonne Fonck, M. Gaston Gentil, M<sup>me</sup> Geneviève Gérard, MM. André Gey, Henri Glissoux, Marcel Kobi, Philippe Kuentz, Paul Lambert, Georges Le Du, Raymond Lefebvre, Eugène Lemoine, Henri Louille, Félix Martinez, Albert Maurer, Henri Noël, Albert Petitboud, M<sup>me</sup> Reine Pichon, MM. Omer Prie, Marcel Rios, M<sup>me</sup> Olga Righetti, MM. René Riols, Pierre Scherrer, Maurice Viriel.

M. Bertrand Sagot.

— M<sup>me</sup> Jeanne Betin, MM. André Champougny, Emile Colombelli, Aristide Denis, M<sup>me</sup> Rolande Herault, M. Pierre Kessler, M<sup>me</sup> Elvire Lanthier, MM. Jacques Martin, Landry Maunier, François Ritz, Jean Tartarin.

هكذا من الاصل

**MARSEILLE - BANGUI - MARSEILLE**

Dès qu'on parle d'argent on en revient toujours au même point.

**2.960 F\***



5524 من الامم

## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE



Le Groupe CIPEL, leader sur le marché de la pile (MAZDA-WONDER), poursuit son développement et renforce ses équipes de production.

Pour l'une des ses usines, située à Vernon (en Normandie), spécialisée dans la fabrication des APPAREILS D'ÉCLAIRAGE, nous recherchons:

### un RESPONSABLE PRODUCTION Réf. 4700-M

Rattaché au Chef d'Établissement, il a la responsabilité de l'animation de l'ensemble de la fabrication (225 personnes). Cette fonction couvre un domaine technique exigeant et évolutif (activité de montage et assemblage), avec des aspects de management et de gestion importants.

Vous avez environ 30-36 ans, une formation supérieure d'INGÉNIEUR (INSA, IDN, A&M...) et une expérience d'au moins 5 ans dans un poste semblable (ou y préparant, par exemple: méthodes, industrialisation) dans une activité de produits grand public.

Vous avez un sens développé de l'organisation et de l'animation.

### un RESPONSABLE ASSURANCE QUALITÉ Réf. 4701-M

Il a pour mission la définition et la mise en place du Plan Qualité avec une petite équipe. Il installe un système de veille technologique, en liaison avec les autres responsables Assurance Qualité du Groupe.

Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure d'INGÉNIEUR (INSA, ENSEM...), et une première expérience d'ingénieur qualitatif, ou dans un service industrialisation du secteur électrique ou électronique.

Vous êtes organisé et méthodique, et vos qualités relationnelles vous permettent de convaincre efficacement.

Pour les deux postes, la pratique de la langue anglaise est indispensable.

Merci de nous transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions), en précisant la référence du poste choisi, à notre Conseil ACTIMAN, qui vous garantit une entière discrétion.

20, rue Pergolèse - 75116 Paris

Artiman

## Secrétaire général

La Chambre Syndicale Nationale de l'Industrie des Lubrifiants (CSNIL) groupe l'ensemble des industriels spécialisés dans la fabrication et la vente des lubrifiants. Actifs dans la recherche et la production, dynamiques dans leur action commerciale, ces PMI ou ces groupes, représentent un « poids économique » important, qui croît chaque année, sur le plan national et européen.

Le Secrétaire Général doit partir en retraite et souhaite passer le relais à un homme capable d'assurer une succession harmonieuse.

Ce poste convient à un diplômé supérieur, homme d'expérience, ayant la quarantaine au minimum. Il lui faut à la fois des qualités de diplomate et une grande autorité personnelle pour coordonner de manière efficace les actions entreprises par la Chambre et les différentes commissions. Il lui faut aussi « du verbe et de la plume » pour assurer la représentation auprès des pouvoirs publics et les différentes actions relationnelles et, bien sûr, une parfaite connaissance de la langue anglaise.

C'est également un gestionnaire responsable de son budget et un animateur dynamique d'une petite équipe, dont les entreprises attendent des idées et de la disponibilité dans les services apportés.

Les candidats intéressés par cette situation peuvent adresser, dans l'assurance de la plus grande discrétion, un dossier de candidature à notre Conseil A. PLESSY, s/réf. 6380/A, à CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

**CAPFOR**

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND  
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

ETUDES  
ACTUARIELLES

## Jeune scientifique DEA MATHS, Ecole d'Ingénieurs...

Notre société est une filiale d'un important groupe financier, la qualité de nos produits, l'esprit novateur de nos équipes constituent de solides bases pour un candidat entreprenant, désireux d'élargir son champ d'activité.

Titulaire d'une formation supérieure (DEA Maths, Ecoles d'Ingénieurs...), vous avez le goût de l'innovation et souhaitez valoriser vos connaissances en participant aux études financières et actuarielles (analyse de données, recherche d'une solution adaptée, ajustement des programmes informatiques, présentation des résultats, participation à la création de nouveaux produits et au suivi de la concurrence...).

Rejoignez notre service technique. Par son ouverture sur l'ensemble de la société, ce poste à responsabilités offre à un candidat ambitieux et disponible une évolution rapide et très diversifiée.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) sous réf. 2565 à

**SOURCES**

108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité



les mutuelles du mans

recherche pour échelons 1 à 30 de Paris

1<sup>er</sup>

GROUPE

FRANCAIS

D'ASSURANCES

MUTUELLES

CHARGE DE  
RECRUTEMENT

Notre D.P.R.S. recherche un jeune cadre qui assurera la conduite opérationnelle des recrutements et valorisera le Groupe auprès des diplômés des grandes écoles et répondra aux demandes de conseil en matière de gestion des affectations de cadres, de gestion de carrières, d'action de reconversion.

Nous confierons ce poste à un psychologue (Psycho-Prat ou Psycho. du Travail) ayant suivi une formation complémentaire en gestion (I.A.E., I.C.G., I.S.A., C.E.S.M.A.) ou à défaut en gestion du personnel. Une première expérience de 2 à 3 ans paraît indispensable, mais nous étudierons les candidatures de jeunes diplômés attestant, au travers de stages de longue durée et/ou de missions temporaires, d'une première réussite dans la prise en charge de recrutements de cadres et des problèmes posés par la gestion des carrières.

Envoyer CV, lettre et prétentions sous réf. LM/DC 19 à D. CUGNET

**GROUPE DES MUTUELLES DU MANS**  
19/21 rue Chénier - 72030 LE MANS Cedex.

## Organisateur

La direction de l'organisation d'une banque de taille humaine recherche un :

Votre principale mission sera :  
- d'auditer, de concevoir, de mettre en place et d'améliorer les procédures administratives,  
- de participer à la définition et la mise au point des principales applications informatiques.

Vous serez pour cela en relation directe avec les différentes directions concernées auprès desquelles vous jouerez également le rôle de conseil interne.

De formation supérieure, ingénieur, école de gestion, si possible complétée par une spécialisation en gestion ou organisation, vous justifiez d'une réelle expérience en milieu bancaire.

La fonction exigeant une certaine autonomie, nous attachons de l'importance à votre disposition naturelle pour les contacts humains ainsi qu'à vos qualités de rigueur, d'analyse et de synthèse.

De fréquents déplacements sont à prévoir à Paris.

Adressez CV + photo + rémunération actuelle à ADICOM, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. M460.

Société spécialisée  
en intelligence artificielle

recherche  
en vue constitution d'une base de connaissances  
linguistiques et terminologiques.

Collaborateurs(trices)  
**DE LANGUE MATERIELLE ITALIENNE**  
(ou PARFAITEMENT BILINGUES  
ITALIEN/FRANÇAIS)

Pouvant justifier d'une formation spécialisée en terminologie et/ou documentation et/ou linguistique (sémantique).

Contrats à durée déterminée (de quelques mois).

Lieux de travail : Rome, Paris.

Envoyer C.V. et prétentions à : ERLI  
71, quai des Curéens, 94220 CHARENTON.

Important cabinet parisien  
commissariat aux comptes  
et audit

- RÉVISEURS
- CHEF DE MISSION

confirmés (formation supérieure  
2 à 3 ans d'expérience en cabinet).  
Libre rapidement.

Adressez C.V., photo et prétentions à M<sup>re</sup> NOUVEL,  
36, rue du Docteur Roux, 75015 PARIS.

LAZARE  
LASKIER

CONSEIL

Conseil de Direction

- Recherche de Dirigeants  
et cadres de Direction
- Audit des Ressources  
Humaines

Lazare Laskier, Dominique Deborde et  
Jacques Roure ont le plaisir de vous  
communiquer leur nouvelle adresse :  
49, rue de la République  
69002 Lyon  
Tél. 78.92.80.10

TOULOUSE

## Ingénieurs d'affaires achats d'équipements/systèmes

Leur mission s'appuie sur des spécifications proposées par le Bureau d'Etudes et des objectifs financiers.

Ils consultent et sélectionnent les fournisseurs puis négocient avec eux les contrats, leurs avenants.

Ils assurent le suivi des modifications et gèrent les approvisionnements.

Ils ont la responsabilité d'une équipe d'acheteurs.

Quelques courts déplacements sont nécessaires en France et à l'étranger.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés, maîtrisant l'anglais et possédant si possible, une première expérience.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence 23/2 à



nicole  
maury  
conseil

dominique  
sperte  
conseil

1, place Wilson 31000 Toulouse



la garantie médicale  
et chirurgicale

40 ans au service de la protection sociale

- Un domaine nouveau et passionnant
- Un challenge : 1992
- Un développement de carrière exceptionnel

pour un

**HEC/E.S.S.E.C./SUP de co**

VEZ GAGNER AVEC NOUS. VOTRE EXPERIENCE NOUS INTERESSE

Nous sommes la première Association de remboursements de soins complémentaires à la Sécurité Sociale en France.

La qualité de nos services est le meilleur gage de fidélité de nos adhérents.

L'une de nos originalités consiste à proposer une ORGANISATION MEDICALE efficace et diversifiée sur la France entière.

Prendre la responsabilité de cette organisation et poursuivre son développement dans le cadre de la DIRECTION DES RELATIONS SOCIALES MEDICALES DE LA G.M.C. est le challenge que nous proposons à notre futur collaborateur HEC/E.S.S.E.C./SUP de co de formation, 30/35 ans, chargé d'animer une équipe opérationnelle. Créativité, imagination, sens de l'innovation et des contacts sont des priorités pour ce poste. Une première expérience dans la fonction marketing et une connaissance des milieux médicaux constituent des atouts supplémentaires.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo + prétentions) sous la réf. 7.515 à la Direction des Ressources Humaines de la G.M.C. - 10 rue Hauser 75009 PARIS.



SI VOUS ÊTES DE

CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL  
DE LA HAUTE-MARNE

## JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

(ESCAE, ECO, DROIT...) ambitieux, dynamiques, à la recherche d'un premier emploi à vocation commerciale, vos candidatures nous intéressent.

Nous pouvons en effet vous offrir de larges possibilités d'évolution dans l'entreprise ou au sein même du groupe Crédit agricole.

Adressez alors votre C.V. manuscrit et photo à : Monsieur le Chef du personnel  
CRCAM Haute-Marne, B.P. 150, 52200 LANGRES.



**Le Monde**  
**CADRES**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**CHIEF DU SERVICE PREVOYANCE DEVELOPPEMENT**

**RHONE-ALPES**

Cette Caisse de retraite et de prévoyance est particulièrement bien implantée sur son secteur auprès des grands noms de l'industrie.

Le cadre recherché dépend du Directeur Général. Il a pour mission de définir la stratégie commerciale et de développer les relations avec les entreprises et les assureurs d'assurance. Il supervise l'activité prévoyance dans ses prestations et son fonctionnement (15 personnes).

Ce poste s'adresse à un professionnel des assurances branche Groupe, de 30 à 40 ans, ayant acquis une double compétence administrative et commerciale au sein d'une compagnie ou d'un organisme similaire.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 6419 D, à REUSITES groupe AVISO - 2, quai du Commerce - 69009 LYON. Membre de Syntec

**ALIMENTAIRE**  
**Jeune directeur commercial**  
*une progression et un challenge*

Une PME performante, fabrication et vente de produits alimentaires, rattachée à un groupe de tout premier plan, recherche son Directeur Commercial.

**Votre challenge :**

- doubler le CA en trois ans,
- élaborer une stratégie nationale des ventes, créer et animer le réseau puis le mettre en œuvre,
- négocier personnellement avec les grands clients.

**Votre progression :**

- vous êtes un jeune ESC, vous avez 4 à 5 ans d'expérience comme Directeur Régional dans le domaine des produits grand public et en grande distribution (de préférence alimentaires), vous avez l'habitude de négocier avec les centrales, vous savez animer une équipe.

Nous vous proposons d'étendre vos responsabilités à l'échelon national, de participer aux grandes décisions de la société, au sein d'une entreprise qui se situe dans l'axe privilégié du développement du groupe.

Poste : ville région lyonnaise

Ordre de grandeur de rémunération : 300 000 F

Ecrire sous réf. 49 A 827 - 7M  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Société Agro-Alimentaire (800 personnes) disposant d'une bonne notoriété sur son marché, recherche pour son siège situé dans les Pays de Loire son

**Chef de projet confirmé**  
**organisation et informatique**

Rattaché au Directeur Général, il sera chargé dans le cadre du plan directeur de :

- faire évoluer et maintenir le système d'information : ensemble des procédures et outils informatiques y compris micro-ordinateurs,
- former, assister les services utilisateurs aux techniques d'organisation, d'élaboration, formalisation et optimisation des procédures,
- gérer et animer le service informatique (IBM 3X).

Le candidat de formation supérieure (MAGE, ESCAE, ingénieur...) âgé d'une trentaine d'années, devra posséder une expérience significative de Chef de Projet organisation et informatique acquise en entreprise. Au-delà de ses connaissances informatiques (si possible IBM 36/38) il fera preuve de bonnes capacités d'animation, d'organisation et de persuasion.

Ordre de grandeur de rémunération : 300 000 F/an

Ecrire sous réf. 49 B 731 - 7M  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



**SPS** N° 1 de la Sécurité Industrielle, + 1 MF de CA filiale du groupe BOCC - recherche

**JURISTE BATTANT**

Conseiller, assister et prendre en charge les dossiers contentieux de nos établissements vous permettront dans un premier temps de vous familiariser aux besoins de notre entreprise.

Puis, vous évoluerez vers une fonction polyvalente de juriste d'entreprise où vous participerez à la formation juridique de l'encadrement, à la mise au point des contrats et des accords collectifs, aux négociations d'acquisitions...

De formation juridique (Droit privé), vous justifiez d'une expérience de 3 ans minimum en entreprise ou comme conseil dans un cabinet juridique.

Ce poste nécessite une rigueur exceptionnelle liée à un solide sens du terrain, de l'écoute et du contact.

Rémunération motivante selon expérience.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à Mme Guichard, SPS - 16, Bd des Invalides 75007 Paris.

**Un jeune financier**  
**bras droit du Président**

Nous sommes une PME du secteur tertiaire, à effectif réduit, en plein essor, fortement bénéficiaire.

Nous créons le poste de Responsable Financier, comptable et administratif.

Nous recherchons un jeune HEC, ESSEC, ESCP (+ niveau expertise comptable) ayant au moins deux ans d'expérience en entreprise ou en cabinet, désireux et capable de jouer un rôle moteur dans le développement rapide de nos sociétés en apportant ses compétences et son dynamisme dans l'ensemble des domaines comptables, financiers et administratifs.

Il parlera anglais très couramment et sera rigoureux, créatif et d'excellent contact.

Poste : Paris.

Ecrire sous réf. 38 B 740-7 M  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



**TRANSPORTS PUBLICS URBAINS**  
**Un marketing original et motivant**  
**dans un grand groupe privé**

Nous sommes un groupe leader dans la création et la gestion de réseaux de transports urbains de voyageurs. Au service des collectivités locales et ayant le grand public comme clients, nous intervenons dans plus de 40 villes grandes et moyennes.

Nos services marketing ont comme fonction d'avoir une connaissance parfaite des marchés, d'adapter les services aux besoins et d'établir une communication efficace avec le public, dans le but d'offrir un service de qualité et de développer le chiffre d'affaires.

Pour être rattaché au Directeur Général d'un de nos départements, nous recherchons un Responsable Marketing qui aura un rôle d'animation, de coordination et de conseil auprès de la quinzaine d'entreprises qui gère ce département.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé grande école de commerce, ayant au moins 5 ans d'expérience en marketing (lui ayant permis en particulier de bien maîtriser les techniques de communication) et témoignant de qualités marquées de dynamisme, d'imagination et de contact.

Longues perspectives d'évolution dans le groupe.

Déplacements de courte durée. Résidence : grande ville de l'Ouest ou éventuellement Paris.

Ecrire sous réf. 38 B 753-7 M  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



**Société chimique internationale**  
**INGENIEUR DE PRODUCTION**



Cette société américaine présente dans le monde entier réalise en France un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de Frs. Elle possède à LAUTERBOURG, au Nord de l'Alsace, une usine employant 675 personnes et comprenant plusieurs unités de production. Elle recherche un ingénieur chimiste.

Rattaché à un chef de secteur, il aura la responsabilité technique, humaine et budgétaire d'une unité de fabrication de produits chimiques intermédiaires (polymétyacrylates).

Ce poste convient à un ingénieur ou docteur-ingénieur d'environ 30 ans (ENSC, EAHP...) disposant d'une première expérience en production même de courte durée, en industrie chimique. Il requiert un tempérament de manager sur le plan des initiatives, de la conduite des hommes et des facultés d'adaptation. La pratique courante de l'anglais est souhaitée.

L'entreprise est en expansion constante et offre des possibilités d'évolution à un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 30/1202 E, à :

**EGOR REGION EST**  
18, rue Auguste Lamy - 67000 STRASBOURG

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN



**Etablissement bancaire performant, à Grenoble**  
Diplômé d'études supérieures (Sup. de Co, Economie, ITB...) vous êtes depuis 4 à 5 ans dans le service gestion des engagements d'une banque et souhaitez élargir vos compétences ; devenez

**l'adjoint de notre directeur des engagements**

et prenez en main les dossiers de financement de nos clients entreprises, l'analyse des risques et des garanties, le suivi administratif et statistique. Vous êtes rigoureux et savez travailler en équipe.

Merci d'écrire à notre consultant,  
D. MARTINON (réf. 3857 LM)



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
6, RUE BILLERY - 38000 GRENOBLE  
PARIS - LYON - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC



**MERCEDES-BENZ FRANCE**

Dans le cadre de notre expansion et en prévision de l'ouverture européenne de 1993, nous renforçons notre Département ETUDES et PLAN, et recherchons un :

**CADRE**  
**STRATEGIE ET PLAN**

Il aura pour mission de participer, en liaison avec l'ensemble des services de l'entreprise, à l'animation et à l'enrichissement des méthodes de veille et de planification stratégique, en particulier dans les domaines de l'économie et du processus planning.

Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure à dominante ECONOMIE (ESSEC, IEP ou équivalent) et une expérience de 3 à 5 ans de la stratégie et de la planification, en entreprise ou en cabinet. Vous maîtrisez parfaitement la langue allemande et/ou anglaise.

Passionné par l'animation de structure, vous avez un sens aigu de l'écoute et de la communication ; un esprit rigoureux et pragmatique ; des capacités réelles d'analyse et de synthèse.

En fonction de votre réussite, notre Société vous offrira de réelles opportunités d'évolution.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 1700 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira la plus grande discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris



**LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LOIRET,**  
première banque de son département (850 p. dont 370 p. au siège à Orléans, 100 points de vente), poursuit sa politique de développement vers de nouveaux segments de marché tout en s'appuyant sur une clientèle bien fidélisée.

Son directeur marketing et communication renforce son service en accueillant à Orléans

**un jeune chargé d'études marketing, H/F**

Venez réaliser des études sur nos clientèles, lancer de nouveaux produits, etc., avec une bonne autonomie sur le choix des moyens et l'ambition de déboucher sur des propositions concrètes.

Diplômé d'une Ecole de Commerce, vous avez 2 à 3 ans d'expérience dans le service marketing d'une société de VPC ou chez un lessivier, par exemple, et maîtrisez les techniques modernes de marketing. Construire votre carrière avec nous est votre ambition.

Merci d'écrire à notre consultante,  
Mme M.C. TESSIER, (réf. 5142 LM).



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75009 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC



سكزا من الامل

## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**UNIVERS**, société d'ingénierie informatique reconnue, en forte expansion (Paris-8), spécialisée dans la mise en œuvre de projets spécifiques importants dans le domaine des LAG, SGBDR et de l'intelligence artificielle.

vous propose de devenir son

### DIRECTEUR COMMERCIAL et MARKETING

- Vous avez environ 30/40 ans.
- Une compétence commerciale éprouvée.
- Une expérience informatique réelle.
- Un tempérament de gagnant.

#### VOUS AUREZ A :

- Coordonner et animer une équipe de jeunes ingénieurs commerciaux ;
- Manager et développer son tissu relationnel grands comptes ;
- Dynamiser les relations d'UNIVERS avec ses partenaires (constructeurs, diffuseurs de LAG et SGBDR).

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP) H/F, anglais maîtrisé, vous souhaitez intégrer le comité de direction et participer activement au développement du groupe.

Notre Conseil EDUARD ZEITOUN recevra votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite, photo et prétentions :

EDUARD ZEITOUN  
8, rue Richelieu, 75002 Paris.

**UNIVERS**  
Informatique LE SERVICE A LA CONQUÊTE DU TROISIÈME MILLÉNAIRE

Région Picardie

PME - 180 personnes - CA : 85 millions  
leader dans sa spécialité, recherche son

### RESPONSABLE DE LA PRODUCTIVITE

Soucieux de rentabilité et d'efficacité, vous seconderez le Directeur technique en développant la méthode de production Kanban ou "juste à temps" démarrée depuis 2 ans. Vous collaborerez à l'élaboration d'un plan d'amélioration de la productivité par l'automatisation, à la formation du Personnel à l'autocontrôle, à la création d'un service Méthodes, au développement des nouveaux produits et à celui d'une politique d'amélioration de la qualité.

Ingénieur diplômé, vous avez 35/38 ans, le goût des responsabilités, le sens de l'organisation et de l'encadrement de personnel.

Dans un premier temps, vous proposerez et mettrerez en place le programme d'investissements qui s'avèrera nécessaire. Dans un second, votre savoir-faire performant vous permettra d'évoluer vers une fonction au sein du Comité de Direction.

Nous vous proposons une rémunération motivante et un logement de fonction.

Pour nous accompagner dans notre développement, faites-nous part de votre expérience en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 182 M à C.K. - 107, rue Lauriston 75116 Paris.



Chantal Kenvyn

## IRE

Institut de Recherche de l'Entreprise  
L'IRE est le Centre de Recherche en Gestion du Groupe Ecole Supérieure de Commerce de Lyon.  
Développant ses recherches dans des domaines fondamentaux tels que la commercialisation des produits et des services, l'Institut apporte aux entreprises de nouvelles méthodes et de nouveaux outils adaptés aux conditions de leur environnement.

Groupe ESC Lyon  
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS  
Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant le poste concerné, au :  
Groupe ESC LYON  
Christiane ROCHE - 23 avenue Guy de Collongue - BP 174 - 69132 ECULLY cedex.

### UN RESPONSABLE DE RECHERCHE EN MARKETING INDUSTRIEL

Il conçoit, réalise et coordonne des programmes de recherche appliqués en marketing des Produits Industriels et gère les relations avec les entreprises partenaires de l'IRE (grands groupes industriels). Il intervient aussi en conseil et formation afin de mettre en œuvre de nouveaux outils et méthodes.  
Il a une maîtrise en gestion d'expérience soit en tant que consultant ou soit d'un cabinet marketing, soit en tant que responsable marketing dans une entreprise de biens industriels.  
Il est de formation supérieure scientifique ou commerciale. Motivé par la recherche appliquée, il a éventuellement eu la pratique de la recherche en gestion. Niveau DEA ou doctorat souhaité. Acquisition d'une formation complémentaire possible.

### UN CHARGÉ D'ÉTUDES

Il participe, sous la direction d'un Responsable des Etudes, à la conception, la réalisation et le développement d'une étude importante exigeant de fortes connaissances en comptabilité, gestion et informatique ainsi qu'une aptitude à gérer des relations commerciales.  
Agé d'environ 25/30 ans, il a une formation universitaire Sciences de Gestion (Dauphine, Lyon, Aba) ou Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP, ESC LYON) — options Direction Financière ou Contrôle de Gestion, confortée par une expérience de deux années en entreprise ou dans un cabinet conseil.

### CHARGÉS DE RECHERCHE EN MARKETING INDUSTRIEL

Ayant le goût de la recherche en gestion, ils réalisent des programmes de recherche en relation avec les entreprises.  
Ils participent à leur mise en œuvre par des actions de formation et de conseil.  
Agés d'environ 25 ans, ils ont une formation supérieure scientifique ou commerciale complétée par une formation à la recherche (DEA). Ils pourront réaliser un doctorat en gestion au sein de l'IRE.  
Ils travailleront soit dans le domaine des produits industriels, soit dans le domaine des services aux entreprises.

### UN ANALYSTE DE DONNÉES

Il réalise les traitements de données nécessaires dans le cadre des activités d'études et de recherche et participe à la conception des projets (méthodologie et questionnaire).  
Agé d'environ 25 ans, il a une double formation (type DESS "Economie et Statistiques") en statistique et informatique d'une part, et en économie ou en gestion d'autre part, portant sur le recueil, la gestion et le traitement des données quantitatives et sur l'interprétation des résultats.  
Connaissances des méthodes d'analyse de données : ACP - APC - Typologie - Analyse discriminatoire - Régression - corrélation - Variance.

### LA MAISON DE LA CULTURE DE LA ROCHELLE ET DU CENTRE-OUEST

RECRUTE SON

## DIRECTEUR

ADRESSER CANDIDATURE ET PROJET

A MADAME LA PRÉSIDENTE  
MAISON DE LA CULTURE  
17025 LA ROCHELLE CEDEX.

#### CENTRE

Département d'enseignement supérieur commercial recherche un

### Collaborateur de direction

Jeune ESC, 30 ans, maîtrise de gestion + esprit marketing. Préférer expérience de formation continue. Vous êtes motivés par le travail, rigoureux, vous aimez l'enseignement. Nous vous offrons : une mission d'animation et de responsabilité polyvalente : coordination des études commerciales dans le domaine commercial, suivi stages, promotion de l'école auprès des entreprises, etc... De réelles opportunités d'évolution au sein de notre structure ou de nos entreprises de tutelle. Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf : CD/90/1128 à : PG Consultants - 21, rue de la République - 33000 Toulon.

### Directeur France robinetterie industrielle

bilingue allemand

Société allemande spécialisée dans la robinetterie industrielle de haute technologie, recherche le Directeur de sa filiale de vente en France (région parisienne). Il prendra en charge l'ensemble des activités commerciales, techniques et administratives.

Son profil : excellente formation technique, solide expérience de la vente de biens d'équipement, bonne connaissance des branches robinetterie industrielle, régulation/automatisation, ingénierie ou similaire. Personnalité d'envergure, sachant diriger, animer, négocier et gérer.

Il exercera sa mission dans un dialogue de confiance avec la maison-mère.

La langue allemande est nécessaire. La langue anglaise serait utile.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite + photo, sous la référence 2754, à

Conseillers de Direction  
franco-allemands  
Klaus W. Herterich  
44, rue La Boétie  
75008 PARIS  
Téléphone : 45.63.49.24

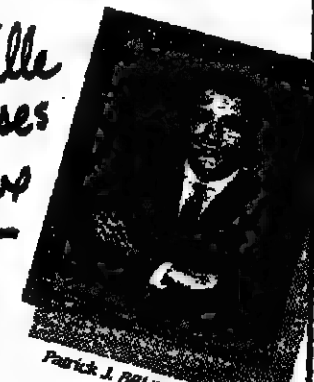
interconseil

### International Management

Conseil en recherche de Cadres et Dirigeants

vous accueille  
dès à présent dans ses  
nouveaux locaux

75, rue de Miromesnil  
75008 PARIS  
TEL. 42.94.07.34



Nouvelles Galeries

### Directeur approvisionnement et merchandising de la chaîne

Filiale à 100 % des NOUVELLES GALERIES nous avons créé et développé une chaîne de magasins de moyenne surface vendant à des prix compétitifs des vêtements hommes, femmes, enfants. Grâce à un système informatique perfectionné nous créons un poste dans un métier nouveau.

Rattaché au D.G. de VETLAND vous serez responsable de notre politique produits et gestion des stocks. Aidé d'une équipe, vous piloterez à partir du siège (basé à Paris) notre activité et serez responsable du C.A. de la marge et des stocks. HEC, ESSEC, Sup de Co., votre première expérience et votre maîtrise des outils modernes de gestion vous permettront de réussir dans cette fonction, puis dans notre groupe. Poste qui peut être très évolutif.

Merci d'écrire sous la référence 695/M à AL CONSEIL, 35, rue de Naples, 75008 PARIS.

VETLAND  
La mode d'aujourd'hui  
pour demain

### FUTUR DIRECTEUR DE SITE

région Ouest

Le Directeur d'un important Département Industriel appartenant à un groupe de notoriété internationale recherche pour renforcer son équipe de direction un jeune ingénieur susceptible de prendre rapidement la responsabilité d'un site. Sa formation (AM, ICA, Mines, etc.) et son expérience d'environ 5 années en production lui donnent envie de rejoindre notre société qui occupe une position de leader dans le domaine des biens de grande consommation. Au terme d'une période d'adaptation, il sera appelé à prendre la direction d'un site industriel avec toutes les caractéristiques de cette fonction (gestion des coûts et prix de revient, fabrication des produits, gestion des flux, respect des délais, management du personnel). Il aura des relations constantes et suivies avec les différentes directions du département (D.M., Achats, Etudes, Projets, Méthodes, Gestion, Qualité). Adresser lettre de candidature, CV, photo, sous réf. 3020/M à L'Est Rouennais/Ascom 31, Bd Rouen Nouvelle 75008 Paris Cedex 08, qui transmettra.

Futur directeur général

PA

Chargés

participez au développement d'un secteur important en pleine expansion

BANQUE WORMS

économiste

Responsable Fichiers et Etudes Economiques et Marketing Direct



**Le Monde**  
**CADRES**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Futur directeur général**

Cette entreprise de taille moyenne exerce son activité dans un créneau en pleine mutation et jouit d'une bonne notoriété auprès de sa clientèle. Désireuse d'en renforcer les structures, son président-directeur général souhaite créer le poste de directeur général et en recherche le futur titulaire. Il assiste directement le président-directeur général dans tous les aspects de sa fonction : commercial, gestion, finance et administration. Ce poste basé en métropole littorale s'adresse à un candidat âgé de 35 ans au moins de formation supérieure (type école supérieure de commerce) ayant prouvé pendant une durée significative ses capacités d'animateur et de gestionnaire dans une entreprise industrielle. La pratique courante de l'anglais serait particulièrement appréciée. La rémunération sera négociée en fonction de l'acquis du candidat. Ecrire à M. OLARI en précisant la référence A/4903M. (PA Minut 36.14 code PA).



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE  
19, Médiocène Flaminie - 91170 GROSCH - Tél. 26.72.52.25  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Directeur des ventes**  
300.000 F

Vente par correspondance - Filiale d'un groupe international, leader en Europe dans son domaine d'activité, et spécialisée dans la vente par correspondance de matériel de manutention, stockage, équipement industriel et de bureaux, cette entreprise (effectif : 30 personnes, chiffre d'affaires : 85 millions de francs), recherche un directeur des ventes. Basé en banlieue sud de Paris et rattaché au directeur général, il sera responsable de l'animation d'une équipe de 16 commerciaux sédentaires et du développement du chiffre d'affaires réalisé sur le territoire national auprès des entreprises, collectivités et administrations d'état. Ce poste s'adresse à un cadre confirmé âgé au minimum de 30 ans et diplômé de l'enseignement supérieur commercial (ou justifiant d'un niveau équivalent). Il doit impérativement avoir exercé des responsabilités commerciales dans une société distribuant des équipements légers aux industries et collectivités. La connaissance de la vente par correspondance constituerait un atout apprécié. Fonction des compétences et de l'expérience présentées, la rémunération annuelle de départ (fixe + intéressement) sera de l'ordre de 300.000 francs. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R9330M. (PA Minut 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE  
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Chef du personnel**

La filiale française (300 personnes) d'un équipementier automobile d'envergure internationale crée la fonction chef du personnel. Sous la responsabilité du directeur général, il devra préparer les réunions et dossiers concernant les relations avec les partenaires sociaux et l'administration, mettre en place une politique active de formation ainsi que les procédures de reporting social. Par ailleurs, il supervisera la gestion administrative du personnel effectuée par 2 personnes et anime les services généraux (gardiennage, cantine...). Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis une première expérience de gestion du personnel si possible sur un site de production. La pratique de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle, fonction des compétences, sera de l'ordre de 180.000 francs. Le poste est à pourvoir en grande banlieue est de Paris. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D2844M. (PA Minut 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE  
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Jeunes Sup. de Co, votre dynamisme au service d'une « anti-banque »**

Nous sommes un établissement financier français spécialisé dans le crédit court terme aux entreprises. Nous sommes le n°1 sur notre marché avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 13 milliards de francs. Pour faire face à notre développement, nous souhaitons intégrer des

**Chargés de clientèle**

qui auront pour mission, en pleine autonomie, dans le cadre de très larges délégations :  
- d'apprécier le risque des opérations avec les entreprises,  
- de les prendre en charge,  
- d'entretenir le fonds de clientèle existant par des visites suivies et fréquentes sur le terrain.  
Nous recherchons des diplômés de l'enseignement supérieur avec une première expérience professionnelle, ayant démontré dans des postes opérationnels, soit en banque, soit à l'intérieur d'une PME, de réelles qualités d'entrepreneurs, une bonne résistance au stress et un sens commercial développé.  
Outre une rémunération motivante, notre Société est capable d'offrir aux candidats à potentiel des opportunités de carrière intéressantes tant dans sa propre structure que dans ses filiales. Le lieu de travail est à Paris.  
Nous avons confié le premier contact à notre Conseil, Denis SESBOÛÉ, à qui vous voudrez bien adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, prétentions, photo), sous la réf. C/CL/UM, et qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

**Participez au développement d'un secteur immobilier en pleine expansion**



**BANQUE WORMS**

- Vous avez entre 27 et 30 ans.
  - Vous êtes diplômés de l'enseignement supérieur dans les filières Économie ou Gestion.
  - Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.
  - Vous avez acquis une première expérience de 3 à 5 ans des financements immobiliers.
  - Vous appréciez la mobilité géographique.
- Réjoignez notre équipe en qualité d'Adjoint au Directeur. Nous vous offrons l'opportunité d'une spécialisation internationale au sein d'une équipe dynamique et motivée.  
Adressez votre dossier : C.V. + prétentions + photo sous réf. 74001 à **PARIS** - 108 rue St Honoré 75001 PARIS.

**IFREMER**

Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer recrute

**Economiste**

3<sup>e</sup> cycle minimum en **Economie Mathématique, Économétrie, ENSAE** + 3<sup>e</sup> cycle Économie, ou **PH.D.** pour son département de Recherche en Économie des pêches et cultures marines.

Envoyer votre manuscrit + C.V. à **IFREMER** - Service du Personnel 66, avenue d'Iéna - 75116 PARIS.

**SOCIÉTÉ PHYTO EXPORT, recherche pour PARIS**

**INGÉNIEUR**  
**TECHNICO-COMMERCIAL**

Formation agro., expérience Afrique Noire souhaitée. Déplacements fréquents. Anglais indispensable. Le candidat retenu devra bien connaître les cultures tropicales et présenter d'incontestables aptitudes commerciales.

Merci d'adresser votre manuscrit, C.V., photo et rémunération souhaitée sous n° 8211M.  
**LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue de Montesson, Paris-7<sup>e</sup>.

**Responsable Fichiers et Etudes Economiques en Marketing Direct**

Nous sommes l'un des premiers groupes de distribution français (13 Milliards de C.A.). Nous investissons dans le marketing direct pour gérer un fichier de plus de 2 Millions de clients.

Rattaché au responsable de cette Direction, vous veillerez au bon fonctionnement de la base de données et à la validité des informations. Vous effectuerez les études de rentabilité des actions.

De formation supérieure (si possible 3<sup>e</sup> cycle statistiques) votre expérience de trois à cinq ans en tant que chargé d'études dans un service marketing vous permettra d'être tout de suite opérationnel à ce poste (basé à Paris) et d'évoluer dans notre groupe.

Merci d'écrire sous la référence 694/M à **A.I. CONSEIL**, 35, rue de Naples, 75008 PARIS.



**CONSULTANT EN RECRUTEMENT ET PLUS...**

Notre Cabinet est spécialisé dans le conseil en Ressources Humaines.

Bien introduit au sein d'entreprises importantes, notre action porte sur la motivation de nos clients, assurée par la qualité de nos prestations.

Homme de personnel et commercial, votre expérience doit être un atout pour vous permettre de développer des liens avec nos clients.

Votre expérience, votre sens, votre personnalité d'animateur sont nos atouts.

Pour un premier contact, veuillez écrire sous la réf. 546/M à **CLIPRECLUM**, 6 passage Lachaux 75018 PARIS, en précisant la référence 546/M.



**ROPRAC** Courbevoie

SPÉCIALISTE EN SYSTÈMES MÉCANIQUES D'ÉTANCHÉITÉ DYNAMIQUE

Nous réalisons notre objectif de croissance d'activité : plus de 15 % par an. Et nous réalisons le quart de cette activité à l'exportation (20 MF en 87), essentiellement en Europe, par des sociétés distributrices locales. Nous recherchons le

**RESPONSABLE DE NOTRE SERVICE EXPORT**

déjà nous restructurons l'organisation interne (8 personnes). Il aura à étudier et mettre en œuvre un plan marketing pour assurer un développement ambitieux de l'export dans le cadre d'une politique et d'un budget qu'il proposera à son Directeur Commercial.

Agé d'environ 35 ans, vous avez obligatoirement une formation d'ingénieur en mécanique ou hydraulique et vous justifiez d'une expérience réussie à l'exportation de produits industriels dans une PME.

Vous êtes bien sûr bilingue anglais/espagnol ou allemand.

Vous aimez travailler en équipe ? Et vous voulez rejoindre une équipe jeune et performante ?

Alors, écrivez votre manuscrit, C.V. photo et rémunération actuelle, sous réf. REM, à notre Conseil : **COREP** - Tour Défense 2000 - 92800 Puteaux. Discretion assurée.



**Important GROUPE BANCAIRE recherche pour sa succursale de TOULOUSE**

**RESPONSABLE DES CRÉDITS SPÉCIAUX (H/F)**

**Profil :** A 28/35 ans, vous avez l'expérience de la BANQUE et des crédits aux Entreprises, ou vous êtes issu de cabinets d'Expertise comptable, ou responsable financier en Entreprise.

**Formation :** Diplômé d'études supérieures banque ou finance, ou diplômes bancaires.

**Fonction :** Rattaché directement au directeur de la succursale, vous assurerez (SEUL), mais avec l'appui des différents Services de la BANQUE, le montage des dossiers de financement de Crédits Spéciaux.

**Qualités :** Technicien des montages financiers, habile négociateur, vous savez saisir les opportunités, mesurer le risque.

**Salaire :** Vos capacités relationnelles vous positionneront "sur la Place". 250 KF et +, suivant compétences.

Notre conseil auditera très confidentiellement votre dossier de candidature (lettre manuscrite de motivation + C.V. + photo), sous réf. DJSI 71/88

**BJS BORDEAUX - ORTÈX - TOULOUSE**  
Jacques COTTIN - BJS CONSULTANTS  
84, cours de Verdun - 33000 BORDEAUX







Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### Consultants en organisation informatique

X, CENTRALE, MINES, ENST, ENSIMAG, HEC, ESSEC

Expert en organisation informatique et en systèmes d'information, nous occupons une place de premier plan dans le conseil auprès des grandes administrations. Notre performance et notre activité croissante nous conduisent à renforcer notre équipe de consultants.

Vous êtes diplômé d'une grande école. Vous êtes débutant ou possédez une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un cabinet d'organisation ou de conseil informatique. Senior ou junior, formé à nos méthodes, vous serez responsable de tout ou partie de projets où vous aurez une large part d'autonomie et la possibilité d'accéder rapidement au management d'équipes.

Merci d'adresser votre candidature sous référence D/115.87/M à notre conseil Critère 12, rue Pergolèse 75116 Paris.



**VILLE DE NIORT (Deux-Sèvres)**  
recherche  
**le (la) responsable adjoint(e)**  
de son service Informatique et Bureautique  
(DÉPARTEMENT ORGANISATION RESSOURCES HUMAINES)  
**MISSIONS**

- mettre en œuvre un schéma directeur informatique et bureautique adapté à la spécificité de la gestion communale ;
- impulser le développement d'applications nouvelles au service des activités municipales.

#### PROFIL CANDIDAT

- formation BAC + 4 ;
- expérience exigée dans domaine de la gestion ;
- connaissance d'un grand système ;
- ouvert aux techniques nouvelles ;
- capacité à dynamiser ses collaborateurs ;
- sens de la communication.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé sont à adresser à :

M. le Maire  
Service du Personnel  
79022 NIORT CEDEX

### BIENS D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS FUTUR RESPONSABLE DES VENTES FRANCE ET EXPORT

LYON

**YORK INTERNATIONAL**

La Société YORK (200 personnes, 320 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale d'un groupe américain, recherche pour sa Division Loisirs, spécialisée dans la commercialisation d'installations automatiques de production de neige artificielle, son futur responsable des ventes. Il devra s'intégrer à l'équipe déjà en place et assurera, dans un premier temps, le développement commercial de son secteur géographique (R.F.A., Suisse, Autriche, Pays Scandinaves) avec pour tâches principales : la réalisation d'études de marché, la sélection et la mise en place, selon différentes modalités, d'un réseau d'agents qu'il devra par la suite animer. A terme, il prendra, au sein de la Division, la responsabilité des ventes sur le plan international. Ce poste, basé à Lyon, doit motiver un commercial de terrain, âgé d'au moins 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de commerce, école d'ingénieurs...), ayant déjà assumé un rôle d'encadrement et pouvant justifier d'une expérience de plusieurs années dans la vente et la négociation de biens d'équipements industriels en langue allemande dans les pays concernés. La pratique courante de l'allemand et de l'anglais est exigée. La réussite dans la fonction implique un tempérament de battant, une grande disponibilité liée à un bon sens de l'organisation et de la négociation. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 17/10171 à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE  
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES.

**egor**

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Association Loi 1901 gérant l'ensemble des activités socio-éducatives de la ville de Nantes, recherche son

### DIRECTEUR

Véritable entreprise l'ACCORD regroupe des centres de loisirs - centres aérés - centres socio-culturels et maisons de quartier, soit 35 équipements pour 170 permanents et un budget de 53 millions de francs. Ce poste de haut niveau comprend l'ensemble des aspects de la gestion, administration, information, animation, implique d'adhérer à une politique dynamique de dialogue, d'en être le moteur et le garant.

Cette fonction conviendrait à un homme de 40 ans environ, de formation supérieure ESC, IEP, droit... ayant une expérience de plusieurs années de la gestion d'une entreprise ou d'une association d'importance, ainsi qu'une aptitude réelle aux relations sociales.

Merci d'adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous référence 2333 M, à :

BR conseil  
9, boulevard Gabriel Guist'hau - 44000 NANTES.

Ecole second. privée

(SABL)  
(100 élèves) offre poste

comportant large délégation

### A DIRECTEUR

à prof. ou direct. dynamique

- Avoir été impérativement

5 ans au moins, prof. ou

directeur dans le SECON-

DAIRE.

- Pédagogue et organisé,

encadrant à même de déve-

lopper et de promouvoir

l'école à l'extérieur.

Env. C.V., lettre manuscrite,

photo et prétentions s/r

4 488 à M<sup>me</sup> Delalande, 70, rue

Cardinet, 75017 PARIS.

Organisme professionnel

recherche

### ATTACHÉ(E) DE PRESSE

exp. monde informatique

(indépendant) ou salarié(e)

Envoyer lettre + C.V. à GPM

48, r. de Trévise, Paris-8<sup>e</sup>.

L'Ecole nationale de musique

de Versailles recrute

### UN INGÉNIEUR DU SON

exp. 3 a. min. Fonctions : prise

de son, prod. vidéo, form. à la

prise de son, primo-maitre, du

mix, pour trav. en studio

24 postes (STUDER-SALER).

Adresser C.V. dét. à l'ENM,

48, cours de la République,

95100 Villiers-sur-Marne. Tél. : 78-

88-88-27 à l'ext. de Yvelines

Budapest. Date fin. 15-12-87.

Cherchez secrétaire/dactyle

mi-temps, après-midi.

Tél. : 43-45-55-70.

### Agent des marchés

interbancaires

recherche

pour la création de son service

d'ordonnance de change

TRADERS CONFIRMÉS

expérience bancaire ou broker

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Volonté de créer et dynamisme

sont les qualités recherchées.

Envoyer C.V. et prétentions

s/r n° 8 223.

LE MONDE PUBLICITE,

8, rue Montessuy, PARIS-7<sup>e</sup>.

Mairie de Clichy

recrute

pour prendre en charge

ses publications municipales

### JOURNALISTE

Envoyer lettre + C.V. à :

Monseigneur le Maire, BP 201

92112 CLICHY.

### Ecole supérieure

de gestion

RECHERCHE

### RESPONSABLE

département ESPAGNOL pos-

sédant expérience d'une re-

ponsabilité similaire, maîtrisant

parfaitement le français et

ayant une bonne connaissance

de l'entreprise. Origine ESPA-

GNOLE indispensable.

Envoyer en joignant C.V. et

références s/r n° 8 214.

LE MONDE PUBLICITE,

8, rue Montessuy, PARIS-7<sup>e</sup>.

8, rue Montessuy, PARIS-7<sup>e</sup>.

Editeur de presse  
spécialisée

recherche

pour son départ. ventes

### PERSONNE DYNAMIQUE

- Niveau BAC.

- Possédant permis VL.

- Chargée des relats, avec nos

différents distributeurs

(dont NAPI), elle partici-

pera à des salons à Paris et

en province.

- Goûte du contact et de

l'organisation indépendante.

Adr. C.V., photo et présent.

à E. BENOÎTE, S.P. 378,

75009 Paris Cedex 16.

Centre National

Arts du Cirque

recherche :

Secrétaire de direction, bil-

linguiste et Secrétaire aide-

comptable, connait. informat.

Entre CNAC, 1, rue du Cirque,

81000 Cahors-sur-Meris.

### UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

MAGNUM DENISON

### Contrôleur de gestion internationale

- VOS ATOUTS :**
- EUROPEEN DE NATURE et de VOLONTÉ.
  - une formation supérieure en gestion.
  - une expérience de plusieurs années au sein de la direction financière d'une société multinationale dans le secteur industriel et/ou une expérience dans un cabinet d'audit financier et comptable.
  - une parfaite maîtrise de l'anglais.
  - disponibilité pour de fréquents déplacements à l'étranger.
  - homme de dialogue et de contact.
  - le sens de l'organisation.

#### NOTRE PROPOSITION :

- vous conseiller sur le plan financier des filiales étrangères et être responsable d'une part de l'élaboration des budgets et des plans, d'autre part de la mise en place des systèmes et procédures de travail.
- directement rattaché au Président Européen, vous préparerez et participerez aux réunions internationales.
- la structure et le dynamisme d'un groupe en plein développement.
- l'intégration au sein de la petite équipe de notre siège européen situé à Nanterre (92).

Intéressé par ce poste de haut niveau, adressez lettre, CV, photo et rémunération actuelle à  
MERCEUR URVAL, 14bis, rue Duro, 75008 Paris, sous la référence 82.1118 LM,  
portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

### Contrôleur de gestion dans un groupe d'édition.

Présent dans tous les secteurs de l'édition et de la diffusion du livre, notre groupe ne cesse de se développer.

Le poste de Contrôleur de Gestion de l'ensemble du secteur de distribution est à pourvoir.

Vous avez l'expérience de ce type d'opération. Vous savez que le succès tient aussi à une stratégie, et aux qualités relationnelles. Diplômé d'une grande école de commerce, titulaire d'une maîtrise de gestion et plus, vous avez pendant 6 à 8 ans acquis tous les savoirs et les réflexes d'une fonction, dans la grande distribution, dans l'édition ou dans une entreprise performante. Vous êtes prêt à créer le poste. Basé à Paris, vous intervenerez sur toute la France. C'est aux consultants de SIRCA - 64 rue La Boétie 75008 PARIS - que vous pourrez exprimer en toute confidentialité votre intérêt sous référence 792212 M. Merci de préciser votre niveau actuel de rémunération.

**Sirca**  
Paris-Lyon-Marseille

Membre de Syntec

### Crédit Mutuel

Champagne-Ardenne

### Directeur administratif et financier de la fédération

La Fédération, au Crédit Mutuel, c'est le centre de décision régional dans une organisation privée de caisses autonomes. A Reims, la fédération est en plein développement, commercial, technologique, humain et notre tout nouveau Directeur veut faire équipe avec un véritable adjoint à qui il puisse déléguer la coordination des activités administratives et financières du groupe.

Une responsabilité de premier plan, un poste très riche auprès d'une équipe solide, bien formée, exigeante et ambitieuse.

Deux conditions indispensables pour une vraie réussite : d'abord la compétence c'est à dire une formation supérieure en gestion et compt. (ESC, Sc. Po, Sc. Eco., DECS...) le complément très souhaité de l'ITB et une dizaine d'années dans une grande banque ou établissement financier avec l'habitude du terrain et des hommes. Ensuite la capacité à animer des équipes, à fédérer des énergies. Nous avons tous entre 28 et 40 ans, pensez à votre avenir !

SEFOP, est notre Conseil qui vous dira nos projets. Merci de lui adresser votre dossier sous réf. DAF 1168 M.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE L'AIN

recherche un

### Diplômé de l'Enseignement Supérieur HF filère COMMERCE - GESTION ou DROIT niveau minimum Bac + 4

Nous lui confierons la direction d'une équipe d'une douzaine de personnes chargée d'une large mission d'information et de renseignements auprès des PME-PMI, artisans et commerçants du département de l'Ain. Animatrice et coordinatrice de cette équipe, il joue également un rôle essentiel d'interface entre les services spécialisés de la CCI et le terrain, tant pour faire connaître les services offerts que pour aider à leur choix et à leur utilisation aux demandes des utilisateurs. En contact permanent avec les administrations, les organismes professionnels, les industriels, artisans et commerçants, il assume une fonction de relation publique de première importance.

Nous accueillons un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, apportant au moins 3 à 4 ans d'expérience acquise de préférence dans une fonction similaire, possédant d'excellentes aptitudes à la communication ainsi que la rigueur, la qualité de réflexion et le sens de l'action indispensables pour réussir à ce poste pivot, au sein d'une structure en pleine évolution.

Le poste est basé à BOURG-EN-BRESSE.

Envoyez au CABINET GATIER, 32, rue Bonême 69006 LYON, sous réf. 095.

**Cabinet  
Gatier**



سكزا من العمل

## UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### Banque

La Direction des opérations bancaires d'un important établissement financier national fortement décentralisé étend l'état-major de la filiale Nord-Pas-de-Calais.

#### Ingénierie financière pour collectivités locales

Réf. 1990 LM

C'est un rôle essentiellement financier que vous jouerez auprès d'elles et c'est avec les yeux et les réflexes du banquier que ce poste doit être vécu. Un métier neuf, ouvert, où la réussite repose sur la créativité, la souplesse, l'adaptabilité aux besoins des utilisateurs. Faire du sur mesure pour les collectivités locales, c'est concevoir des prêts à taux révisibles, des prêts relais, des prêts en écoulement.

Au sein de la Direction des opérations bancaires, vous mettez en pratique des techniques qui vous sont familières, orchestrez les moyens, établissez des simulations et mesurez des risques.

La nature et le niveau des problèmes à traiter conviennent à un cadre financier de formation supérieure de très bon niveau, ayant une expérience probante dans le financement et le conseil aux collectivités locales.

#### Gestion des ressources : un organisateur inventif

Réf. 1991 LM

La création de nouveaux produits (monétique, fond commun de placement régionaux...) exige la mise en place de procédures et de circuits d'information qui prennent en compte des paramètres d'ordre marketing, logistique et... psychologique.

De formation supérieure, vous avez acquis au travers de votre expérience des compétences en matière juridique, informatique, financière et surtout organisationnelle.

Responsable de l'exploitation des produits d'épargne dont vous optimisez toute la logistique, vous managez une équipe compétente et mettez votre savoir-faire au service du réseau.

Monsieur Claude BACO traite confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire en précisant la référence du poste choisi, les entretiens pourront avoir lieu à PARIS.

DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT  
517, avenue de la République - BP 319 - 59701 MARCQ EN BAROEUL Cedex

argos

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

Nord

### ESPACE EXPANSION

Société de gestion de centres commerciaux en plein développement crée le poste de

#### RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE (H/F)

de son Etablissement d'ORLEANS

En liaison étroite avec le Directeur d'Etablissement, et avec l'aide d'une assistante et d'un secrétaire, il devra assurer les échéances comptables, fiscales et budgétaires de l'Etablissement, ainsi que la répartition, la facturation et l'encaissement des charges afférentes aux assemblées immobilières gérées (essentiellement des centres commerciaux). Il prendra en charge, en outre, la gestion du personnel de l'Etablissement et du personnel affilié. Il sera l'interlocuteur privilégié du contrôle de gestion et veillera, à ce titre, à l'application des procédures mises en place par le siège.

Ce poste, basé à ORLEANS, requiert une formation BTS, une expérience confirmée de cinq ans au moins de préférence dans un cabinet d'expertise comptable ou dans des fonctions similaires, la maîtrise de l'outil informatique ainsi que des qualités de contacts et de dynamisme et une très grande disponibilité.

Il est prévu une période de formation au siège administratif d'environ trois mois.

Salaire motivant. Avantages sociaux.

Adressez votre candidature, CV, photo, prêt-à-signer, à l'ESPACE EXPANSION, Direction du Personnel, 63, rue La Boétie, 75008 Paris.

### Responsable gestion des services administratifs du personnel H/F

Groupe européen de toute première importance (effectif : 40 000 personnes) recherche un jeune cadre familiarisé avec l'informatique et l'Administration du Personnel en vue de lui confier les missions suivantes :

- participer à la définition des besoins en informatique de la fonction « Personnel » en vue d'actualiser le système en place ;
- assurer la gestion des activités administratives du Groupe : paye/conception et diffusion des « normes » (procédures/circulaires) et la supervision des Services Généraux (prévoyance/sécurité...);
- assurer l'administration du Personnel du Site où il sera basé - banlieue Ouest - (effectif : 700 personnes).

Agé d'au moins 32 ans, le candidat aura une formation supérieure (Sciences Eco + I.A.E. + Informatique de gestion) complétée par une expérience organisationnelle acquise dans une entreprise multinationale ou - éventuellement - dans une Société de Services en Organisation.

Son ouverture vers la fonction « Personnel » sera déterminante pour son évolution de carrière au sein du Groupe.

Les dossiers de candidature (C.V., photo, salaire actuel), s/réf. 870136, seront examinées par notre Conseil

Sonia Lipogay

13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS

cegos

IPPSO

Cegos IPPSO, Institut pour le Perfectionnement Psycho-Sociologique des Organisations, département du Groupe International CEGOS, est plus que jamais en expansion. Comme chaque année, il prévoit d'engager un nouveau

### FORMATEUR-CONSULTANT

Dans les domaines suivants :

- nouvelles méthodes de management pour animer, diriger une équipe et gérer son personnel,
- développement de l'efficacité personnelle

Il animerait des stages de formation inter et intra-entreprises puis concevrait et lancerait de nouveaux produits. Les moyens mis à sa disposition, l'ambiance de travail et les responsabilités confiées offrent des conditions optimales de développement et d'efficacité à un formateur créatif et autonome. Ce poste à temps complet, basé à Paris, implique des déplacements. Votre profil : diplôme du 3ème cycle en psycho-sociologie des organisations ou pédagogie, expérience minimum de 3 ans comme formateur d'adultes dans le contexte entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé, sous réf. 23777/M à Dominique CHALVIN - CEGOS IPPSO Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE Cedex.

FRANCE  
SUISSE  
ITALIE  
PORTUGAL  
TURQUIE

### CONTROLLER REGIONAL

Notre Banque décentralise ses structures internationales et installe un bureau régional à Paris (couvrant cinq pays). Elle crée le poste de Contrôleur rattaché directement au Senior Vice-président. Vous serez responsable du reporting pour les unités de cette zone européenne et de l'établissement des budgets ; vous assurerez également la préparation des différents états pour le développement de nouveaux produits en liaison avec ces unités.

Vous possédez une excellente expérience dans ce domaine (comptabilité U.S.), et vous parlez couramment anglais et français.

Vous êtes disponible et prêt à effectuer des déplacements de courtes durées.

Ce poste doit vous permettre de donner une dimension plus internationale à votre carrière au sein d'une petite équipe dynamique.

Merci de contacter MANUFACTURERS HANOVER BANK/France - Jean MILLARD - 20, rue de la Ville-Évêque - 75008 PARIS.

MANUFACTURERS HANOVER

Institution financière située à PARIS, en pleine expansion, crée un nouveau poste

### RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABILITE

REMUNERATION MOTIVANTE A DEBATTRE

H/F

Dépendant du Directeur Administratif il (elle) aura la charge d'une équipe de 5 personnes, le (la) candidat (e) idéal (e) aura le niveau DECS et au moins 5 ans d'expérience comme responsable ou adjoint du responsable d'un service de comptabilité.

Connaissances de la Bourse et/ou SICAV-FCP seront un plus.

Merci d'envoyer votre C.V. détaillé, photo sous référence 6210-M à Manuégies 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

MARSEILLE

ORGANISME DE CREDIT

recherche dans le cadre de son expansion un

#### ATTACHE DE CLIENTELE

SPECIALISTE DU PRET AUX PROFESSIONNELS

Dans le cadre du développement des professionnels de locaux commerciaux, nous serons chargés de l'analyse des bilans, de la réalisation des comptes et du développement commercial.

Une expérience dans ce domaine après d'une banque ou d'un organisme de crédit est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo, sous référence MJP 87017) à ACA, 66 rue Edouard BELIN, 13006 MARSEILLE

### Crédit Mutuel

une banque à qui parler

Fédération de Loire Atlantique et du Centre Ouest  
18ème banque française.

L'élution de la structure fédérale nécessite le recrutement pour son Siège à Nantes d'un

#### DIRECTEUR FINANCIER (H/F)

Au service de l'Institution et dans le respect de ses valeurs, sous la responsabilité hiérarchique du Directeur Général Adjoint,

il propose :

à la tête de sa Direction (40 personnes) la politique financière et la met en œuvre.

Il assure :

- les opérations de trésorerie de groupe et leur gestion (marchés monétaire, hypothécaire, financier...)
- la responsabilité du service des Titres.

Il agit en qualité de Conseil près du réseau.

Une expérience bancaire complète de plus de 10 ans affirmée par une excellente pratique de l'analyse financière (éventuellement une bonne connaissance des valeurs mobilières).

Une formation supérieure (Grandes Ecoles - DESS banque, Finance...), une culture économique, juridique et fiscale lui permettant de présenter sa candidature sous la référence 650 avec C.V., parcours professionnel détaillé, photo et rémunération actuelle à :

CDRH cej

CDRH-CEP, "Le Sulliboulier",  
bd Marcel Paul, 44800 SAINT HERBLAIN,  
Tél. (01) 40.94.79.94,  
Réponses et discrétion assurées.

### Jeune HEC, ESSEC, SUP DE CO

option FINANCES-COMPTABILITE

possédant une première expérience (2 ans) d'ANALYSE FINANCIERE en entreprise ou cabinet d'Audit/EC et ayant l'ambition d'une carrière évolutive, devenez

#### CADRE

#### DE GESTION FINANCIERE

au sein d'une importante SOCIETE PETROLIERE FRANCAISE de Raffinage et Distribution.

Missions : rattaché à la Direction Financière, au sein du Département Participations/Etudes, vous aurez en charge l'évaluation, la négociation de participations, le contrôle budgétaire de filiales et l'analyse de projets de développement de la Compagnie.

Evolution : fonction de vos résultats, au sein de la Direction Financière, en Filiales ou à la Direction Distribution. Vous pourrez y exprimer pleinement savoir-faire professionnel et qualités humaines.

La maîtrise des outils micro-informatiques serait un précieux atout.

Poste à pourvoir à notre Siège parisien.

Si ces perspectives répondent à vos aspirations, merci d'écrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la réf. SP/LM1, à

micel jouhannaud conseils  
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS



UNIVERS DE  
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GROUPE  
HERVET

Société Parisienne de Banque  
Banque Privée - Paris 8<sup>e</sup>, recherche un

EXPLOITANT ENTREPRISE

CLASSE VI

pour lui confier la gestion et le développement d'un fonds de commerce PME.

Le candidat, âgé de 28 ans environ, est un bon généraliste de la banque. Diplômé d'Etudes Supérieures, il justifie de 2 à 3 années d'expérience et possède un goût marqué pour la prospection commerciale et la négociation.

Nous lui proposons de personnaliser ses interventions auprès de la clientèle afin de promouvoir des produits et services adaptés, en collaboration étroite avec les départements spécialisés du siège. Une personnalité entreprenante pourra s'épanouir dans une structure à taille humaine et trouver des possibilités d'évolution au sein du Groupe Hervet.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à Marie-Dominique LE LEVREUR, Banque HERVET, Division de la Formation et des Carrières, 127, av. Ch. de Gaulle, 92200 NEUILLY, sous réf. M 50 SPB.

Directeur administratif

H A U T N I V E A U

Notre groupe figure déjà depuis longtemps parmi les leaders européens les plus actifs du Terrassement. Mais il a su se diversifier en étendant progressivement ses activités aux principaux métiers du B.T.P.

Dans ce contexte stimulant, nous souhaitons intégrer un Directeur de haut niveau, capable de prendre en charge l'ensemble des responsabilités administration et gestion de notre Département Promotion Immobilière en fort développement.

Vous avez la trentaine affirmée, une

formation de type H.E.C., ESSEC... et une expérience significative des questions juridiques, fiscales, comptables et financières dans le secteur de la promotion immobilière.

Venez valoriser votre acquis et votre potentiel dans un groupe solide et plein d'ambitions.

Adresses: votre candidature à ENTREPRISE RAZEL FRERES (Le Christ de Saclay - B.P. 109 - 91403 ORSAY CEDEX.

RAZEL  
DE VRAIS  
ENTREPRENEURS

NOTRE DEPARTEMENT PROMOTION IMMOBILIERE EST EN PLEIN DEVELOPPEMENT. UNE RAISON DE PLUS POUR NOUS REJOINDRE.

Votre champ d'action : les produits financiers

Après des études supérieures, vous vous êtes naturellement dirigé vers la banque... Quelques années sur le terrain vous ont donné une bonne perception du milieu, et vous ont permis d'acquérir de solides connaissances théoriques et pratiques de l'exploitation de la clientèle de particuliers.

Aujourd'hui, CADRE (Cl. V-VI) dans une structure trop lourde, vous manquez d'espace pour que vos initiatives puissent trouver un champ d'expérience. Vous sentez tout ce qu'il faudrait faire... mais vous ne pouvez pas le réaliser !

Voulez-vous nous rejoindre ? Nous sommes une BANQUE PRIVEE petite mais performante, filiale d'un grand groupe français. Notre histoire et notre politique commerciale nous ont conduit à nous spécialiser dans la gestion et la vente de produits financiers destinés aux particuliers. Des méthodes de vente et une approche marketing originales nous font connaître une très forte expansion, qui exige que nous renforçons nos structures. Nous vous confierons l'encadrement et l'animation de nos chargés de clientèle et le développement de notre fonds de commerce, extrêmement étoilé, et exigeant un service d'une qualité totale.

Nous avons confié le premier contact à Denis SESSOUÉ qui vous remercie de lui envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence C/CCA/LM, et vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Directeur Administratif  
et Financier

créez la fonction

Véritable bras droit du Directeur Général, vous serez en priorité chargé de la réorganisation des systèmes comptables, de la conception et de la mise en place de systèmes informatiques et d'outils de gestion performants, du reporting vis à vis du groupe américain. Vous aurez également la responsabilité de l'ensemble des problèmes financiers, administratifs, juridiques et fiscaux de cette jeune société.

Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure (Grande Ecole ou maîtrise de Gestion) et titulaire du DECS, vous êtes bilingue anglais, vous maîtrisez parfaitement les comptabilités française et anglo-saxonne ainsi que l'information de gestion, vous avez l'expérience des problèmes de gestion administrative (assurances, personnel, ...), vous êtes dynamique, réalisateur et aimez les challenges.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V.), sous la référence 711.04-M à Monique HERBET, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris la Défense.

ARTHUR YOUNG CONSEIL  
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

CONTROLEUR DE GESTION  
EN MILIEU INDUSTRIEL

Nous sommes une entreprise industrielle moderne de plus de mille personnes réalisant un C.A. de 900 millions de francs. Diversification, modernisation de l'outil de production et informatisation nous amènent à rechercher un Contrôleur de Gestion. Au sein de la direction financière, vous prendrez la responsabilité du contrôle de gestion. Au départ, il s'agit de poursuivre la mise en œuvre du processus budgétaire et des systèmes de gestion, des outils analytiques et des tableaux de bord de synthèse. Ensuite, il conviendra d'animer des réunions, de sensibiliser les responsables d'activité pour qu'ils maîtrisent mieux ces outils. Vous veillerez à la maintenance des systèmes pour qu'ils servent ainsi la stratégie

de l'entreprise. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des professionnels du contrôle de gestion possédant une formation supérieure de gestion HEC, Sup de Co... et une expérience similaire d'au moins 5 ans. Vous devrez faire preuve d'organisation, de rigueur et de fermeté mais aussi d'adaptabilité et de talent dans l'animation de groupes avec des interlocuteurs variés.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + CV + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10 rue du Colisée, 75008 PARIS, sous la réf. 360/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

De l'organisation des  
systèmes comptables  
au contrôle de gestion...

AU SEIN DE LA PRINCIPALE FILIALE INDUSTRIELLE  
EN FORT DEVELOPPEMENT (C.A. 400 MF) D'UN IMPORTANT  
GROUPE DE NOTORIETE NATIONALE.

Secondant notre Directeur Administratif et Financier, Responsable des services financiers, vous serez chargé dans un premier temps du reporting mensuel et de l'optimisation des comptabilités générale et analytique afin de mettre en place les outils de gestion performants que nécessite notre développement et vous superviserez une équipe de 6 personnes. Cette mission réussie, des responsabilités élargies au contrôle de gestion vous seront très rapidement offertes.

De formation supérieure, titulaire du DECS et âgé d'environ 30 ans, vous avez acquis depuis 4 à 6 ans une solide compétence en organisation comptable dans un environnement industriel.

Vous êtes dynamique et désirez aujourd'hui élargir vos responsabilités aux domaines de la gestion dans un poste évolutif.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V.), sous la référence 711.05-M à Monique HERBET, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris la Défense.

ARTHUR YOUNG CONSEIL  
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

TOULOUSE

Cet important Groupe industriel recherche un(e)

Contrôleur de gestion

Dans le cadre du lancement d'un nouveau programme, en liaison avec la Direction Financière et les Centres Opérationnels, il sera chargé du contrôle budgétaire et de la gestion prévisionnelle (bilan trimestriel, tableaux de bord...).

Nous souhaitons rencontrer des candidats diplômés de l'Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent + D.E.C.S., ayant impérativement une expérience de 3 ans en contrôle de gestion industriel.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence 23/3 à



nicole dominique  
maury sperte  
conseil 1, place Wilson 31000 Toulouse

Importante Organisation Professionnelle Parisienne  
"Secteur Matériaux"

recherche pour TOULOUSE

ÉCONOMISTE  
débutant ou ayant une expérience

- Missions d'études et d'animations économiques sur moitié Sud de la France.
- Facilité à caractère technique nécessitant le goût des contacts et des déplacements.
- Formation: économie d'entreprise ou sectorielle (Maîtrise Sciences Eco minimum).

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à C.J.B./ECO, 5 rue Alfred Roll, 75848 Paris Cedex.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER  
recherche pour sa Direction des Crédits  
un(e) TOULOUSE et à l'Étranger des

CHARGES D'ETUDES  
CONSULTANTS HF

LEUR MISSION : commercialisation et exécution d'études de marché sectorielles (hôtellerie, loisirs, tourisme) allant de la faisabilité économique au montage financier.

LEUR PROFIL : une formation supérieure (Maîtrise de Sciences Economiques ou équivalent), une connaissance du milieu de l'hôtellerie et du Tourisme, des dispositions pour l'activité commerciale.

Une expérience analogue de 3 à 4 ans est requise.

Envoyer votre dossier de candidature, avec C.V. et prétentions, sous réf. 3946, qui seront transmis par :

Pierre Lichau  
PUBLICITE DE RECRUTEMENT  
18, rue de la Harpe - 75005 PARIS

Juriste d'Affaires (HF)  
basé(e) à Paris

Au sein d'une équipe de juristes, il est chargé de conseiller les directions et les filiales de l'entreprise pour la négociation, la rédaction et le suivi des accords d'investissement et des contrats commerciaux. Il intervient également dans le suivi juridique des filiales du groupe et des contentieux.

Cette fonction, intéressante par la diversité des affaires à traiter et l'autonomie d'action nécessite :

- une formation supérieure en droit, niveau Doctorat
- une expérience professionnelle d'environ 5 ans, dans une entreprise industrielle à vocation internationale ou dans un cabinet juridique
- une bonne pratique du droit des contrats internationaux et des montages de projets en France et à l'étranger ainsi que du droit des sociétés
- la maîtrise de l'anglais et si possible de l'espagnol
- des déplacements fréquents en province et des missions de courte durée à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M722 à notre Conseil



Charles Raynaud consultants  
17 Quai de Grenelle 75015 PARIS.

gestion - organisation - finance  
ESC

proche Nantes

dans un négoce de vins (100 MF avec ses filiales) déjà performant, dont vous avez 2 ans pour achever la réorganisation.

Une formation supérieure commerce et gestion, une expérience polyvalente de préférence en PME et province, fort potentiel et engagement personnel, capable de satisfaire une volonté de performances élevées, mobile et prêt à progresser dans un contexte jeune, diversifié et indépendant.

Adresser lettre, CV, rémunération, photo sous réf. M 255 à Mme Bernié, Résidence, 80 rue Talbot 75003 Paris.



هكذا من الاعمال

## UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

**THOM'S** : société d'ingénierie informatique, au service de toutes les industries bénéficie de l'expérience du groupe THOMSON.  
Sa force : 500 ingénieurs et techniciens de haut niveau et 3 centres de traitement et parmi les plus puissants d'Europe une gamme de 30 progiciels performants et compétitifs.  
Son métier : concepteur de progiciels, architecte de systèmes d'informations et expert en exploitation informatique.  
Ses principaux domaines : CAO, GPAO, Gestion Administrative et Comptable, Energie et Exploitation Informatique.

Dans le cadre de l'expansion de ses activités en Gestion Administrative et Comptable, recherche pour son Service SUPPORT-CLIENT :

### CONSULTANTS IMPLANTEURS

**Votre profil** : de formation Ecole Supérieure de Commerce ou D.E.C.S., vous possédez : une expérience minimum de 5 ans dans un poste alliant connaissances en gestion et en informatique et le goût des contacts, le sens de l'analyse, de la rigueur, des qualités d'initiatives et d'autonomie.  
**Votre mission** : vous intervenez auprès de nos clients pour analyser leur système d'information et à partir de nos solutions progiciels, vous définissez et leur proposez les scénarios de mutations adaptés à leurs besoins et vous élaborerez les propositions commerciales, les argumentaires de vente et participerez activement aux négociations commerciales.  
**Vous serez le maître d'œuvre des Projets** : en coordonnant les actions des différents services de Thom's, de la préétude au démarrage opérationnel du système d'information et en assurant la gestion de l'ensemble des tâches (Gestion Financière, Formation, élaboration supports techniques...).

Déplacements en Province et Région Parisienne. Poste basé à Courbevoie (50 m de la gare).  
Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo, salaire actuel) en indiquant la réf. C.J.M., à Anne-Marie DANIEL, Direction des Ressources Humaines, THOM'S THOMSON INFORMATIQUE SERVICES - 33, rue de Vouillé 75015 Paris.

**Thom's**

THOMSON INFORMATIQUE SERVICES

### DIRIGER LES FINANCES DU LEADER MONDIAL DE LA FORMATION AUX TECHNOLOGIES AVANCEES.

Notre forte croissance (36% en moyenne annuelle) liée à l'essor de notre marché et à notre dimension internationale nous conduit à recruter notre

#### Directeur financier

**VOTRE MISSION** : Diriger notre équipe comptable, administrative et financière, sous l'autorité de la direction générale et en liaison directe avec le Vice Président Financier basé à Los Angeles, assurer le reporting vers la maison-mère située aux Etats-Unis et participer à la mise en place d'un système informatique financier mondial.

**VOTRE PROFIL** : Diplômé Grande Ecole de Commerce, MBA, vous avez acquis une solide maîtrise de la comptabilité et la gestion financière en multinationale américaine et vous parlez parfaitement anglais. Notre professionnalisme nous a permis d'acquies une réputation sans équivalent dans notre domaine. Vous voulez contribuer et en bénéficier, en donnant une nouvelle dimension à votre carrière.

(Poste situé à Paris Nord).  
Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet à MERCURI URVAL 14bis, rue Darné, 75008 Paris, sous la réf. 51 1156 LM, portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

**Mercuri Urval**

## UN CONTROLEUR DE GESTION

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE ANALYTIQUE

- Il animer une équipe de 13 personnes relevant de la Direction Administration.
- Il assurera, outre les missions de base de la Comptabilité Analytique, le contrôle budgétaire et le reporting local.
- Il participera :
  - au chiffrage du plan,
  - à l'établissement du budget dont il concrétisera les éléments,
  - aux travaux de consolidation,
  - au reporting vers la Holding LVMH.
- Formation ESC ou MST Finances Comptabilité.
- 5 ans d'expérience dans un poste similaire ou en cabinet d'audit international.
- Les capacités relationnelles et l'esprit de synthèse ainsi qu'un anglais courant sont indispensables pour la réussite de ce poste.
- Lieu de travail : Epernay.

Nous vous remercions d'adresser lettre, C.V. et prétentions à : Direction de la Gestion Sociale - 30, avenue de Champagne - 51205 EPERNAY Cedex.



**SOREFI FRANCHÉ-COMTE**, établissement financier régional de première importance recherche pour BESANCON

### Directeur financier

Membre du Comité de Direction de la Sofefi Franché-Comté, vous serez chargé, à partir du suivi et des prévisions des équilibres financiers, de proposer et d'établir la politique en matière d'emplois, de ressources et de taxes.  
Vous superviserez la gestion du portefeuille en relation avec les intervenants des marchés. Vous superviserez la gestion comptable et fiscale de la société et participerez à la définition des procédures administratives.

Responsable d'une équipe de 10 personnes à fort potentiel, vous exercerez vos fonctions dans le cadre d'un management participatif et dans un environnement peu hiérarchisé.  
Diplômé de l'enseignement supérieur (D.E.S.S. Banques et Finances, Ecole de Gestion...), vous avez une expérience confirmée d'au moins 5 ans acquise au sein d'un organisme bancaire ou dans le service financier d'un grand groupe.

Merci d'adresser vos candidatures (lettre + CV + photo + prétentions) à notre Conseil, CDPA, à l'attention de Monsieur DELZIANI, 13 bd Thiers, 21100 DIJON sous réf. MO/569. Pour de plus amples renseignements, contactez Claudine FLATOT au 80.74.13.83.

**CDPA**

## BANQUE HERVET

### EXPLOITANTS ENTREPRISES

#### CLASSE V-VI

De formation Supérieure (Bac + 4), riche d'une expérience réussie d'au moins deux ans dans l'exploitation bancaire, vous souhaitez aujourd'hui évoluer dans une banque performante de taille humaine et orienter votre carrière en mettant à profit votre esprit d'initiative et votre sens des responsabilités.

Au sein d'équipes jeunes et autonomes, nous vous confierons la gestion, l'exploitation d'une clientèle variée : P.M.E., P.M.I. Vous prendrez en charge son développement par une prospection commerciale active.

Un métier passionnant où rapidement, suivant vos résultats, vous évoluerez vers de nouvelles fonctions et des perspectives de carrière vous seront offertes.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à Marie-Dominique LE LEVREUR, Banque HERVET, Division de la Formation et des Carrières, 127, avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY, sous réf. M48EE.

ORGANISME D'ETUDES d'une grande profession financière

recherche

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT D'ETUDES

GESTION ADMINISTRATIVE DES ENTREPRISES

- Expérience confirmée.

- Pratique de l'anglais nécessaire.

Env. C.V. avec photo en précisant sur votre enveloppe la réf. M. 27 451, B.L.U. 17, rue Label, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

ORGANISME PROFESSIONNEL recherche pour Paris

JURISTE

EN DROIT SOCIAL H/F.

pour études analytiques et conseils

Formation souhaitée : licence ou maîtrise de droit social ou équivalent.

Adresser C.V., détail, photo et prétentions s/réf. 32 919 à Contance, I.O. avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

AGENCE PRESSE ET COMMUNICATION en plein développement

CHERCHE

GESTIONNAIRE COMPTABLE

Débutant ou 1<sup>re</sup> expérience.

Revoir à Philippe COMEN, ANGIE-CELE, 13, r. de la Fontaine-sous-Roc, 75011 PARIS.

## Futur Contrôleur de Gestion

Schlumberger Industries

### Groupe Régulation et Capteurs

Le groupe Régulation et Capteurs, unité opérationnelle de Schlumberger Industries, est constitué d'unités industrielles en France, en Angleterre et aux USA.

Débutant ou possédant une première expérience, vous êtes diplômé d'une grande école de Gestion et titulaire d'un DECS.

Comme Assistant au sein de la Direction du Contrôle de Gestion, vous vous formerez aux techniques appliquées par le Groupe en participant à des études et des missions spécifi-

ques. Ce poste, appelé à déboucher sur des responsabilités de Contrôleur de Gestion en unité opérationnelles, nécessite de réelles qualités d'implication et de contact. La maîtrise de l'Anglais est naturellement indispensable.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence ACG, à la Direction du Personnel.

SCHLUMBERGER Industries Groupe Régulation et Capteurs 100, rue de Paris 91342 MASSY CEDEX.

## CONTROLEUR DE GESTION

Dans le cadre de son développement, HEDIARD recherche son Contrôleur de gestion.

Sous l'autorité du Directeur Financier, il aura en charge la préparation et le suivi des budgets, l'établissement des rapports mensuels au Groupe (reporting) et se verra confier de fréquentes missions d'organisation, d'études de rentabilité et d'audit des magasins, il proposera les actions correctives et participera à la mise en œuvre de la politique de gestion de la Société.

Le candidat recherché, de formation supérieure (ESC ou université) devra impérativement justifier du DECS, de 3 ans minimum d'expérience du contrôle de gestion dans une société d'audit et/ou dans un groupe Anglo-Saxon.

Il aura une bonne connaissance de la micro-informatique (Lotus). Anglais indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. avec lettre de motivations manuscrite, photo et prétentions à PARAPHE (Réf. 7042 MO) - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

**HEDIARD Alimentation de luxe**

## Florian Mantione Institut

Groupe en très fort développement (8 sociétés, 80 personnes - C.A. : 40 Millions), spécialisé dans les travaux et services d'imprimerie, recrute à Paris :

### DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER H/F

Intégré à l'Equipe de Direction, il organise et supervise la comptabilité, le contrôle de gestion et la gestion financière du groupe. Il participe à l'élaboration et au démarrage des sociétés susceptibles d'être rachetées.  
Le poste est proposé à un candidat de 30 ans, de formation supérieure (ESC ou équivalent), justifiant d'une expérience de 5 ans dans la gestion comptable et financière, organisé, entreprenant, sachant travailler en équipe, motivé par un projet d'entreprise ambitieux.

Salaire de départ : 220 000 F environ, très évolutif et lié à ses résultats.

Envoyer CV + photo sous réf. P 1187 E à : FLORIAN MANTIONE INSTITUT, Conseil en Recrutement - 89, rue de Rivoli 75001 PARIS, ou consulter le MINITEL 3615, code SOFTEL puis FMI.

## AGENCE DE PUBLICITE PARIS-17

recherche

### COMPTABLE

Age moyen 25/30 ans

Le poste s'adresserait à un(e) candidat(e) possédant 3 à 5 années d'expérience de la comptabilité générale acquise impérativement en P.M.E.

Adresser C.V. + photo à l'attention de Jocelyne GUYE-FIEF, CLM/BBDO, 92, av. des Ternes, 75017 PARIS.

## Expert Comptable d'Entreprise

236 13

Le cabinet de conseil en comptabilité et fiscalité de l'entreprise recherche pour ses clients des experts comptables expérimentés et motivés.

Le candidat idéal aura une formation supérieure (Bac + 4) et une expérience de 5 ans minimum en tant qu'expert comptable ou en tant que responsable comptable d'une entreprise.

Le poste est basé à Paris et implique des déplacements fréquents en province.

Le salaire est attractif et lié aux résultats.

Envoyer votre candidature (C.V., photo, prétentions) à : Cabinet de conseil en comptabilité et fiscalité de l'entreprise, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris.

Le cabinet de conseil en comptabilité et fiscalité de l'entreprise recherche pour ses clients des experts comptables expérimentés et motivés.

Le candidat idéal aura une formation supérieure (Bac + 4) et une expérience de 5 ans minimum en tant qu'expert comptable ou en tant que responsable comptable d'une entreprise.

Le poste est basé à Paris et implique des déplacements fréquents en province.

Le salaire est attractif et lié aux résultats.

Envoyer votre candidature (C.V., photo, prétentions) à : Cabinet de conseil en comptabilité et fiscalité de l'entreprise, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris.

## Cabinet de Conseil Juridiques et Fiscaux

Le cabinet de conseil en comptabilité et fiscalité de l'entreprise recherche pour ses clients des experts comptables expérimentés et motivés.

Le candidat idéal aura une formation supérieure (Bac + 4) et une expérience de 5 ans minimum en tant qu'expert comptable ou en tant que responsable comptable d'une entreprise.

Le poste est basé à Paris et implique des déplacements fréquents en province.

Le salaire est attractif et lié aux résultats.

Envoyer votre candidature (C.V., photo, prétentions) à : Cabinet de conseil en comptabilité et fiscalité de l'entreprise, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris.

Le cabinet de conseil en comptabilité et fiscalité de l'entreprise recherche pour ses clients des experts comptables expérimentés et motivés.

Le candidat idéal aura une formation supérieure (Bac + 4) et une expérience de 5 ans minimum en tant qu'expert comptable ou en tant que responsable comptable d'une entreprise.

Le poste est basé à Paris et implique des déplacements fréquents en province.

Le salaire est attractif et lié aux résultats.

Envoyer votre candidature (C.V., photo, prétentions) à : Cabinet de conseil en comptabilité et fiscalité de l'entreprise, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris.

## Société de biens immobiliers

Le cabinet de conseil en comptabilité et fiscalité de l'entreprise recherche pour ses clients des experts comptables expérimentés et motivés.

Le candidat idéal aura une formation supérieure (Bac + 4) et une expérience de 5 ans minimum en tant qu'expert comptable ou en tant que responsable comptable d'une entreprise.

Le poste est basé à Paris et implique des déplacements fréquents en province.

Le salaire est attractif et lié aux résultats.

Envoyer votre candidature (C.V., photo, prétentions) à : Cabinet de conseil en comptabilité et fiscalité de l'entreprise, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris.

## Contrôleur de gestion

Le cabinet de conseil en comptabilité et fiscalité de l'entreprise recherche pour ses clients des experts comptables expérimentés et motivés.

Le candidat idéal aura une formation supérieure (Bac + 4) et une expérience de 5 ans minimum en tant qu'expert comptable ou en tant que responsable comptable d'une entreprise.

Le poste est basé à Paris et implique des déplacements fréquents en province.

Le salaire est attractif et lié aux résultats.

Envoyer votre candidature (C.V., photo, prétentions) à : Cabinet de conseil en comptabilité et fiscalité de l'entreprise, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris.

## JEUNE JURISTE H/F

Le cabinet de conseil en comptabilité et fiscalité de l'entreprise recherche pour ses clients des experts comptables expérimentés et motivés.



REPRODUCTION INTERDITE

# UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Cabinet de Conseil spécialisé en organisation comptable, administrative et informatique recherche :

## Expert Comptable d'Entreprise

Paris-Lille 250 KF +

De formation supérieure (DECS + Certificat d'organisation) et/ou d'informatique (DUT, MIAGE...), le candidat sera obligatoirement acquis une expérience de 3 à 6 ans en Entreprise.

Devant intervenir dans de grands groupes dans les domaines de l'organisation comptable, administrative et informatique, il procédera à des analyses de besoins, à la rédaction de cahier des charges, à l'organisation de nouvelles procédures et à l'implantation de logiciels.

Le candidat, âgé de 25 à 32 ans disposera d'une grande indépendance dans l'exercice de ses missions.

Contact : Christophe Aubry au (1) 48.70.00.36 ou envoyer CV + tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V 75008 Paris, sous référence : 1099 CA.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier  
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney



JURIDIQUE ET FISCAL

MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

## Cabinet de Conseils Juridiques et Fiscaux

MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

Dans le cadre du développement de notre clientèle internationale, nationale et régionale, nous recherchons pour nos bureaux de :

### LYON : JURISTE - FISCALISTE

Spécialiste du droit des affaires, désireux d'impliquer dans des opérations pluridisciplinaires, et de développer notre activité juridique dans la région Rhône-Alpes. Il justifiera d'une expérience de 5 à 7 ans, ainsi que de bonnes connaissances fiscales.

### PARIS : FISCALISTE

Maîtrisant les aspects fiscaux français dans un contexte international, et désireux de mettre à profit l'expérience de 5 à 8 ans qu'il aura acquise dans un cabinet international, ou dans une grande entreprise, ou dans l'Administration fiscale.

Nous recherchons des conseils de haut niveau fortement motivés. Une excellente maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions en précisant la fonction visée à :  
André de CANDOLLE, HSD Juridique et Fiscal,  
Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris la Défense.



Société de biens intermédiaires

Champagne-Ardenne

Notre PMI (160 personnes - 160 MF), filiale d'un Groupe international à structure très décentralisée, spécialisée dans la fabrication de biens intermédiaires auprès d'une clientèle très diversifiée recherche son futur

## Contrôleur de gestion

Vous dirigez et coordonnez nos Services Comptable et Informatique, veillez à en rationaliser leurs modes opératoires (comptabilité générale, trésorerie, paie, comptabilité industrielle) et participez à développer notre système de contrôle de gestion informatisé. De formation Supérieure Comptable ou Comptable, 30 ans environ, vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans minimum dans une fonction similaire en milieu industriel vous ayant permis de maîtriser parfaitement la comptabilité générale et son environnement informatique en tant qu'outil privilégié d'aide à la décision.

Votre réussite dans cette fonction vous permettra de prétendre à d'autres responsabilités dans notre Groupe qui choisit ses Dirigeants parmi ceux qui ont démontré leurs compétences.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 9875 CRM à notre Conseil  
17 rue Courmes - 51054 Reims cedex.  
88 avenue de Wagram - 75017 Paris

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

REIMS - PARIS - LYON

## Groupe de sociétés d'assurances et de crédit Quartier Opéra

recherche pour son Département JURIDIQUE

## JEUNE JURISTE H/F

Vous aurez pour mission l'application du Droit des Sociétés, la participation à l'assistance juridique à la clientèle, et des études diverses.

De formation supérieure (Maîtrise en Droit Privé), organisé, vous possédez de réelles qualités rédactionnelles.

Merci d'adresser votre candidature sous forme d'une lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 33062 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## Homme-clef d'une démarche de progrès

Responsable Organisation Formation Information.

Rattaché au Directeur des relations humaines et sociales de la Société, en charge des domaines Organisation, Formation, Information, votre rôle est d'être le moteur et le chef d'orchestre des changements qui s'effectuent dans l'entreprise.

Dans le cadre des projets économiques et sociaux, on attend de vous des qualités :  
- de finesse d'observation et de réflexion prospective pour faire des diagnostics pertinents,  
- de dynamisme et de rayonnement pour appuyer vos propositions.

- d'implication personnelle pour mettre en œuvre des actions et être un véritable animateur de la politique humaine auprès des différents services.  
Ingénieur ou gestionnaire, ayant une première expérience réussie dans laquelle vous avez pu mettre en évidence votre tempérament d'organisateur et votre goût pour les méthodes participatives, ce poste vous préparera très directement à prendre des responsabilités opérationnelles impliquant le management d'équipes.  
Le poste est basé à Villefranche-sur-Saône.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. CT 83 M en précisant vos prétentions à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

## LES NOUVEAUX ESPACES

La SOCIÉTÉ EUROPEENNE DE PROPULSION recherche pour son Siège Social (SURESNES) :

## CONTROLEUR DE GESTION (H/F)

Au sein du service GESTION, il participera au suivi des affaires et des investissements engagés par l'entreprise en intervenant à tous les stades de leurs réalisations.

Ce poste, qui s'insère dans une équipe jeune et motivée, s'adresse à un jeune EBC justifiant au minimum de deux ans d'expérience acquise si possible dans une entreprise industrielle.

La taille de l'entreprise et du Groupe permet une évolution de carrière motivante.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. NS8/33061 à SNECMA - Département Encadrement - 2, bid Victor, 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

## Cadre Comptable DEBUTANT

Titulaire du DECS, un important groupe de travaux publics routiers vous propose de rejoindre sa Direction Comptable.

Attaché au Service Consolidation, vous serez chargé de l'établissement des états de synthèse du Groupe (70 sociétés). Vous devrez à terme pouvoir évoluer vers des fonctions d'audit interne ou de gestion de filiales.

Une formation commerciale complémentaire (Sup. de Co. Maîtrise) serait appréciée.

Poste situé en proche banlieue Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à AXIAL (référence 6130) 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

Banque privée de renom (1 500 salariés, 6 implantations régionales), nous cherchons, pour notre succursale lyonnaise

## un gestionnaire de portefeuille

Au sein d'une petite équipe (3 p.), venez gérer les portefeuilles de notre clientèle haut de gamme.

Diplômé d'études supérieures, avec une première expérience similaire réussie (4 ans.), vous souhaitez vous investir dans votre métier.

Notre consultante, Mme C. de LAPORTE vous remercie de lui écrire (réf. 1281 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.  
RUE SERVIENT 69003 LYON  
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec

Institution Financière pour les leaders sur un marché porteur et en pleine expansion ayant des bureaux à Paris et dans les grandes villes de France crée un nouveau poste et recherche un

## JEUNE CONTROLEUR DE GESTION H/F

ESC, Ingénieur, IUT ou équivalent, niveau DECS, ayant quelques années d'expérience professionnelle, il (elle) sera capable de créer, d'organiser et de mettre en place un système de contrôle de gestion dans notre entreprise.

Les connaissances de l'informatique en tant qu'utilisateur sont indispensables.

Ce poste conviendrait à une personne connaissant déjà les techniques du contrôle de gestion en entreprise ou en cabinet.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 5915-M à Mammès  
3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra



LIBRAIRIE PAPETERIE

4 Magasins à Lyon et dans la région Lyonnaise permettent à notre Société d'être parmi les premières sur le marché du livre et de la papeterie auprès du Public et des Collectivités. Un cinquième Magasin ouvre en 1988.

Notre développement nous conduit à recruter un

## DIRECTEUR COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Animant directement au Siège une équipe de 8 personnes, le candidat retenu maîtrisera parfaitement la comptabilité générale budgétaire et sociale d'établissements multiples. En étroite collaboration avec le Président, il assurera également des missions fonctionnelles auprès des Directeurs de magasins et particulièrement dans le cadre du contrôle de gestion.

Titulaire d'un DECS, vous possédez une expérience réussie d'au moins 5 ans dans la distribution ainsi qu'une pratique confirmée de la micro-informatique.

Organisateur, apte aux relations humaines, cultivé, votre goût pour les responsabilités vous pousse à vous impliquer au sein d'une entreprise performante où vous souhaitez évoluer.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à DECITRE - Service du Personnel - Offre No 912 - 6, place Bellecour - 69002 LYON Ne pas se présenter.

## BANQUE PRIVEE 8°

## CADRE D'EXPLOITATION

Rattaché au Directeur de l'Exploitation, vous prenez en charge une partie de notre fonds de commerce PME - PMI et en assurez le développement. Nous souhaitons recruter un cadre d'environ 30 ans diplômé de l'enseignement supérieur ou autodidacte ayant une expérience de 2 à 5 ans d'exploitation en clientèle PME-PMI. Dynamisme, sens du risque, esprit d'équipe et goût marqué de la prospection commerciale sont les qualités que nous privilégions. Salaire de l'ordre de 180-200.000 F. Libre rapidement si possible.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 12111 (lettre manuscrite, CV, photo) à

François MICHAU Conseil 53, Bd d'Angleterre  
BANQUE FINANCE 78110 LE VESINET.







# Le Monde ECONOMIE

CRISE DE L'AMÉNAGEMENT RURAL

## La France des derniers feux

**L**ES campagnes françaises, c'est-à-dire cette prolifération de communes rurales de moins de deux mille habitants qui couvrent 85 % du territoire, sont atteintes d'un mal profond. D'année en année, leur population vieillit et diminue. Dans les Causses, la Haute-Provence ou le Morvan, les agriculteurs ne sont plus majoritaires — de très loin — par rapport aux commerçants, artisans, employés, retraités. Les ruraux sont globalement moins nombreux que les habitants d'Ile-de-France.

A cette sorte d'anorexie et de rupture d'un équilibre ancestral, s'ajoute comme une rancoeur : les grandes villes deviennent, aux yeux des experts, des pôles d'excellence du développement, tandis que, sur les zones rurales, le désert et la friche menacent d'étendre leur manteau de pauvreté.

« Métropoles superstars » et bourgs laissés pour compte. Universités, noués autoroutiers, TGV, musées et emplois pour les uns ; mises à l'écart, déclin, fermetures des services publics, appels à la solidarité nationale pour les autres : la France « à deux vitesses », le « scénario de l'inacceptable » que tous les gouvernements rejettent, la main sur le cœur, comme une monstruosité politique et une absurdité économique, est malheureusement en train de prendre corps.

« Regardez une carte de France, plaisante à peine M. Robert Savy, président du Limousin, le prototype de la région rurale. A l'ouest, l'autoroute Paris-Bordeaux ; à l'est, demain, l'autoroute Paris-Clermont-Ferrand-Montpellier. Quand je suis à Limoges, j'ai parfois l'impression de présider une région interlopie ».

D'après les études très fines, canton par canton, menées par la DATAR (Délegation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) et le ministère de l'agriculture pour identifier les zones

rurales les plus fragiles, à partir d'un mélange de critères tels que le vieillissement démographique, l'emploi, les revenus, l'équipement aménageable, la proximité d'un collège ou d'un hôpital, une large « diagonale de l'inquiétude » apparaît depuis les Ardennes jusqu'aux Pyrénées centrales, en passant par la Haute-Marne, le Morvan, le Massif Central, les Cévennes. Mais d'autres poches allument aussi des signaux d'alarme en Bretagne intérieure, dans le pays d'Auge, dans le Poitou, sur les rebords des Alpes du Sud, en Corse.

**L'ensemble des petites communes compte moins d'habitants que l'Ile-de-France.**

Les responsables de l'aménagement du territoire aiment bien les axes. Il y a vingt ans, on simplifiait en remarquant que l'industrie se concentrait à l'est d'une ligne Caca-Marseille. Aujourd'hui, l'axe Ardennes-Arège coupe la précédente ligne quelque part à la frontière entre le Limousin et l'Auvergne, là où, dans les hameaux, les derniers feux s'éteignent avec la vie.

Depuis qu'a été annulée, en juin dernier, la grande conférence de l'aménagement rural prévue à Besançon, une multitude de collo-

ques, congrès, rencontres, journées d'études — la dernière, en date du 3 décembre à Versailles, organisée par la FNSEA et dix autres groupements sur le thème de la ruralité — se sont déroulées à la fois pour « récupérer » les travaux préparés dans l'optique de la grand-messe de Besançon et aussi pour mettre en lumière l'ampleur tragique du phénomène, à cause à la fois de son étendue et de son accélération.

Il n'est guère de régions, y compris le Nord-Pas-de-Calais ou l'Ile-de-France, réputées urbanisées, qui n'échappent au fléau. Oui, au fléau, car quand il n'y a plus d'hommes, de femmes et d'enfants, l'école ferme, puis vient le tour de la poste, de la station-service, du bureau de tabac... tandis que genêts, ronces, bruyères envahissent les champs.

L'Etat — et cela depuis trente ans — qui ne craint pas de tenir un double langage, fait déclarer à ses ministres qu'il faut impérativement, au nom de la solidarité nationale, maintenir une trame de services publics dans les petites communes. Mais, dans le même temps, il laisse un fonctionnaire parisien autoriser le regroupement de deux perceptions, c'est-à-dire la fermeture de l'une d'elles : à Douzy et à Châteaufort-Val-Bargis, dans la Nièvre (*Journal officiel* du 26 novembre), ou à l'avenue et à Barjols, dans le Var (*Journal officiel* du 27 novembre). Rentabilité oblige...

Dans une région comme la Basse-Normandie, où pour 45 % la population vit dans des zones rurales, où les jeunes chefs d'exploitation sont encore nombreux et où le lait représente 43 % de la production agricole, l'insécurité des quotas est évidemment une catastrophe. Compte tenu de l'amélioration des rendements, ce sont 300 000 hectares qui risquent de devenir disponibles pour d'autres utilisations. On ne peut tout de même pas envisager de

planter en (futurs) forêts tous les hectares libérés ou d'aménager des golfes ou des plans d'eau avec bungalows et parcours de pêche dans tous les chefs-lieux de canton !

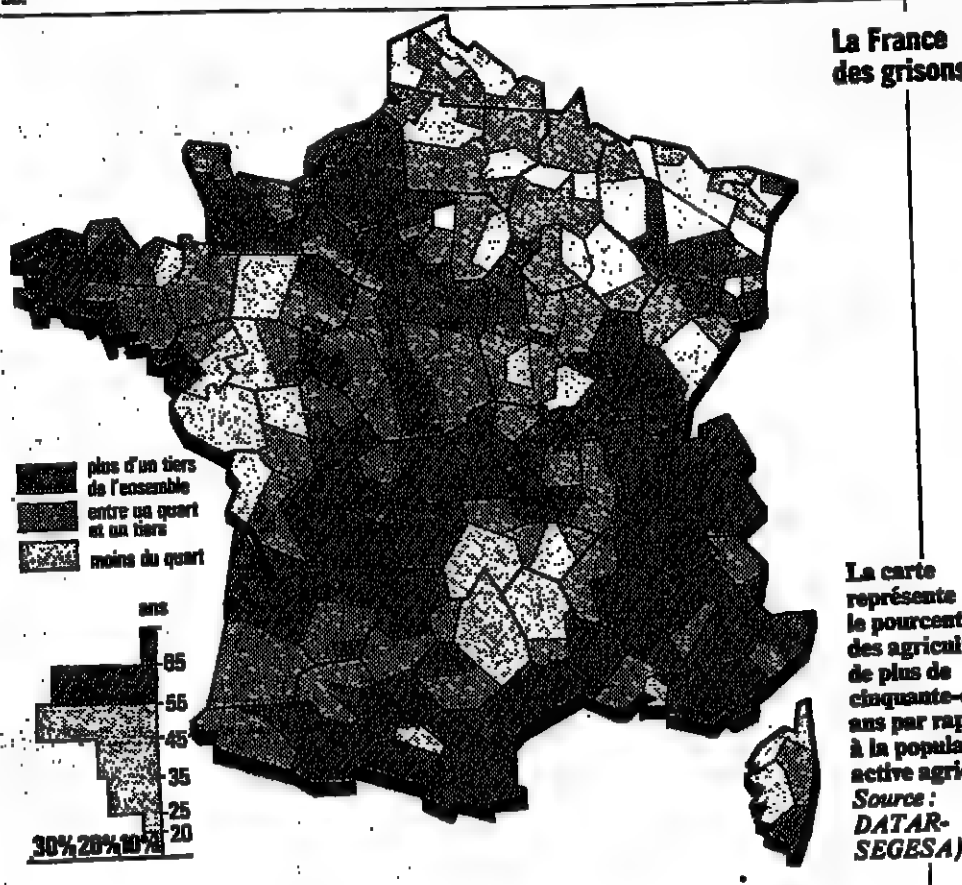
Dans les Pays de la Loire, une région assez équilibrée entre l'industrie, l'artisanat et l'agriculture, le nombre des exploitations agricoles est tombé de 185 000 en 1955 à 92 300 en 1985. Autre donnée qui fait réfléchir : 33 000 chefs d'exploitation ont entre cinquante et soixante ans. Bref, d'après une étude récente établie par l'ingénieur général du génie rural, M. Paul Moati, on peut estimer à 6 millions d'hectares pour toute la France la superficie agricole utile qui risque d'être abandonnée par les paysans, soit 1 hectare sur 5.

**Comme en temps de guerre**

Et il faut bien poser oralement la question. Le maintien en état — pour ne pas parler de la remise en valeur — des campagnes, des forêts, des prairies, des villages et de leurs vertus (les citadins sont de plus en plus nombreux en quête d'air pur ou de racines) est une tâche qui dépasse manifestement la force des seuls agriculteurs. Comme l'écrivait joliment Fernand Braudel, « la population a lâché pied laissant tout en place comme on évacue en temps de guerre une position que l'on ne peut plus tenir ». « A mes yeux, poursuit-il, le chambardement de la France paysanne est le spectacle qui l'emporte sur tous les autres dans la France d'hier et plus encore d'aujourd'hui... (1) ».

FRANÇOIS GROBICHARD.  
(Lire la suite page 39.)

(1) *L'Identité de la France*, tome III (p. 427, éditions Arthaud-Flammarion).



La France des grisons

La carte représente le pourcentage de plus de cinquante-cinq ans par rapport à la population active agricole. Source : DATAR-SEGESA

### LA CONJONCTURE

## Dans six mois, la facture

par JACQUES SAUVANT

**L'activité continue sur sa lancée, mais le krach va remettre en cause une croissance en partie artificielle.**

**U**NE ambiance irréaliste que celle de cette fin d'année ! Le monde retient son souffle dans l'attente des effets du choc boursier, le dollar n'en finit pas de glisser de palier en palier, les autorités américaines continuent de souffler le chaud et le froid sur les marchés, et pourtant les nouvelles en provenance de l'économie restent plutôt bonnes dans les principaux pays. Les prévisions rassurantes des organismes officiels — leur premier souci est d'éviter les mouvements de panique ou de défiance — contrastent avec les scénarios catastrophes qui fleurissent dans la presse économique.

Tout cela rappelle le désarroi des lendemains de chocs pétroliers, qui ont laissé de bien mauvais souvenirs à nombre de prévisionnistes. Bien que la crise actuelle soit d'une tout autre nature, elle a ceci de commun avec les chocs de 1974 et de 1979 qu'elle se traduit par la variation brutale d'un paramètre — hier le prix du pétrole, aujourd'hui le cours des actions, — dont l'impact sur l'économie passe par des enchaînements complexes, s'étendant sur plusieurs mois, et dans lesquels les comportements des entreprises et des particuliers jouent un rôle déterminant.

Ce sont des évolutions que les économistes maîtrisent mal, et on peut craindre que les erreurs de diagnostic commises il y a quelques années ne se répètent. L'expérience enseigne que le risque est de ne pas prendre assez tôt la mesure du phénomène et

de mal apprécier le calendrier de ses conséquences.

Pour le moment, les conjoncturistes ont beau scruter l'horizon, disséquer la moindre information : il leur est bien difficile de distinguer un quelconque signe de retournement dans les indices économiques les plus récents. Tout juste aux Etats-Unis une petite inflexion de la croissance, qui était très vive depuis le début de l'année, et en France une légère baisse du moral des industriels. Mais dans l'ensemble, les enquêtes de conjoncture et autres indications rapides recueillies au cours du mois de novembre décrivent une consommation toujours élevée et la poursuite de l'activité sur sa lancée au-delà du krach boursier.

**Une apparente inertie**

C'est comme si rien ne s'était passé, ou plutôt comme si l'économie « réelle » était vraiment déconnectée de la finance. Mais cette apparente inertie n'a rien d'étonnant. A l'exception de spéculateurs ruinés, ou d'intermédiaires financiers en déconfiture, rares sont ceux que l'urgence a déjà contraints à des révisions déchirantes de leur train de vie ou de leurs investissements. Pour le reste, il y a des pertes d'actifs qui ne sont encore que des écritures dans les comptes des entreprises et des particuliers ; les premières fondent surtout leurs décisions de court terme sur le

niveau de leurs carnets de commandes, qui ont une tendance à se regarnir au cours des derniers mois ; quant aux ménages, il ne faut pas oublier qu'une très grande majorité d'entre eux, ne détenant aucune action, ne sont pas touchés directement par l'effondrement boursier.

Pour l'essentiel, la note sera réglée plus tard — sans doute dans six mois — et elle risque d'être lourde en termes de croissance et d'emploi. Il est difficile d'imaginer, en effet, que des pertes boursières approchant les 800 milliards de dollars aux Etats-Unis (presque 20 % du PNB), et 300 milliards de francs en France (5 à 6 % du PIB) puissent rester sans conséquences sur la marche des économies.

Plusieurs organismes de prévision en ont déjà fourni de premiers chiffres. Ceux-ci sont assez concordants et ont pour point commun de faire une large place au fameux « effet de richesse », un concept qui rencontre actuellement un grand succès. De quoi s'agit-il ? Tout simplement de l'influence des variations du patrimoine des ménages sur leur consommation. Selon certaines estimations valant pour l'économie améri-

caine, un particulier qui s'appauvrit (en raison, par exemple, de la dévalorisation de son portefeuille boursier) réduirait sa consommation à proportion de 4 % à 5 % de ses pertes.

Disons tout de suite que l'existence même d'une telle relation est controversée, qu'elle est très difficile à mettre en évidence en

Europe, et que, même si on l'admet, son application n'est pas simple : dans les circonstances présentes — la chute des cours est intervenue après une très forte hausse, — quelles sont les pertes effectivement ressenties par les ménages ? Faut-il les évaluer à partir du point le plus haut des cours boursiers (fin août, aux Etats-Unis, mars-avril en France), ou prendre une référence plus lointaine ?

On le voit, le calcul est entaché d'une grande incertitude. Il conduit néanmoins, sous des hypothèses raisonnables, à une baisse de consommation de 0,8 % à 1 % aux Etats-Unis, et de 0,2 % à 0,3 % dans les pays

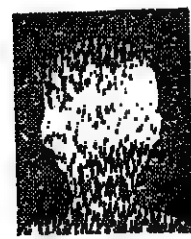
européens, où la capitalisation boursière et la proportion de titres directement détenus par les particuliers sont plus faibles. Compte tenu des effets induits sur l'investissement et les échanges extérieurs, l'incidence sur le PIB serait de 0,5 % à 0,7 % aux Etats-Unis et de 0,3 % à 0,5 % en Europe.

A ce stade, on n'a chiffré, de manière très approximative et toutes choses égales par ailleurs, que les effets mécaniques des pertes boursières sur l'activité. Mais ce n'est qu'un aspect de la question.

(Lire la suite page 38.)

**POURQUOI LE KRACH ?  
COMMENT  
EN SORTIR ?**

CHRISTIAN STOFFAËS  
FINS DE MONDES



EDITIONS  
ODILE JACOB

« Dans une langue accessible à tous, un panorama complet. »

PHILIPPE SIMONNOT L'EXPRESS

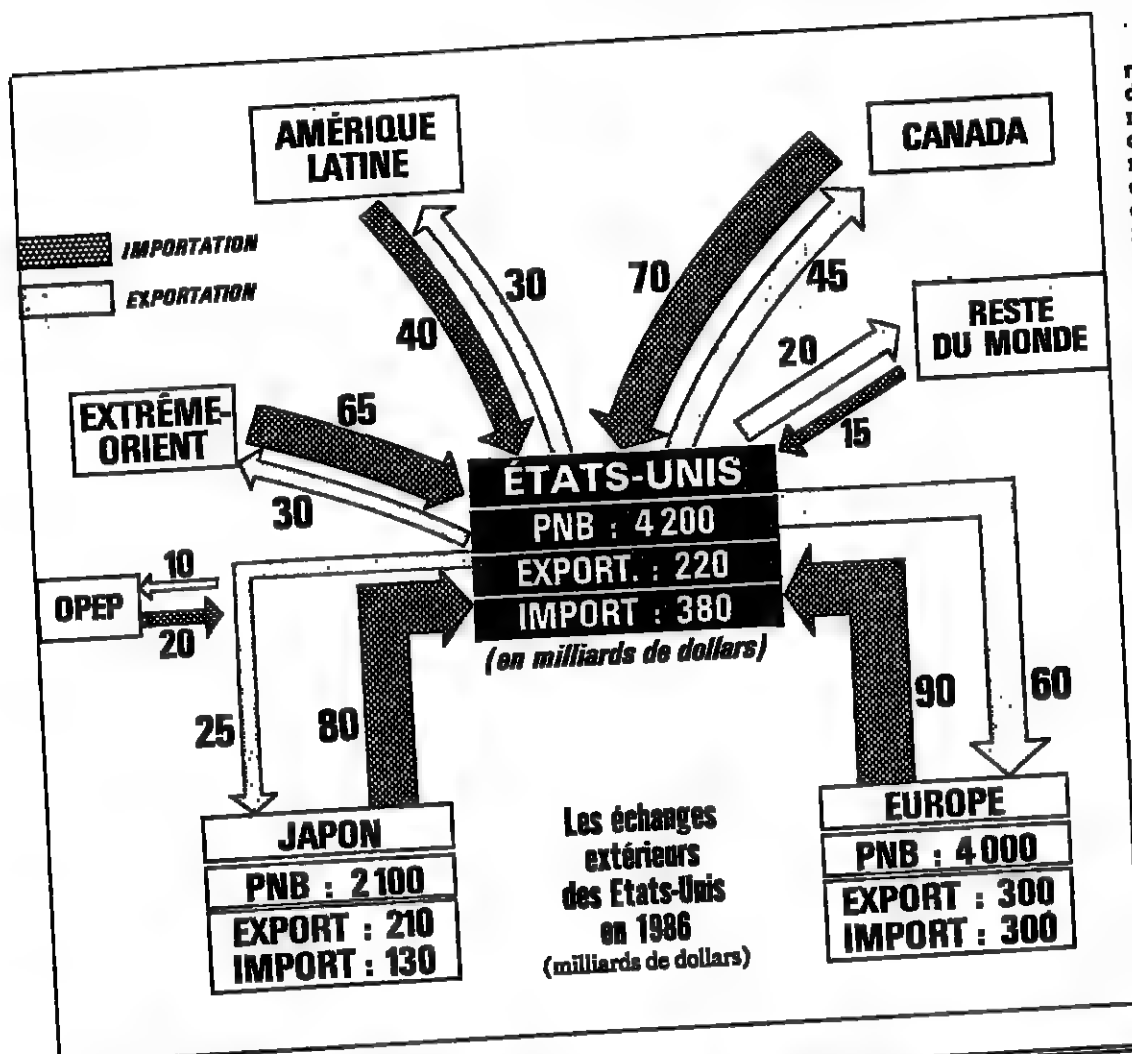
436 p. ISBN 2-7381-0019-6 140 F



LA CONJONCTURE

# Dans six mois, la facture

(Suite de la page 37.)



Ce premier impact ne risque-t-il pas d'être amplifié par des changements de comportement des agents économiques qui transformeraient un simple ralentissement de la croissance en une véritable récession ? On entre ici dans le domaine des facteurs psychologiques, où l'économiste répugne à s'engager tant il s'y sent désarmé. Mais il le faut, au moins de manière qualitative, car les conditions initiales rendent effectivement probables des attitudes plus restrictives des entreprises et des ménages.

Le choc boursier est intervenu dans une période de haute conjoncture et la croissance de l'année 1987 aura finalement été meilleure que prévu dans la plupart des pays occidentaux. L'ironie de la situation est qu'on vienne seulement d'en prendre conscience au moment où on commence à guetter des indices d'un retournement. Dans plusieurs pays (États-Unis, Royaume-Uni, France), la croissance du troisième trimestre de 1987 a été supérieure à 4 %, en rythme annuel, et le résultat des trois premiers trimestres est supérieur aux prévisions. Le commerce international est révisé en hausse : il a augmenté de 4 à 5 % cette année au lieu des 3 % qui figuraient dans la plupart des prévisions.

Tout serait pour le mieux si cette expansion rapide ne résul-

lait au moins en partie de phénomènes transitoires. Il y a, dans la conjoncture récente, deux éléments de fragilité que l'on trouve aussi bien aux États-Unis qu'en France (et sans doute dans d'autres pays) : l'importance de la formation de stocks, qui explique, dans les deux cas, un peu plus du tiers de la croissance obtenue depuis le début de l'année ; et la vigueur persistante de la consommation, particulièrement dans le secteur des biens durables, malgré une quasi-stagnation du pouvoir d'achat. Dans les deux pays, le crédit à la consommation a connu un développement rapide : en France, où il s'agit d'un phénomène récent, l'augmentation des achats des ménages lui serait entièrement imputable depuis le début de l'année.

## Le rappel à l'ordre

Le problème est que pour emprunter, pour constituer des stocks et pour investir, il faut un minimum de confiance dans l'avenir. Celle-ci avait fini par revenir dans le calme précoce qui s'était instauré depuis quelques mois et tendait à faire oublier les problèmes de fond de l'économie mondiale. Mais la crise boursière va lui porter un coup fatal, et remettre en cause un mode de croissance en partie artificiel et donc fragile.

L'économie américaine est la plus vulnérable, parce que les effets directs du krach y sont les plus forts, mais surtout parce qu'elle est depuis un moment déjà sur le fil du rasoir. En 1987, les consommateurs et les entreprises, en se montrant très dépensiers, ont compensé l'effet dépressif sur la demande intérieure de la forte réduction du déficit budgétaire (de 74 milliards de dollars, soit 1,7 point de PIB), un résultat important, largement occulté, mais dont les conséquences sur l'activité pourraient n'être que différées.

L'investissement de leurs comportements entraîne un ralentissement sévère de l'activité, et vraisemblablement une récession malgré la progression toujours rapide des exportations. Les autorités américaines, qui ont fait preuve jusqu'ici d'une habileté remarquable pour prolonger la phase de croissance, ne pour-

ront plus repousser l'échéance. La seule arme dont elles disposent encore — une nouvelle baisse du dollar, — est d'un maniement dangereux dans un contexte déjà marqué par une remontée de l'inflation au voisinage de 5 %.

Au-delà de ses conséquences propres, le choc boursier apporte plusieurs enseignements. C'est d'abord un rappel à l'ordre : le monde ne peut espérer mettre entre parenthèses des déséquilibres aussi importants que ceux qui se sont créés dans les paiements courants des pays développés en considérant qu'il s'agit d'un problème strictement financier. Si des progrès ne sont pas réalisés rapidement, d'autres craquements se produiront sous une forme ou sous une autre.

Le krach marque aussi l'échec d'une stratégie dite « de coopération » qui visait à réduire ces déséquilibres en pesant le moins possible sur la croissance, grâce à des actions coordonnées des grands pays. Si cette stratégie n'a pas fonctionné, c'est peut-être tout simplement qu'elle n'était pas réaliste. Il suffit en effet d'examiner la structure des échanges des États-Unis avec le reste du monde (cf. schéma) pour constater que la réduction de leur déficit extérieur dépend essentiellement de l'ajustement de la demande intérieure américaine et relativement peu des actions de relance qui peuvent être menées en Europe et au Japon.

En réduisant leurs importations de 10 %, les États-Unis amélioreraient leurs comptes extérieurs de près de 40 milliards de dollars. Une augmentation du même pourcentage des importations européennes et japonaises serait à peu près quatre fois moins efficace, du moins dans ses effets directs, car elle s'appliquerait à des exportations américaines relativement faibles vers ces deux marchés (85 milliards de dollars en 1986).

La réduction du train de vie américain apparaît bien désolante comme la seule issue. Pour avoir été longtemps différée, elle risque d'être brutale. Ainsi l'Europe, qui va être doublement frappée — par la récession aux États-Unis et par la baisse du dollar, — doit se préparer à défendre sa propre croissance.

JACQUES SAUVANT.

## Taux d'épargne

(en %)	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987 (2 <sup>e</sup> trimestre)
États-Unis ..	7,5	6,8	5,5	6,4	5,1	3,9	3
Allemagne ..	14,8	13,9	12,2	12,8	12,7	13,4	13
France .....	18	17,3	15,9	14,6	13,8	14	13,5

Ces taux d'épargne ne sont pas strictement comparables d'un pays à l'autre en raison de définitions différentes.

# “Donner aux entreprises le moyen de renforcer leur assise financière...”

La BFCE participe depuis 10 ans au financement d'un très grand nombre d'entreprises, en France comme sur les marchés internationaux. Aujourd'hui, forte de son expérience du monde industriel et commercial, elle est un allié sûr des entreprises dans la conduite de leurs opérations de "haut de bilan". A leurs côtés, elle recherche des partenaires français ou étrangers en vue de rapprochements et concourt à toute opération de réorganisation de capital ; elle est en mesure de préparer et de conduire une introduction sur les marchés boursiers ; elle peut aussi participer au renforcement de fonds propres, directement ou indirectement, par l'intermédiaire de ses sociétés de capital-risque.

BFCE : votre allié dans le marché.

# n'est-ce pas aujourd'hui la meilleure

# façon de les appuyer dans la concurrence internationale ?”

**BFCE** Banque Française du Commerce Extérieur

**DÉCEMBRE**  
le mois des cadeaux  
chez **NEUBAUER**



- +5 000 F sur la valeur de votre reprise selon les conditions générales de l'Argus.
- 5 000 F minimum de reprise de votre voiture quel que soit son état.

**NEUBAUER**  
PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.51.34

## La France des

La France des... (text continues in columns)

RENTREE 26 JANVIER 88

**NOUVEAU METIER**  
MANAGEMENT EUROPEEN  
MANAGEMENT DIPLOME ESA

Paris Bangkok en 1  
**Plein de**



CRISE DE L'AMÉNAGEMENT RURAL

# Terres en surplus

On connaît les paysans sans terres, des dictonnaires latino-américains poussés vers les bidonvilles par l'extension à l'infini des latifundia. La France s'appareille à connaître les terres sans paysans, à l'instar des grands pays européens et des États-Unis, modèles d'agriculture développée qui ont, au cours des trente dernières années, fait leur feu de leur production. Pour la première fois de son histoire, la France se trouve confrontée à un surplus d'hectares.

Rapides « laboureurs » dans l'enquête administrative de 1807, puis « cultivateurs » dans les statistiques agricoles de 1892, avant d'apparaître comme « exploitants agricoles » à partir de 1929 dans le recensement de l'agriculture et du bétail (1), les agriculteurs sont les premiers concernés par cette nouvelle donne. La terre est, au sens plein du mot, leur culture. Pour avoir perdu sa valeur d'échange (les prix ont baissé de 43 % en quarante ans) et, maintenant, sa valeur d'usage (sa vocation à produire s'estompe), elle parvient difficilement à enraciner une activité économique et sociale solide.

Pour M. Etienne Lapèze, responsable à la FNSEA, trois cent mille agriculteurs suffisent à éviter un retour à la friche, à raison de 100 hectares par exploitant. Mais eux seuls ne pourraient assurer la vie d'un village, le maintien d'un artisanat, d'un

commerce, de services postaux ou d'écoles.

La démographie est sans appel. Elle montre une France agricole de grisons qui, une fois retraités, n'auront pas d'héritiers volontaires pour s'en aller retourner la terre. « Il y a une crise lorsque la génération ne veut pas que celle d'après fasse le même métier qu'elle », explique le député RPR de l'Aveyron, M. Jacques Godfrain. Nous y sommes. Le nombre d'exploitants (un million aujourd'hui contre deux millions en 1960) diminue au rythme de 3 % l'an, et la population agricole ne représente plus que 7 % des actifs.

## Une idée à la mode

Céder son affaire à un tiers suppose que celui-ci s'endette pour acquiescer à une terre dont il ignore ce qu'elle lui rapportera. Comme le souligne M. René Soucheon, ancien ministre socialiste chargé de la montagne, ce problème est français avant d'être européen : « Notre pays est celui de la CEE qui a la densité la plus faible : quatre-vingt-huit habitants au kilomètre carré contre deux cents en moyenne dans le reste de l'Europe ».

Présentée un peu vite comme un remède miracle, l'« extensification » des cultures ou de l'élevage est une idée à la mode dans les campagnes. Elle consiste à

produire autant qu'auparavant, mais sur des superficies plus étendues, en diminuant la charge de travail et de capital à l'hectare. Cette évolution, qui supposerait un agrandissement des exploitations, ne heurte à de nombreux obstacles.

« Chaque hectare supplémentaire représente des charges fixes de 1 500 francs, quel que soit le revenu qu'on peut en tirer », explique M. Jean-Claude Tittel, directeur scientifique à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Un éleveur qui achète 30 hectares supplémentaires doit investir dans un cheptel à hauteur de 300 000 francs environ. Le capital par travailleur atteint en moyenne de 600 000 à 900 000 francs pour une rémunération de 5 000 francs par mois.

Le risque existe de voir les candidats à l'extensification s'approprier les hectares les plus rentables et laisser à la friche les hautes de coteaux secs ou les fonds de vallées humides. Il en sera ainsi tant que le fameux impôt foncier non bâti — ressource essentielle des collectivités locales qui pèsent sur les agriculteurs — ne sera pas abaissé.

Un consensus apparaît en faveur de la pluri-activité, longtemps décriée par la FNSEA pour que cette dispersion aille à l'encontre d'une agriculture moderne. « Il ne peut s'agir que de solutions individuelles », prévient M. Soucheon. Jusqu'à présent, les exploitations agricoles se

sont développées selon des modèles uniques, comme si on avait taillé à chacun un même costume. Les professionnels reconnaissent désormais les bienfaits d'une diversification à condition qu'elle soit adaptée aux marchés locaux ou régionaux.

« Si tout le monde se lance dans le palmipède gras, le problème ne sera pas résolu », poursuit M. Soucheon. L'aménagement rural apparaît comme une somme de solutions ad hoc qui restent à recenser, tant la France est variée entre le Bassin parisien céréalier, le Limousin laitier ou les Vosges forestières. L'ancien ministre développe la notion d'exploitation rurale qui s'écarte du seul champ agricole.

Pour les paysans, ce concept n'est pas facile d'accès. « L'agriculteur est fait pour produire », observe M. Eric Forget, responsable de la politique de montagne au cabinet de M. François Guillaume. « Le gel des terres prises par Bruxelles va à l'encontre de la dignité de l'homme ». La proposition de M. Soucheon n'est pas si radicale. Elle repose sur un constat : le milieu rural a de multiples richesses, mais l'exploitation de chacune n'assure pas un revenu suffisant. L'exploitation idéale combine, selon lui, un peu d'agriculture avec du tourisme ou de la forêt, du commerce et de l'artisanat.

« La pluri-activité est viable dans les régions difficiles où la nécessité existe de maintenir de

la vie, admet M. Forget. Aucune zone n'est à proprement parler « non reconvertible ». Mais, sur les herbages de montagne, les alternatives à l'élevage laitier sont rares et la politique des quotas poursuit ses ravages. « La montagne produit 10 % du lait français. Il faut la brider. En revanche, le porc disparaît, car le coût de l'aliment est élevé. Il faut savoir si on veut maintenir des hommes dans ces régions. Si oui, le porc peut le permettre », conclut M. Forget. Dans les Alpes du Sud, ce sont les mesures prises en faveur du moulin qui ont permis de conserver une présence humaine.

## La qualité des produits

Pour les agriculteurs attachés à la valorisation de leurs terres, c'est aussi dans la qualité des produits que réside leur chance de durer. Développer ou ressusciter les spécialités locales, affirmer une identité, rechercher, comme l'ont fait les viticulteurs du Languedoc, une « appellation contrôlée ». Ce sont là autant de voies pour sortir du quantitatif, tout en occupant le terrain.

Transformer des sols agricoles en forêt, reste une possibilité, à condition, là encore, de privilégier la qualité. Plutôt que du résineux pour pâte à papier (la France est en passe d'atteindre son autosuffisance), c'est le bois d'œuvre, le feuillu, qui réserve les meilleures

garanties de diversification... A condition d'être patient.

Dans l'immédiat, l'aménagement rural passe par une agriculture de service qui reconnaisse à l'homme de la terre le rôle essentiel de jardinier de la nature. « Sans paysan, il n'y a pas de paysage », souligne M. Tittel. La nature doit être accueillante. Il faut donc l'entretenir.

A l'horizon 2000, on pourrait imaginer que toute la production agricole française se concentre sur l'ouest breton et l'île-de-France. Qu'une partie des terres défrichées il y a moins d'un siècle retourne à leur état premier ne serait pas, en soi, une catastrophe. Il en irait autrement si la nature reprenait le dessus au point d'étouffer ou de menacer l'activité humaine.

La forêt provençale ne brûlerait pas si souvent si une activité agro-pastorale avait subsisté, empêchant l'embroussaillage qui appelle le feu. « Les moutons coteraient moins cher que les Canadairs », disent en chœur les responsables agricoles de tous les horizons. Il suffirait, là encore, d'une volonté politique.

Pendant que la Communauté européenne s'oriente vers une limitation générale des productions, la France doit partir à la conquête de son espace rural. L'agriculteur sera l'artisan de cette aventure s'il accepte d'élargir sa panoplie.

ERIC FOTTORINO.

(1) Population et société, novembre 1987.

# La France des derniers feux

(Suite de la page 37.)

Sur le constat, une étonnante unanimité se retrouve, des milieux politiques de droite comme de gauche, en passant par les syndicats agricoles, les chambres de métiers, les associations de maires et d'élus locaux : reconcentration économique sur les grandes villes, jumelage de plusieurs centaines de cantons, difficultés financières grandissantes des petites communes rurales et, même, pour beaucoup, mendicité.

Certes, des dizaines d'initiatives ont été lancées, en montagne, souvent autour d'un « homme à tout faire » jetant quelques idées d'optimisme. On cherche à secourir la population restante, à changer de langage, à décrocher des subventions, à regrouper dans une charte intercommunale, un contrat de pays, un syndicat mixte, un comité d'expansion, plusieurs communes ou cantons dans un même projet. C'est le cas dans le Comminges (cinq cantons de Haute-Garonne), le pays de Mené, en Bretagne centrale, à Châteauneuf, en Maine-et-Loire, à Bercenot dans le Pas-de-Calais, dans le désert des champs de betteraves et d'endives.

Mais si nombreuses soient-elles, ces leçons de « micro-aménagement du territoire » auraient besoin de prendre appui sur une mobilisation nationale. Or le moins qu'on puisse dire est que les ministres, s'ils prononcent beaucoup de discours et présentent beaucoup de communications au conseil des ministres, ne mettent pas leur actes en harmonie avec leurs dires. Les bavardages abondent, mais l'efficacité se fait attendre.

Les moyens spécifiques mis en œuvre par l'État pour mener à bien cette gigantesque opération de sauvetage apparaissent dérisoires : 443 millions de francs en 1987, 421 millions en 1988 pour le FIDAR (Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural) et le FIAM (Fonds interministériel d'aménagement de la montagne) réunis. A titre de comparaison, 1 kilomètre d'autoroute en région parisienne coûte plus de 500 millions de francs ! Les régions font ce qu'elles peuvent, mais l'essentiel de leur budget est absorbé par les lycées et les routes.

Députés, sénateurs, maires des régions rurales, virevoltent contre la

marginalisation de la DATAR, et le ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, qui voudrait bien retrouver un rôle de leader (mais pas que les ministres, s'ils prononcent beaucoup de discours et présentent beaucoup de communications au conseil des ministres, ne mettent pas leur actes en harmonie avec leurs dires. Les bavardages abondent, mais l'efficacité se fait attendre.

A plus court terme, le gouvernement, à qui incombe une mission générale d'organisation énergétique de la solidarité, pourrait, pour aller au-delà des analyses et des recommandations, prendre quelques dispositions simples :

• Répartir la dotation globale de fonctionnement (DGF) que verse l'État à toutes les communes et départements (73 milliards en 1988) en proportion inverse de la population et du potentiel fiscal ;

• Étendre les taxes sur les bureaux acquittés en Ile-de-France par les promoteurs à toutes les

métropoles et en relever sensiblement le niveau, ce qui permettrait de récupérer 1 ou 2 milliards de francs ;

• Réviser vite les modalités de calcul de l'impôt sur le foncier non bâti qui est une pierre accablée au dos de l'agriculteur ;

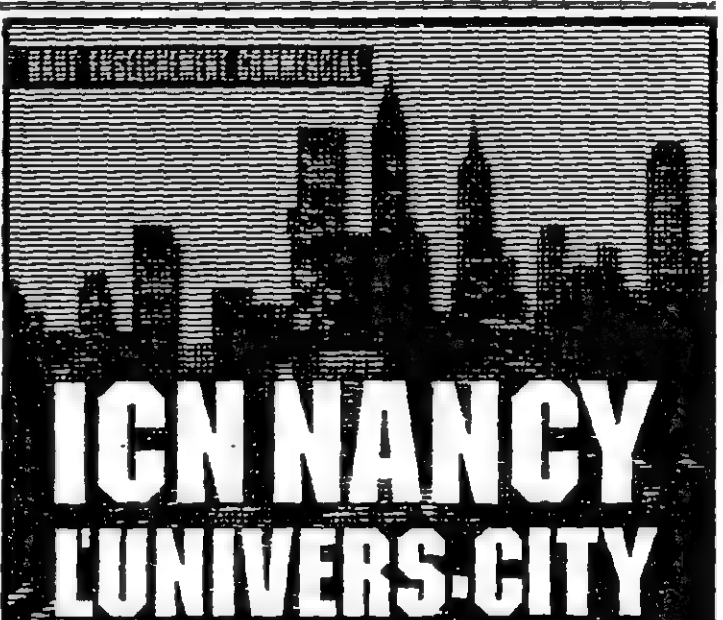
• Exonérer d'impôt sur les bénéfices les sociétés qui s'installent dans les communes rurales les plus fragiles, à l'image des mesures identiques prises dans les zones d'entreprises de Dunkerque, La Ciotat, La Seyne et, demain, en Corse ;

• Déléguer aux sous-préfets des enveloppes globales de crédits publics pour favoriser toute initiative économique et tout projet de coopération intercommunale.

Ce ne sont là que quelques pistes. Mais le temps presse. L'avenir du monde rural ne peut être tenu pour un sous-produit de l'aménagement du territoire. Tant qu'il y aura (encore) des hommes...

FRANÇOIS GROSCHARD.

(2) M. Méhaignerie préfère, lui, parler de « programmes conjoints de développement économique et de mise en valeur des atouts régionaux » (sic).



Il est en France une grande école de commerce de dimension internationale : IGCN. Une envergure que le dynamisme d'une grande métropole a rendu possible. Nancy est, on le sait, délibérément tournée vers l'avenir.

Il est en France, la seule grande école de commerce de statut universitaire : IGCN. Les Prépa, DEUG, DUT, BTS (Licences, Maîtrises, Ingénieurs - en 2<sup>e</sup> année) doivent présenter le concours national\* de cet institut réputé.

Une réputation justifiée par FORMATION : tiers-temps-terrain intégral et le haut niveau des quatre spécialisations : Commerce-Marketing, Finance, Expertise Comptable (14 UV/16 grâce à la MSTCF I), Systèmes d'Information et Organisation.

Don't forget! On entre à IGCN par un concours spécial. Demandez vite la brochure détaillée par le bon ci-dessous.

ICN

POUR MIEUX CONNAÎTRE L'ICN

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

ICN : 4, rue de la Ravinelle - Case of. n° 2 - 54035 NANCY CEDEX - Tél. : 83.35.22.52

\* dans 30 villes. Banque d'épreuves communes en 1988 avec 3 autres écoles.

**RENTREE 26 JANVIER 88**  
NIVEAU DEUG, DUT, BTS...

**Préparez-vous immédiatement à**  
**UN NOUVEAU METIER**  
**ASSISTANTE EUROPEENNE**  
**DE MANAGEMENT DIPLOME ESA**

Formation intensive: 9 mois en France, 5 en Californie ou en Allemagne, 5 en entreprise débouchant sur 3 diplômes reconnus par les professionnels.

**ESAM**

Bon à retourner à ESAM 83, av. de Villiers 75017 Paris. Tél. : 42.27.20.80

Mme \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

☐ souhaitez un rendez-vous d'orientation ☐ souhaitez une documentation

Informatique personnelle :

**QUEL ORDINATEUR CHOISIR ?**

Tous les modèles testés pour vous.

**Le Monde**  
sur minitel

**ABONNEZ-VOUS**  
**RÉABONNEZ-VOUS**  
au Monde et à ses publications

3615 TAPÉZ LEMONDE puis ABO

Paris Bangkok en 12h30 tous les jours. A partir du 5 Décembre 1987.

**Plein ciel avec Thai.** tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

ARC



سكزا من الامل

## La chronique de Paul Fabra

# Les promesses ambiguës de l'Acte unique

Il serait trop facile d'ironiser sur le « choc de 1992 ». Trouvés par la double chute du dollar et de la Bourse, édulcorés par les pseudo-mesures de relance concertées entre gouvernements et banques centrales, les économistes européens n'ont pas besoin de la perspective de secousses supplémentaires. Ce qui leur insufflerait l'énergie dont elles manquent, c'est au contraire le minimum de sécurité en l'absence de laquelle il n'y a plus de place pour l'aventure de l'investissement, mais seulement pour les jeux du casino.

Preuve qu'il s'est agi, dans l'ensemble, d'un colloque utile, celui qui avait organisé la Fondation du futur que présidait Jacques Baudouin sur le thème : « La France et l'Acte unique européen, le choc de 92 » a fourni des éléments de réponse n'allant pas nécessairement dans le sens du discours quasi de rigueur sur un pareil sujet.

Mettant comme il l'a dit « un bâton dans l'enthousiasme harmonisateur », le ministre délégué chargé du budget a enjoint (voir le Monde du 2 décembre) qu'il faudrait encore cinq années après la date fixée pour ramener les taux de la TVA française à un niveau suffisamment proche de la moyenne européenne. En attendant, il conviendrait de maintenir « de façon transitoire » les frontières fiscales avec nos partenaires du marché unique.

Cette question de calendrier serait secondaire si la Commission n'avait pas joué la crédibilité de ses propositions sur la suppression des contrôles douaniers aux frontières à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993. Si par technocratie on entend une démarche consistant à chercher des solutions particulières à des problèmes particuliers sans s'interroger sur leur compatibilité avec le bon fonctionnement de l'ensemble tel qu'il se présente avec les règles générales du droit, force est d'admettre que le dispositif proposé par l'institution présidée par Jacques Delors relève de cette méthode. Engagé sur des bases aussi peu solides, le débat risque de s'enliser et de faire perdre beaucoup de temps à la construction européenne. Au dispositif critique imaginé par la Commission pour accélérer les choses répondent en écho des arguments, nationaux non moins douteux, destinés à en retarder le cours.

Que dit la Commission aux États membres ? Rapprochez vos taux de TVA, cependant, comme vous n'y arriverez pas d'ici à 1992, contentez-vous pour cette première échéance d'atteindre un objectif moins ambi-

cieux. Si, d'ici là, on parvient pour un même produit de réduire l'écart d'imposition à quelques points (cinq au maximum), on tiendra cette différence pour négligeable et on abaissera en conséquence le système actuellement en vigueur qui limite la faculté de s'approvisionner directement dans un autre pays de la CEE au-delà d'une certaine « franchise ». Il apparaît important à la Commission qu'un Français, par exemple, puisse, s'il le désire, aller acheter une voiture en Allemagne. Cela n'est pas possible actuellement (le coût d'une voiture dépasse nettement le montant de la franchise). La raison de cette interdiction est qu'on veut éviter les détournements de trafic pour cause fiscale. La TVA sur les automobiles étant en RFA de 14 % et en France de 28,50 %, il serait plus avantageux de traverser la frontière pour acheter une Peugeot en Allemagne !

Le cas le plus intéressant, parce que le plus fréquent, est évidemment celui de l'importateur-revendeur qui, aujourd'hui, reçoit livraison des voitures étrangères hors taxe. La Commission, on le sait, propose — véritable bouleversement dans les pratiques du commerce extérieur — qu'il soit mis fin à ce régime. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993, le prix payé par l'importateur comprendra la TVA du pays de production, laquelle serait toutefois remboursée par le fisc français. Tant et si bien que le résultat final serait le même qu'actuellement : toutes les automobiles mises en vente sur le territoire français, qu'elles soient d'origine étrangère, seraient parallèlement taxées du taux en vigueur en France, qu'on espère bien abaisser d'ici là à 28,5 % à 19 % si l'on suit le programme de la Commission. C'est précisément au prix de cet abaissement qu'on pourrait tolérer l'achat direct d'une voiture allemande en Allemagne, hors du circuit commercial normal.

Ne reprenons pas ici l'ensemble des objections habituellement adressées au dispositif imaginé par la Commission Delors et qui concerne, notamment, la complexité du mécanisme de compensation conçu par cette dernière institution pour dédommager le fisc français de ses remboursements aux importateurs au cas où, dans les échanges bilatéraux, la France serait plus importatrice qu'exportatrice. Dispositif passablement

complexe, mais que la Commission — elle ne le dit pas ouvertement — voudrait bien gérer pour le compte des pays membres.

Bornons-nous aux commentaires très significatifs d'un état d'esprit à peine moins technocratique, présentés par Alain Juppé. Qu'a dit en substance le ministre délégué chargé du budget ? Qu'il existait bien, du moins sur le papier, une façon d'abaisser fortement d'ici à 1992 les taux de TVA de telle sorte que, premièrement, l'écart avec les taux allemands soit réduit suffisamment pour rendre possible sans risque de détournement de trafic la suppression des frontières fiscales ; deuxièmement, que les recettes budgétaires ne soient pas sacrifiées dans l'opération. Ce moyen, auquel les experts de Bruxelles pensent sans le dire, ce serait de relever en France la part, actuellement une des plus faibles d'Europe, de l'impôt sur le revenu dans le total des ressources collectées par l'État. Cela pourrait se faire par correction d'une anomalie de notre système fiscal dénoncée avec constance par Raymond Barre : l'exonération totale de plus de la moitié des ménages.

A quel Alain Juppé — doctrine quasi officielle du présent gouvernement — répond : comme dans d'autres pays, et notamment en Grande-Bretagne, les dépenses de Sécurité sociale sont en grande partie financées par l'impôt ; ce qu'il convient donc de comparer avec le rendement de l'impôt direct à l'étranger, c'est le total résultant de l'addition de notre impôt sur le revenu et des cotisations sociales payées par les salariés. L'abus des comparaisons internationales a parfois pour résultat de brouiller encore davantage les cartes. Le système français de Sécurité sociale est fondé sur le principe de l'assurance. Les cotisations des bénéficiaires doivent en conséquence être considérées comme un salaire différé.

A cet égard, les cotisations des salariés sont en réalité payées aussi par les salariés, et font aussi partie de leur rémunération indirecte. L'assimilation pure et simple avec l'impôt, qui, lui, a beaucoup plus nettement le caractère d'un prélèvement définitif, est pour le moins hasardeuse.

En sont presque exclusivement — et cela bien avant l'arrivée de Jacques Delors à

Bruxelles, — ses travaux sur l'harmonisation des taxes indirectes, la Commission a contribué à renforcer encore le préjugé selon lequel la « compétitivité » (5 combats d'approprations et d'insouciances sont proférées en ce nom) est une affaire de « changes » spéculatifs plus ou moins « lourds ». Globalement, les pays les plus productifs ne sont-ils pas, et cela par nature, les pays qui sont capables de verser les plus hauts salaires, d'assurer aux travailleurs le plus haut degré de protection (mais sans « coulage ») ?

Il est une autre conséquence importante de la proposition de la Commission. Elle n'est pas ainsi dire jamais relevée. La colle que ne l'a pas mentionnée : normalement, mais indirectement, il a permis d'écarter certains aspects cachés. Cela est heureux, car on est ici au cœur du système d'allusion dont la perpétuation explique plus d'un mécompte de la construction européenne. Si l'on comprend bien l'économie des propositions de la Commission destinées à supprimer les frontières fiscales, il devient en réalité un traitement différent des exportations : selon que celles-ci seront dirigées vers un autre pays de la Communauté ou vers un pays tiers. Dans le premier cas, l'expédition de la marchandise se fera toutes taxes comprises (TTC) ; dans le second, elle continuera à être effectuée TVA non comprise. Il est probable que les États-Unis, qui ont voulu voir — non sans quelques bonnes raisons — une subvention à l'exportation dans le système de vente hors taxes, en profiteraient pour remettre la closerie sur la table à Genève.

Ne doutons pas que la Commission, restée très discrète sur cet aspect des choses, y trouve secrètement un grand motif de satisfaction. Toute discrimination à l'égard du monde extérieur est aux yeux des eurocrates une façon de satisfaire leur préoccupation, quasi obsessionnelle d'affirmer l'identité de la Communauté. Or les subventions n'ont cessé sur ce terrain d'être flétries. La raison n'en est pas nécessairement l'insuffisance de l'esprit européen (celui-ci est malheureusement peu développé, mais c'est une autre affaire). Elle serait plutôt son origine dans une surestimation, démesurément entretenu, des virtualités de la Communauté. Les incantations sur 1992 n'y changeront rien : l'Acte unique ne sera pas l'acte de naissance d'une future supernation européenne que le

traité de Rome — un document dont la facture admirable, tant économique que juridique, ne se retrouve pas dans le texte mal rédigé destiné à le « compléter » — n'aurait pas pour mission de faire surgir.

Si les nations européennes ont éprouvé le besoin de former une Communauté — une formule qui implique l'« affectio societatis » — hâles ! souvent absente des débats bruxellois, — c'est précisément pour remédier à l'impossibilité pratique d'une construction fédérale. Son succès devrait être de garantir l'épanouissement de chacun des associés en éliminant les causes de gêne mutuelle, non pas de transformer l'association en un ensemble unitaire.

L'acte unique qui depuis une bonne dizaine d'années, d'est-à-dire depuis que très peu de progrès ont été accomplis sur le plan communautaire et qu'en ce qui concerne la liberté des échanges on a en réalité reculé (par rétablissement des protectionnistes invisibles), — on finit de croire que c'est en renforçant l'appareil institutionnel et en multipliant les engagements formels en faveur de l'« Union européenne » qu'on pourra repartir de l'avant.

Le conseil européen n'a pas conduit à la « coopération » politique, l'élection au suffrage universel du Parlement de Strasbourg n'a pas changé la nature de la Communauté. Au colloque organisé par la Fondation du futur, Simone Veil a révélé ce fait troublant : dans les rares cas où les pouvoirs de l'Assemblée européenne ont été renforcés par l'Acte unique, que constate-t-on ? Que les suffrages se « rationalisent ». Autrement dit, les socialistes allemands, au lieu de voter comme cela est la coutume dans le même sens que les socialistes français et espagnols, ajoutant leurs voix à celles de leurs compatriotes appartenant aux autres formations politiques, cela étant vrai pour chacune des nationalités représentées.

Croire que l'Acte unique devrait favoriser les progrès de l'harmonisation par ce qu'il multiplie les cas (en dehors des questions de fiscalité et de circulation des personnes) où le conseil des ministres peut se prononcer à la majorité qualifiée (pondérée) et non plus à l'unanimité, c'est faire bon marché de la médiocrité des résultats concrets obtenus à la faveur des réformes institutionnelles déjà intervenues, et s'entendre fustiger-elles du point de vue symbolique.

## Notes de lecture

par Alfred Sauvy

FRANCIS BLANCHARD

### Le travail dans le monde

Voilà le troisième volume de la somme la plus importante qui ait jamais été produite sur les conditions et les problèmes du travail dans le monde. Il porte, cette fois, sur les salaires ou, plus généralement, sur la rémunération du travail et, loin de se borner à une présentation des faits, nous offre analyse et explications.

Dans sa préface, en particulier, le directeur général du Bureau International du Travail (BIT), Francis Blanchard, précise qu'une détérioration semble être survenue depuis la parution des deux premiers volumes, en 1984 et 1985, en particulier dans l'Afrique, au sud du Sahara, où l'exode rural, accéléré par l'introduction de machines agricoles, accentue l'afflux dans les villes.

Pour classique qu'elle soit, l'analyse générale du phénomène reste sommaire et peu différente, au demeurant, de celle, si insuffisante, de l'OCEDE. En particulier, une fois de plus, est quelque peu négligée la notion fondamentale des besoins. Un regret bien accusé est, en revanche, formulé : la réduction des dépenses gouvernementales, consacrées à la formation et à la Sécurité sociale.

Deux parties : la première, descriptive, sur les tendances et les problèmes récents ; la seconde, plus délicate, sur les revenus du travail entre l'équité et l'efficacité. Examen minutieux des pays en développement, des pays industriels en économie de marché et des pays à économie planifiée.

La documentation positive est en fort progrès sur les explications, les enchaînements et les aménagements possibles. Un quatrième et un cinquième volume sont annoncés. Bibliographie sommaire.

\* Organisation internationale du travail, Genève, 1987, 38,5 cm, 188 pages, 40 F.

MATTEI DOGAN  
ET DOMINIQUE PELASSY

### Le Moloch en Europe. Etatisation et corporatisme.

Au sujet de Dieu et de l'homme, nombreux ont été les débats pour savoir lequel a créé l'autre. Il s'agit ici, devant le couple État-société, de dénoncer celui des deux qui envahit l'autre. La pénitence étant double, deux parties sont à traiter : l'étatisation de la société et la corporatisme de l'État, expression sociale peu contestable, mais bien analysée.

L'« État gendarme » est-il antérieur à l'« État-providence » ? Il faudrait chercher dans les origines de la famille et de la tribu. Lors d'une rencontre sportive s'impose l'arbitre gendarme, mais non l'arbitre protecteur.

La bourgeoisie, au dix-neuvième siècle, a choisi le premier rôle, sans guère penser au second. Selon Jules Ferry, un peu choqué, « le gouvernement se doit d'être le surintendant de la prévoyance sociale et le tuteur des malheureux qui n'en ont pas ». Reste à déterminer limites et définitions.

« Ne tirez pas sur moi, quand je porte vos enfants dans mes bras », disait André Tardieu, s'exprimant, en somme, au nom de la bourgeoisie. Mais les dommages causés, même aux humbles, par le New Deal et le Front populaire, sont classiquement passés sous silence, l'intention primant sur le résultat.

Et voici le grand fait nouveau : progrès (onéreux) de la science médicale et vieillissement démographique. Bien souligné, l'effet désastreux attendu de la baisse de la natalité : les compagnies d'assurances y trouvent, certes, un profit immédiat, mais le système de capitalisation réserve des surprises. Est rappelé l'ouvrage d'André Babeau, le Fin des retraites, mais non le rapport éloquent au commissariat du Plan, de Léon Tabah.

Curieusement n'est pas évoqué, même pour l'Allemagne, le recours éventuel à de jeunes étrangers. Le rideau est levé ; la pièce ne fait que commencer. Quelques vues intéressantes sur l'économie planifiée, notamment sur la Nomenklatura, mais non sur la toute jeune « perestroïka ».

\* Economica, Paris, 1987, 24 cm, 226 pages, 98 F.

VICTOR SCARDIGLI

### L'Europe des modes de vie.

Directeur de recherches au CNRS, Victor Scardigli s'intéresse moins au niveau de vie qu'au mode de vie, objectif qui ouvre de larges espaces, lesquels s'étendent encore devant celui qui entend les parcourir. Commerce, assurément, la numération décimale, mais quelque peu complaisante. Si brutal qu'il ait été le second choc pétrolier, le 1<sup>er</sup> janvier 1980 n'a pas entraîné un déclin, suivi d'un changement brusque.

Au cours des années 70, le mode de vie méditerranéen décline, est-il dit, en particulier sur l'attitude des femmes vis-à-vis de la femme, tandis que s'alimentent réciproquement besoins et croissance. Une fois de plus, parmi les mutations des années 80, le recul de la natalité est à peine évoqué, ce qui restreint singulièrement le champ des prévisions relativement solides. Cette baisse est quelque peu liée, est-il dit, à celle de la durée du travail, mais nous restons sur notre faim.

Quoi qu'il en soit, de multiples comparaisons, peu connues, entre pays d'Europe occidentale jalonnent le chemin, notamment la classique courbe en S, pour toute diffusion d'un besoin nouveau. La distinction s'observe partout entre cols blancs et cols bleus ; en outre, est noté un fait rarement signalé : le maintien d'une proportion importante d'emplois non qualifiés, alors que le nombre de diplômés augmente.

Nous retrouvons la fameuse question : licencié berge ou berger licencié ? Sans doute, ce point mériterait-il d'être un peu plus poussé. Et nous passons agréablement d'un sujet à l'autre, d'un pays à l'autre, espérant que cet ouvrage, si consciencieux, n'est que

l'avant-garde d'une bibliothèque que l'on pourra consulter de Gisors à Spitzberg.

\* Editions du CNRS, Paris, 1987, 24 cm, 140 pages, 95 F.

GUY DE CARNOY  
ET JONATHAN STORY

### L'Europe occidentale dans le monde d'aujourd'hui.

Le titre évoque déjà les changements survenus depuis le temps, assez proche, où le monde était à la disposition de l'Europe maritime ; notons toutefois que cet ouvrage a été initialement conçu pour les Américains, si... Inégalement informés sur l'Europe. Ne disait-on pas, à la veille de Munich, que pour plus d'un Américain, il n'y avait guère plus de différence entre la France et l'Allemagne qu'entre le Dakota du Nord et le Dakota du Sud ?

L'ouvrage du professeur émérite de l'INSEAD à Fontainebleau et du professeur associé, qui avait auparavant travaillé au Hudson Institute, à Paris, est précédé d'une préface pour le lecteur européen et de la préface qui avait accompagné l'édition américaine. Il est, du reste, largement question des États-Unis.

La description de l'ensemble (deux chapitres) est suivie de diverses parties. Description bien sommaire de l'évolution démographique, dite de transition, avec la regrettable confusion entre fertilité et fécondité ; en revanche, bien en place, l'évolution toute récente des deux Allemagnes. Sur l'Union soviétique, bonne mise au point, mais antérieure à la « perestroïka » de Gorbatchev.

Le chapitre le plus prenant, semble-t-il, concerne la place, dans le monde, de l'économie de l'Europe occidentale : privée de matières premières et d'énergie, donc à la merci des pays pétroliers, l'Europe est, par ailleurs, sous la domination du dollar, domination qui a poussé à la recherche de la stabilité monétaire.

Quatre points vulnérables : la démographie (bien légèrement abordée), la défense, l'économie, impulsante contre le chômage, le monnaie (le véritable pouvoir, « battre monnaie », est divisé). L'acte unique de 1992 n'est pas en question. On eût souhaité une adaptation plus poussée pour le lecteur européen.

\* Economica, Paris, 1987, 24 cm, 230 pages, 128 F.

LÉON NAKA

### Le recours à l'emprunt extérieur dans le processus du développement.

Ivoirien, placé aux postes les plus délicats, gouverneur suppléant de la Banque mondiale, pour la Côte-d'Ivoire, l'auteur a largement suivi et subi la grande aventure du développement, particulièrement pour l'apport extérieur.

L'opinion, du moins l'opinion française, n'entend guère parler du financement extérieur qu'au moment où le poids de l'endettement se révèle trop lourd et donne lieu à l'euphémisme réchellement. Quelques pages nous rappellent les conditions classiques du sous-développement, considéré comme un atterdement. Est rappelée la liste, devenue peu utile, des tests de sous-développement (avec l'oubli de la condition de la femme).

Viennent ensuite les accords de Bretton-Wood, parrainés d'excellentes intentions et l'énumération des

préteurs, internationaux, gouvernementaux ou privés. Sont particulièrement en vue la Banque mondiale et sa filiale AID (Association internationale de développement), qui accorde des prêts à intérêt nul, donc, en partie, composites à des dons au période de hausse de prix. Si le prêt est une simple affaire de technique et d'études, le remboursement ou le paiement des intérêts peuvent soulever des difficultés intérieures et extérieures.

Jusqu'à où un pays doit-il aller dans l'endettement ? Chacun admettra l'existence d'une limite et le préfacier Jean-Rodolphe Lopez, professeur à Aix-en-Provence, emploie même l'expression d'« endettement optimal », auquel la seconde partie est consacrée. Aurait été la bienvenue une meilleure description intérieure du « taux d'intérêt national » des investissements ; non seulement en termes de PIB, mais, plus particulièrement, en produits exportables.

Le préteur n'a pas toujours, il est vrai, les mêmes idées que l'emprunteur sur la meilleure utilisation des fonds, et sa position lui confère une certaine force. La troisième partie porte sur la recherche des solutions. Les exemples sont nombreux mais auraient gagné à être plus liés à l'économie domestique.

Un des meilleurs ouvrages parus en français sur ce sujet si délicat, et appelé à durer.

\* L'Harmattan, PUSAF, 1986, 24 cm, 234 pages, 120 F.

XAVIER GREFFE

### Analyse économique de la bureaucratie.

L'origine du mot bureaucratie remonte à Mirabeau, mais elle est source fréquente de confusion. Il y a, en effet, lieu de distinguer le travail lui-même de l'homme assis devant un bureau et l'autorité qui peut lui être conférée par sa fonction. Il est dommage que l'auteur n'ait pas repris ici les termes de bureau et de bureaucratie, créés par le linguiste international Jacques Baudouin, les suffixes -cratie et -cratie ne devant intervenir que dans les cas où il existe un certain pouvoir.

Les bureaux n'ont jamais été exaltés par la littérature, qu'il s'agisse de Courteline ou de Northcote Parkinson. Ce dernier, est-il rappelé ici, montrait l'intérêt qu'un homme de bureau a à augmenter le nombre de ses collaborateurs. La question a pris un nouvel aspect, depuis la description des fonctions de manager et management.

Les économistes libéraux ont été adversaires résolus des bureaux, nuisibles au jeu naturel des échanges et des intérêts. C'est l'aspect économique qui prévaut. Fidèle à l'école économique française, le professeur à Paris-I Panthéon-Sorbonne, présente de nombreuses analyses d'économistes, tout en ne s'engageant que prudemment, mais, chaque fois, d'un pas sûr.

C'est ainsi que les adversaires de l'Etat-providence peuvent prendre facilement, dit-il, une allure antipathique ou anticonformiste, par simple réflexe. Regrettons, en revanche, la place excessive donnée à la complaisante loi de Laffer, dépourvue de base expérimentale suffisante.

Le débat n'étant pas près d'être clos, nos enfants vont, à leur tour, l'alternance de politiques, bien sonores, d'économies et de périodes de douce progression naturelle, bien « vivantes », des bureaux.

Remarquable analyse, qui, sans que soient méconnus les travaux de Michel Crozier, a combié de séduisantes lacunes sur ce sujet « biologique ». En couverture, gravures d'Henry Monnier.

\* Economica, Paris, 1987, 24 cm, 233 pages, 58 F.



## SOMMAIRE

■ Alors que les marchés étaient en baisse, le lundi 7 décembre et que la monnaie américaine se raffermissait, on retenait la déclaration du ministre français de l'économie et des finances, selon laquelle l'Europe doit résister à la « baisse d'un dollar manifestement sous-évalué » (lire page 43).

■ Les élections prud'homales auront lieu mercredi 9 décembre. Les syndicats en font, comme d'habitude, un test de leur représentativité. Ils redoutent cependant que les abstentions ne fassent le jeu (lire ci-contre).

■ Le secteur tertiaire, celui des services, fera l'objet d'une communication de M. Chavanes au prochain conseil des ministres. Le ministre chargé du commerce et de l'artisanat veut faire adopter un plan de développement en huit points (lire page 43).

## Les inconnues des élections prud'homales

### Les syndicats en appel

Après avoir battu la campagne pendant plusieurs semaines, les syndicats attendent, une nouvelle fois, le verdict des urnes. Le mercredi 9 décembre, 12 316 836 salariés vont élire parmi des listes syndicales composant 65 000 candidats 7 436 conseillers prud'homales salariés. Le même jour,

871 750 responsables d'entreprises élisent 7 436 conseillers dans le collège « employeurs ». Logiquement, l'actualité pourrait être l'allée des confédérations. Le débat sur le droit de grève, celui sur l'exercice des libertés syndicales — que la CGT

devait encore relancer le lundi 7 décembre avec le jugement du tribunal de Nanterre sur les « dix » de Renault, — sont là pour rappeler le rôle que les syndicats ont joué pour la conquête de ces droits et les moyens dont ils disposent pour les défendre. Par exemple, aux conseils de prud'hommes...

Par rapport aux précédentes élections prud'homales — le 8 décembre 1982, — le contexte politique a certes changé : la page de l'expérience socialiste a été tournée, du moins pour les responsabilités gouvernementales, et la droite est revenue au pouvoir. Les syndicats sont — politiquement — moins gênés pour agir. Mais en cinq ans, le nombre de grèves n'a cessé de diminuer, dans des proportions importantes, le déclin syndical s'est poursuivi et la confiance auprès des salariés, mesurée tant par les élections professionnelles que par les sondages, n'a pas été retrouvée. Tous les signes ne sont pas aussi décourageants pour autant. L'utilité du rôle des syndicats est bien reconnue et de récentes enquêtes ont montré que les Français souhaitent plutôt qu'ils exercent davantage d'influence. Mais on leur reproche encore de ne pas être assez efficaces ou d'avoir un discours inadéquat par rapport à un environnement qui change.

#### Plusieurs handicaps

La campagne électorale qui vient de s'achever à propos des élections prud'homales n'a pas valant l'indifférence des salariés pour ce scrutin, dont sont exclus les fonctionnaires et les retraités. Ce sera pourtant la première grande consultation sociale depuis les élections à la Sécurité sociale en 1983.

De la campagne électorale menée par les syndicats, il n'est pas sûr que les conseils de prud'hommes sortent gagnants. A de rares exceptions près, on a aussi pu parler d'eux qu'on avait parlé des causes d'assommoir-malade lors des élections à la Sécurité sociale en 1983.

Les syndicats ont battu l'étrange et fait de la « pub » (à la place de la bonne vieille propagande) pour parler avant tout d'eux-mêmes.

Mais pour que le « test » électoral des prud'homales ne tourne pas à leur désavantage, les syndicats ont à affronter plusieurs handicaps. Le premier est la baisse des inscrits chez les salariés : par rapport aux élections de 1982, on compte 136 627 inscrits de moins. Une telle diminution est d'abord due à la baisse de la population active et à l'augmentation des retraités. Le ministre met aussi en avant « la suppression des multi-inscriptions grâce au traitement informatique » mais il minore un certain nombre d'annonciations (syndicats recevant plusieurs cartes ou devant voter non près de leur lieu de travail, mais près de leur domicile...), notamment en région parisienne. Le chômage privé déjà les syndicats d'un certain nombre d'adhérents. Il les prive aussi d'électeurs.

Car il y aura à ces élections des exclus qui ne devraient pas l'être. La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) évoque, parmi ces « oubliés de 9 décembre », les jeunes qui faisaient leur service militaire ou ceux qui, comme les TUC, les stagiaires, les contrats à durée déterminée, sont en situation précaire. Mais plus globalement, il y a les chômeurs, jeunes et âgés. Seuls 2 % d'entre eux sont inscrits sur les listes électorales (comme en 1982). La CFDT, mais aussi la CGT, avait demandé que les chômeurs indemnisés par les ASSÉDIC soient automatiquement inscrits par l'UNEDIC. Cette revendication a été rejetée pour ne pas faire de discrimination avec les chômeurs non indemnisés. Mais on s'interroge que c'est plutôt la crainte

de faire augmenter le pourcentage d'abstentions qui a pesé, des enquêtes ayant montré que les chômeurs sont, dans ces élections, abstentionnistes à 80 %.

La diminution du nombre des inscrits et l'exclusion des chômeurs vont avoir des effets « mécaniques » indésirables. Dans la section « industrie », où la baisse du nombre d'inscrits est de 18,41 %, la CGT qui avait obtenu en 1982 44,96 % des voix risque de perdre quatre points. Quant à la CFDT, c'est elle qui va subir au premier chef l'effet de l'absence des chômeurs.

#### La crainte des abstentions

Pour les syndicats, comme pour les pouvoirs publics, — qui n'ont pas politiquement intérêt à ce que la consultation tourne au désavantage des syndicats, — la principale crainte est que, le 9 décembre au soir, le syndicat des abstentionnistes soit le plus fort. Le taux d'abstentions avait été de 36,7 % aux prud'homales de 1979, de 41,4 % à celles de 1982 et de 47 % aux élections de 1983 à la Sécurité sociale. Or, dans les entreprises, la tendance est inévitablement à une moindre participation aux élections. Pour les élections aux comités d'entreprise, le taux de participation est tombé de 71,7 % en 1974 et en 1976 à 68,7 % en 1984 et 66 % en 1986. Ce n'est pas encore la cote d'alarme mais une telle tendance est inquiétante. Les abstentions risquent donc de progresser de nouveau — tout le monde s'y attend — mais si elles franchissent la barre des 50 %, cela aurait le même effet qu'un référendum sur la reconnaissance des syndicats auquel les salariés (certes hors fonction publique) répondraient non. L'effet serait dévastateur.

Reste en jeu la question des rapports de forces entre les centrales. Le club des cinq — CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC — subsiste, la présence de la CSL — ou d'autres — n'étant que marginale. Les confédérations avaient craint un temps que le Front national ne présente des candidats chez les salariés — où les immigrés sont électeurs — comme chez les employeurs. La « menace » n'est pas concrétisée. Quant au patronat, il affiche une belle unité (largie par rapport à 1982), la

concurrente (de droite) apparaissant, là aussi, marginale.

L'enjeu se résume à quelques questions simples. La CGT restera-t-elle au-dessus de 30 % ? La CFDT gardera-t-elle la seconde place que tenait de lui disputer FO ? Jusqu'où ira la progression d'une CGC qui avec 14 742 candidats sera présente, au grand dam des autres syndicats, dans toutes les sections ?

Mécaniquement, la CGT (36,8 % en 1982) devrait perdre trois ou quatre points en raison de la baisse des inscrits. Les pronostics la situent entre 32 % et 34 %. Pour la centrale de M. Krasucki, la question est de savoir si elle limitera cet effet automatique en retrouvant aux prud'homales le regain de faveur électorale dont elle bénéficie indubitablement depuis le début de 1986.

La CFDT (23,5 % en 1982) devrait elle aussi reculer, mais dans une moindre mesure — de un ou deux points — sans toutefois se faire rattraper, comme aux élections à la Sécurité sociale en 1983, sa seconde place par FO. Les élections professionnelles montrent en effet qu'elle stabilise ses positions ou qu'elle enregistre de légers gains. Mais elle offre encore une image trop contrastée suivant les régions et les secteurs d'activité pour apparaître aussi « en phase » avec les salariés que l'affirment ses conseillers en communication. Elle espère garder la seconde place et rester au moins à 20 %. FO (17,8 %) n'aura pas comme aux élections à la Sécurité sociale le renfort des retraités et des fonctionnaires, ce qui limite à priori ses chances pour la seconde place. Mais elle pourrait, ayant amélioré ses scores électoraux et ses implantations dans les entreprises, gagner, selon les divers pronostics, environ deux points. Si la CFTC (8,5 %) peut espérer atteindre son objectif de 10 %, la grande inconnue concerne la CGC. Mécaniquement, sa présence dans toutes les sections — alors qu'elle était absente dans 577 en 1982 où elle avait obtenu 9,6 % — lui assure une progression minimale de trois points. Au-delà, elle apparaîtrait comme la grande gagnante du scrutin. Ce ne serait pas, pour le gouvernement, la plus mauvaise des surprises. Si la participation est bonne...

MICHEL NOBLECOURT.

## BILLET

### Le monopole du cœur

M. Jacques Chirac a découvert la pauvreté et la précarité constituée une des quatre priorités qu'il a données à l'action gouvernementale, dans son intervention du jeudi 3 décembre.

Cette priorité paraît devoir beaucoup au début de campagne du Parti socialiste en faveur d'un « revenu minimum garanti ». Plutôt que de céder à une « vision administrative de la solidarité, qui conduirait à une société d'assistance », le premier ministre a proposé de réunir les initiatives locales (des associations, des entreprises et des collectivités) pour créer un projet d'« activité minimum garantie » dépassant les « compléments locaux de ressources » accordés actuellement par convention entre les collectivités locales et l'Etat.

Cette proposition laisse rêver. Car ce qui aujourd'hui empêche les « compléments locaux de ressources » de se développer aussi rapidement que le souhaite M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat à la Sécurité sociale et à l'action sociale leur créateur, c'est précisément la difficulté de trouver pour les personnes en situation précaire une formation et une activité. Non sans raison : après les TUC, les PII, etc., les collectivités ont en effet bien du mal à inventer des activités ayant au peu que ce soit valeur de réinsertion.

#### Valeur d'affiche

Cela explique que l'on n'ait pu jusqu'ici attribuer que huit mille « compléments locaux de ressources » environ, alors que les soixante-dix-huit conventions signées par l'Etat avec des départements permettraient d'en accorder vingt mille, et que l'on n'ait pas encore consacré les crédits utilisables.

La formule a surtout valeur d'affiche. Elle ressemble beaucoup à un coup de chapeau à M. Adrien Zeller en même temps qu'une invitation à faire mieux encore. C'est aussi une façon de montrer que la majorité pense « aux plus modestes, aux plus fragiles, notamment aux personnes âgées ». Une attitude qui rappelle la fameuse : « Vous n'avez pas le monopole du cœur » de M. Giscard d'Estaing à M. Mitterrand.

GUY HERZLICH.

## « Ça roule au Conseil de Paris »

On rapporte comme on est arrivé. C'est une guerre de position, comme pour un divorce... Il sourit, sans illusion. A trente-trois ans, garçon de café, en bilabiale avec son ex-patron, depuis janvier dernier, il vient, de matin, de tenter la conciliation aux prud'hommes de Paris. L'employeur s'était fait représenter par un avocat qui, hélas, n'a pas le pouvoir de décider. L'entrevue brève a tourné court. Comme neuf sur dix des conciliations qui sont le menu quotidien réservé aux méthodes des prud'hommes.

C'est la règle : avant le jugement, les deux parties adverses — employeur et salarié — essaient de trouver un accord devant un bureau de conciliation. Sans trop y croire. Car si négociation il y a, chacun préfère la mener discrètement dans l'entreprise. Se présentent alors en conciliation prud'homale ceux qui, précisément, ont raté cette phase préliminaire.

Dès l'ouverture, ce jour-là, à 9 heures, la salle d'attente est pleine. Quinze affaires sont inscrites, dont une bonne moitié va être renvoyée pour complément d'information. Son tour venu, chacun entre furtivement dans le bureau insonorisé où l'on retrouve son adversaire. Trois petits tours... et on s'en va. Rien n'a filtré de cette conciliation, au secret obligatoire et bien gardé.

Mais quand arrive 13 h 30, la voile se lève sur les arcanes prud'homales, à l'audience de jugement, toujours publique. Chaque après-midi, jusqu'à 21 heures parfois, siègent le président-conseiller et ses trois assesseurs. Parité oblige : des quatre magistrats, deux représentent les employeurs, deux les salariés.

#### Polac et Bouygues

« Devinez qui je suis : employeur ou salarié ? » Ce président de la deuxième chambre de la section encadrement, retraité rondouillard qui représente les salariés, est « fier du bon esprit » qui règne à sa section. « Entre cadres, on se comprend... »

Dans une entreprise, c'est un fait, le dirigeant, le plus souvent, est lui-même un salarié, le salarié presque toujours se sent « responsable ». Les deux adversaires affichent ainsi devant les prud'hommes un premier souci commun : « le bien de l'entreprise, plutôt que la lutte des classes », commente, ravi, le président. Ce n'est pas comme dans les autres sections — industries, commerce, activités diverses et agriculture — où le torchon brûle entre le bas et le haut de la hiérarchie.

Mais la section encadrement ne se prive pas pour autant d'éprouver des épreuves... Les sommes en jeu dans un licenciement contesté — ou pour une rupture de contrat estimée abusive — sont énormes.

Cet après-midi, justement, un VRP obtient une provision de 83 000 francs en attendant les conclusions de l'expert que désigne le Conseil. L'homme à la quarantaine fringante est accusé par son employeur d'un détournement de clientèle, ce que l'intéressé conteste.

Sur les douze litiges soumis au conseil de Paris, à l'encadrement cet après-midi, six sont renvoyés à plus tard ; six sont jugés, dont quatre en faveur du

salarié plaignant. Onze concernent un problème de licenciement. Séance ordinaire, qui reflète bien la tendance moyenne de l'activité du Conseil... Comment s'en étonner ? Ce problème de licenciement est devenu au fil de la crise la principale pomme de discorde entre salariés et employeurs. Ce phénomène est apparu d'abord dans les autres sections du Conseil, avant celle de l'encadrement. Il traduisait la progression du chômage, du bas en haut de l'échelle hiérarchique dans l'entreprise. Désormais, d'un tour des cadres de « trinquer... » et de recourir aux prud'hommes.

La section encadrement prend du volume. Créée lors de la réforme de 1979 mise en application l'année suivante, elle a atteint depuis un an son rythme de croisière, résorbant l'énorme retard accumulé au pris de cent mille dossiers en attente préalable dans les autres sections. Ainsi la liquidation des affaires de l'ex-ORTF vient-elle tout juste de se terminer.

Si le nombre d'affaires reste à peu près constant dans les autres sections, celui de l'encadrement ne cesse, lui, d'augmenter. En 1986, elle a traité 3 000 des 16 500 dossiers ouverts au Conseil de Paris, soit autant à elle seule que la section industries. Ces dossiers sont le plus souvent sans écart, mais d'un intérêt vital pour le demandeur. La semaine passée, Michel Polac et Francis Bouygues sont passés en conciliation, représentés par leurs avocats. « Cela finira par une négociation de courtoisie », commente une jeune greffière du Conseil, « mais on n'a pas tous les jours des affaires aussi juteuses pour les journalistes ».

A défaut de shows médiatiques, le Conseil a des succès discrets qui consolide son image aussi nouvelle que bonne. « Ça roule au Conseil de Paris ! » « Non », il ne faut plus des années, mais dix mois en moyenne pour qu'une affaire soit instruite et jugée. « Oui », les conseillers savent trancher en ayant de moins en moins recours au « juge départiteur » qui, comme son nom l'indique, départage, faute d'accord entre les quatre conseillers qui siègent en audience. « Oui », employeurs et salariés sont de mieux en mieux informés et concernés par l'institution prud'homale. Cette dernière, « libérée » par la dernière réforme, conserve sa réputation de toujours : quatre plaignants sur cinq sont salariés, et deux affaires sur trois se concluent en faveur de ces salariés. Mais l'institution gagne également de nouveaux gains d'efficacité.

Certes, à Paris, ses bureaux sont délaissés en quatre adresses. Mais tous les référés — une activité importante du Conseil — se prononcent au siège, 84-88, boulevard de Sébastopol. C'est de là que M. Louis Fenollar dirige les 196 personnes travaillant au Conseil. Ancien syndiqué CGT, tour à tour et chroniqueur depuis 1980, président ou vice-président du Conseil de Paris, en vertu de la sacro-sainte parité. C'est un homme d'expérience et de sagesse, qui sait... « C'est bien d'avoir révisé la plupart de nos statuts. Mais il ne faudrait pas rendre la justice trop vite, dans l'intérêt même du justiciable. Que ce dernier ait au moins le temps de préparer son dossier ! Le droit du travail est si mal connu... »

DANIELLE ROUARD.

## RANK XEROX ET INTEREPARGNE :

### LA PARTICIPATION FAIT FORTE IMPRESSION

#### LA PARTICIPATION EN ACTION

RANK XEROX, Groupe leader dans la gestion et le traitement du document, fait une confiance totale à ses collaborateurs pour développer l'entreprise. En France, RANK XEROX a mis en œuvre plusieurs formules d'intéressement pour faire participer ses 5 000 salariés à la réussite de l'entreprise. RANK XEROX a choisi INTEREPARGNE comme partenaire pour gérer son Plan d'Épargne d'Entreprise.

INTEREPARGNE, filiale du Groupe BRED, l'un des leaders sur le marché de la Participation, apporte sa longue expérience et son savoir-faire aux entreprises qui désirent associer leurs salariés à leur expansion.

Pour toutes informations : Guy CABESSA, Directeur du Département de l'Épargne Salariale INTEREPARGNE, 9, rue d'Argenson, 75008 PARIS 42 65 59 10

Etre bien informé, c'est mieux choisir.





سكزا من الامل

42 Le Monde • Mardi 8 décembre 1987

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**ADP**

**Aéroports De Paris**

**FRF 500,000,000**  
ou équivalent en ECU

**Facilité de Crédit à Options Multiples**

Dirigée par

MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY OF NEW YORK

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

Co-chefs de file

BANCA NAZIONALE DEL LAVORO

THE BANK OF TOKYO, LTD

BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

BANQUE INDOSUEZ

BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE

BANQUE DE L'UNION MARITIME ET FINANCIÈRE

CRÉDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LOIRAINES

CRÉDIT NATIONAL

THE DAI-ICHI KANGYO BANK, LIMITED

KUWAIT-FRENCH BANK

THE ROYAL BANK OF CANADA (FRANCE)

BANCO EXTERIOR FRANCE SA

BANQUE FÉDÉRATIVE DU CRÉDIT MITTEL

BANQUE FRANCO-ALLEMANNE

BANQUE POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE

BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DÉPÔTS

CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS

CRÉDIT DU NORD

THE FUJI BANK, LIMITED

NATIONAL BANK OF AM' DRAM

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE

Participants

CREDIT NAVAL

ÉLECTRO BANQUE

Agent

MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY OF NEW YORK

Novembre 1987

Le présent avis est publié uniquement à titre d'information

(Publicité)

### A SAISIR

**DOMAINE 114 ha clos**  
**LUXUEUSE MAISON**  
**DE MAÎTRE**

Surf. hab. 740 m<sup>2</sup> — PISCINE —  
Maison gardiens — dépend. —

**PRIX SACRIFIÉ**

UFFI 82, rue Nationale  
37000 TOURS — Tél. : 47-20-22-22



DECEMBRE

Avant-première :

**LE PORTATIF**  
**D'AMSTRAD**  
**AU BANC D'ESSAI**

Un compatible portatif  
à prix explosif!

## Économie

Libéralisme et krach boursier

### Le moins d'Etat a encore de beaux jours

La question était réglée. Faut-il d'une divergence profonde entre les principes politiques sur les grands choix économiques — si l'on excepte les privatisations dans leur ampleur et une aide, bien technique, à l'investissement, — la campagne présidentielle se ferait sur les phénomènes de société : le racisme, la nationalité, la sécurité, etc. Le krach venait, voici l'économie qui refait surface. « La crise favorise Mitterrand, la récession aiderait Raymond Barre », reconnaît ainsi un responsable de la majorité. Libéralisme, privatisation, déréglementation, économie mixte, rôle régulateur de l'Etat pourraient ainsi devenir les expressions-clés des semaines à venir.

Le krach boursier et le tempête monétaire en cours vont-ils pour autant, comme dans les années 30, remettre l'interventionnisme de l'Etat à la mode? Rien n'est moins sûr. Car le libéralisme ne reposait pas tout entier sur la bulle boursière ou sur les « exploits » d'un Ronald Reagan finissant. Sans doute ses zéloteurs ont-ils mis en évidence certains résultats passés de l'économie américaine — le maintien d'une croissance forte, une création d'emplois trois à quatre fois plus importante qu'en Europe et au Japon — sans souligner jamais ce que ces succès devaient au déficit du budget et aux financements extérieurs, deux pratiques qui n'ont pas grand-chose à voir avec la théorie de l'offre des réagissants.

Mais il y a dans la reconnaissance actuelle du rôle du marché autre chose qu'une mode. Elle est le résultat de l'interdépendance croissante des économies, de l'internationalisation des marchés. Elle s'impose par le développement des échanges de biens, par la prolifération des services, par le rôle croissant des multinationales de tous pays, par la globalisation de la finance et les liaisons entre les Bourses. Comme le montre bien Lionel Stoléru dans « L'ambition internationale » (Le Monde du 28 octobre) « le libéralisme n'est plus une doctrine, c'est une donnée internationale ».

Ce qui a été brisé par le krach, c'est l'image la plus cinquantaine du libéralisme. D'abord la bulle spéculative des Golden Boys, avec leurs revenus mirifiques (certains sont aujourd'hui au chômage). Mais aussi l'idée qui prévalait naguère que tout le monde peut faire s'importe quoi : les entreprises industrielles, les sociétés de distribution, voire les compagnies d'assurance, devenir banquiers par exemple. Ce qui a été mis à mal, ce sont aussi les excès de la déréglementation qui laissent les opérateurs sur les marchés sans garde-fous.

#### Le grand marché

En ce sens, le retour de l'Etat régulateur semble inévitable. On a déjà vu sur les marchés à terme — les plus spéculatifs — le montant des dépôts exigés être relevé. On va le voir à la Bourse puisque M. Balladur dit faire travailler ses services sur « les moyens qui permettraient aux épargnants d'être, dans une certaine mesure, protégés contre les risques d'un accident à court terme ».

Mais d'autres raisons laissent à penser que « le libéralisme bouge encore », selon l'expression de Laurent Joffrin dans Libération. Le premier, c'est la volonté exprimée par presque toutes les familles politiques de mener l'Europe vers le grand marché de 1992. Le Marché commun, qui ne l'ignore, est d'essence libérale. Il s'agit désormais d'élimi-

ner les barrières qui entravent encore la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux. Pour ne prendre que deux exemples, en matière de marchés publics — domaine privilégié pour les entreprises nationales, — les secteurs-clés des transports, de l'eau, de l'énergie devront être largement ouverts à la concurrence et pour les télécommunications le seuil d'ouverture minimal — aujourd'hui de 10 % — sera porté à 40 %.

La libéralisation des services devrait aussi bouleverser le marché européen : un Français pourra avoir un portefeuille chez un agent de change londonien, régler ses achats avec une carte de crédit belge, financer sa résidence secondaire en Grèce avec un prêt allemand, assurer son automobile aux Pays-Bas et bénéficier d'une retraite complémentaire italienne ; bref partout les règles nationales devront céder le pas aux règlements communautaires. Il faut ajouter que la libération internationale des échanges dans le domaine des services, négociée dans l'Uruguay Round — par les pays membres du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce) — va encore dans ce sens.

Mais aussi, contrairement à ce qui se passait dans les années 30, la gauche française ne propose pas réellement de politique de rochambeau. N'est-ce d'ailleurs pas elle qui a commencé la libération en France des marchés financiers? M. Delors affirme qu'il n'aurait pas grand-chose à changer à la gestion de M. Balladur, en dehors des privatisations. Et M. Michel Rocard, face au ministre des finances, rappelle que jadis « on était d'autant plus à gauche (...) que les revendications étaient plus fortes et que l'on attendait plus de l'Etat ». « Dieu merci », ajoute l'ancien ministre de l'Agriculture, les socialistes allemands et scandinaves avaient convenus à nous débarrasser de ce virus. Nous aussi nous l'avons fait. » Et de conclure que l'Etat doit « faire seulement son métier et pas celui des autres ».

Certes, la volonté de protectionnisme, d'interventionnisme, peut être avivée en ces périodes de crise financière à droite comme à gauche. A la bataille de Poitiers sur les magnétoscopes, menée à l'automne 1982 par le gouvernement de M. Mitterrand, répondent aujourd'hui les revendications de M. Michel Noir contre Carrefour et ses ventes de téléviseurs asiatiques à bon marché. Et M. Jean-Pierre Chevènement ne désarme pas. Ne redit-il pas dimanche à RMC son désir de voir la gauche sortir du système monétaire européen qui « nous oblige à nous aligner sur la croissance allemande qui est faible et que l'Allemagne peut choisir faible dans la mesure où elle a une démographie qui est elle-même très faible ».

Mais si le débat sur le moins d'Etat oppose simplement nationalistes protectionnistes contre internationalistes défenseurs de la concurrence, il tournera court : c'est là un combat d'arrière-garde, en tout cas au niveau européen.

BRUNO DETHOMAS.

7 F  
NUMÉRO  
DE DÉCEMBRE  
**Le Monde**  
dossiers et documents

LES ARCHIVES  
DE L'ACTUALITÉ

#### FEMMES EN FRANCE

Des acquis juridiques récents.  
Un glissement des valeurs et des statuts.  
Des résistances encore fortes.

#### LES SYNDICATS DE SALARIÉS

L'état des forces.  
Pourquoi le pluralisme?  
Une mutation imposée.  
Un phénomène international.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## “OUI, LE TRAM'OUAIS !”

Le 8 décembre, il faut que  
la Région vote le budget  
du tramway.



Seine-Saint-Denis le département  
Conseil Général



**L'Etat et la Région doivent respecter leurs engagements.**



# Économie

## Calmé sur les marchés financiers

La semaine débute dans le calme sur les marchés des changes. Un calme certes traditionnel en décembre à l'approche des bilans annuels, mais qui est amplifié cette année par l'attente du krach boursier d'octobre.

Les cambistes attendent pour se prononcer de connaître le montant du déficit commercial américain du mois d'octobre qui sera théoriquement publié le jeudi 10 décembre. D'ores et déjà, les cambistes anticipent un solde négatif variant entre 14,5 et 15 milliards de dollars. A côté de cette statistique majeure pour l'évolution des changes s'ajoutent la rencontre américano-soviétique à Washington et le sommet de l'OPEP à Vienne qui débute mercredi.

Dans ce contexte, le dollar à Tokyo a chuté, lundi 7, en légère hausse à 132,63 yens. Le billet vert s'est également raffermi en Allemagne à l'ouverture du marché des changes cotant 1,6670 DM contre 1,6536 DM au fixing vendredi 4. A Paris, il s'établissait à 5,6650 contre 5,6250 à la veille du week-end. L'attente prédominait également sur des informations publiées par le Wall Street Journal qui évoquait une politique d'intervention du Fed permettant d'arrêter la chute de la monnaie américaine. De plus, la Réserve fédérale ne devrait pas assouplir davantage sa politique de crédit après la réduction généralisée des taux d'intérêt en Europe, affirmant certains économistes.

A l'image des changes, les marchés boursiers commencent un certain optimisme. La Bourse de Tokyo clôture, lundi, en très légère baisse mais dans un marché où l'effectuaient de faibles transactions.

## Le dollar est manifestement sous-évalué estime M. Edouard Balladur

M. Edouard Balladur a demandé dimanche 6 décembre un nouveau et rapide renforcement du système monétaire européen (SME) afin de mieux répondre à « la menace commerciale et économique » que constitue « la baisse du dollar manifestement sous-évalué ».

M. Balladur, qui s'exprimait devant le colloque Euro 92, organisé samedi 5 et dimanche 6 par M. Valéry Giscard d'Estaing, a en revanche recommandé la plus grande prudence sur la question de la création d'une banque centrale européenne, prudence par l'ancien président, tout en affirmant qu'on ne pouvait pas se contenter du statu quo.

Pour le ministre, « des progrès peuvent être faits rapidement dans quatre directions ». Il s'agit d'abord de supprimer les différences de statut des onze monnaies européennes. « Toutes les monnaies en état de participer à la discipline commune » devraient donc adhérer au mécanisme de change en adoptant « une règle unique, c'est-à-dire une même marge de fluctuation ».

Sans les exclure, M. Balladur faisait allusion à la livre britannique, qui ne fait actuellement pas partie du mécanisme de change (M= Thatcher reste fondamentalement opposée à l'entrée de la livre dans le SME), et à la lire italienne, qui bénéficie de marges de fluctuation plus élevées que celles des autres monnaies.

Il s'agit ensuite de développer l'ECU, qui doit faire « l'objet d'une large détention à la fois publique et privée, en Europe et hors d'Europe ».

M. Balladur a également demandé une meilleure répartition de « la charge d'ajustement » des économies. « Les pays européens doivent se fixer des objectifs communs », a-t-il dit, en soulignant que les politiques économiques ne devraient plus être jugées « par rapport aux objectifs du pays qui poursuit la politique la plus restrictive ». M. Balladur faisait ainsi manifestement allusion à la RFA. Selon le ministre, l'Europe doit « autre part » définir et mettre en œuvre une stratégie commune vis-à-vis des pays tiers « destinée à défendre sa compétitivité extérieure à un niveau adéquat » ainsi qu'à « exercer une pression collective sur ses grands partenaires commerciaux ».

« Les pays européens doivent tout faire pour éviter une réévaluation excessive de leurs monnaies face au dollar », a dit M. Balladur, dont la baisse constitue non seulement « l'équivalent d'un protectionnisme américain » mais aussi « une menace économique et commerciale » puisqu'elle favorise la compétitivité des nouveaux pays industrialisés d'Asie, qui « sont tous directement ou indirectement rattachés à la zone dollar ».

## AFFAIRES

## Un plan de bataille pour le développement des services

L'hôte de l'air, l'agent d'assurance, le portier d'une boîte de nuit, la coiffeuse, le promoteur immobilier ou le récupérateur de ferraille ont un point commun : ils appartiennent à la grande famille des agents économiques travaillant dans les services, ou, comme préfère le dire les économistes, le secteur tertiaire. Qu'ils relèvent d'entreprises artisanales ou d'une grande firme, qu'ils exercent une profession libérale seuls ou en groupes avec leurs collègues, ils se distinguent en deux catégories selon les classifications de l'INSEE. D'un côté, les services non marchands, c'est-à-dire les fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des organismes sociaux, de l'autre, les entreprises de services marchands exposées à la concurrence et qui fournissent des prestations vendues à un tarif représentatif.

M. Chavares a, sinon le contrôle technique, du moins une sorte de tutelle politique, on notera par exemple que les restaurants et cafés, avec 66 200 entreprises, emploient 249 000 personnes et réalisent 55 milliards de francs de chiffre d'affaires (en 1985). Les services funéraires (1 900 entreprises) ont un chiffre d'affaires de 4,8 milliards et occupent 17 000 personnes.

### Un secteur excédentaire

Du soutien aux entreprises, aux agents immobiliers, en passant par les activités du tourisme, les services permettent à la France d'être, dans ce créneau du commerce extérieur, largement excédentaire, grâce au tourisme surtout : 39 milliards en

de services souhaitent être reconnues par les pouvoirs publics comme une branche maîtresse de l'économie au même titre que l'industrie ou l'agriculture. Pourquoi soutenir par des primes ou des crédits spécifiques telle ou telle filière de production industrielle, et réserver un traitement moins favorable aux services ? Pourquoi différencier les primes régionales quand il s'agit d'usines ou de cabinets d'experts comptables ? Il faut garder une donnée à l'esprit : si depuis 1974 il n'y avait pas eu les services, le nombre de chômeurs en France serait aujourd'hui deux fois plus important. Les services sont aussi un lieu privilégié pour toute expérimentation de l'emploi à temps partiel en raison notamment de la féminisation (1).

### Huit orientations

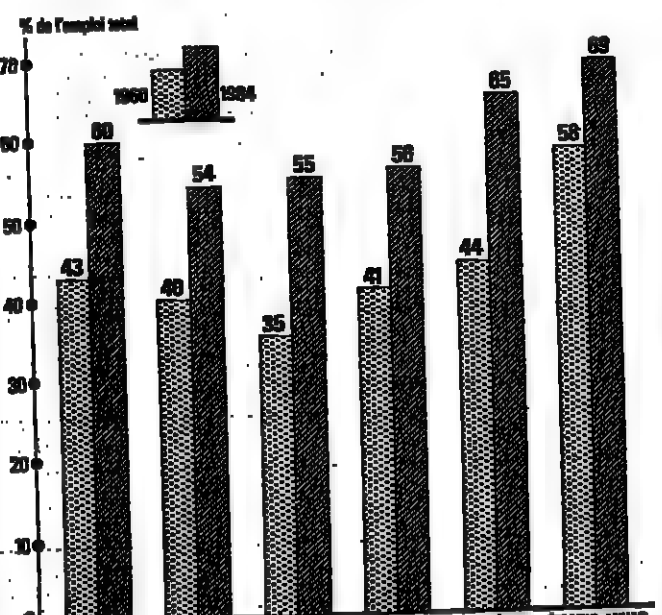
S'appuyant sur un rapport qui vient de lui être remis par le professeur Alain Cottat, M. Chavares veut faire adopter par le gouvernement huit orientations :

- améliorer la connaissance statistique de ce secteur ;
- convaincre les chambres de commerce et d'industrie de mieux représenter au sein de leurs collèges les entreprises des services ;
- détecter les besoins en formation de ces entreprises et orienter l'appareil d'enseignement en conséquence ;
- favoriser l'implantation commerciale des sociétés françaises de services à l'étranger ;
- introduire le maximum de souplesse dans la gestion de ces entreprises, à l'image de ce qui a été fait pour les firmes industrielles ;
- mettre un frein aux formes de concurrence déloyale et aux pratiques de « para-commercialisme » de la part de certaines administrations, collectivités locales, associations ou comités d'entreprise. Un magistrat de la Cour des comptes établira chaque année un rapport qui sera rendu public ;
- rechercher systématiquement la meilleure qualité de prestations. Un prix sera créé à cet effet ;
- enfin, un délégué aux services va être nommé. Il s'agit de M. Yves Lego, cinquante-cinq ans, secrétaire général du Conseil supérieur des classes moyennes depuis 1976. Il aura à coordonner l'action des pouvoirs publics à l'égard des milliers d'entreprises relevant aujourd'hui d'une dizaine de ministères différents.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) L'emploi à temps partiel représentait 18 % de l'emploi total au Japon et 11,7 % en France.

## Part du secteur tertiaire dans la population active



Dans presque tous les pays, trois emplois sur cinq concernent le secteur des services, et, de 1973 à 1985, les créations de postes de travail dans ce secteur ont compensé la perte totale des emplois de l'industrie et de l'agriculture. Comme le montre le graphique ci-dessus, c'est à un phénomène comparable qu'on assiste à l'étranger. La part des services dans l'ensemble de la valeur ajoutée s'accroît, elle aussi, régulièrement. En France, les services représentent 60 % de cette valeur ajoutée, en 1985, au lieu de 48 % en 1959.

d'un coût de revient en termes comptables.

C'est cette vaste sphère qui est la vedette de la semaine qui s'organise, à partir du 7 décembre, M. Georges Chavares, ministre délégué chargé du commerce, de l'artisanat et des services. Une semaine dont les points forts sont la mobilisation de plusieurs équipes de chercheurs et d'universitaires, un colloque sur les services à l'horizon 1992, l'installation de la commission de la commission des comptes des services et surtout le 9 décembre, une communication de M. Chavares, au conseil des ministres.

Parmi les artisans et une famille professionnelle des services reconnues par l'INSEE, et sur lesquelles

1985, et encore 34 en 1986. De ce fait, la France vient juste après les États-Unis comme deuxième exportateur mondial de services. Quant aux emplois, c'est là qu'ils se développent et non plus dans l'agriculture ou l'industrie. 63 % du total des emplois relèvent du secteur tertiaire. Avec cependant des risques de redistribution dans les années à venir. En effet, les gisements de productivité sont considérables dans les branches de l'assurance et des banques comme de la fonction publique, trois secteurs qui vont perdre des emplois d'ici à l'an 2000.

A la fois moteurs de l'expansion et objets de mutation ou d'innovation, exportateurs et soutiens du commerce extérieur, les entreprises

### PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE

Direction de l'administration générale et de la réglementation  
Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie

#### AVIS

d'ouverture d'enquête publique préalable relative au projet présenté par le Conseil général de la Nièvre en vue d'être autorisé à réaliser des équipements sportifs et de loisirs susceptibles d'accueillir plus de 5 000 personnes sur le circuit auto-moto de la Nièvre, situé sur le territoire des communes de Magny-Cours et St-Parize-le-Châtel, et d'enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire de l'opération.

Ces enquêtes seront ouvertes du 28 décembre 1987 au 3 février 1988 inclus dans les communes de Magny-Cours et St-Parize-le-Châtel.

Les pièces du dossier, présentées par le demandeur, ainsi que le registre d'enquête seront déposés à la mairie de Magny-Cours et à celle de St-Parize-le-Châtel, afin que les personnes intéressées puissent en prendre connaissance sur place pendant les heures d'ouverture des mairies.

La commission d'enquête, composée de MM. Roger Friedmann, président de la commission, Pierre Gady et Paul Trochet, se tiendra à la disposition des personnes ou des représentants d'associations qui demanderaient à être entendus à la mairie de Magny-Cours les mardi 2 et mercredi 3 février 1988, de 9 h à 12 h, et à la mairie de St-Parize-le-Châtel les mardi 2 et mercredi 3 février 1988, de 14 h à 18 h.

Toute personne intéressée pourra, à compter d'un mois après la clôture de l'enquête, prendre connaissance en préfecture et en mairies de Magny-Cours et St-Parize-le-Châtel, aux heures d'ouverture normales des bureaux, des conclusions motivées de la commission d'enquête et du mémoire en réponse du demandeur et, le cas échéant, en demander communication par écrit.

Le commissaire de la République,  
JACQUES FOURNET.

## Dans le cadre de sa collection « ANALYSES DE SECTEURS » la société Eurostaf-Dafsa vient de publier une étude sur :

### LES BANQUES DE MARCHÉS

Le mouvement général de réorganisation des flux financiers en France a permis l'instauration de nouveaux marchés de capitaux, de nouveaux instruments financiers et un développement du nombre des opérateurs.

Le développement des nouveaux marchés s'est effectué notamment sous l'impulsion :

- de la nouvelle politique monétaire qui, à un contrôle quantitatif, a substitué une politique de taux d'intérêt ;

- du décloisonnement des marchés et de la désintermédiation, qui ont permis la mise en place d'un marché unifié des capitaux, d'une part, et d'un marché interbancaire, d'autre part (création du MATIF, ouverture d'un marché des options...).

Les nouvelles techniques financières (opérations à terme, swaps, future rate agreements, options) visent à permettre de gérer les risques de marchés liés à la très grande volatilité des taux d'intérêt et aux positions en devises. L'usage de ces nouvelles techniques a été accompagné d'un élargissement de la gamme des instruments financiers et du volume traité sur les marchés.

Les entreprises du secteur sont marquées par la jeunesse des marchés sur lesquels elles opèrent ; le nombre de banques de marchés de création très récente est important. Simultanément, d'anciens établissements (les maisons de réescompte) ont saisi l'occasion de la réorganisation des marchés de capitaux pour s'orienter vers ces nouvelles activités.

Les banques du secteur étudié peuvent être présentées sous une double classification : selon la composition des détenteurs du capital (banques ou grandes entreprises) et selon leur statut juridique.

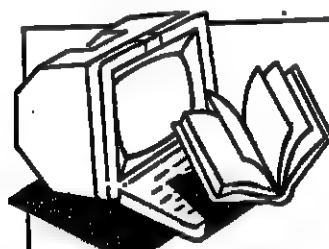
L'analyse d'une vingtaine de banques de marchés permet de constater une forte croissance des indicateurs d'activité, les banques de marchés et les banques de réescompte représentant, en 1986, 5 % de l'activité globale du secteur bancaire, tant par le total du bilan que par le chiffre d'affaires.

La spécialisation très poussée de ces deux catégories de banques (opérations de trésorerie, opérations interbancaires et opérations de placement) leur a permis de dégager des taux de rentabilité (30 % à 50 %) beaucoup plus élevés que ceux de l'ensemble du secteur bancaire, et cela avec des structures réduites. Toutefois, les performances des marchés. Les perspectives pour directement liées au bon fonctionnement des marchés, intégrés non seulement en 1987 et les années suivantes devront, sans nul doute, intégrer non seulement l'évolution d'ensemble des marchés de capitaux, mais aussi les problèmes liés à l'arrivée à maturité de ces nouveaux intervenants et des nouveaux marchés sur lesquels ils agissent.

Cette étude est disponible. Elle est en vente à EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Pour recevoir gratuitement la présentation de cette étude, tél. : 42-61-51-24.

## FORUM INTERNATIONAL DE POLITIQUE DÉBATS EN DÉCEMBRE

- ★ Mercredi 9, VIJAY SINGH : Le problème afghan en Inde. FIP, 18 h 30.
- ★ Jeudi 10, ANDRÉ GLUCKSMANN : « Descartes », c'est la France ». 20 h, Centre Sèvres, 35, rue de Sèvres, Paris VI.
- ★ Mardi 15, PIERRE LELLOUCHE, THIERRY GARCIN : Sécurité en Europe, la nouvelle donne. 20 h 30, Salle Espace : CNES, 2, place Maurice-Quentin, Paris IX.
- ★ Mercredi 16, JEAN FREYSS : Nouvelle-Calédonie, questions économiques, FIP, 18 h 30.
- Les séminaires en Allemagne, Amérique centrale, Israël et Chine commencent en janvier 1988. Pour tous renseignements : 43-36-36-92.
- FIP, 71, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.
- Le n° 5 de « Conjonctures » sort le 15 décembre. Au sommaire, annuaire des grands instituts de recherche sur les problèmes internationaux.



ACHETEZ VOS LIVRES A L'ECRAN  
(LIVRAISON A DOMICILE GRATUITE AU-DESSUS DE 500 F)  
**36.16 TAPEZ LM16**

## CARREFOUR ET INTEREPARGNE : COMPETENCE ET MOTIVATION

### LA PARTICIPATION EN ACTION

Les hommes sont essentiels pour permettre à CARREFOUR de rester leader. Ce sont eux qui font la différence par leur compétence et leur motivation. C'est pourquoi CARREFOUR a, de tout temps, lié les intérêts des hommes à ceux de l'entreprise, ce qui s'est traduit notamment par la signature d'un premier accord de participation dès 1969, par la mise en place d'un Plan d'Épargne d'Entreprise, l'attribution d'actions aux salariés à partir de 1981 et le développement de l'intéressement des salariés par un nouvel accord signé en 1987.

CARREFOUR a choisi INTEREPARGNE comme partenaire pour gérer l'épargne salariale.

INTEREPARGNE, filiale du Groupe BRED, l'un des leaders sur le marché de la Participation, apporte sa longue expérience et son savoir-faire aux entreprises qui désirent associer leurs salariés à leur expansion.

Pour toutes informations : Guy CABESSA, Directeur du Département de l'Épargne Salariale INTEREPARGNE, 9, rue d'Argenson, 75008 PARIS 42 65 59 10.

Etre bien informé, c'est mieux choisir.









# Économie

M. Jacques Chirac en visite dans le Nord-Pas-de-Calais

## Un espoir nommé Europe

C'est une région meurtrie par la crise économique et où les années noires succèdent aux années noires, que M. Jacques Chirac visite le lundi 7 et le mardi 8 décembre, de Lille à Calais. Une région qui depuis que s'est abattue sur elle la triple crise de la sidérurgie, du textile et de la construction navale, n'en finit pas de penser ses plaies, et de préparer par des plans régionaux les voies du renouveau.

Plus que d'autres et avant d'autres, la région et les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais ont subi les coups et profité des ouvertures que leur donnait la décentralisation. Loin de se résigner face à l'adversité et aux effets de la destruction industrielle, ils ont attendu de l'Etat et de la solidarité nationale, les collectivités locales et leurs dirigeants ont voulu eux-mêmes faire les diagnostics, établir les priorités.

Avec des fortunes diverses tant les déséquilibres par rapport à des habitudes de production économiques ancestrales ont été violents, profonds et irréversibles. Comme le dit avec une pointe de nostalgie et de rage le maire d'une ville minière : « Jadis point de mire de l'industrie française, le Nord et le Pas-de-Calais sont faibles aujourd'hui d'avoir été trop forts hier. »

Ce que les experts nomment pudiquement restructuration industrielle ou mutation technique, trouve ici, depuis la Thénacière verdoyante jusqu'aux dunes de Sangatte, une parfaite illustration. Il ne se passe pas de semaine, et cela depuis dix ans, sans que la presse locale annonce des fermetures d'usines ou des départs de bilans. Dans les plaines de l'Artois, et dans les villages fantômes où le dernier café a fermé depuis belle lurette, on sait ce que veut dire le désert rural.

Quant au charbon sur lequel le Nord avait bâti depuis des générations à la fois sa puissance et une

bonne part de son génie, le dernier puits fermait en 1991.

Sans verser dans le misérabilisme facile, il n'est pas possible d'étudier les coups que continue d'endurer cette région, la quatrième de France par sa population.

L'industrie a perdu cent mille emplois depuis dix ans, et le chômage continue de grossir : 14,6 %, alors que le taux de la moyenne nationale dépasse légèrement 11 %. Au cours des douze derniers mois, alors que le nombre des demandes d'emplois progressait en France de 1,1 %, il augmentait de 2,9 % dans ces deux départements.

Phénomène aggravé par l'accroissement démographique, à cause de la jeunesse de la population, et aussi par le niveau de qualification et de formation, très inférieur ici à la moyenne nationale.

### Les plus jeunes

Dans certains arrondissements que carterait M. Chirac n'a pas inscrite à son programme, comme Boulogne, Valenciennes ou la vallée de la Sambre, les taux de chômage sont encore plus considérables et la situation tourne franchement à la catastrophe, en dépit de la mobilisation des élus locaux et des chambres de commerce. Dans la seule zone de Valenciennes, 8 000 suppressions d'emplois industriels sont prévues dans les trois ans qui viennent.

Résultat : ceux qui quittent la région pour tenter de trouver fortune ailleurs sont à la fois les plus jeunes et aussi ceux qui, ayant un diplôme, croient que ce titre leur sera plus utile à Paris ou dans une autre province.

Da coup, les handicaps du Nord-Pas-de-Calais apparaissent crûment. L'image de la région a du mal à retrouver les attraits, et les clichés ont la vie dure.

La population universitaire ne représente que 4,9 % du total de la France, alors que les jeunes de moins de vingt-cinq ans constituent à Lille, Arras ou Dunkerque 8 % des effectifs nationaux.

M. Chirac, qui sera en permanence accompagné pendant son voyage par deux ministres nordistes, MM. Chalandon (Justice) et Descaux (Tourisme), ne pourra pas ne pas apporter à la population des réponses sur la politique de conversion industrielle, la formation professionnelle, la filière agro-alimentaire. Recevant récemment une délégation d'élus locaux, le premier ministre leur avait annoncé une série de bonnes nouvelles, par exemple, l'installation à Longwy de deux usines, l'une japonaise, l'autre coréenne.

Dans le Nord, M. Chirac aura aussi en poche quelques jockers, car, aujourd'hui, les investissements étrangers donnent un sérieux coup de pouce à la politique d'aménagement du territoire.

Heureusement, le Nord a aussi ses atouts, dont il entend bien jouer. Lille-Roubaix-Tourcoing tient tête à Bruxelles, et pourra demain tirer tout le profit de sa position grâce au tunnel sous la Manche, et à sa place de carrefour des TGV Paris-Londres, Bruxelles-Paris et Cologne-Londres. L'appareil de formation technologique est de plus en plus répandu. La région peut aussi tirer tout le profit de sa position de coopération avec l'Afrique occidentale, la Chine et les Etats-Unis. Les industries affirment leurs positions exportatrices, et une coopération étroite se manifeste souvent, sans arrière-pensée politique, entre les élus, les forces économiques et les administrations, comme l'illustre le cas exemplaire de Béthune.

Pendant longtemps région de production, le Nord-Pas-de-Calais voudrait être demain une zone-pilote où l'on conçoit, où l'on décide et où l'on dessine le futur, quand auront été résorbées les friches industrielles, stigmates dérisoires d'un âge d'or révolu.

L'Europe sans frontières de 1992 lui offre des chances géographiques inespérées.

FRANÇOIS GROSSRICHARD.  
(Lire nos Informations page 48.)

## AUTOMOBILE

### Le vice-président de Fiat favorable au gel des importations japonaises en Europe

Intervenant à Tokyo, le vendredi 4 décembre, lors du sixième symposium nippo-européen sur la coopération industrielle, M. Umberto Agnelli, vice-président de Fiat, a mis en garde les Japonais qui voudraient profiter du grand marché européen de 1992. « Il serait illusoire (...) de penser que le marché unique puisse être exploité au détriment de sa priorité : bénéficier à l'industrie européenne », a-t-il affirmé.

M. Agnelli a considéré qu'en matière automobile, trois points étaient « non négociables ». En premier lieu, les importations de voitures japonaises en Europe doivent être gelées au niveau de 1985-1986, en attente d'une augmentation des

exportations européennes, jusqu'à atteindre la proportion d'une voiture européenne exportée au Japon contre deux voitures japonaises exportées en Europe. « La proportion actuelle est de un à vingt en faveur du Japon », a-t-il précisé, ce qui montre l'ampleur du réajustement à réaliser.

En deuxième lieu, M. Agnelli a affirmé que les Japonais ne pourraient pas tourner ce gel en exportant vers l'Europe des voitures fabriquées dans des pays tiers, en Europe de l'Est par exemple. Enfin, il a rejeté l'existence d'usines « tour-nevis » qui assembleraient en Europe les éléments produits au Japon.

M. Agnelli reprendait là les positions définies par le Comité des constructeurs automobiles du Marché commun (le CMA) du 18 février), dont les Français, et notamment M. Jacques Calvet, président du directoire de Peugeot SA, se sont faits les farouches défenseurs. Il est vrai que les Français — qui sont protégés par la limite de 3 % du marché imposée aux importations japonaises — et les Italiens — qui cantonnent les voitures nippones à deux mille unités par an — sont aussi les plus concernés par l'échéance de 1992 et l'ouverture des frontières qui en résultera.

C. B.

## REPÈRES

### Dettes extérieures

#### Moratoire possible de l'Argentine

L'Argentine pourrait se déclarer incapable d'honorer les échéances de sa dette extérieure. Aussi le gouvernement de Buenos Aires s'apprête-t-il selon le Wall Street Journal à déclarer, au cours des mois à venir, un moratoire sur l'essentiel des dettes contractées par le pays vis-à-vis des banques étrangères. En février 1987, l'Argentine avait menacé de suspendre ses remboursements, et il y a

trois semaines le président Alfonsín avait déclaré dans une interview au quotidien mexicain Excelsior que la dette latino-américaine n'était pas remboursable aux conditions actuelles.

### Chômage

#### légère baisse dans la CEE

Le nombre de demandeurs d'emploi dans la CEE a légèrement baissé en octobre, en données brutes, selon les dernières statistiques d'Eurostat : de 0,2 % pour la communauté des Douze, de 0,9 %

pour les Neuf (sans le Grèce, l'Espagne et le Portugal). Par rapport au même mois de l'année précédente, la baisse est de 1,3 % et de 2,4 % respectivement. Mais cette baisse est limitée à la Belgique, la RFA, l'Irlande, les Pays-Bas et surtout la Grande-Bretagne (-4,1 % en un mois).

A la fin d'octobre, toujours selon Eurostat le taux de chômage s'établissait à 10,8 % pour les Neuf, 18,4 % en Irlande, 14,3 % en Italie, 12,4 % en Belgique, 11,9 % aux Pays-Bas, 11,5 % en France, 10 % en Grande-Bretagne, 7,6 % en RFA, 7,4 % au Danemark et 1,7 % au Luxembourg.

## PUBLICATIONS JUDICIAIRES

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 13<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 13 octobre 1987 SECTION A, le sieur BELLAGH Rajeb, né le 27 août 1938, à Tunis (Tunisie), demeurant 3, rue Jules-Vaillat à Paris 2, a été condamné à 3 mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende pour TROMPERIE SUR LA NATURE, LA QUALITÉ, LA QUANTITÉ OU L'ORIGINE D'UNE MARCHANDISE. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux Le Monde et Le Figaro. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 9 juillet 1987, le sieur MESSECA Elie Jacques, né le 22 août 1937 à Alexandrie (Egypte), demeurant 21, rue Chateaubriand à Paris 16<sup>e</sup>, a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE (période du 1<sup>er</sup> décembre 1979 au 31 mars 1982). La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux Le Monde et Le Figaro.
- L'affichage de cet arrêt par extrait pendant 3 mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Paris 16<sup>e</sup> et sur la porte extérieure de l'immeuble sis au 24 de la rue Gramont à Paris, où M. MESSECA a exercé son activité. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 13<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 29 septembre 1987, le sieur BENSOUSSAN Patrick, né le 5 février 1961 à Drancy (93), demeurant 5, rue de la Fosse-aux-Moines à Cramail (94), a été condamné à 3 mois d'emprisonnement avec sursis — 10 000 F d'amende pour TROMPERIE SUR LES QUALITÉS DE LA MARCHANDISE. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux Le Monde et Le Figaro.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 10 juillet 1987, le sieur PROUVE-COLLE Michel, né le 26 juin 1938 à Béziers-sur-Mer (44)

demourant 8 place Saint-Sulpice à Paris 6, a été condamné à 4 mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux Le Journal officiel, Le Figaro et Le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 19 novembre 1986, la dame WARMAN Roza, épouse HERZBERG, née le 25 octobre 1936 à Paris 10<sup>e</sup>, demeurant 17, rue Solenne à Paris 11<sup>e</sup>, a été condamnée à 15 mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE ET OMISSION DE PASSATION D'ECRITURES. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux Journal officiel, Le Figaro et Le Monde ;
- L'affichage de cet arrêt par extrait pendant 3 mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Paris 11<sup>e</sup> et sur la porte extérieure de l'immeuble sis au 170 de la rue Jean-Jaures à Bagnolet, où M<sup>me</sup> WARMAN Roza, épouse HERZBERG, exerçait son activité. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 11<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 7 juillet 1987, le sieur GRANGE François Yves, né le 27 août 1947 à Paris 15<sup>e</sup>, demeurant 40 bis, rue Jules-Ferry à Chateaux, conducteur de travaux, et la société SOBEA ayant son siège à Neuilly-Malmaison, avenue Napoléon-Bonaparte BP 321, civilement responsable, ont été condamnés à 13 mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende en tout cas depuis temps non prescrit, par application des articles L 263-2 et L 263-5 du Code du travail, 2 à 24 du Décr. 65/48 du 5 janvier 1965 (a été condamné à 13 amendes de 1 000 F chacune, a été ordonné :

- La publication de cet arrêt aux frais du condamné dans les journaux Le Monde et Le Figaro.
- Ordonné l'affichage aux portes de l'entreprise pendant 15 jours. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 19 novembre 1986,

le sieur HERZBERG Joël, alias DUMOUTIER, né le 18 janvier 1926 à Randon - Pologne, demeurant 17, rue Solenne, Paris 11<sup>e</sup>, a été condamné à 18 mois d'emprisonnement et 20 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE ET OMISSION DE PASSATION D'ECRITURES. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux Journal officiel, Le Figaro et Le Monde ;
- L'affichage de cet arrêt par extrait pendant 3 mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Paris 11<sup>e</sup> et sur la porte extérieure de l'immeuble sis au 170 de la rue Jean-Jaures à Bagnolet, où M. HERZBERG Joël, alias DUMOUTIER, exerçait son activité (SARL « C.E.M.C.O. »). Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

Suivant jugement contradictoire rendu par le tribunal correctionnel de Toulouse, le 13 janvier 1987, le nommé BAUDRAN Serge, né le 7 mai 1932, à Hyères 83, représentant, demeurant à Aix-les-Bains, 7, rue de Genève, a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et publication de la décision dans le Journal officiel et dans le Monde et Nice-Matin ainsi que l'affichage pendant trois mois sur les panneaux officiels de la commune où M. Baudran a son domicile, pour complicité de fraude fiscale dans le cadre de la SARL Caves verrières, par aide et assistance, art. 59, 60, 1741, 1743 du Code général des impôts.

Suivant jugement contradictoire rendu par le tribunal correctionnel de Toulouse, le 13 janvier 1987, la nommée FERRARI épouse LUCCHIARDI Lydie, née le 16 mars 1947, à Paris (10<sup>e</sup>), demeurant à Toulouse, 112, avenue du 15<sup>e</sup> Corps, a été condamnée à la peine d'un an d'emprisonnement avec sursis et publication de la décision par extrait dans le Journal officiel et dans le Monde et Nice-Matin, ainsi que l'affichage pendant trois mois sur les panneaux officiels de la commune où M<sup>me</sup> FERRARI a son domicile, pour complicité de fraude fiscale dans le cadre de la SARL Le COLONIS, art. 59, 60, 1741 et 1743 du Code général des impôts.

Suivant jugement contradictoire rendu par le tribunal correctionnel de Toulouse, le 13 janvier 1987, la nommée GIANNOTTI Arlette, née le 16 février 1937, à Thonon-les-Bains (74), demeurant à Toulouse, rue Henri-Poincaré, l'oiseau de feu, a été condamnée à la peine d'un an d'emprisonnement avec sursis et publication de la décision par extrait dans le Journal officiel ainsi que dans le Monde et Nice-Matin, ainsi que l'affichage pendant trois mois sur les panneaux officiels de la commune où M<sup>me</sup> GIANNOTTI a son domicile, pour fraudes fiscales commises en 1981, 1982, 1983, articles 1741 du Code général des impôts.

## PARIS - POINTE-A-PITRE - PARIS

Au lieu de faire une croix sur votre voyage en Guadeloupe faites le point.

**2.480F\***

le point  
MULHUSE

\*Vol A.R. au départ de Paris à partir de 2480F sur 747.  
Vol Paris-Paris + séjour d'une semaine, hôtel\*\*\* (Le Crêole Beach), chambre double, petit déjeuner, à partir de 5090F/personne.  
Tél.: 42.96.63.63 / 47.63.22.58 / 46.34.21.17. Minitel: 36.15 P.M.  
Association à but non lucratif. 80F cotisation membre obligatoire. Agrément ministériel n° 75073. Sous responsabilité technique G.M.T.T. n° 1472 A

AVANT DE PARTIR, FAITES LE POINT.

## ACCOR A UN PLAN D'INTEREPARGNE

### LA PARTICIPATION EN ACTION

ACCOR, entreprise d'hôtellerie, de restauration et de services, mise sur ses salariés et les associe à la marche de l'entreprise.

En France, ACCOR a mis en œuvre un Plan d'Epargne d'Entreprise pour intéresser ses 22 150 salariés à ses résultats et à son expansion.

ACCOR a choisi INTEREPARGNE comme partenaire pour gérer son Plan d'Epargne d'Entreprise.

INTEREPARGNE, filiale du Groupe BRED, l'un des leaders sur le marché de la Participation, apporte sa longue expérience et son savoir-faire aux entreprises qui désirent associer leurs salariés à leur expansion.

Pour toutes informations : Guy CABBESSA, Directeur du Département de l'Epargne Salariale INTEREPARGNE, 9, rue d'Argenson. 75008 PARIS 42 65 59 10.

Etre bien informé, c'est mieux choisir.





صك من الاجل

# Marchés financiers

## La Banque de Bilbao retire son OPA sur Banesto Une victoire du conservatisme espagnol

MADRID  
de notre correspondant

La plus ambitieuse opération de concentration bancaire jamais projetée en Espagne a finalement fait long feu. M. José Ángel Sánchez Asain, président de la Banque de Bilbao (le troisième établissement financier du pays), a annoncé, le samedi 5 décembre, qu'il retirait l'offre publique d'achat des actions de la Banque espagnole de Crédit, dite Banesto (la deuxième d'Espagne), qu'il avait annoncée à peine seize jours plus tôt.

Cette décision a été prise moins de vingt-quatre heures après que les responsables de trois des Bourses espagnoles, celles de Madrid, Barcelone et Valence, eurent déclaré non recevable l'offre de la Banque de Bilbao, en arguant d'un vice de forme : l'assemblée des actionnaires qui devait approuver l'augmentation de capital destinée à financer en partie l'OPA n'avait pas encore eu lieu.

Cette interprétation de la législation en vigueur a été qualifiée d'« arbitraire » par la Banque de Bilbao, pour qui elle conduirait en fait à rendre impossible toute OPA d'envergure en Espagne : réunir au préalable plusieurs dizaines de milliers d'actionnaires aurait réduit à néant l'effet de surprise indispensable dans toute opération de ce type. Certes, la Banque de Bilbao aurait pu lancer une contre-offensive, et déposer un recours. La législation espagnole prévoit d'ailleurs un arbitrage du ministère de l'économie en cas de désaccord concernant une OPA entre les quatre Bourses nationales. Or contrairement aux trois autres, la Bourse de Bilbao avait déclaré, jeudi, conforme à la législation l'opération projetée par M. Sánchez Asain.

Toutefois, en décrétant unilatéralement, sans attendre l'arbitrage du ministère de l'économie, la reprise de la cotisation, dès ce lundi, des actions de Banesto et de la Banque de Bilbao — cotation suspendue depuis l'annonce de l'OPA — les responsables de la Bourse de Madrid ont rendu l'offre publique d'achat pratiquement irréalisable. Le cours des titres du Banesto risquait en effet de monter en flèche face à la perspective d'un rachat postérieur avantageux par la Banque de Bilbao. Certes, M. Sánchez Asain a lui-même commis quelques erreurs,

dont la moindre n'est pas d'avoir attendu deux semaines entre l'annonce de l'OPA et sa présentation officielle. Un laps de temps qui a permis au conseil d'administration du Banesto, jusque là en proie à de sérieuses querelles intestines, de refaire son unité autour d'un nouvel « homme fort » : M. Mario Conde, détenteur d'environ 7 % des actions de la banque. A trente-neuf ans, celui-ci prenait la succession du président sortant M. Pablo Garnica, de deux fois son aîné, et élaborait immédiatement une stratégie de défense cohérente, passant par la mise au point d'une contre-OPA et par le lancement d'une campagne de « résistance » auprès des actionnaires.

### Des habitudes d'oligopole

Mais l'échec de M. Asain provient surtout d'une opération qui aurait sans doute paru normale dans la plupart des pays occidentaux, mais qui allait en Espagne à l'encontre de trop d'habitudes héritées du passé. Habituellement prompt à chanter les vertus du libéralisme, la droite économique espagnole a en effet démontré à cette occasion que sa conception de la libre concurrence est plus théorique que réelle. Les responsables de plusieurs grandes banques espagnoles — mais pas toutes cependant — habitués depuis l'époque de Franco à vivre en régime d'oligopole, se répartissent le marché au lieu de chercher à le conquérir, accusant en substance M. Sánchez Asain de trahison.

La CEOE (la confédération patronale) et la presse de droite n'étaient pas en reste, accusant notamment M. Asain d'avoir inutilement perturbé le climat de tranquillité devant prévaloir, à leurs yeux, dans les milieux financiers.

Reste que l'échec de la Banque de Bilbao ne modifie pas les réalités : les banques espagnoles semblent difficilement à même de faire face, en 1992, au défi de la concurrence européenne, et l'amélioration de leur compétitivité passe sans doute par un processus de concentration leur permettant de réaliser les économies d'échelle correspondantes. Mais combien de responsables bancaires espagnols raisonneront-ils aujourd'hui en fonction de 1992 ?

THIERRY MALINIAK.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Les groupes AGS-BMP et IMETAL ont décidé de rapprocher leurs activités exercées dans les régions des Charentes par leurs filiales Argiles et Minéraux AGS et Sarcel, pour former un nouvel ensemble dont le chiffre d'affaires devrait approcher 400 millions de francs.

Le capital de Sarcel est désormais détenu à 100 % par Argiles et Minéraux.

AGS, dont le capital se trouve réparti entre AGS-BMP pour 60 %, et IMETAL (groupe IMETAL) pour 40 %. Les deux groupes ont également procédé à une rationalisation de leurs activités dans le bassin de Provins. Miraval étant devenu seul actionnaire de la société Terres de Châlons et de la Compagnie des réfractaires de Seine-et-Marne, jusqu'alors filiales d'AGS-BMP.

### VALEURS DE FRANCE

Le 30 novembre 1987, la valeur liquidative de la SICAF « Valeurs de France », Société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 306,50 F (305,34 F le 13-11-87).

A la même date, l'action de « Valeurs de France » cotait 307 F (310 F le 13-11-87). L'actif de la SICAF était composé comme suit : Obligations : 18,42 % ; Titres intermédiaires (1) : 14,93 % ; Titres non cotés : 13,56 % ; Actions : 35,70 % ; Disponibilités : 17,39 %.

(1) Titres participatifs, certificats d'investissement, bons de souscription d'actions et d'obligations.

### Carnet des Entreprises



Le conseil de surveillance de la B.P.I.A., Banque Parisienne d'Investissement et d'Arbitrage (groupe DUMÉNIL-LEBLÉ), réuni le 3 décembre 1987, a décidé de nommer comme directeurs généraux, membres du directoire :

- Daniel BAGAUT, directeur central de DUMÉNIL-LEBLÉ, chargé des opérations de marchés ;
- Philippe DUVILLART, directeur central de DUMÉNIL-LEBLÉ, chargé des opérations de gestion ;
- Pierre LEGRAND, directeur général de DUMÉNIL et Associés, chargé du trading actions.

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable	76,7	72
Valeurs industrielles	83	77
Valeurs étrangères	58,8	52,2
Industrie-Energie	76,4	74,7
Industrie	75,3	70,1
Industrie chimique	65,9	63,8
Industrie métallurgique	65,9	63,8
Industrie électrique	65,9	63,8
Industrie aéronautique	65,9	63,8
Industrie automobile	65,9	63,8
Industrie textile	65,9	63,8
Industrie alimentaire	65,9	63,8
Industrie pharmaceutique	65,9	63,8
Industrie chimique	65,9	63,8
Industrie métallurgique	65,9	63,8
Industrie électrique	65,9	63,8
Industrie aéronautique	65,9	63,8
Industrie automobile	65,9	63,8
Industrie textile	65,9	63,8
Industrie alimentaire	65,9	63,8
Industrie pharmaceutique	65,9	63,8

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. fixe 87,2 | 84,4 || Valeurs étrangères, à rev. fixe | 87,2 | 84,4 |
| Valeurs industrielles, à rev. fixe | 87,2 | 84,4 |
| Valeurs étrangères, à rev. fixe | 87,2 | 84,4 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

27 nov. 4 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable 76,7 | 72 || Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |
| Valeurs industrielles, à rev. variable | 76,7 | 72 |
| Valeurs étrangères, à rev. variable | 58,8 | 52,2 |

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principales postes sujets à variation

(en millions de francs)

ACTIF

1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER

2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT

4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FÉCOM

5) DIVERS

6) DIVERS

7) DIVERS

8) DIVERS

9) DIVERS

10) DIVERS

11) DIVERS

12) DIVERS

13) DIVERS

14) DIVERS

15) DIVERS

16) DIVERS

17) DIVERS

18) DIVERS

19) DIVERS

20) DIVERS

21) DIVERS

22) DIVERS

23) DIVERS

24) DIVERS

25) DIVERS

26) DIVERS

27) DIVERS

28) DIVERS

29) DIVERS

30) DIVERS

31) DIVERS

32) DIVERS

33) DIVERS

34) DIVERS

35) DIVERS

36) DIVERS

37) DIVERS

38) DIVERS

39) DIVERS

40) DIVERS

41) DIVERS

42) DIVERS

43) DIVERS

44) DIVERS

45) DIVERS

46) DIVERS

47) DIVERS

48) DIVERS

49) DIVERS

50) DIVERS

51) DIVERS

52) DIVERS

53) DIVERS

54) DIVERS

55) DIVERS

56) DIVERS

57) DIVERS

58) DIVERS

59) DIVERS

60) DIVERS

61) DIVERS

62) DIVERS

63) DIVERS

64) DIVERS

65) DIVERS

66) DIVERS

67) DIVERS

68) DIVERS

69) DIVERS

70) DIVERS

71) DIVERS

72) DIVERS

73) DIVERS

74) DIVERS

75) DIVERS

76) DIVERS

77) DIVERS

78) DIVERS

79) DIVERS

80) DIVERS

81) DIVERS

82) DIVERS

83) DIVERS

84) DIVERS

85) DIVERS

86) DIVERS

87) DIVERS

88) DIVERS

89) DIVERS

90) DIVERS

91) DIVERS

92) DIVERS

93) DIVERS

94) DIVERS

95) DIVERS

96) DIVERS



## Marchés financiers

## BOURSE DU 4 DECEMBRE

Réglement mensuel																			
Comp. action	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Composition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Composition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Composition	
1890	A.S. 1973	1670	1685	1800	+ 0.53		1000	1000	1000	1000	+ 0.53		1000	1000	1000	1000	+ 0.53		
1890	ALCAN 3%	1075	1085	1061	+ 0.82		1000	1000	1000	1000	+ 0.82		1000	1000	1000	1000	+ 0.82		
1068	ALP 7%	1075	1087	1067	- 0.73		1000	1000	1000	1000	- 0.73		1000	1000	1000	1000	- 0.73		
1068	Chad. Lys. T.P.	1075	1087	1067	- 0.73		1000	1000	1000	1000	- 0.73		1000	1000	1000	1000	- 0.73		
1440	Plasma-Pol. T.P.	1440	1420	1420	- 1.38	2220	1440	1420	1420	- 1.38	2220	1440	1420	1420	- 1.38	2220	1440	1420	- 1.38
1816	Shore-Pol. T.P.	1816	1870	1870	- 0.28	300	1816	1870	1870	- 0.28	300	1816	1870	1870	- 0.28	300	1816	1870	- 0.28
1258	St-Gabriel T.P.	1215	1210	1210	- 0.40	245	1258	1210	1210	- 0.40	245	1258	1210	1210	- 0.40	245	1258	1210	- 0.40
320	Accor	301	189	235 50	- 0.78	140	320	189	235 50	- 0.78	140	320	189	235 50	- 0.78	140	320	189	- 0.78
440	Agropar Hiver	433	424	424	- 2.08	380	440	424	424	- 2.08	380	440	424	424	- 2.08	380	440	424	- 2.08
516	Al Lipide	500	488 10	488	- 2.80	300	516	488 10	488	- 2.80	300	516	488 10	488	- 2.80	300	516	488 10	- 2.80
1890	Alcan	1881	1846	1840	- 0.88	140	1890	1846	1840	- 0.88	140	1890	1846	1840	- 0.88	140	1890	1846	- 0.88
1460	Alcan	1461	1423	1423	- 3.46	860	1460	1423	1423	- 3.46	860	1460	1423	1423	- 3.46	860	1460	1423	- 3.46
270	A.L.S.P. 4%	281	280	280	- 0.35	1030	270	280	280	- 0.35	1030	270	280	280	- 0.35	1030	270	280	- 0.35
245	Alcan	245	240	240	- 5.33	340	245	240	240	- 5.33	340	245	240	240	- 5.33	340	245	240	- 5.33
1380	Alcan	1458	1367	1367	- 6.05	610	1380	1367	1367	- 6.05	610	1380	1367	1367	- 6.05	610	1380	1367	- 6.05
320	Amesbury-Hey	325	310	310	- 4.62	240	320	310	310	- 4.62	240	320	310	310	- 4.62	240	320	310	- 4.62
740	Alcan	740	778	778	+ 5.13	225	740	778	778	+ 5.13	225	740	778	778	+ 5.13	225	740	778	+ 5.13
630	Alcan	620	600	600	- 0.12	225	630	600	600	- 0.12	225	630	600	600	- 0.12	225	630	600	- 0.12
270	B.A.P.	280	265	265 20	- 5.29	207	270	265	265 20	- 5.29	207	270	265	265 20	- 5.29	207	270	265	- 5.29
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell-Expans. *	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	277	- 1.07	1690	280	277	- 1.07
280	Bell																		

Comptant (selection)

SICAV (selection)

4/12

VALEURS	% du c.m.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frans incl.	Rachet net	
Obligations																					
Emp. 7 1/2 1972	8022		Compt. (M)	161	160	London	780	780	Suez (Fin. del CP	289 50	278		A.A.A.	678 81	682 28	Frans-Région	608 17	608 22	Châti-Région	1038 02	1022 74
Emp. 8 1/2 77	124	4 713	Compt. (M)	115 30	108 50	Louvre (del)	680	681	Talpa	817	817		Action	677 18	677 18	Frans-Associations	1268 08	1268 08	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 78/79	100 25	3 308	Chenab (M)	138	144 20	Louis	865	820	Talpa	1221	1228		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 79/80	102 45	2 776	C.I.C. (Fin. del)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 80/81	104 76	3 047	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 81/82	105 15	12 250	C.I.C. (Fin. del)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 82/83	112 85	14 408	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 83/84	114 36	7 883	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 84/85	113 80	11 480	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 85/86	118 00	12 813	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 86/87	108 83	1 833	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 87/88	107 55	8 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 88/89	101 05	7 813	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 89/90	1804		Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 90/91	160 20	5 246	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 91/92	163 25	1 833	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 92/93	165 70	8 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 93/94	168 25	9 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 94/95	170 75	10 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 95/96	173 25	11 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 96/97	175 75	12 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 97/98	178 25	13 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 98/99	180 75	14 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 99/00	183 25	15 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 00/01	185 75	16 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 01/02	188 25	17 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 02/03	190 75	18 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 03/04	193 25	19 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 04/05	195 75	20 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 05/06	198 25	21 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 06/07	200 75	22 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 07/08	203 25	23 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 08/09	205 75	24 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 09/10	208 25	25 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 10/11	210 75	26 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 11/12	213 25	27 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 12/13	215 75	28 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 13/14	218 25	29 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 14/15	220 75	30 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 15/16	223 25	31 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 16/17	225 75	32 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 17/18	228 25	33 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 18/19	230 75	34 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 19/20	233 25	35 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 20/21	235 75	36 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 21/22	238 25	37 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 22/23	240 75	38 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 23/24	243 25	39 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 24/25	245 75	40 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 25/26	248 25	41 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 26/27	250 75	42 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 27/28	253 25	43 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 28/29	255 75	44 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 29/30	258 25	45 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 30/31	260 75	46 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 31/32	263 25	47 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 32/33	265 75	48 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 33/34	268 25	49 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action France	377 83	377 83	Frans-Associations	328 76	328 76	Outcrop Shaw	1242 10	1215 78
10 1/2 34/35	270 75	50 849	Chenab (M)	230		Machin Rail	25	25	Talpa	366	350		Action								



سكزا من الامم

48 • Mardi 8 décembre 1987 •

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La somme Reagan-Gorbatchev. 4-5 L'échec du conseil européen de Copenhague. 6 La politique de détente en Tunisie. 7 Le Tibet pratiquement fermé aux étrangers. 9 Appel à la grève générale en Haïti.	11 M. Le Pen refoulé par des manifestants antiracistes. 12 Le XXVI <sup>e</sup> Congrès du PCF. 14 Le financement des partis et les « affaires ». 2 Débats : « Mon témoignage sur Heidegger », par J. Royan ; « Il nous faut un président-magasin », par S. Krief.	16 Le congrès de l'Association professionnelle des magistrats. 18 La situation dans les universités. 20 Sports. — Ski alpin : le Critérium de la première neige ; Sports équestres : le jumping de Bordeaux.	21 Musique : Don Giovanni, salle Favart ; Jeffrey Tate et Mitsuko Uchida avec l'Orchestre de Paris. 22 Théâtre : les Galeries du duc d'Orléans, de Jean Mairat. — Communication : les chaînes de télévision font main basse sur la production.	41 Les inconnues des élections prud'homales. 43 Un plan de bataille pour les services. — Le dollar est sous-évalué, estime M. Balladur. 45 Le vice-président de Fiat favorable au gel des importations japonaises en Europe.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 26 à 36 Campus ..... 25 Carnet ..... 25 Légion d'honneur ..... 25 Loto, Loto sportif ..... 24 Météorologie ..... 24 Mots croisés ..... 24 Radio-télévision ..... 24 Spectacles ..... 23	• Chaque matin : le mini-journal JOUR • Bourse : le krach rampe • Reagan-Gorbatchev : votre avis sur la sommation P.I. 3618 Tapez LEMONDE Commandez vos livres sur la librairie du Monde 3616 + LM 16

## La visite de M. Chirac dans le Nord et le Pas-de-Calais

### L'accueil « républicain » de M. Mauroy

LILLE  
de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac, qui visite le Nord et le Pas-de-Calais le lundi 7 et le mardi 8 décembre, a été reçu à l'hôtel de ville de Lille, lundi matin, par M. Pierre Mauroy.

MM. Chirac et Mauroy ont passé une demi-heure en tête à tête dans le bureau du maire. L'ancien premier ministre a ensuite adressé à son successeur, dans le salon d'honneur de l'hôtel de ville, une allocution dans laquelle il a exalté les vertus du dialogue républicain. « Il faut, a-t-il dit, qu'il y ait un débat d'idées qui puisse honorer la France et la démocratie », a déclaré M. Mauroy. « Actuellement, a-t-il ajouté, il y a trop d'excès. Nous devons faire en sorte que la France s'élève, plutôt que de la tirer vers le bas. »

En réponse, M. Chirac a exprimé sa « gratitude » pour l'accueil de M. Mauroy et pour sa référence aux valeurs républicaines, qui, a-t-il dit, « sont aussi les miennes ». M. Chirac a admis que, d'accord sur la devise républicaine, son hôte et lui-même avaient peut-être une « divergence », comme l'a fait observer M. Mauroy, sur la conception de l'égalité et de la solidarité.

P.J.

(Lire nos informations page 45.)

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 7 décembre : 4

**Très sombre**  
Début de semaine maussade à la Bourse de Paris. Après avoir ouvert à -1,62 %, l'indice de tendance reculait à -2,09 %. A la hausse figuraient BP France (+4,1 %), Total (+2,7 %), SLM Co (+1,4 %), Roger Bellon (+1,4 %), Eurocom (+1,3 %) et Bail Equipement (+1,1 %). En baisse, on notait Cap Gemini Sogefi (-5,4 %), Aspi (-5,1 %), SGE (-8 %), BHV (-7,7 %), Opfi Paribas (-7,4 %), De Dietrich (-7 %), SEB (-6,8 %), UCB (-6,7 %) et BIS (-6,5 %).

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Agropar	253 50	257	257
Agropar Hénin	424	434	422
Air Liquide B.T.	488	480	475
Sanofi S.A.	387	385	380
Banque Paribas	2180	2180	2180
Banque Paribas	385	380	380
B.S.N.	4070	4020	4030
Carrefour	685	685	685
Compagnie S.A.	328	328	328
Elf-Aquitaine	.....	.....	.....
Elf	.....	.....	.....
Elf-Aquitaine	.....	.....	.....
Lyonnaise-Capelle	.....	.....	.....
Lyonnaise des Eaux	1225	1220	1220
Michelin	178	177	170 50
Midi (Café)	1430	1400	1385
Midi-Hennessy	718	718	720
Novag Média	.....	.....	.....
Oréal B.T.	.....	.....	.....
Perrier	.....	.....	.....
Pengard S.A.	.....	.....	.....
Sanofi S.A.	419	418	418
Sanofi	501	495	500
Sanofi-Synthelabo	507	500	500
Thomson-C.S.F.	.....	.....	.....
Toutat-C.F.P.	.....	.....	.....
Voile	419	417	411

## Le Sénat adopte le budget de 1988

Le projet de budget pour 1988 a été adopté par le Sénat, le dimanche 6 décembre à 2 h 40, par 224 voix contre 85 (socialistes et communistes).

M. MASSERET (PS, Moselle) a affirmé que « ce budget n'est ni sincère, ni crédible, ni juste. Votre politique est celle du renoncement et de la démission, qui conduit tout droit à la désespérance et brise la cohésion sociale, sans laquelle il n'est pas d'issue à la crise ». M. VIZET (PC, Essonne) juge que le débat a été « vain ». M. DANIEL ROEFEL (Un. a., Bas-Rhin), président du groupe de l'Union centriste, approuve, en revanche, ce budget, « qui a été amélioré par le Sénat en ce qui concerne l'agriculture et les collectivités locales ». M. JACQUES PELLETIER (Aisne), président du groupe de la Gauche démocratique, approuve les choix de gouvernement : « Baisse de l'impôt, réduction de l'endettement public,

## Après interpellation en région parisienne

### Le ministre de l'intérieur annonce l'expulsion de plusieurs dizaines d'opposants iraniens

Le ministre de l'intérieur a diffusé, le lundi 7 décembre en fin de matinée, un communiqué annonçant l'interpellation en vue de leur expulsion de plusieurs dizaines d'opposants iraniens au régime de Téhéran. « Ce matin, précise le ministre, dans différents départements de la région parisienne, les services de police ont interpellé plusieurs dizaines de ressortissants iraniens appartenant à une organisation politique étrangère — les Moudjahidins du peuple — et se livrant au sein de cette organisation à des actions militantes qui portent atteinte à l'ordre public. Après vérification de leur identité, ces ressortissants ont fait l'objet d'un arrêté d'expulsion. Il ont été placés en rétention administrative. »

Organisés par les préfets des départements concernés, avec

notamment le recours aux policiers des renseignements généraux, ces opérations avaient été décidées dès vendredi 4 décembre. Un porte-parole des Moudjahidins du peuple a déclaré lundi matin : « Le gouvernement français est en train de payer, pour ses otages, une lourde rançon aux tortionnaires de Khomeiny et à son régime chancelant. La résistance iranienne et le peuple d'Iran n'oublieront pas ces actes inamicaux, alors que, depuis le départ d'un dernier de M. Massoud Rastjani, chef des Moudjahidins, réfugié depuis 1981 à Auvers-sur-Oise, pour l'Irak, nous avons toujours respecté pour nos activités le cadre défini par le gouvernement français. Nous payons le prix d'un marchandage qui n'honore personne, ni la France ni l'Iran. »

Le 7 juin 1986, une opération de police semblable avait été menée au quartier général des Moudjahidins du peuple à Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise). Le leader de ce mouvement d'opposition au régime iranien avait rejoint Bagdad, après qu'un arrêté d'expulsion ait été pris à son encontre par le ministre de l'intérieur. Le vice-premier ministre iranien, M. Ali Reza Moayyad, avait alors estimé que la France avait ainsi « rempli une des conditions » à la normalisation des relations entre Paris et Téhéran. M. Jacques Chirac avait, pour sa part, estimé que « l'Iran est prêt à juste titre par l'abus du droit d'asile de la part d'un certain nombre de réfugiés iraniens ». Les opérations de ce lundi semblent plus importantes que celles de juin 1986 et sont évidemment à rapprocher de l'affaire des otages.

## Avant de rencontrer M. Gorbatchev

### M<sup>me</sup> Thatcher a invité le président Reagan à plus de souplesse sur la « guerre des étoiles »

M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, premier ministre britannique, devait avoir, le lundi 7 décembre, un « déjeuner de travail » avec M. Gorbatchev à la base militaire de Brize Norton, à une centaine de kilomètres de Londres. Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a, de son côté, rencontré son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze. Les deux hommes devaient notamment évoquer les droits de l'homme et la situation des juifs en Union soviétique, ainsi que l'Afghanistan et la guerre entre l'Iran et l'Irak.

LONDRES  
de notre correspondant

M<sup>me</sup> Thatcher a des idées sur la façon de surmonter l'obstacle de la « guerre des étoiles » dans les futures négociations américano-soviétiques sur les armes stratégiques, et devait les exposer, ce lundi 7 décembre, à M. Gorbatchev.

Elle estime que les deux super-puissances devraient établir un calen-

drier concernant, pour leurs recherches respectives, les systèmes d'armes de type nouveaux susceptibles d'être déployés dans l'espace. Le premier ministre a écrit, il y a quelques jours, au président Reagan, pour lui faire part de cette suggestion.

Le Foreign Office s'est employé, par des fuites organisées à la veille et au cours du week-end, à révéler le contenu de cette lettre qui ne devait normalement pas être publiée. M<sup>me</sup> Thatcher évite apparemment d'entrer dans la querelle entre les Soviétiques, qui demandent que tout déploiement d'armes dans l'espace soit interdit pendant dix ans, et les Américains, qui ne veulent pas aller plus loin que sept ans.

Le premier ministre adopte cependant une position nettement différente de celle du président Reagan. Elle invite en clair ce dernier à se montrer plus souple dans sa défense de la « guerre des étoiles » et à fixer prioritairement à l'avance le rythme des recherches sur ces nouveaux systèmes d'armes de façon à permettre la signature avec les Soviétiques d'un traité réduisant de 50 % les engins stratégiques. Au-delà de l'accord sur les forces

nucléaires intermédiaires (FNI), principal objet du sommet de Washington, M<sup>me</sup> Thatcher pense donc déjà et surtout aux négociations sur les armes intercontinentales.

La lettre du premier ministre au président Reagan était en principe destinée à réaffirmer le soutien de la Grande-Bretagne à l'accord sur les FNI. En laissant ainsi filtrer une « idée » britannique sur l'étape suivante du grand marchandage entre les deux Super-Grands, M<sup>me</sup> Thatcher ne facilite pas le rôle de M. Reagan. Washington ne paraît pas d'ailleurs avoir été très enthousiasmé par cette « contribution » de Londres au débat sur l'opportunité d'établir un lien entre des concessions sur la « guerre des étoiles » et la réduction des arsenaux stratégiques, objectif officiellement soutenu par les Américains et les Soviétiques.

Le porte-parole du Parti travailliste pour les affaires étrangères, M. Kaufman, a aussitôt réagi à cette initiative en estimant que M<sup>me</sup> Thatcher « essayait de façon pathétique de jouer un rôle dans la pièce en cours alors qu'elle n'est que spectatrice ».

DOMINIQUE D'HOMBRES.

## ANGOLA

### Les troupes sud-africaines ont commencé à se retirer

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Les troupes sud-africaines ont commencé leur retrait du Sud-Est angolais, a annoncé samedi 5 décembre, le général Jamie Geldenhuys, chef d'état-major des forces armées à Pretoria. Cela ne signifie pas pour autant que les combats soient terminés car, selon le communiqué, ce repli s'est effectué au cours de « circonstances opérationnelles ».

L'intervention des troupes de Pretoria avait été annoncée le 11 novembre. Elle avait été justifiée par le souci d'éviter une défaite à l'UNITA de M. Jonas Savimbi et par la menace que pesait sur la province Cuando-Cubango (sud-est de l'Angola), en raison de la présence des forces soviéto-cubaines. S'agit-il d'un repli tactique à moins que

celui-ci ne soit motivé par l'assommoir que la menace a été dissipée à court terme ? La saison des pluies, qui vient de débuter, rend difficile le déplacement des troupes et interdit toute attaque d'envergure.

Néanmoins, le chef d'état-major de l'armée angolaise, le lieutenant général Antonio Dos Santos Franca, avait déclaré vendredi, dans une interview accordée à l'agence mozambicaine de presse AIM, que si les troupes de Pretoria ne s'étaient pas retirées le 10 décembre, « l'Angola n'aurait pas d'autre solution que d'attaquer les positions sud-africaines ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

Le numéro du « Monde » daté 6-7 décembre 1987 a été tiré à 585 956 exemplaires

Des kiosques

## LE GUIDE DES MICRO SERVEURS

80 solutions possibles à la tâche

VIDEOTEX

Chez les marchands de journaux A JOUR, EDITEUR

A B C D E F G

## Sur le vif

### Vipères lubriques

Il sort défilément étiez, d'assez bon, les coces. Il n'y en a plus que pour les journalistes, depuis trois ou quatre jours, dans l'Arme. C'est rapport : à leur vingt-sixième congrès. On n'en parle pas comme on devrait. Du coup, ils arrêtent pas de parler de nous. Ça nous fait une pub pas possible. Il y en a des colonnes et des colonnes. De TF 1 à RTL en passant par le Parisien, ils répètent tout ce qu'on a écrit, tout ce qu'on a dit sur eux. Même qu'ils donnent des plumes d'or et de bronze aux remarques les plus critiques, les plus désagréables, celles-ci ou là dans les médias. C'est gentil, non ?

Surtout pour mon copain Olivier Biffaud — c'est lui qui les couvre, les coces, au service politique du Monde. Il a eu droit à sa photo. De profil. En train de suivre les débats à la jumelle. Avec cette légende : « OB 007 aux coces ». Ce matin,

je le croise dans un couloir et je lui balance : « C'est pas juste ! Pourquoi toi, et pas moi ? Moi qui passe ma vie à égratigner les confrères, il y en a pas un qui aurait le courtoisie de me dire, il est quand même super-chouette, Merchaïs. Si encore vous l'avez vraiment traité dans la croix, mais là, là... Rien que des commentaires de simple bon sens, des évidences sur un PC en perte de vitesse. Alors, quelle idée de vous mettre en vedette ? »

— Bon, faut pas exagérer. Le cœur n'y est plus. On le sent bien. Ils ont perdu la main. Autrement, pour nous lancer, ils trouveraient des slogans super, du genre « vipère lubrique » ou « vipère lubrique ». Ça, oui, c'était par exemple, ça accrochait. Alors que là, « OB 007 », franchement, c'est nul, ça fait Tarte.

CLAUDE SARRAUTE.

« L'Etat apporte 2 200 millions de francs au capital de la SNECMA. — Le gouvernement vient, par l'intermédiaire du ministère de la Défense, de décider d'augmenter de 2 200 millions de francs le capital de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion, qui fabrique les réacteurs de l'Airbus et des Mirage. Ce capital était précédemment de 871,8 millions de francs, dont 95,17 % détenus par l'Etat. L'augmentation du capital permettra à la SNECMA de mieux s'engager sur les projets en cours, tant dans le domaine civil qu'en matière militaire. »

## Où trouver le Glenturret ?

Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple : Trihan Truettner, 52, rue des Batignolles, Paris 17<sup>e</sup>. A commander avec modération.

### Stages de Lecture Rapide

Nous nous engageons à vous former en trois jours, à toutes les techniques de lecture rapide et efficace.

Renseignements et documentation par téléphone, ou mieux, en passant nous voir, ce qui ne vous engage à rien.

GEICA FORMATION : 42 96 41 12 + 56 bis, rue du Loiret - 75002 Paris

### Informatique personnelle :

## QUEL ORDINATEUR CHOISIR ?

Tous les modèles testés pour vous.

## Ordinateurs

l'hebdomadaire informatique au format NEWS

CETTE SEMAINE EN SUPPLÉMENT UN MAGAZINE PC

## LES AMATEURS D'APPLE FONT LEUR

### CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER.

## LES AUTRES PÉDALENT DANS LE

Une extension à 5 M.o. gratuite pour tout achat d'un Macintosh II couleur et D.D. 40 M.o., soit 60 290 FHT

INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> 42 72 26 26  
64, av. du Prado Marseille 6<sup>e</sup> 91 37 25 03